

FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA PERSE AU CONTACT DE L'OCCIDENT

Étude historique et sociale

THÈSE POUR LE DOCTORAT D'UNIVERSITÉ

Présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris

PAR

A. AKBAR SIASSI

PARIS
LIBRAIRIE ERNEST LEROUX

28, RUE BONAPARTE (VI^e)

*Thèse Paris
1931.*

LA PERSE
AU CONTACT DE L'OCCIDENT



Digitized by the Internet Archive
in 2026

FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA PERSE AU CONTACT DE L'OCCIDENT

Étude historique et sociale

THÈSE POUR LE DOCTORAT D'UNIVERSITÉ

Présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris

PAR

A. AKBAR SIASSI

PARIS
LIBRAIRIE ERNEST LEROUX
28, RUE BONAPARTE (VI*)

—
1931



INTRODUCTION

Notre but principal, en commençant ce travail, était, tout d'abord, d'exposer les répercussions du contact de l'Occident sur la Perse et de montrer ce qu'il lui faisait perdre et ce qu'il lui faisait gagner. — Car, si la Perse est contrainte d'adopter la civilisation occidentale et de renoncer, malgré les doléances de quelques Persans et de beaucoup d'Européens, à bon nombre de ses coutumes et de ses traditions, cette adaptation sera, pensons-nous, d'une grande utilité pour elle, tant au point de vue politique qu'au point de vue social. — Nous nous proposons ensuite, de démontrer, autant qu'il est possible de le faire dans une étude de ce genre, qu'en dépit des pronostics pessimistes de certains auteurs ¹, la Perse est apte à cette « occidentalisation », qui la tirera de l'état arriéré où elle se trouve et qui lui permettra d'apporter à la civilisation une contribution digne de son glorieux passé. Enfin, nous désirions mettre en lumière les inconvénients de certaines méthodes d'adaptation actuellement appliquées dans ce pays, et en proposer quelques autres.

Mais pour ne pas raisonner dans le vide, nous avons été amené à tracer, en même temps, l'histoire de ce contact dont les origines remontent au XIII^e siècle. Les difficultés de la nouvelle tâche étaient grandes ; mais nous

1. Cf. pp. 240, 241 et 242.

n'avons pas hésité à la comprendre dans le cadre de notre travail, non seulement à cause de l'intérêt que suscitait son originalité — aucune étude d'ensemble n'ayant encore été faite sur la question — mais encore et surtout parce qu'elle constituait, en même temps qu'une fin, un moyen, une méthode rationnelle indispensable aux trois ordres de recherches connexes faisant primitivement l'objet de notre travail. En effet, quand on entreprend l'examen d'une question intéressant un pays, il ne peut être fructueux que s'il s'appuie sur la connaissance des conditions et du milieu qui la déterminent. Or, en ce qui concerne la Perse, il faut convenir que, pour être loin du temps où Montesquieu se demandait : « Comment peut-on être Persan ? » on n'est pas renseigné sur elle d'une façon extrêmement précise. Ce n'est pas que depuis cette date de nombreux ouvrages n'aient été écrits sur la Perse et les Persans ; mais leurs auteurs, des *Européens* — et surtout parce qu'*Européens* — ont émis des jugements souvent superficiels et inexacts, propres à induire en erreur. Et voici pourquoi.

En premier lieu, les coutumes du pays, certaines habitudes religieuses et l'appréhension du Farangui ¹ ont toujours empêché celui-ci d'être admis dans l'intimité du Persan, non pas seulement parce que celui-ci cachait sa femme, non pas seulement à cause de l'*impureté* présumée de l'hôte, mais principalement parce que les circonstances avaient créé entre eux une méfiance insurmontable. Gobineau s'en est bien rendu compte lorsqu'il a dit : « La véritable cause de la haine de l'étranger doit être recherchée moins dans la religion que dans la puissance maté-

1. *Farangui* qui désigne l'Européen et, par extension, l'Occidental vient de Franc. *Farangestan* signifie le pays des Farangis, l'Europe.

rielle que confèrent à l'Européen ses machines, l'inévitable effet de celles-ci étant la misère et la faim de l'Asiatique ¹ ».

En second lieu, la différence de mentalité entre l'Européen et le Persan n'a pas été un obstacle moins sérieux à une compréhension réciproque. On sait que l'expression de la pensée et des sentiments est loin d'être identique chez tous les hommes, et que, dans le domaine psychologique, une grosse source d'erreurs réside précisément dans l'interprétation de ces signes extérieurs. Telle grimace qui, chez un Européen, exprimerait la haine, pourrait n'être chez un peuple d'Asie, que le signe de la surprise ².

Il en est de même des paroles et des actes ³.

1. Comte de Gobineau, *Trois ans en Asie*, Paris, Grasset, 7^e éd. 1923, t. I, p. 64.

2. Cf. Henri Delacroix, *Le Langage et la Pensée*, Paris, Félix Alcan, 1924, livre III, ch. II : *Le fonctionnement psychologique du langage*. — G. Dumas, *Traité de Psychologie*, Paris, Félix Alcan, 1923, t. I, livre III, ch. II : *L'expression des émotions*.

3. Voici, entre autres, des exemples concrets :

a) Le geste que fait l'Occidental pour appeler de loin quelqu'un, consiste à faire exécuter à la main, paume en l'air, un mouvement d'avant en arrière, accompagné plus ou moins nettement d'un mouvement analogue du bras et de la tête, qui se relève un peu. Le Persan, lui, pour appeler de loin, exécute aussi le geste de la main d'avant en arrière, mais avec la paume vers le sol, tandis que la tête s'incline légèrement d'arrière en avant.

b) Le signe de la négation pour l'Européen (oscillations horizontales de la tête) exprime parfois, pour un Persan, le doute. Inversement, le fait de lever lentement la tête, qui peut exprimer le doute chez l'Européen, exprime toujours la négation chez le Persan.

c) Un Européen fait l'éloge d'un objet, d'une bague, par exemple, porté au doigt par un Persan. Celui-ci ne manquera pas de dire : « Ah ! elle vous plaît ? prenez-la, c'est un honneur pour moi de vous en faire cadeau ». L'Européen, émerveillé de cette libéralité, se croit déjà possesseur de l'objet, alors que cette même phrase, pour un Persan, n'ex-

Voilà une des principales sources des malentendus existant entre les hommes en général, entre ceux de deux races, de deux religions, de deux civilisations... Conscient de cette différence, Gobineau, auquel il serait souvent bon de se référer pour des questions de ce genre, conclut ainsi : « Il faut donc croire que de philosopher sur les populations asiatiques, si différentes de nous de toutes manières, est une tâche difficile, et que beaucoup de précautions, beaucoup d'attention y sont nécessaires pour ne pas tomber à chaque pas dans l'erreur ¹. »

Malheureusement, peu d'auteurs se sont souciés de ces sages recommandations et l'on en voit souvent qui, pour avoir traversé la Perse dont tout leur était inconnu, notamment la langue et l'histoire, se sont crus autorisés à se faire des opinions arrêtées sur ce pays et, ce qui est pis, à les exposer. La liste des erreurs, parfois bien grossières, relevées dans leurs ouvrages, en formerait un assez volumineux. L'un d'eux ayant pris un cardeur pour un musicien et son outil pour un instrument de musique national, se livre à des appréciations sur la musique persane... Un autre ne connaissant que le sens vulgaire d'un mot, déclare que les Persans, dans leurs chants, parlent beaucoup de leur ventre ² ! Un troisième, victime du même genre d'erreurs, rapporte, entre autres bizarreries de mœurs, que la première chose que les Persans se demandent, lorsqu'ils se rencontrent, ce sont des nouvelles

prime qu'une simple formule de politesse, qui ne doit pas du tout tirer à conséquence.

1. Gobineau, *op. cit.*, t. II, p. 2.

2. Le mot *del* signifie *cœur* en persan, et l'on comprend aisément qu'il soit employé dans les chansons ; il ne signifie *ventre* que dans le persan vulgaire.

de leur *nez*. « Votre nez est-il gros ? Gloire à Dieu ! Et le vôtre ?... ¹ »

Nous ne pensons pas que le fait d'avoir à parler de nos compatriotes constitue pour nous une garantie suffisante contre les erreurs possibles, et nous sommes décidé à n'émettre aucun avis *a priori*. Aussi notre méthode consistera-t-elle, en plus des investigations personnelles — rendues possibles par un contact de tous les jours avec les hommes et les choses de la Perse — à nous appuyer, aussi objectivement que possible, sur les données de l'histoire. Nous estimons, en effet, que celle des relations de la Perse avec l'Occident au cours des six derniers siècles, et, particulièrement, pendant les cent dernières années — quelque sommaire qu'elle soit — nous apportera, mieux que toute dialectique, la solution d'un certain nombre de problèmes obscurs et l'explication de certains faits dont on a l'habitude de constater l'existence sans en chercher les raisons profondes, comme la sympathie ou l'antipathie de la Perse à l'égard de tel ou tel autre peuple, son hésitation à adopter la civilisation européenne, sa prédilection pour la langue française et pour la culture latine, etc...

Ce travail est divisé en trois parties correspondant

1. Les mots persans en question sont *damâgh* et *tchâgh*. *Damâgh*, signifie cerveau, esprit, moral ; c'est seulement dans le sens vulgaire qu'il est employé pour le « nez » dont l'équivalent persan est *bîny*. Quant à l'adjectif *tchâgh*, qui signifie « gros » au sens propre, il veut dire, au figuré : en bon état, bien portant. Aussi la phrase : « *Damâghé chomâ tchâghast ?* » que les Persans se disent en se rencontrant veut dire : « Votre moral est-il bon ? » ou : « Comment êtes-vous moralement ? » et non pas : « Votre nez est-il gros ? » — Malheureusement cette erreur a été également relevée chez Gobineau (*Trois Ans en Asie*, t. II, p. 196) ; mais elle n'enlève rien à la valeur de ses autres observations.

aux phases distinctes du contact ; dans une conclusion résumée nous formulons nos critiques et proposons nos suggestions.

Ainsi, au cas où ces dernières n'auraient pas le mérite de retenir l'attention, il nous resterait, au moins, la satisfaction d'avoir entrepris l'étude d'un des principaux chapitres de l'Histoire générale de la Perse et peut-être même d'y avoir apporté quelque éclaircissement.

PREMIÈRE PARTIE

LE CONTACT DISCONTINU

Caractères généraux : Irrégularité, discontinuité et inefficacité.

Si nous ne donnons pas au mot « relations » le sens restreint de rapports officiels entre peuples ou gouvernements, nous pouvons constater que celles de la Perse avec l'Europe remontent, dans l'Histoire, bien plus haut qu'on ne le pense communément. Marco Polo qui voyagea dans ce pays vers la fin du XIII^e siècle, déclare, en effet, y avoir vu déjà installés des Européens de diverses nationalités et, en particulier, une colonie vénitienne à Tabriz. Cette « cité, dit-il, est si bien assise (située) que d'Inde et de Baudas (Bagdad) et de Mausul et de Cremesor (Guarmsir) ¹ et de mainz autres lieux y viennent les marchandises. Si que, pour ce y viennent plusieurs marchans latins, et proprement (principalement) Gênois (Gênois), pour acheter et pour faire leur affaire... ² »

Mais ce contact, jusqu'au XIX^e siècle, présente deux par-

1. *Guarmsir* signifie région chaude. Il s'agit de celle qui s'étendait entre les embouchures du Tigre et de l'Euphrate, à l'Ouest, et le Lârestan (dans le Sud de la Perse), à l'Est.

2. *Le Livre de Marco Polo*, Edition M. G. Pauthier, 2 vol., 1865, pp. 59-60.

ticularités qu'il est difficile de ne pas remarquer. La première consiste en son irrégularité et en sa discontinuité, et la seconde, en son inefficacité ; car il n'eut aucune répercussion appréciable sur le peuple persan qui, estimant encore sa vieille civilisation la meilleure de toutes, continua à se reposer sur elle et à considérer l'Occident et ses progrès avec l'œil du philosophe qui regarde les évolutions de ses semblables, sérieuses en apparence, puériles en réalité.

Pour lui ouvrir les yeux sur les réalités du monde sensible, il ne lui fallut rien moins que la série des incidents désastreux du début du xix^e siècle. Ils aboutirent au traité de Torcamantchaï (1828) ¹, lequel ébranla la foi que la Perse avait en elle-même ; il fit pénétrer dans sa tranquille conscience le fantôme d'un doute.

1. Cf. ch. viii. Torcamantchaï est orthographié *Turcmantchaï* dans la plupart des ouvrages d'histoire.

CHAPITRE PREMIER

LES ORIGINES DU CONTACT

Le contact ne commence qu'au XIII^e siècle. — Pourquoi. — La Perse du VII^e au XIII^e siècle. — Le christianisme parmi les Mongols. — Le Concile de Lyon de 1245. — Le Franciscain Jean de Plan Carpin. — Saint Louis et la Perse. — L'offre de Michel Paléologue. — Lettre d'Edouard I d'Angleterre à Abaga. — Les propositions d'Arghoun. — Jean de Monte Corvino. — L'affluence des missionnaires. — La politique étrangère des Mongols. — Les voyages de Marco Polo. — La République de Venise et la Perse. — Action commune contre l'Empire ottoman. — Les Européens à la Cour de Tamerlan.

La recherche de nouveaux débouchés a été, de tout temps, l'un des soucis propres aux pays dont l'industrie et le commerce sont dans un état florissant. C'est en vertu de ce principe que, dès le XIII^e siècle, des Vénitiens et des Gênois, des Portugais et des Hollandais, des Anglais et des Français... arriveront tour à tour en Perse. Ces rapports privés et, pour ainsi dire individuels, ont presque toujours eu pour suites, comme nous allons le voir, l'échange de missions officielles et, parfois, la conclusion d'un traité. Ici se pose à l'esprit une question, à laquelle il convient de répondre avant d'aller plus loin. Pourquoi le contact ne commence-t-il qu'au XIII^e siècle, juste au moment où les Mongols viennent de monter sur le trône de Perse ?

On sait que la Perse fut conquise au ^{vii}^e siècle par les Arabes et resta, pendant deux cents ans, sous leur domination directe. Puis, du ^{ix}^e au ^{xiii}^e siècle, cherchant à secouer son joug, elle tomba dans une espèce de féodalité et fut gouvernée par des dynasties, souvent nationales, comme les Samanides, les Saffarides, etc., mais qui régnèrent parfois simultanément ; dynasties dont, jamais, aucune ne put étendre son pouvoir sur tout le pays ni le doter d'une sécurité suffisante, susceptible d'y attirer les hommes d'affaires des pays éloignés. Il convient d'ajouter à cette première considération que, pendant ces quatre siècles, non seulement l'état de l'Europe féodale n'était nullement propice aux rapports diplomatiques et commerciaux, mais que l'Empire islamique, bête noire des Européens, séparant l'Occident de la Perse, ceux-ci se gardèrent bien de s'y aventurer tant que les khalifes furent les seuls maîtres en Orient.

Cet état de choses dura jusqu'à l'apparition des Mongols. Leur invasion qui s'étendit sur toute l'Asie Centrale et Occidentale, la Pologne et la Hongrie, plongea dans une profonde consternation les pays qui n'en étaient pas l'objet, mais qui craignaient de le devenir. Aussi, quand ces barbares envahisseurs se retirèrent en Asie, les Européens de l'Ouest et du Sud poussèrent un soupir de soulagement et commencèrent même à éprouver une certaine sympathie pour le fléau qui les avait un instant menacés, espérant qu'il fondrait sur l'Islam et le ferait enfin disparaître. Cet espoir n'était d'ailleurs point sans fondement. Il reposait sur des rumeurs d'après lesquelles il se trouvait, parmi les Mongols, quelques tribus de religion chrétienne.

C'était un titre suffisant pour que le Concile organisé

en 1245, à Lyon, par le Pape Innocent IV, décidât de créer en Orient un grand mouvement religieux. Ce fut le point de départ des Ambassades envoyées à la Cour des Mongols. La première, ayant à sa tête un Franciscain, Jean de Plan Carpin, traversa le Volga et atteignit, en 1246, Karacoroum, où le Khaghan, prince des Mongols, avait sa Capitale. Celui qui régnait alors, Kouyouk, avait effectivement deux ministres chrétiens, et c'est assez dire quel accueil chaleureux fut réservé à l'ambassadeur du Pape. Une autre mission restée célèbre, est celle qu'envoya saint Louis. Ce fut Guillaume de Rubruquis, grand voyageur comme Plan Carpin et fin observateur comme lui, qui en eut la charge. Il arriva à Karacoroum en 1253, reçut du Khaghan Mankkou ¹ un accueil cordial et des lettres pour saint Louis. D'autres Princes chrétiens suivirent l'exemple. L'Empereur Michel Paléologue envoya même sa fille Marie, comme fiancée pour Holagou ; la mort refusa à celui-ci les douceurs de cet hyménée, et la princesse échut à son fils, Abaga, dont le premier geste, en montant sur le trône, fut la célébration de son mariage avec elle.

Des correspondances échangées entre les Khaghans et les Souverains de l'Occident à la suite de leurs relations, un certain nombre a été préservé des atteintes du temps et nous restent. Voici, entre autres, une lettre adressée par Edouard I, roi d'Angleterre, à Abaga :

« Le frère David est arrivé à notre Cour et nous a présenté des lettres adressées au Saint-Père et aux autres rois chrétiens. Nous y avons remarqué l'affection que vous portez à la foi chrétienne et la résolution que vous avez

1. Kouyouk est mort en 1248 et Mankkou, en 1259.

prise de secourir les chrétiens et le Lieu Saint contre les ennemis du christianisme. Nous prions Votre Seigneurie de réaliser ce saint projet. Nous ne pouvons pas pour le moment vous donner des indications précises concernant la date de notre arrivée au Lieu Saint et la marche des chrétiens, puisque rien n'a encore été décidé à ce sujet de la part du Souverain Pontife. 6 janvier 1274 ¹. »

Vers la même époque, en 1278, un Franciscain représentait le Pape à la Cour d'Abaga, dont le fils, Arghoun, poursuivant la tradition paternelle, entretint de bonnes relations avec les Princes chrétiens et leur proposa même, à deux reprises différentes, en 1289 et en 1291, d'entreprendre, contre les musulmans, une action commune. Les propositions du monarque mongol donnèrent lieu à une correspondance pleine d'enthousiasme, mais elles ne reçurent aucune suite effective. Le missionnaire Jean de Monte Corvino, chargé à cette occasion de remettre des lettres du Pape à Arghoun qu'il espérait convertir, passa par Tabriz et se rendit en Chine où il créa une Eglise florissante.

La voie de la Perse ainsi ouverte aux messagers du Christ, ces derniers y arrivèrent de toutes parts. Ils appartenaient à tous les ordres : Prêcheurs, Franciscains, Augustins portugais (envoyés en 1598 auprès de Schah-Abbas le Grand par l'Archevêque de Goa), Carmes (envoyés à la Cour du même Prince par le Pape Clément VIII), et les Capucins que, sur la recommandation du roi de France, Richelieu dépêcha à Séfi 1^{er} ; les Dominicains, les Jésuites, et les autres arrivèrent plus tard.

Le rôle joué par ces missionnaires en Perse est d'un

1. Sir Percy Sykes, *A History of Persia*, London, Macmillan, 1921, t. II, p. 100. — Cf. P. Pelliot, *Mongols et Papes* (Acad. Inscr.).

intérêt tout particulier et nous ne manquerons pas d'en parler à sa place ¹.

* * *

Les Mongols ne se contentèrent pas d'attirer chez eux des missionnaires ; ils laissèrent leurs frontières ouvertes à tous ceux qui voulaient bien les franchir. Voici les raisons de cette attitude accueillante. On sait quelles atrocités avaient commises les premiers Mongols. On a évalué à des chiffres fantastiques le nombre des gens massacrés et des villes détruites par Tchinguiz-Khan (Gengis-Khan) en Perse seulement. Des pays qu'ils avaient conquis, il ne restait, pour ainsi dire, que des ruines. Leurs descendants, au contact des peuples vaincus, devinrent de mœurs plus douces et pensèrent même à réparer les ruines et à travailler à la prospérité de leur Empire. C'est pourquoi ils y attirèrent les étrangers, auxquels ils accordèrent toutes sortes de facilités, tant pour leur séjour que pour l'exercice de leur commerce. Les voyages de Marco Polo et la satisfaction qu'il en exprima offrent une illustration éclatante de cette sage politique.

Marco Polo, surnommé, à juste titre, « le Père de la Géographie », débarqua en 1271 à Lajazza, sur le golfe d'Alexandrette, dans l'intention de se rendre en Chine. Il pénétra en Perse par le Nord, visita Tabriz que, par erreur, il crut hors de ce pays, et dont les habitants l'étonnèrent par la prospérité de leur industrie et de leur commerce. La deuxième ville qu'il traversa fut Saveh qui, comme beaucoup d'autres villes de Perse, était alors

1. Cf. pp. 53 et 120.

plus prospère qu'aujourd'hui. Les beaux velours et les fines soieries de Kachan attirèrent également son attention. Mais la ville qui eut l'honneur de la description la plus complète de la part de notre explorateur est assurément Kerman, où il arriva après avoir passé par Yazd (Yezd). Les broderies de Kerman, avec la grande variété de dessins et de couleurs qu'elles offrent, causèrent son admiration. On y voit, dit-il, des « bêtes, des oiseaux, des arbres, des fleurs et une bonne quantité d'autres motifs ». Il parle également de l'aciérie et des turquoises taillées de cette ville, industries dont aujourd'hui il ne reste plus aucune trace. En remontant vers le Nord, Marco Polo fait la connaissance du fameux désert de Lout et, après huit jours de marche, atteint la région qu'il appelle « *Tonocain* » et qui doit probablement être celle de Toun et de Tabas. Continuant sa route vers le Nord, il pénètre dans le Turkestan, dépasse les frontières persanes et se dirige vers son but principal, la Chine.

Son retour en Perse eut lieu en 1294, par la voie des mers. Il avait la délicate mission d'accompagner la « belle et avenante » Princesse Kokachim à Arghoun qui l'avait demandée en mariage. La traversée Chine-Golfe Per-sique fut bien pénible et dura deux ans. Presque tous les passagers qui, montés sur treize navires, composaient sa suite, périrent, en sorte que, lors du débarquement à Hormoz, en 1294, on ne put compter que huit survivants. Entre-temps, Arghoun avait également trépassé, et Marco Polo eut à remettre entre les mains de son successeur, Ghazan-Khan, le beau dépôt dont il avait la charge, ce qui l'amena probablement à refaire l'accablante traversée du désert de Lout.

Enfin, après avoir longé le flanc de la chaîne de l'El-

bourz, Marco Polo passa de nouveau par Tabriz et regagna définitivement Venise, mettant fin à un voyage qui avait duré un quart de siècle ¹.

La patrie de ce grand explorateur, Venise, a d'ailleurs joué un grand rôle en Asie même au point de vue politique. En s'emparant de Constantinople en 1453, les Turcs menaçaient toute l'Europe, d'autant plus que celle-ci, partagée entre des gouvernements différents et agitée d'intérêts opposés, était dans l'impossibilité de former un bloc devant le danger commun. Le souverain de Perse, Ouzun Hassan, un des Princes Timourides, cherchant à attaquer les Turcs, pensa à s'assurer l'aide navale de l'Europe. Il sollicita donc, à cet effet, la République de Venise qui lui envoya, en ambassade, Caterino Zéno. Les pourparlers ne durèrent que fort peu de temps et il fut décidé d'attaquer les Ottomans, à la fois sur mer et sur terre. Mais ceux-ci étaient réellement de beaucoup les plus forts ; dès les premiers engagements, en 1472, les alliés furent battus et Ouzun Hassan dut, après avoir subi de lourdes pertes, se retirer dans ses Etats. Il chargea alors Caterino Zéno d'une ambassade auprès des Cours d'Europe, les invitant à entreprendre avec lui une action commune contre le Sultan. Les Princes chrétiens restant sourds à son appel, Ouzun Hassan, conscient de la puissance de l'Empire ottoman, dut, de son côté, se tenir coi.

En 1571, juste un siècle après la mission dont avait été chargé Caterino Zeno, Venise, recherchant l'alliance du roi de Perse en vue de récupérer l'île de Chypre que les Turcs venaient de lui arracher, envoya à la Cour de Tahmasb une ambassade qui avait à sa tête Vincentio A.

1. Cf. *Le Livre de Marco Polo*, op. cit.

d'Alessandri. Celui-ci ne réussit pas à intéresser le roi Safavi à ses propositions, mais son voyage ne manque pas d'intérêt pour nous ; il nous en a laissé une relation qui nous renseigne sur la Perse de cette époque. Parlant du Schah Tahmasb, il dit : « C'est un homme de taille moyenne, de constitution et de physionomie assez bien faites, bien qu'un peu noir de teint avec des lèvres épaisses et une barbe grisonnante. » Il ajoute que le souverain n'avait pas quitté son palais depuis onze années et était ainsi devenu inaccessible à son peuple. Celui-ci ne savait à qui demander justice ; les juges étaient corrompus, les routes infestées de brigands ; en un mot, le pays était totalement négligé par le roi qui ne s'intéressait qu'à deux choses : l'argent et les femmes ¹. Ce roi fut empoisonné cinq ans plus tard.

Entre-temps, tout au début du xve siècle, la renommée de Tamerlan avait attiré à sa Cour de nombreux ambassadeurs européens, en particulier ceux qui représentaient Henri III de Castille, lequel estimait qu'une alliance avec le grand conquérant oriental lui serait de quelque utilité contre ses ennemis musulmans. L'un de ces ambassadeurs, Ruy Gonzalez di Clavijo, arriva à Samarcande, en 1403, après avoir traversé tout le Nord de la Perse. Les mémoires qu'il a laissés nous fournissent des indications très intéressantes sur l'état dans lequel se trouvait alors la Perse septentrionale et sur Tamerlan ². Tabriz, d'après cet auteur, était une ville très prospère, comptant près d'un million d'habitants et

1. *Travels of Venetians in Persia*, édité par Hakluyt Society. — Guglielmo Berchet, *La Repubblica di Venezia e la Persia*, Turin 1865.

2. *Embassy to the court of timour*, traduction anglaise de Sir Clements Markham, publié par Hakluyt Society.

possédant de nombreuses et belles mosquées. Une description est également donnée de la province du Guilan, des villes de Soltanieh, de Damghan, de Neichabour (Nichapour) et de Méched où l'ambassadeur espagnol¹ put visiter le sanctuaire d'Imam-Réza. Viennent ensuite le portrait de Tamerlan lui-même, la peinture de sa Cour et de sa capitale, Samarcande, dont les 150.000 habitants se composent de prisonniers cosmopolites : « tures, arabes et maures, arméniens et grecs ». L'accueil cordial que reçut Ruy Gonzalez de Clavijo de la part de Tamerlan, enlève à ses relations de voyage tout caractère d'impartialité. Tamerlan, en effet, n'y est pas représenté comme l'homme terrible et cruel qu'il était en réalité et dont on sait qu'il massacra tant de gens qu'il put, avec leurs têtes, construire des tours élevées. A Ispahan seulement, il aurait mis à mort soixante dix mille personnes ¹.

1. Eugène Aubin, *La Perse d'Aujourd'hui*, Paris, Armand Colin, 1908, p. 273.

CHAPITRE II

L'IDENTIFICATION DE DEUX SENTIMENTS

Le développement des relations avec l'Europe au xvii^e siècle. — Politique et religion dans l'Empire islamique. — L'unité nationale persane. — Le danger turc : le Sultan et ses prétentions. — Le réveil du sentiment national dû à l'action des princes et des poètes. — Lutte de deux sentiments. — La question qui se posait aux consciences. — La succession de Mahomet et la Création des sectes religieuses. — Le Chiisme. — Des traces du Magisme dans la nouvelle foi. — La Perse arrachée à l'étreinte de l'Islam. — La tolérance des Safavis. — Le faubourg de Djolfa. — Les Safavis et les Chrétiens.

Le contact de la Perse avec l'Europe, bien insignifiant en somme jusqu'au xvii^e siècle, prit sous les Safavis ¹ un essor considérable, conséquence naturelle d'une politique des plus ingénieuses suivie par ces Princes. Leur but principal semblait être pour des raisons que nous allons voir, d'arracher la Perse à l'étreinte de l'Islam, persuadés qu'ils étaient que les ennemis de celui-ci, les Chrétiens, se rapprocheraient d'elle, par contre-coup.

On sait que, dans l'Empire islamique, politique et religion étaient étroitement liées ensemble, puisque le

1. Il s'agit des Séfis ou Sélévis. Dans cet ouvrage, tous les mots persans seront orthographiés suivant la prononciation locale, sauf toutefois dans les cas où nous jugerons que cela pourrait en gêner la compréhension.

Khalife passait pour être, en même temps, chef spirituel et temporel. Ce principe était la cause essentielle de l'insuccès de la Perse, partie importante de l'Empire, à récupérer son indépendance complète. En effet, l'indépendance politique ne pouvait être atteinte qu'au prix de l'indépendance en matière de religion. Les Persans l'avaient compris depuis longtemps, les Safavis firent de cette idée une réalité.

C'est assurément l'un des problèmes les plus intéressants de l'Histoire ; il mériterait des études détaillées et spéciales ; ici, nous n'en pouvons parler qu'assez sommairement.

Après dix siècles de déchirement et de malaise intérieurs subis par la Perse du fait de la domination arabe, les Safavis parvinrent à la réunir, tout entière, sous leur gouvernement et cherchèrent, avec succès, à apposer, avec autant de sagesse que d'habileté militaire, le sceau définitif à l'unité nationale persane. La Perse était menacée par un danger sérieux, qu'il fallait conjurer. Il s'agit des Turcs qui, depuis l'occupation de Constantinople en 1453, avaient affermi les fondements d'un puissant Empire islamique dont le Sultan se déclarait Khalife, c'est-à-dire successeur de Mahomet et, par suite, chef légitime de tous les musulmans qu'il voulait ramener effectivement sous un même gouvernement, le sien. La Perse musulmane était son principal objectif, et c'est là le point de départ de toutes les incursions dont il ne cessa un instant de la harceler. Dans cette partie, le Sultan avait beau jeu, aucune force sérieuse ne s'opposant à lui ; car chez le Persan, habitué à la soumission au Khalife, le sentiment national semblait avoir complètement cédé la place au sentiment religieux. Quelques Persans,

patriotes et ambitieux, pouvaient résister, mais le chef de la religion comptait sur la masse du peuple entièrement croyante. — Cependant l'élite de la nation, des Princes qui avaient secoué le joug des Arabes, des poètes comme Ferdôcy (Ferdousi), avaient déjà essayé d'éveiller l'amour-propre national en rappelant au peuple ses ancêtres glorieux et de provoquer son patriotisme latent par des poésies pleines de verve et d'insinuations.

L'arabe, ce buveur de lait de chamelle et ce mangeur de lézards,
Est arrivé au point
D'ambitionner le trône des Achéménides !
Fi donc, Destin, fi donc ! ¹

Mais tous ces beaux faits des Princes, toute cette belle littérature des poètes, ne semblaient point avoir abouti à un succès définitif : le sentiment national était bien éveillé dans les cœurs où, désormais, se trouvaient gravés à jamais les vers de Ferdôcy, mais il avait en face de lui un autre sentiment, antagoniste, quoique moins ancien, ayant des racines moins profondes, mais aussi fort, plus fort peut être, car quel est le sentiment qui puisse lutter de force avec la foi ?

La lutte de ces deux sentiments constitua, durant des siècles, un des tourments les plus troublants qu'ait jamais connus un peuple. Mais cet état d'esprit était intenable et il fallut bien que l'imagination créatrice de la nation cherchât un remède. Il ne pouvait d'ailleurs y en avoir qu'un seul : la réconciliation des deux sentiments, leur fusion, leur identification, si possible. Voici, sous sa forme la plus précise, le problème qui se posait

1. Ferdôcy, *Schahnaméh (Livre des Rois)*, livre IV, lettre de Rostame, commandant en chef de l'armée persane, à Sa' dé-Vaghâs, général de l'armée arabe.

aux consciences : rester à la fois bon musulman et bon Persan, c'est-à-dire rebelle à l'autorité du Khalife, chef présumé de la religion. Les esprits travaillant, inconsciemment d'abord, bien entendu, à la solution de ce problème, se rappelèrent fort à propos le différend qui avait surgi après la mort de Mahomet, au sujet de sa succession immédiate. Son gendre, Ali, se croyait tout indiqué pour le poste du khalifat ; les intrigues d'Omar l'en écartèrent. Ainsi Ali devint victime d'Omar ; mais celui-ci fit une autre victime, la Perse, qu'il conquit et à laquelle il imposa l'Islam... Plus tard, Hossein, fils d'Ali, chercha à remplacer son père au khalifat ; Yazid, un autre prétendant à cette dignité, plus fort que lui, le fit massacrer, lui et toute sa famille, près de Karbéla. Mais Hossein était le petit-fils de Mahomet, alors que Yazid était sans lien de parenté avec le prophète ; de plus, et surtout, Hossein avait épousé une princesse persane, Bibi-Chahrbanou, fille de Yazdéguerd III, dernier roi sassanide. Tout cela était plus que suffisant pour donner matière à la création de nombreuses sectes religieuses, dont la plus considérable fut le Chiisme ¹ qui, avant d'atteindre sa forme définitive et de rompre, sous les Safavis, avec le reste de l'Islamisme, travailla bien longtemps les esprits : il avait trouvé, dès le commencement du xiv^e siècle, comme premier souverain adhérent, le Khan mongol Khodabandéh.

Le Chiisme consiste, en deux mots, dans le principe de l'illégitimité de tous les successeurs officiels et effectifs de Mohammad, c'est-à-dire de tous les Khalifes, considérés

1. De *Chi' éh* : sectateur, par opposition au Sunnisme, de *Sunnat* : tradition, orthodoxie.

comme des usurpateurs, à l'exception, bien entendu, du quatrième d'entre eux, le fameux Ali, qui avec ses onze descendants forme la série des douze Imams, les seuls successeurs légitimes du Prophète. A noter que le 12^e, Méhdi, s'est absenté provisoirement et doit revenir en qualité de Messie, pour rétablir sur la terre le « Royaume de Dieu ».

Mais sur ce premier principe se greffa, avec la complicité des Safavis, toute une série de croyances secondaires et de traditions qui défigurèrent complètement la doctrine de Mohammad. Le Magisme y apporta bon nombre de ses prescriptions. C'est, pour ne citer qu'un exemple, « du Magisme que vient cette doctrine de l'impureté légale des infidèles et de certains animaux, poussée beaucoup plus loin et plus systématiquement étendue que chez les Sunnites ¹ ».

Le premier Khalife des Sectateurs, Ali, fut bientôt associé aux moindres détails de la vie du Prophète, il le dépassa même sur bien des points, devint une espèce de demi-dieu, ayant existé avant l'homme et assisté à sa création par Dieu. Hossein, 2^e fils d'Ali et 3^e Imam de la nouvelle religion, par son mariage avec la Princesse persane Bibi-Chahrbanou et par son martyre, devint encore plus cher aux cœurs et fut transformé en un véritable prince persan. Ainsi, « Mahomet, Ali, Hossein, formèrent la trinité chiïte, d'où sortirent la révélation, l'interprétation et la rédemption » ².

Ceux des membres de la famille de Hossein qui survé-

1. Comte de Gobineau, *Trois Ans en Asie*, Paris, Grasset, 7^e éd., 1923, t. II, p. 114.

2. Eugène Aubin, *op. cit.*, p. 158. — Henri Massé, *L'Islam*, Paris, A. Colin, 1930, p. 149 et suiv.

curent au massacre de Karbéla s'enfuirent en Perse où, sur tout le territoire, un nombre indéterminé d'endroits sont considérés comme gardant leurs saintes dépouilles et celles, non moins saintes, de leurs innombrables enfants (*Émamzadéh*). Ils sont devenus, pour cette raison, centres d'agglomération et lieux de pèlerinage ¹. On vit bientôt éclore toute une littérature religieuse, codifiant les traditions émanées des douze Imams, racontant, dans des *rôzéhs* — récits faits par un prêtre à une réunion de fidèles — et représentant dans des *ta'ziéhs* — mystères religieux, — le martyre de Hossein et des siens, et poussant la Perse entière à « communier dans une même douleur sur le triste sort des Alides » et à prendre « les armes contre les bourreaux représentés dans leurs descendance par les Sunnites de l'Asie Centrale et le Khalife des Ottomans ² ». Haïr ces derniers et ceux qui leur étaient soumis n'était plus un simple acte de patriotisme, mais en même temps un acte de foi. Le deuil des Alides devint donc une pure manifestation patriotique et toutes les processions et autres cérémonies de l'Achoura ³ constituaient à l'origine les fêtes de l'indépendance nationale correspondant exactement aux fêtes célébrées, en France, par exemple, à l'occasion de l'anniversaire du martyre de Jeanne d'Arc.

Ainsi, le but auquel tendait les Safavis était parfaitement atteint. Le sentiment national et le sentiment religieux étaient fondus, identifiés. La nouvelle foi, en

1. La plupart de ces Émamzadéhs, poursuivis et persécutés par les Khalifes usurpateurs, auraient cherché un refuge en Perse.

2. Eugène Aubin, *op. cit.*, p. 156.

3. Dixième jour de Moharram (1^{er} mois lunaire), anniversaire du martyre de Hossein.

même temps qu'elle isolait la Perse du reste de l'Islam, fournissait, par son exclusivisme même, un lien d'homogénéité aux diverses races de l'Iran, réalisant d'une façon définitive l'unité nationale persane.

Mais tout en éloignant le peuple de l'Iran des autres musulmans soumis au Khalife et en lui inculquant une haine irréductible à leur égard, les Safavis favorisaient le développement de son contact avec les Chrétiens, en attirant ces derniers à leur Cour par les facilités qu'ils leur accordaient, tant pour la pratique de leur culte que pour l'exercice de leur commerce. Schah-Abbas le Grand installa dans sa florissante capitale d'Ispahan plusieurs milliers d'Arméniens venus du Nord-Ouest, en 1606, leur construisit des maisons et des églises, et fonda ainsi le faubourg de Djolfa qui devint le siège officiel du représentant du Pape. — A la suite de l'invasion afghane, en 1722, et des troubles que traversa la Perse durant tout le XVIII^e siècle, Ispahan et son fameux faubourg chrétien tombèrent en pleine décadence. Toutefois, on y voit encore des églises construites à l'époque, dont quelques-unes, par leur architecture islamique, constituent l'une des curiosités de l'ancienne capitale des Safavis. En effet, considérées de l'extérieur avec leurs dômes, flanqués d'espèces de minarets, elles ne diffèrent pas beaucoup des mosquées qui les environnent ; elles s'en distinguent à l'intérieur, par une profusion de peintures représentant des figures humaines, interdites par l'Islam, et des scènes de la vie de Jésus. Malgré sa décadence actuelle, Ispahan continue à être la résidence nominale d'un archevêque et le siège officiel du délégué apostolique, bien que ces prélats demeurent habituellement à Téhéran.

La tolérance intéressée des Safavis, jointe à la magnificence de leur Cour et à la sécurité dont ils avaient doté leur royaume, firent affluer un nombre d'Européens, considérable pour l'époque. Ainsi, pendant près d'un demi-siècle que dura son règne (1587-1629), Schah-Abbas le Grand, le plus fameux des Safavis et l'un des plus grands rois de Perse, reçut avec une égale cordialité, à Ispahan, cité qui lui doit sa gloire passée, les missionnaires, les ambassadeurs, les commerçants, les bijoutiers, les artistes, venus des différents pays d'Europe, leur accordant les mêmes encouragements et les mêmes faveurs, sans que cela l'empêchât d'affecter une piété rigide, comme prince musulman chiite. « Les commerçants, en particulier, étaient assurés de bon nombre de privilèges. Ni les gouverneurs ne se mêlaient de leurs affaires, ni les gens de religion ne les inquiétaient, ni les droits de douane ne pesaient sur eux. En résumé, tout ce qui était possible était fait pour que l'étranger se sentît le bienvenu en Perse. Cet esprit de cordialité subsiste encore aujourd'hui, au ^{xx}^e siècle, et met les Européens beaucoup plus à leur aise dans ce pays que dans toutes les autres parties de l'Asie, où, s'ils sont tolérés, ils ne sont point aimés ¹ ».

C'est assurément grâce à cette sage politique que l'isolement de la Perse dans le cadre des pays islamiques ne lui causa aucun préjudice, puisqu'elle lui assurait la sympathie des Européens, ennemis communs du Sultan, et développait de plus en plus ses relations avec eux.

1. Sir Percy Sykes, *op. cit.* : II. p. 177

CHAPITRE III

L'ARRIVÉE DES ANGLAIS EN ORIENT ET EN PERSE

La création de la Compagnie des Indes Orientales. — Les renseignements fournis par le nommé Steele. — Les frères Sherley et Schah-Abbas le Grand. — L'Artillerie dans l'armée persane. — Les Sherley en mission à l'étranger. — L'arrivée du premier navire anglais dans un port persan (1616). — La lutte anglo-portugaise dans le Golfe Persique (1620). — Anthony Jenkinson et le premier essai de relations commerciales par la voie de Russie (1561). — Brucman et le 2^e essai. — John Elton et Jonas Hanway et le 3^e essai. — La naissance de la rivalité anglo-russe en Perse (1746). — L'abandon de la voie de Russie.

Les relations suivies de l'Angleterre avec l'Orient commencèrent au lendemain du désastre de « l'invincible Armada » (1588). L'année suivante, un corps de marchands autorisés par la Reine Elisabeth à commercer avec l'Inde, se mirent en route vers ce pays lointain. L'expédition avorta. Mais l'entreprise paraissait réalisable, et la première expédition hollandaise à Bantam (Java) qui eut lieu à l'époque avec succès, enhardit les Anglais et fut la cause de la création officielle à Londres de la Compagnie des Indes Orientales, dont le nom exact était : « The Governor and Company of Merchants of London trading into the East Indies ». Dès sa première expédition, en 1601, sous le commandement du célèbre navigateur

James Lancaster, la nouvelle Compagnie connut un plein succès et ses affaires ne cessèrent plus un instant de prospérer.

La Perse, grâce à sa renommée et à son voisinage avec l'Inde, ne pouvait pas rester en dehors du rayon d'action de la Compagnie. Des renseignements que lui fournit le nommé Steele, lequel, venant d'Alep, avait récemment traversé la Perse, lui furent d'un grand intérêt. C'est ainsi qu'elle apprit que le drap y était recherché, et que la soie y pouvait être achetée moitié moins cher qu'à Alep où elle avait, jusqu'alors, son marché habituel. La Compagnie chargea donc Steele, accompagné d'un de ses agents, de se rendre à Ispahan en vue de procéder à l'ouverture de relations commerciales. La mission fut bien reçue et obtint facilement des Firmans ¹ suivant lesquels les gouverneurs des ports du Golfe Persique devaient réserver bon accueil aux navires anglais. Le succès de cette mission était dû, en grande partie, à l'influence de Sir Robert Sherley qui occupait une situation importante à Ispahan. Il n'est pas inutile de dire, en quelques mots, comment cet Anglais avait pu atteindre la Cour de Schah-Abbas le Grand.

En l'année 1597 le Grand Roi revenait du Khorassan où il avait enfin réussi à en venir aux mains avec les Uzbeks qui, depuis dix ans, faisaient des apparitions périodiques dans cette province pour la mettre au pillage et en massacrer les populations ; il les avait vaincus définitivement ; c'est alors que les deux Sherley (car ils étaient deux frères, Sir Anthony et Sir Robert), se présentèrent à lui à la tête de vingt-six cavaliers magnifi-

1. Ordres écrits, émanant du Schah. En persan, ce mot se prononce *Farmân*.

quement équipés, sollicitant l'honneur d'entrer à son service. Ils offrirent au Souverain de beaux cadeaux en or et en pierreries et reçurent, en retour, quarante beaux chevaux richement harnachés, des mules, des chameaux et une assez forte somme d'argent. En un mot, le Roi leur fit bon accueil et il n'eut pas, par la suite, à s'en repentir. Car ces hôtes, versés dans l'art militaire, introduisirent dans l'armée persane les méthodes occidentales, la discipline militaire et l'artillerie, ce qui ne manqua pas de la rendre plus forte et de lui assurer le succès dans les guerres que, de 1602 à 1627, Schah-Abbas eut à soutenir contre les Turcs : ceux-ci furent chassés successivement des possessions qu'ils s'étaient assurées sur le littoral de la mer Caspienne, ainsi que de la Géorgie, de l'Azerbeïdjan, du Kurdistan, de Mossoul et de Bagdad.

Entre-temps, Sir Anthony Sherley proposa au Schah de se rendre, comme son Ambassadeur, auprès des Cours d'Europe, en vue de demander leur coopération dans la guerre contre le Sultan. Cette suggestion plut à Schah-Abbas qui s'y prêta de bonne grâce ; et Sir Anthony Sherley partit en Europe. Malheureusement, sa mission n'eut aucun succès : arrêté et emprisonné à Moscou d'abord, relâché ensuite, il se rendit à Prague et à Rome d'où il gagna l'Espagne ; il fut envoyé, par le Souverain de ce pays, en mission au Maroc. En fin de compte, il retourna en Perse où il aurait passé les dernières années de sa vie aventureuse.

Cependant, son frère occupait une place importante dans l'armée, prenait même part aux guerres contre les Turcs, et allait de temps en temps, à son tour, en ambassade en Europe. En 1609, notamment, il se rendit en Pologne, en Allemagne et en Espagne, à la Cour de

Philippe III, auquel il demanda, au nom de Schah-Abbas, s'il voulait bien envoyer chercher par ses bateaux la soie persane dans le Golfe Persique. C'était en effet, une question qui préoccupait beaucoup le souverain persan : il était, pour l'exportation de la soie, à la recherche d'une autre voie que celle de la Turquie, où les droits de douane étaient élevés, sans compter que l'état de guerre était presque permanent entre les deux pays. Sir Robert Sherley partit une deuxième fois en mission pour l'Espagne, tandis que celle-ci se faisait représenter à la Cour de Schah-Abbas par Gracia de Silva y Figueroa, en vue d'obtenir du Schah l'assurance que l'île d'Hormouz, occupée par les Portugais¹ ne serait l'objet d'aucune attaque. Ni cet ambassadeur, ni Robert Sherley ne réussirent dans leurs missions respectives.

Robert Sherley fit également deux voyages en Angleterre, en 1611 et en 1623. La seconde fois, il y rencontra un rival : un autre envoyé de Schah-Abbas, le Persan Naghd-Ali Bag. Le retour en Perse des deux ambassadeurs eut lieu en même temps ; ils passèrent par l'Inde et le Golfe Persique ; mais, avant d'atteindre le territoire persan, Naghd-Ali Bag décéda d'une façon mystérieuse. D'après la version officielle, rapportée à Schah-Abbas, il se serait suicidé. A remarquer également que le même bateau était porteur d'un troisième ambassadeur, celui que le roi James d'Angleterre envoyait à Schah-Abbas ; il s'appelait Sir Dodmore Cotton.

On voit que les frères Sherley ne peuvent pas être considérés comme de simples aventuriers ; ils ont rendu

1. De 1580 à 1640, le Portugal fit partie de l'Empire espagnol, ce qui fut l'une des principales raisons de son affaiblissement en Orient

des services appréciables à leur patrie et nous les tenons pour ceux qui ont posé en Perse, pays voisin et sur la route des Indes, les premiers jalons de l'influence britannique.

Pour en revenir à la Compagnie anglaise des Indes Orientales, et à son essai de contact avec la Perse, après avoir obtenu les Firmans nécessaires, elle procéda aux préparatifs de la première expédition qui devait atteindre un port persan. Ce port fut *Djask*, le navire qui l'aborda s'appelait *James*, et l'événement, pour le moins historique, eut lieu en l'année 1616. Le commandant-chef de l'expédition, Connock, se rendit à Ispahan et, de là, à la frontière turque, au camp royal, où Schah-Abbas le reçut avec bienveillance et lui fit donner toutes les recommandations qu'il désirait à l'adresse des autorités. Quelques mois après, *James* prit le chemin du retour et se dirigea vers Surat, son point de départ. Il fit bien de se dépêcher, car la flotte portugaise alertée, arriva à Djask fort peu de temps après pour le punir de son audace ¹. Néanmoins, le commerce avec la Perse parut tellement lucratif que la Compagnie décida de le continuer, même au risque d'une rencontre avec les Portugais. Elle réunit donc à Surat toute sa flotte, et l'expédia à Djask où la flotte portugaise l'attendait. Il n'y eut d'abord que quelques escarmouches, mais elles dégénérèrent bientôt en un combat sérieux qui se termina à l'avantage des Anglais. Les deux partis avaient subi des pertes importantes ; parmi celles des Anglais se trouvait le capitaine Shilling, commandant du « London », la plus grande des unités qui avaient pris part à l'action. Après ce succès, les Anglais embarquèrent 520 ballots de soie et s'en retournèrent à

1. Les Portugais occupaient depuis un siècle l'île d'Hormouz et avaient monopolisé le commerce du Golfe. V. pp. 43, 44 et 45.

Surat. Mais il n'en restait pas moins certain que les Portugais, établis depuis un siècle dans l'île d'Hormouz, constituaient un danger réel et un obstacle permanent aux opérations commerciales de la Compagnie. On comprendra donc aisément que deux années plus tard, en 1622, celle-ci ait, sinon provoqué, du moins aidé Schah-Abbas à la reprise de l'île d'Hormouz ¹.

* * *

Avant d'atteindre la Perse par le Sud, les Anglais avaient essayé la voie du Nord, celle de Russie. Ils étaient déjà en relations avec ce pays et l'un d'eux, Anthony Jenkinson, ayant su gagner la confiance du tsar Ivan le Terrible, fut chargé par lui d'une mission à Bokhara. C'était au moment où le prince uzbek, Abdollah, entreprenait sa première incursion dans le Khorassan. Durant cette mission, qui échoua d'ailleurs, Jenkinson ne manqua pas d'étudier les possibilités de communiquer avec la Perse par le Nord. Cette question présentait à l'époque le plus haut intérêt pour les marchands de Londres, puisqu'ils ne pouvaient pas encore envisager d'atteindre la Perse ni par le Sud où les Portugais défendaient jalousement leur prépondérance dans le Golfe Persique, ni par l'Est où tout le commerce était monopolisé par Gênes et Venise. La nouvelle voie offrait d'ailleurs cet avantage que le tsar Ivan le Terrible était favorable au libre transit des marchandises à travers ses territoires et ne réclamait aucun droit ni taxe.

Ainsi, en 1561, Jenkinson se mit à la tête d'une expédi-

1. Cf. p. 45.

tion qui de Moscou atteignit Astrakan, traversa la Caspienne en furie, débarqua au Nord de Bakou, et, de là, se rendit à Chiravan dont le Prince prit Jenkinson en affection. Celui-ci continuant son chemin, arriva à Ardébil, traversa tout le Guilan et gagna enfin Kasvin qui était alors la capitale de la Perse. Schah-Tahmasb le reçut en audience, examina attentivement les lettres et les cadeaux qu'on lui apportait de la part de la Reine Elisabeth, s'enquit de ce qu'étaient l'Angleterre et la religion de ses habitants. Mais, étant en pourparlers avec le Sultan, grand ennemi des chrétiens, il ne fit pas preuve d'amitié à l'égard de Jenkinson qui aurait même, dit-on, risqué sa vie en Perse et n'aurait été sauvé que par une intervention de son ami, le Prince de Chiravan. — Toujours est-il qu'il put s'en retourner sain et sauf en Russie, emportant avec lui une bonne quantité de soie et de pierres précieuses.

Cette première expédition fut suivie de cinq autres ; mais la Perse ne jouissant pas alors dans ses provinces du Nord d'une sécurité suffisante, et la mer Caspienne, en particulier, étant livrée à de fréquentes pirateries, les risques parurent trop grands aux marchands anglais qui, en 1581, abandonnèrent cette voie pour se diriger décidément, quelques années plus tard, après la défaite de la flotte espagnole, vers le Golfe Persique ¹.

Cependant, un demi-siècle plus tard, un deuxième essai fut fait par des Allemands en vue de rétablir, par la voie de Russie, les communications avec la Perse. La soie de ce pays intéressant particulièrement les propriétaires des importantes manufactures de soieries du duché de

1. Cf. p. 26.

Holstein, le Hambourgeois Brucman y fut envoyé en mission, en 1637. Les dispositions prises et les arrangements faits par lui relativement au transit des marchandises à travers la Russie étaient si peu avantageux que le commerce, dans de telles conditions, ne pouvait point nourrir son homme. Aussi cette voie fut abandonnée encore une fois. Quant à Brucman, à la suite de cet insuccès, il s'adonna à la politique et y consacra sa vie¹.

Cette voie de Russie, assurément plus courte que celle du Golfe Persique, fut, une centaine d'années plus tard, l'objet d'une troisième et dernière tentative de la part de John Elton, un autre de ces intrépides pionniers du commerce anglais en Orient. Fort des services qu'il avait rendus au gouvernement russe et assuré de la protection des autorités, il se livrait librement à ses opérations commerciales dans les parties les plus reculées de l'Empire, à Khiva et à Bokhara, lorsqu'il apprit que ces régions venaient d'être envahies par les troupes persanes. C'était en 1739. John Elton n'eut rien de mieux à faire que de rebrousser chemin et de se diriger franchement vers les territoires persans. C'est ainsi qu'il arriva à Rêcht où il se montra très sensible à l'hospitalité avec laquelle les Persans le reçurent. Réza-Gholi Khan, alors Régent, lui donna même un Firman, rédigé en termes chaleureux et destiné à faciliter ses affaires. A son retour en Angleterre, Elton raconta avec enthousiasme son aventure et n'eut pas de peine à persuader ses compatriotes que, pour atteindre la Perse, la voie de Russie présentait de nombreux avantages sur celle du Golfe Persique, particulièrement depuis que la capitale de ce

1. Adam Olearius, *Relation de voyage*, Paris, 1639.

pays était transférée à Méched, à proximité de la mer Caspienne.

Une fois l'autorisation du Gouvernement russe obtenue, les Anglais construisirent deux navires à Kazan et les lancèrent à la mer en 1742. Mais dès son arrivée à Rècht, Elton eut des démêlés avec le Consul russe et, l'année suivante, il entra brusquement au service de Nader Schah. — Les agents de la Compagnie anglaise de Saint-Pétersbourg, effrayés des conséquences de la conduite de leur représentant, chargèrent Jonas Hanway d'aller lui demander des explications et de le remplacer. Le nouvel agent de la Compagnie, arrivé aux bords de la Caspienne, n'eut pas de peine à remarquer que les Russes, conscients de la supériorité des navires anglais et du danger qui menaçait leur propre commerce, se montraient ouvertement hostiles aux intrus. Des indications que lui fournit Elton, avec qui il se rencontra dès son arrivée sur le territoire persan, confirmèrent cette première impression. Hanway se dirigea alors vers Astrabad pour se rendre ensuite à Méched. Mais il eut le malheur de rencontrer une bande de Torcamanes (Turcomans) qui firent main basse sur toutes ses marchandises, le retinrent lui-même, ainsi que ses compagnons, comme esclaves chargés, entre autres services, de « tondre les moutons » de leurs maîtres ¹. Mohammad-Hosseïn Khan, chef de la tribu Kadjar, sauva Hanway qui put quitter Astrabad et atteindre, non sans difficultés, le camp royal à Hamadan pour demander justice. Il obtint du Schah l'ordre de lui faire restituer ses biens ou une somme d'argent correspondant à leur valeur. Il entreprit donc un deuxième

1. Percy Sykes, *op. cit.*, t. II, p. 270.

voyage à Astrabad, dont l'issue fut plus heureuse pour lui que celle du premier ¹.

Les Russes continuaient de voir d'un œil inquiet et hostile les opérations commerciales des Anglais. La présence en Perse de John Elton, qui avait à leur égard une attitude franchement inamicale, leur servit de prétexte pour faire interdire par leur Gouvernement le commerce anglais à travers la Caspienne. Cela se passait en 1746, date mémorable, puisqu'elle marque la naissance de la rivalité anglo-russe en Orient et, principalement, en Perse, rivalité qui ne devait plus jamais cesser. L'année suivante, après l'assassinat de Nader Schah, le Comptoir anglais de Rècht, abritant pour plus de 50.000 livres sterling de marchandises, était livré au pillage, et les Anglais eurent à quitter cette ville. Ainsi se termina dans l'insuccès le troisième essai de commerce anglais avec la Perse à travers la Russie.

1. Cf. Jonas Hanway, *An historical account of British trade over the Caspian Sea*, 1753.

CHAPITRE IV

L'ORIGINE DES RELATIONS RUSSO-PERSANES

La première ambassade russe en Perse (1664). — Incursion des Cosaques dans le Mazanderan. — Abbas II et Alexis. — Pierre le Grand et Schah-Soltan-Hossein. — L'origine inamicale des relations russo-persanes. — Les intentions malveillantes de Pierre le Grand. — L'ouverture des hostilités. — L'entrée en scène des Turcs (1723). — Le traité russo-turc de 1724 relatif au partage de la Perse. — L'apparition de Nadergholi, plus tard Nader Schah. — Les guerres de Nader et le traité de Rêcht (1732). — La conquête de l'Inde. — Le prétendu testament de Pierre le Grand.

Bien que voisines l'une de l'autre, la Perse et la Russie n'entrèrent en contact officiel que très tard, mais ce contact, dès l'origine, prit la forme d'un choc. Ce fut en 1664, sous Alexis, père de Pierre le Grand, que la première Ambassade russe arriva en Perse, à la Cour d'Abbas II. Elle se composait de huit cents personnes et fut tout d'abord reçue, conformément à la traditionnelle hospitalité des Safavis avec déférence et amitié. Mais ce ne fut bientôt plus un secret pour personne que la plupart de ses membres n'étaient en réalité que des commerçants ayant pris le couvert diplomatique pour échapper dans leurs transactions, aux taxes et impôts divers dont, naturellement, étaient exempts les membres

des ambassades, hôtes officiels du Schah. Celui-ci, indigné, changea d'attitude à l'égard des Envoyés du Tsar auxquels il fit signifier qu'ils eussent à quitter, sans délai, sa Cour et son pays. On comprend aisément la fureur d'Alexis à la réception de cette nouvelle, et la tentative de vengeance à laquelle il se laissa aussitôt entraîner. Ne connaissant pas la véritable force militaire de la Perse, il ordonna à ses Cosaques de se livrer, à titre d'essai, à une incursion dans le Nord de ce pays. L'arrivée soudaine de ces cavaliers dans le Mazandéran leur valut un succès provisoire ; ils occupèrent, en effet, Farahabad qu'ils incendièrent, pour se retrancher ensuite dans la péninsule de Mian-Kala ; mais peu de temps après, ils en furent délogés et chassés par les troupes du Schah. A la suite de ce revers, Alexis crut devoir se tenir tranquille.

Ainsi, les relations russo-persanes reçurent dès l'origine une empreinte inamicale qu'elles devaient à jamais conserver ; l'esprit de défiance réciproque s'est conservé entre ces deux pays, sinon encore maintenant, du moins jusqu'à ces toutes dernières années.

Pierre le Grand, non seulement n'essaya pas de dissiper le malentendu que son père avait fait naître, mais il le renforça. En effet, les deux ambassades qu'il envoya à Ispahan, la première en 1708, avec l'Arménien Israël Orii comme chef, et la deuxième en 1715, ayant à sa tête Artémi Volinski, présentaient, toutes deux, un certain caractère agressif dénotant clairement les intentions malveillantes du tsar à l'égard de la Perse. Celui-ci avait d'ailleurs beau jeu, car, par bonheur pour lui, les Safavis étaient sur leur déclin et le dernier d'entre eux, l'efféminé Schah Soltan-Hosseïn, son contemporain, était bien loin

de pouvoir se mesurer avec lui. Aussi, malgré les rumeurs qui se faisaient entendre à Ispahan concernant le ferme dessein du tsar d'attaquer la Géorgie et l'Arménie, Soltan-Hossein se garda bien de traiter ses Envoyés comme son grand-père, Abbas II, avait traité ceux d'Alexis. Il voulait à tout prix éviter de lui donner un prétexte quelconque. On verra tout à l'heure que ce ménagement fut inutile, tant il est vrai que la force n'est jamais à court de raisons et que, au contact de la faiblesse, toutes les précautions semblent perdre de leur efficacité.

Pierre le Grand ne fut pas long à trouver le prétexte qu'il cherchait : il envoya une mission à la Cour de Perse pour lui demander réparation de quelques vagues préjudices subis par des ressortissants russes à Schemakha, près de Bakou. Mais c'était au moment de l'invasion afghane et les envoyés du Tsar se rencontrèrent avec Mahmoud, chef victorieux des envahisseurs, auquel ils soumirent la réclamation. Sur une réponse évasive de celui-ci, Pierre le Grand, délivré des Suédois qu'il venait de vaincre, se rendit à la frontière persane : il pénétra dans le Daghestan où il publia une proclamation dans laquelle il se présentait, non pas comme ennemi de la Perse, mais bien au contraire comme son véritable sauveur, envoyé par la providence pour secourir le pauvre Schah Soltan-Hossein contre ses ennemis, les barbares Afghans. En même temps, son armée composée de 20.000 hommes défaisait la garnison de la province et s'emparait de Darband, sur la mer Caspienne. Menacée par les Afghans et impressionnée par la proclamation de Pierre le Grand, la ville de Rêcht appela celui-ci à son secours. Il l'occupa ainsi que plusieurs autres localités dont Bakou, presque sans coup férir.

Les Turcs qui, depuis les dures leçons que Schah-Abbas le Grand leur avait données, c'est-à-dire depuis près d'un siècle, se tenaient calmes, ne laissèrent pas échapper cette bonne occasion de se jeter, à leur tour, sur la Perse. La révolte de la population sunnite de Chiravan, exaspérée par le fanatisme de l'inconséquent Soltan-Hossein, leur fournit un excellent prétexte. Ils ouvrirent les hostilités en même temps que les Russes et pénétrèrent en 1723 dans la Géorgie, où ils se trouvèrent avec eux. Ces ennemis communs de la Perse, estimant que celle-ci constituait une proie à partager fraternellement entre eux, entrèrent en pourparlers et signèrent en 1724 un traité ; traité analogue, tant par la nature de ses stipulations que par le sort que les circonstances lui réservèrent, à celui qui, deux siècles plus tard, en 1907, devait être conclu entre la Russie et l'Angleterre ¹. Ce traité cédait à la Russie toutes les provinces septentrionales de la Perse, entourant la Caspienne, jusqu'aux rivières Koura et Aras (Araxe), tandis que, par une ligne frontière passant à l'Ouest de la ville d'Ardébile, et à l'Est de Hamadan, il reconnaissait à la Turquie la possession de Tabriz, de Hamadan, de Kermanschah et de toutes les régions environnantes. — Il était également stipulé dans ce traité qu'au cas où Tahmasb, ce malheureux Prince Safavi qui cherchait désespérément à récupérer le trône de ses pères en approuverait les dispositions, les parties contractantes l'aideraient à reconquérir le reste du Royaume ; dans le cas contraire, ils chercheraient pour le remplacer, un autre Prince moins revêché.

Mais l'apparition de Nader-Gholi qui, de Général

1. Cf. p. 108.

Commandant des armées persanes, devint Schah bientôt après, fit écrouler tous ces plans impérialistes comme des châteaux de cartes. Après avoir chassé les Afghans, Nader marcha contre les Turcs auxquels il infligea en 1731 une première défaite à Hamadan. D'autres engagements suivirent et se terminèrent par une grande bataille à Baghavand où Nader, avec une armée inférieure en nombre à celle de l'ennemi, laquelle comptait 80.000 hommes sous le commandement du Général turc Abdollah Koprulou, remporta une victoire éclatante et décisive qui valut à la Perse la récupération de toutes les régions que les Turcs occupaient conformément au traité russo-turc de 1724, ainsi que la reprise des villes de Tiflis, d'Erivan et de Gandjah (année 1735). — Entre-temps, la Russie, éprouvée par la mort de Pierre le Grand, avait restitué, par le traité de Rêcht, signé en 1732, les provinces de la Caspienne sur lesquelles elle avait mis la main en vertu du même traité. Mais Nader n'était pas satisfait ; il réclamait également la reddition de Bacou et de Darband que les Russes ne tardèrent pas à lui livrer, car ils voulaient éviter l'hostilité d'un si terrible adversaire, surtout au moment où ils se trouvaient en mauvais termes avec les Turcs.

Ainsi, grâce à la valeur de Nader, les Russes rendaient à la Perse tous les territoires que Pierre le Grand avait pu lui enlever. Mais Nader, qui monta sur le trône en l'année 1736, ne se contenta pas des succès déjà remportés. L'année qui suivit son couronnement, il s'empara de l'Afghanistan, pénétra dans l'Inde, défit l'armée de Mohammad Schah, dont il conquiert tout le Royaume pour le lui céder ensuite, à titre de fief, rapporta en butin dans son pays le fameux trésor du Grand Mogol, évalué

à l'époque à 35 millions de livres sterling. Se tournant ensuite vers les Uzbeks, qui constituaient un éternel agacement pour la province du Khorassan, il leur infligea une sérieuse punition, s'empara en 1740 de Bokhara et de Khiva et donna une dernière leçon au Sultan dont il défit l'armée près de Ghars (Cars). En un mot il restitua à la Perse ses anciennes frontières, allant de l'Oxus dans le Nord à l'Indus dans le Sud.

Si ce Prince avait joint à ses qualités militaires quelques capacités administratives et surtout si ses dernières années n'avaient pas été troublées par sa cruauté et son avarice, il aurait pu donner à la Perse la prospérité du temps de Schah-Abbas le Grand ; il aurait pu aussi attirer les Européens à sa Cour et éviter, sûrement, à son pays cette ère de décadence dans laquelle il eut à se débattre durant tout le *xix^e* siècle.

* * *

Avant de terminer ce chapitre, il convient de dire quelques mots du fameux testament de Pierre le Grand. Bien que l'authenticité de ce document soit contestée, il n'en constitue pas moins le résumé des aspirations impérialistes de la jeune Russie du *xviii^e* siècle et c'est un titre suffisant pour qu'il retienne l'attention. Aspirant à la domination de l'Europe et de l'Asie, ce pays se proposait de commencer par subjuguier la Suède, la Pologne, la Turquie et la Perse. Des quatorze paragraphes qui composent ce document voici le 9^{me} intéressant plus particulièrement la Perse et l'Orient :

« Approcher le plus possible de Constantinople et de
« l'Inde. Ceux qui y règneront seront les véritables

« maîtres du monde. En conséquence, provoquer des
« guerres continuelles non pas seulement en Turquie,
« mais en Perse. Etablir des chantiers sur les côtes de
« la Mer Noire, ainsi que sur celles de la Baltique, cela
« étant doublement nécessaire à la réalisation de nos
« projets. Et, profitant de la décadence de la Perse,
« avancer aussi loin que possible vers le Golfe Persique,
« rétablir, si c'est possible, par la Syrie, l'ancien commerce
« du Levant et pousser jusqu'aux Indes qui sont l'en-
« trepôt du monde. Une fois là, nous n'aurons plus besoin
« de l'or de l'Angleterre. »

Le paragraphe 13, résumant les préparatifs destinés à assujettir l'Europe, commence ainsi : « La Suède démembrée, la Perse subjuguée, la Pologne anéantie et la Turquie conquise ; notre armée concentrée, la Mer Noire et la Baltique surveillées par notre flotte, etc. »

Ce document aurait été livré à la publicité en Europe, en 1755, par le Chevalier d'Eon, lequel aurait pu l'obtenir pendant qu'il remplissait l'office de lecteur auprès de la Grande Catherine. Il n'est pas difficile de se faire une idée de la répercussion qu'il eut dans tous les pays et, notamment, dans ceux qu'il visait plus particulièrement, à savoir ceux qui sont énumérés au début du paragraphe 13, et qui gardèrent à l'égard de la Russie tsariste des préventions impérissables. En ce qui concerne la Perse, la teneur de ce testament, ou plutôt de ce vaste programme politique, confirmait singulièrement l'attitude d'Alexis et de Pierre le Grand dans leurs rapports avec ce pays, et, partant, raffermissait la méfiance désormais indestructible que ces deux souverains avaient déjà fait naître dans le cœur des Persans.

CHAPITRE V

AUTRES EUROPÉENS EN PERSE

Les Portugais dans le Golfe Persique. — La richesse présumée de l'île d'Hormouz. — Alphonse d'Albuquerque et l'occupation de l'île d'Hormouz (1507). — La reprise de l'île par Schah-Abbas le Grand (1622). — La participation de la Compagnie des Indes Orientales et son espoir. — Les Hollandais en Perse (1623). — Le monopole de l'achat et de l'exportation de la soie de Perse. — L'arrivée des Français. — Les missionnaires français ou parlant français. — Tavernier. — Chardin. — Colbert et Abbas II (1664). — La Compagnie Française des Indes Orientales. Louis XIV. — Le traité franco-persan de 1708. — L'importance de cet acte diplomatique. — L'île de Kharak cédée aux Français.

D'autres Européens ont précédé les Anglais et les Russes ou se sont trouvés en même temps qu'eux en Perse. Nous avons déjà parlé ¹ de la République de Venise et de l'Espagne ; nous dirons ici quelques mots des Portugais, des Hollandais et des Français.

Les Portugais arrivèrent en Perse au début du xvi^e siècle, au moment où leur pays se trouvait être une grande puissance maritime. — L'île d'Hormouz, située à l'entrée du Golfe Persique, jouissait au moyen âge, avant la découverte du Cap de Bonne Espérance par Vasco de Gama,

1. Cf. pp. 15, 16 et 17.

d'une réputation légendaire : On y croyait entassés tous les trésors de l'Asie ¹. — Tenté par cette richesse et poussé aussi, sans doute, par le souci du développement de son hégémonie navale, le Portugal y envoya en 1507 son fameux capitaine d'Albuquerque à la tête « d'une flotte de sept voiles, montée par 46 matelots ² ». Bien que les forces de l'ennemi fussent cinq fois supérieures, d'Albuquerque s'empara de l'île et s'empressa d'y construire une citadelle afin d'en assurer la possession à son souverain et de compléter ainsi la série des points de repère et des forteresses qui, tout le long des côtes orientales de l'Afrique, des côtes de l'Arabie et des Indes, garantissaient la prépondérance à son pays. Avant cette date, les gouvernants d'Hormouz, reconnaissant la suzeraineté du Roi de Perse, lui payaient un tribut annuel que celui-ci envoyait régulièrement chercher. Les Portugais n'en voulurent rien savoir, déclarant que ce n'était pas du souverain persan qu'ils tenaient l'île, mais bien de leur propre force. Cet état de choses dura jusqu'au règne de Schah-Abbas le Grand, lequel estimait qu'ayant chassé les Russes du littoral de la Caspienne, il n'y avait aucune raison de n'en pas faire de même dans le Golfe Persique avec les Portugais.

Encouragé, selon toute probabilité, par la Compagnie anglaise des Indes Orientales pour laquelle, comme nous

1. Plusieurs auteurs ont fait allusion à la richesse de cette île, Milton, entre autres, dans son *Paradis perdu* (*Paradise Lost*), l. II, vers I et II, dit :

« High on a throne of royal state, which far

« Outshone the wealth of *Ormus* and of *Ind* », etc...

2. Louis Dubeux, *La Perse* (dans l'*Univers, ou histoire et description de tous les peuples*), Paris, Firmin-Didot, 1881, p. 53.

avons eu l'occasion de le constater ¹, les Portugais étaient de dangereux adversaires, le Schah de Perse décida la conquête de l'île. La flotte de la Compagnie l'aida de son mieux dans cette entreprise qui se termina, en 1622, par l'occupation d'Hormouz, malgré la résistance héroïque des Portugais ². Une fois chassés de cette île qui leur servait de base navale, ces derniers perdaient à jamais leur prépondérance dans le Golfe Persique.

Les Agents de la Compagnie des Indes, débarrassés ainsi de leurs rivaux, espéraient, comme on le pense bien, les remplacer dans le Golfe. Mais ils avaient mal connu Schah-Abbas, auquel sa bienveillance à l'égard des étrangers ne faisait jamais perdre de vue les intérêts supérieurs de son pays. Aussi, les demandes réitérées de la Compagnie concernant la fortification par leurs soins de l'île d'Hormouz ou de toute autre île du Golfe rencontrèrent-elles le refus formel et permanent du Gouvernement du Schah, bien que celui-ci n'en continuât pas moins à traiter lui-même les Sherley avec beaucoup d'égards et d'amitié ³.

*
* *

Cette politique de Schah-Abbas, empêchant les Anglais de remplacer les Portugais dans le Golfe Persique, c'est-à-dire d'en monopoliser tout le commerce à leur tour, y attira d'autres Européens, les Hollandais en particulier

1. Cf. p. 31.

2. Un énorme canon, pris aux Portugais dans cette guerre et appelé *toupé morvarid* (Canon de perles), se trouve à Téhéran sur une place devant le Palais du Golestan. La superstition populaire lui prête certaines vertus curieuses, telles que de trouver des maris pour les vieilles filles, de faire aimer les femmes par leurs époux, etc...

3. Cf. p. 28.

qui ne tardèrent pas à développer, aux dépens des anciens maîtres de l'île d'Hormouz, leurs opérations commerciales. Ils établirent à Bandar-Abbas un comptoir dont les bâtimens subsistent encore et servent de palais au Gouverneur de cette ville. Sur ces entrefaites, en 1623, le nommé Hubert Visnich, s'étant rendu à Ispahan, avait pu obtenir de Schah-Abbas un Firman accordant au commerce hollandais la protection royale. D'autres missions suivirent celle-là, particulièrement en 1652 et en 1666.

Bientôt les Hollandais bénéficièrent d'une situation privilégiée par rapport aux commerçants des autres nations. En 1645 une autorisation leur avait été donnée en vue d'acheter la soie persane sur tous les points du royaume et de l'exporter sans payer aucun droit. Ce privilège ne tarda pas à dégénérer en une sorte de monopole de l'achat et de l'exportation de la soie de Perse et à assurer aux Hollandais le premier rang dans le commerce avec ce pays. Mais cette suprématie ne dura pas longtemps, car la puissance hollandaise était sur son déclin en Asie où, durant le xviii^e siècle, elle fut supplantée par l'Angleterre.

Ainsi, les Portugais d'abord, les Hollandais ensuite, durent quitter le Golfe Persique pour y laisser le champ libre aux marchands de Londres.

*
* * *

Les Français arrivèrent en Perse très tôt, vers la fin du xiii^e et le début du xiv^e siècle. Depuis cette époque, les missionnaires français, ou tout au moins parlant français, n'ont pas cessé un instant leur œuvre dans ce pays

et nous verrons bientôt qu'elle est vraiment digne d'intérêt.

Les relations commerciales entre les deux pays commencent au ^{xv}^e siècle à la suite d'une demande officielle qu'adressa le Grand Timour à Charles VI en vue d'envoyer en Perse quelques-uns de ces marchands « par qui le monde prospère ». Le roi de France accède à ce désir et fait savoir que les hommes d'affaires persans recevront sur ses territoires les mêmes marques de sympathie ¹.

Mais c'est surtout à partir du ^{xvii}^e siècle que la France s'intéresse franchement à la Perse et qu'on voit un grand nombre de ses nationaux arriver à la Cour des Safavis. Il convient de citer d'abord les deux grands voyageurs, Tavernier et Chardin, qui s'occupaient tous deux du commerce des pierres précieuses, des diamants en particulier. Tavernier était en relations commerciales avec l'Inde et, à partir de 1629, peu de temps après la mort de Schah-Abbas le Grand, il passa cinq fois par la Perse. Chardin y arriva plus tard, en 1646 ; les deux séjours qu'il fit à Ispahan durèrent dix ans au total ; il en repartit en 1677. Ses relations de voyage constituent une œuvre d'un intérêt inappréciable, puisque c'est l'étude la plus complète qui ait été faite sur la Perse du ^{xvii}^e siècle.

Les rapports officiels entre les deux pays commencèrent vers la même époque. Colbert qui, comme on le sait, se souciait particulièrement du développement des relations extérieures de son pays, dépêcha en 1664 à la Cour de Schah Abbas II une ambassade qui y reçut un accueil

1. Émile Lesueur, *Les Anglais en Perse*, Paris, La Renaissance du Livre, s. d., p. 180.

plein de cordialité ; cette ambassade eut comme résultat tangible, un Firman accordant aux Français les avantages dont bénéficiaient déjà les Européens qui les avaient précédés en Perse, avec une exemption des droits de douane et de toute autre taxe pour une période de trois années. Des comptoirs furent immédiatement construits à Ispahan et à Bandar-Abbas par les soins de la Compagnie Française des Indes Orientales.

Sous Louis XIV, les relations franco-persanes se développèrent encore par l'échange des ambassades et aboutirent au traité de 1708 qui, se trouvant être le premier acte de ce genre passé entre la Perse et une puissance occidentale, constitue un fait historique important dans les annales de la Perse. En plus des garanties d'amitié et de bons rapports qu'il donnait, ce traité, rédigé en persan et en français, reconnaissait à cette dernière langue un caractère diplomatique et international que, depuis cette époque, elle n'a pas cessé de conserver en Perse. Malheureusement ce pays était alors gouverné, ou pour mieux dire, délaissé par un roi veule et indigne qui passait tout son temps avec les femmes, les *mol'ahs*¹ et les astrologues. Il s'agit de Schah Soltan-Hosseïn, le dernier des Safavis, responsable de l'invasion des Afghans barbares qui détruisirent Ispahan, inassacrèrent ses habitants et emportèrent le trésor de ses pères (année 1722).

Les Français, ainsi que la plupart des autres Européens, effrayés, et pour cause, quittèrent la Perse et durant tout le XVIII^e siècle l'abandonnèrent à son sort. Deux étoiles brillèrent d'un court éclat pendant toute cette période : Nader Schah et Karim Khan Zand ; ils firent des efforts

1. Prêtres musulmans.

méritoires pour ramener à leur Cour les étrangers rebutés; ils n'aboutirent à aucun résultat appréciable et, à l'exception des Anglais qui avaient déjà des intérêts beaucoup trop importants dans l'Inde pour délaisser complètement la Perse sa voisine, les autres Européens ne devaient plus y reparaître qu'au début du siècle suivant. Ce fut donc en vain que Karim Khan Zand céda aux Français, dans l'intention de les intéresser à son pays, l'île de Kharak dans le Golfe Persique ; ils ne l'occupèrent jamais. Toutefois il faut reconnaître que cette indifférence avait deux autres raisons en plus de celle que nous venons de voir : d'une part, la Compagnie Française des Indes Orientales était dissoute à cette époque ; d'autre part, la Révolution battant son plein, le gouvernement français avait des soucis autrement importants ¹.

1. Pour plus de détails sur les relations franco-persanes sous les Safavis voir notamment : *Les six voyages de Jean Baptiste Tavernier*, Paris, 1692. — *Voyage de M. le Chevalier Chardin en Perse et autres lieux de l'Orient*, édition de 1723, 10 vol. — Maurice Herbette, *Une Ambassade Persane sous Louis XIV*, Paris, Librairie académique Perrin et C^{ie}, 1907.

CHAPITRE VI

LES EFFETS DU PREMIER CONTACT

Ils furent médiocres pour plusieurs raisons. — D'abord, l'irrégularité du contact. — Ensuite, le petit nombre des gens sur lesquels il portait. — Enfin, l'existence d'une civilisation florissante en Perse. — La Perse admirée et copiée en Europe. — Les artisans persans à Venise. — L'art européen influencé par l'art persan. — Les Sherley et l'armée. — John Elton et la création d'une force navale persane. — L'effet le plus considérable du contact. — L'introduction et la diffusion de la langue française en Perse.

Nous venons d'étudier l'origine ou la première phase du contact de la Perse avec l'Europe. Malgré sa longue durée — du XIII^e au XIX^e siècle — cette première période ne comporte pas d'effets appréciables, et cela pour plusieurs raisons.

Tout d'abord, ce contact ne fut ni régulier ni continu. Tels Princes, établissant la paix et la sécurité dans leur pays, y attiraient les étrangers dont le nombre augmentait ou diminuait suivant les facilités qui leur étaient accordées. D'autres fois, soit que le Prince régnant n'encourageât pas la venue des étrangers, soit que ceux-ci ne trouvassent pas une sécurité suffisante dans le pays, un arrêt de relations se produisait. C'est ce qui se passa à chaque changement de dynastie, en particulier, après la chute des Safavis et pendant tout le XVIII^e siècle.

En second lieu, ce contact discontinu n'était assuré que par un nombre infime d'Européens qui, le plus souvent, ne fréquentaient les Persans que juste pour leurs transactions, vivant le reste du temps parmi les autres chrétiens. Après la création de Djolfa par Schah-Abbas, tout voyageur européen, dès son arrivée à Ispahan, avait à prendre le chemin de ce faubourg chrétien. Chardin seul, cette « fleur des négociants européens », faisait exception à la règle et vivait à Ispahan même.

Une troisième raison, non moins importante, est que pendant toute cette période de près de six siècles, sous les Safavis en particulier, la Perse, quoique différant de civilisation avec l'Europe, se considérait par rapport à elle dans un état plus avancé; elle n'admirait donc pas l'Occident, mais en était admirée, n'avait pas à le copier ou à l'imiter, mais lui servait même, parfois, de modèle. C'est ainsi qu'à la suite de la mission de Caterino Zeno à la Cour d'Ouzun Hassan ¹, un grand nombre d'artisans persans furent invités à se rendre à Venise où ils s'établirent et obtinrent un grand succès par leurs travaux d'art. « Leurs dessins se répandirent à Nuremberg et à Augsbourg, où ils provoquèrent la publication d'ouvrages spéciaux de modèles et de dessins dans lesquels l'entrelacement des motifs était adapté aux travaux d'orfèvrerie. Ces ouvrages, celui de Virgil Solis de Nuremberg en particulier, se propagèrent très loin, atteignirent même l'Angleterre où l'orfèvrerie de l'époque de la Reine Elisabeth porte, d'une façon évidente, l'empreinte de l'influence de l'art persan ². »

1. Cf. p. 15.

2. Sir Percy Sykes, *op. cit.*, t. II, p. 142.

La renommée de la Perse atteignit son apogée avec les Safavis. Dans les Cours d'Europe, on s'intéressait non seulement aux victoires que Schah-Abbas remportait sur le Grand Turc, mais aussi, à la littérature et à l'art persans. C'est ainsi que Charles I^{er}, roi d'Angleterre, ami des Sciences et des Belles Lettres, pria les agents de la Compagnie des Indes Orientales de lui rapporter quelques-uns de « ces délicieux manuscrits persans » ; le roi Charles II fit plus : rejetant la mode qui venait de France, il adopta le costume persan, et toute sa Cour s'habilla comme lui, c'est-à-dire à la mode persane. A cette nouvelle, Louis XIV, furieux, fit porter ce costume par ses laquais : c'en était certes assez pour que la noblesse le laissât tomber.

Cependant quelques souverains persans, reconnaissant la supériorité de l'Europe dans certaines branches, n'hésitèrent pas à en tirer profit. Nous avons déjà remarqué comment Schah-Abbas le Grand accueillit les frères Sherley qui servirent comme instructeurs dans son armée où ils introduisirent l'artillerie et des méthodes militaires européennes. Plus tard, Nader Schah, soucieux de créer une marine persane, engagea à cette fin l'Anglais John Elton ¹, qu'il chargea de la construction d'une flotte sur la mer Caspienne et auquel il conféra le titre de *Djamal Bag* ². Il existait bien, avant cette date, un certain titre de *Darya-Bagui* ou Amiral-Gouverneur des ports, mais il était détenu le plus souvent — comme cela a continué jusqu'à ces dernières années — par un personnage n'ayant jamais vu la mer ou, tout au moins, n'étant jamais monté sur un bateau. Elton fit construire un chantier principal

1. Cf. pp. 33-34.

2. *Bag*. c'est Bey, et *Djamal* signifie beauté.

à Langarroud, près de Lahidjan, et commença à travailler avec une activité dont les Russes furent justement effrayés. Ne pouvant rien contre le grand conquérant persan, ils s'en prirent aux Anglais dont ils interdirent le commerce à travers la Caspienne ¹.

En même temps, une flotte de vingt navires était réunie dans le Golfe Persique ; on créa des chantiers maritimes ; l'embryon de la puissance navale persane allait se développer. Mais, après l'assassinat de Nader Schah, ce rêve d'hégémonie fut anéanti et la flotte persane dispersée, tant dans la Caspienne que dans le Golfe Persique : l'ère de la décadence avait commencé ; la Perse devait s'y enfoncer de plus en plus.

Mais l'effet le plus considérable, quoique le moins visible, de ce premier contact est, pensons-nous, l'introduction en Perse d'une langue européenne, du français, qui, ayant accompagné les premiers missionnaires dans ce pays, y a pris racine dès le XIII^e siècle. Ces derniers, en effet, parlaient généralement français, prêchaient et enseignaient en cette langue. Plus tard l'usage voulut que tout missionnaire, de quelque nationalité qu'il fût, parlât français, en franchissant la frontière persane. Les missionnaires ont donc joué, en ce sens, un rôle très appréciable en Perse, et leur œuvre n'a pas cessé depuis cette époque : nous verrons plus loin ² l'importance des établissements scolaires qu'ils dirigent dans diverses villes.

Voilà l'origine de l'introduction de cette langue et la raison de son immense diffusion en Perse où, actuellement, tout homme, pour peu qu'il soit cultivé, la parle correc-

1. Cf. p. 35.

2. Cf. p. 185.

tement. Ainsi la Perse avait désormais à connaître l'Occident et sa civilisation à travers et par le français. On comprend aisément l'orientation que devaient y prendre les esprits et l'on saisit également la véritable raison pour laquelle les Persans sont si souvent appelés « les Français d'Asie ». Mais nous nous réservons de revenir sur cette importante question ¹.

1. Cf. p. 248 et suiv.

DEUXIÈME PARTIE

LE CONTACT CONTINU

Caractères généraux : Continuité. — Pied d'infériorité sur lequel le traité de 1828 placera la Perse. — Rivalité anglo-russe. — Répercussions considérables dans tous les domaines.

Dans les premières années du XIX^e siècle, grâce à Napoléon 1^{er} et à son audacieux plan d'attaque contre les Indes, la Perse, isolée jusque là dans son coin d'Orient, a été entraînée dans l'orbite de la politique européenne et ses relations avec l'Occident ont pris ce caractère de continuité qui, jusqu'alors, leur avait fait défaut.

En plus de sa régularité, cette deuxième phase du contact présente deux autres caractéristiques. En premier lieu, le traité de Torcamantchaï ¹ va placer la Perse sur un pied d'infériorité dans ses rapports avec l'Occident ; en second lieu, une lutte d'influence va se livrer dans ce pays entre la Russie et l'Angleterre dont la rivalité constituera le point essentiel de l'histoire des relations extérieures de la Perse pendant tout le siècle dernier.

1. Ou *Turcmantchaï*, village situé en Azerbaïdjan, non loin de Tabriz, où fut signé le fameux traité russo-persan de 1828. Cf. p. 74.

Ce contact aura également des répercussions considérables — et parfois désastreuses hélas ! — sur les consciences et dans les divers domaines, social, économique et politique.

CHAPITRE VII

LA RIVALITÉ FRANCO-ANGLAISE

L'Inde menacée. — La première mission de Sir John Malcolm et le traité anglo-persan de 1800. — Romieux et Jaubert en Perse (1805-1806). — Les propositions de Napoléon I^{er} à Fathali Schah. — Le traité franco-persan de Finkensteen (1807). — Le général Gardane et la mission militaire française. — La deuxième mission de Sir John Malcolm (1808). — Sir Harford Jones Bridges et les offres du Gouvernement de Londres. — Le départ du général Gardane. — Le général John Malcolm et sa troisième mission. — Le traité anglo-persan de 1814.

Pendant les dernières années du XVIII^e siècle et les premières du siècle suivant, un danger sérieux menaça la domination anglaise dans les Indes. Ce fut d'abord Zaman Schah, roi d'Afghanistan, qui caressa un instant l'ambition de les conquérir. Avertis à temps, les Anglais persuadèrent le souverain persan Fathali Schah d'attaquer leur rival, sous prétexte que l'Afghanistan ayant fait jadis partie intégrante de la Perse, il aurait été juste et naturel que, sous un grand roi comme lui, il lui retournât. Le danger était à peine conjuré — en 1799 — du côté de Zaman Schah que Napoléon conçut l'audacieux plan d'attaquer les Anglais dans l'Inde. Effrayé au plus haut degré, le gouvernement de ce pays envoya en mission en Perse le capitaine Sir John Malcolm, muni des instruc-

tions les plus précises et des cadeaux les plus précieux. Il s'agissait non seulement de s'assurer l'amitié de Fathali Schah, mais encore de se servir de celui-ci pour empêcher Zaman Schah d'entrer dans une combinaison quelconque contre l'Angleterre. Un traité fut signé à cet effet en 1800, donnant aux Anglais, en plus d'appréciables avantages commerciaux, l'assurance que le Schah ne cesserait les hostilités entreprises contre l'Emir de l'Afghanistan que si celui-ci renonçait définitivement à convoiter leurs possessions des Indes. En retour, le Schah de Perse obtenait l'assurance que des munitions de guerre lui seraient fournies par le Gouvernement anglo-indien au cas où son pays serait l'objet d'une agression de la part des Afghans ou des Français !...

Ce grand succès diplomatique remporté par Malcolm n'était pas uniquement dû à ses capacités, d'ailleurs incontestables ; les précieux *pichkéchis* ¹ dont il était porteur ne furent pas non plus sans effet sur l'avaricieux Fathali Schah et sur son entourage. Cette ambassade aurait coûté plus de deux millions de roupies ².

C'est ainsi que fut inaugurée l'ère d'une politique de corruption qui devait se poursuivre en Perse d'une façon méthodique jusqu'à ces dernières années. Depuis, l'argent et les *pichkéchis* ont été le principal moyen de pénétration dont les Anglais se sont servis dans ce pays, par opposition aux Russes qui s'y sont fait tout de suite haïr pour avoir choisi, dès l'origine, la force brutale comme instrument de leur politique.

Napoléon n'en continua pas moins à poursuivre son

1. Cadeaux, présents.

2. Comte Alfred de Gardane, *Mission du général Gardane en Perse sous le Premier Empire*, Paris, Ad. Lainé, 1865.

idée, et, à partir de l'année 1802, des ouvertures furent faites à la Perse en vue de la conclusion d'une alliance avec la France par l'intermédiaire des agents que le Gouvernement français, après l'évacuation de la Syrie, persistait à y maintenir. En 1805 M. Romieux arrivait à Téhéran, chargé par Napoléon de débattre sur place les conditions de cette alliance. Il mourut peu de temps après son arrivée et fut remplacé par M. Jaubert, lequel, après un voyage pénible, atteignit le 5 juillet 1806 le camp royal de Soltanieh et fut reçu en audience par le Schah. Napoléon proposait à celui-ci de l'aider à récupérer la Géorgie que les Russes venaient de lui enlever, et de réorganiser son armée sur le modèle de l'armée française, pourvu que, en retour, dénonçant le traité qui le liait à l'Angleterre, il consentît qu'une armée franco-persane procédât à l'envahissement de l'Inde.

En laissant espérer à Fathali Schah la reprise de la Géorgie, Napoléon faisait preuve d'une fine psychologie, car c'était, à cette époque, ce qui tenait le plus au cœur du souverain persan. L'oncle de ce dernier, Agha-Mohammad Khan, fondateur de la dynastie kadjare et l'un des tyrans les plus cruels que la Perse ait connus, avait eu le mérite de sauver ce pays de l'état d'anarchie dans lequel il était plongé vers la fin du XVIII^e siècle et l'avait transmis pacifié à Fathali Schah. Mais aussitôt, la Géorgie, une des belles provinces du Nord, s'appuyant sur l'aide éventuelle de la Russie, avait refusé de s'incliner devant le nouveau souverain. Son Prince, Georges XII, avait même, avant sa mort, signifié qu'il cédait son pays au tsar de Russie, lequel ne manqua pas d'ailleurs d'en proclamer, en 1800, l'annexion officielle à son Empire. Cette aventure avait profondément affecté l'amour-propre de Fathali

Schah, qui semblait mettre un point d'honneur à la reprise de la province perdue.

Il faut penser que Napoléon était au courant de tous ces détails, puisqu'il essaya d'en tirer profit. Cependant, Fathali Schah hésita quelque temps avant d'accepter les propositions que l'Empereur des Français lui soumettait par l'entremise de son envoyé, Jaubert. Plusieurs facteurs dissipèrent ses derniers scrupules et hâtèrent sa décision, entre autres, il convient de noter l'absence en Perse de tout représentant diplomatique anglais ; d'autre part, le danger russe devenait menaçant. Il envoya donc le nommé Mirza Réza en ambassade à Tilsitt où se trouvait Napoléon, en vue de signifier à celui-ci son acquiescement au projet d'attaque contre la Russie ainsi qu'à l'envahissement éventuel de l'Inde. Le Schah consentait même à céder aux Français l'île de Kharak dans le Golfe Persique pour servir de base, le cas échéant, à leurs opérations contre l'Angleterre ¹.

Au mois de mai 1807 fut signé un accord en ce sens, connu sous le nom de traité de Finkenstein.

Quelques mois plus tard, le Général Gardane arrivait en Perse comme ambassadeur extraordinaire et chef d'une mission militaire de 25 membres ; il entreprenait immédiatement la réorganisation et l'instruction de l'armée du Schah ².

Effarés de la rapidité avec laquelle le plan de Napoléon entraînait en voie de réalisation, les gouvernements de

1. P. Am. Jaubert, *Voyage en Arménie et en Perse*, Paris, E. Ducrocq.

2. Comte Alfred de Gardane, *op. cit.*

Voici le texte du traité d'alliance entre Sa Majesté Napoléon, et Sa Majesté l'Empereur de Perse, fait à Finkenstein, le 4 mai 1807 :

ART. PREMIER. — Il y aura constamment paix, amitié et alliance

Londres et de l'Inde s'empressèrent, chacun de son côté, de dépêcher un ambassadeur à la Cour de Fathali Schah pour essayer de conjurer le danger. Le choix du Gouvernement général de l'Inde s'était arrêté sur Malcolm, bien entendu. Celui-ci chargé, comme lors de sa première mission, d'une

entre S. M. l'Empereur des Français, roi d'Italie, et S. M. l'Empereur de Perse.

ART. 2. — S. M. l'Empereur des Français, roi d'Italie, garantit à S. M. l'Empereur de Perse l'intégrité de son territoire actuel.

ART. 3. — S. M. l'Empereur des Français, roi d'Italie, reconnaît la Géorgie comme appartenant légitimement à S. M. l'Empereur de Perse.

ART. 4. — Il s'engage à faire tous ses efforts pour contraindre la Russie à l'évacuation de la Géorgie et du territoire persan, et pour l'obtenir par le traité de paix à intervenir. Cette évacuation sera constamment l'objet de sa politique et de toute sa sollicitude.

ART. 5. — S. M. l'Empereur des Français, roi d'Italie, entretiendra un ministre plénipotentiaire et des secrétaires de légation auprès de la cour de Perse.

ART. 6. — S. M. l'Empereur de Perse, désirant organiser son infanterie, son artillerie et des places fortes suivant les principes du système européen, S. M. l'Empereur des Français, roi d'Italie, s'engage à lui fournir autant de canons de campagne et de fusils avec leurs baïonnettes que l'Empereur de Perse en demandera. Le paiement de ces armes sera fait conformément à leur valeur en Europe.

ART. 7. — S. M. l'Empereur des Français, roi d'Italie, s'engage à fournir à S. M. l'Empereur de Perse des officiers d'artillerie, du génie et d'infanterie, en tel nombre qui sera jugé nécessaire par S. M. l'Empereur de Perse pour fortifier ses places et organiser l'artillerie et l'infanterie persanes, suivant les principes de l'art militaire en Europe.

ART. 8. — De son côté, S. M. l'Empereur de Perse s'engage à interrompre avec l'Angleterre toutes communications politiques et commerciales, à déclarer immédiatement la guerre à cette puissance, et à agir d'une manière hostile sans délai. En conséquence il rappellera de Bombay le Ministre persan qu'il y avait envoyé. Les consuls, facteurs ou autres agents de la Compagnie anglaise qui résident en Perse et dans les ports du golfe Persique, devront quitter aussitôt leurs résidences. S. M. l'Empereur de Perse fera saisir toutes les marchandises anglaises et interdire toute communication à l'Angleterre dans ses États, soit

bonne quantité de *pichkéchis* destinés au Schah et à ses courtisans, débarqua en mai 1808 sur la côte du Golfe Persique. Mais, à ce moment, la mission militaire française se trouvait à l'apogée de son crédit et de son pouvoir, et il fut signifié à Malcolm que le Schah le dispenserait volontiers d'un dur voyage à travers le pays pour l'atteindre dans sa capitale et qu'en conséquence il pouvait s'arrêter à Chiraz et s'acquitter de sa mission auprès du gouverneur de cette ville. Furieux de cet affront, Malcolm rebroussa chemin et rentra aux Indes dont il invita le gouvernement à préparer l'ouverture des hostilités avec la Perse et, par mesure de précaution, à s'emparer de l'île de Kharak.

par terre, soit par mer. Tout ministre, ambassadeur ou agent qui se présenterait de la part de cette puissance, pendant la guerre, sera refusé.

ART. 9. — Dans toute autre guerre où l'Angleterre et la Russie feraient cause commune contre la Perse et la France, la France et la Perse feront également cause commune entre elles. Elles agiront contre l'ennemi commun aussitôt après la notification officielle qui sera faite de l'état de guerre par celle des deux puissances contractantes menacées ou attaquées. Il en sera usé alors à l'égard de toutes communications politiques et commerciales, comme il a été dit dans l'article précédent.

ART. 10. — S. M. l'Empereur de Perse emploiera toute son influence pour déterminer les Afghans et les autres peuples du Candahar à joindre leurs armes aux siennes contre l'Angleterre, et, après avoir obtenu passage sur leur territoire, il fera marcher une armée sur les possessions anglaises dans l'Inde.

ART. 11. — Dans le cas où une escadre française se rendrait dans le golfe Persique et dans les ports de S. M. l'Empereur de Perse, elle y trouverait toutes les facilités et tous les secours dont elle pourrait avoir besoin.

ART. 12. — S'il était dans l'intention de S. M. l'Empereur des Français d'envoyer par terre une armée pour attaquer les possessions anglaises dans l'Inde, S. M. l'Empereur de Perse, en bon et fidèle allié, lui donnerait passage sur son territoire. Ce cas arrivant, il serait fait

Cependant l'ambassadeur venant de Londres, Sir Harford Jones Brydges, continuait sa route et devait arriver en Perse vers le début de l'automne de la même année. On s'attendait pour lui à une réception en tout pareille à celle qui avait été réservée, quelques mois auparavant, à Malcolm. Mais entre-temps, le Schah avait appris les détails de la Convention de Tilsitt, conclue l'année précédente entre Napoléon et le tsar Alexandre, dans laquelle aucune mention n'était faite au sujet de la Géorgie qui continuait à appartenir à la Russie. Fathali Schah se sentit abandonné, voire trahi par Napoléon. Le Général Gardane eut beau lui donner des assurances concernant les intentions de son Souverain, qui auraient été de faire consentir le tsar, son nouvel ami, à restituer à la Perse tous les territoires qui lui avaient été enlevés dans le Caucase. On l'écoutait, mais avec scepticisme.

C'est dans ces conditions que Sir Jones Brydges fit son entrée sur la scène politique de la Perse. Il n'eut pas

à l'avance entre les deux gouvernements une convention particulière qui stipulerait la route que les troupes devraient tenir, les subsistances et les moyens de transport qui leur seraient fournis, ainsi que les troupes auxiliaires qu'il conviendrait à S. M. l'Empereur de Perse de joindre à cette expédition.

ART. 13. — Tout ce qui sera fourni soit aux escadres, soit aux troupes, en conséquences des articles précédents, serait accordé auxdites escadres et troupes, aux mêmes prix et conditions qu'aux nationaux eux-mêmes, et acquitté par elles.

ART. 14. — Les stipulations portées dans l'article 12 ci-dessus ne sont applicables qu'à la France. En conséquence elles ne pourront être étendues, par des traités postérieurs, ni à l'Angleterre ni à la Russie.

ART. 15. — Il sera fait pour l'avantage réciproque des deux puissances un traité de commerce qui sera négocié à Téhéran.

ART. 16. — Les ratifications du présent traité seront échangées à Téhéran, dans le délai de quatre mois à dater de ce jour.

Fait et signé au camp impérial de Finkenstein, le 4 mai de l'an 1807.

beaucoup de peine à confirmer Fathali Schah dans cette pensée que Napoléon l'avait trompé et que son maître à lui, Georges III, serait tout disposé à l'en venger. En même temps, l'astucieux ambassadeur exhibait un beau diamant dont le roi d'Angleterre, en gage d'une solide amitié, faisait cadeau à Fathali Schah. Une bonne quantité d'autres cadeaux, en objets précieux ou en monnaie sonnante, furent également distribués par lui parmi l'entourage influent du souverain. Des propositions alléchantes suivirent ces *pichkéchis* : des officiers anglais continueraient l'œuvre de réorganisation de l'armée persane commencée par la mission militaire française, un subside annuel de 120.000 livres sterling serait payé à la Perse tant que durerait l'état de guerre entre elle et la Russie, etc...

En vérité, il ne restait plus à la mission militaire française et au Général Gardane qu'à quitter Téhéran. Mais la politesse persane ne permettait pas d'envisager le renvoi de ce dernier, d'autant plus qu'il n'avait rendu que des services à la Perse et qu'il eût été injuste de s'en prendre à lui parce que les vicissitudes politiques avaient empêché son maître de tenir la promesse qu'il avait cru devoir faire au Schah. Une solution ingénieuse fut trouvée. Fathali Schah nommait un certain Asgar Khan comme son ambassadeur auprès de Napoléon et demandait au Général Gardane de vouloir bien l'accompagner : l'ambassade n'avait naturellement rien de sérieux et était imaginé uniquement pour permettre au représentant de la France de quitter honorablement la Perse.

En mars 1809 furent arrêtés les préliminaires d'un traité anglo-persan, basé sur les propositions que Sir Jones Bridges, dès son arrivée à Téhéran, avait avancées ; et, l'année suivante, Sir John Malcolm, promu, entre-

temps, au grade de général, arrivait pour une troisième mission en Perse, cette fois à la tête de nombreux officiers anglais chargés de remplacer, comme instructeurs dans l'armée persane, ceux de Napoléon, dont les derniers venaient récemment de quitter la place.

La sociabilité de Malcolm, son bon caractère et son esprit, le rendirent bientôt populaire dans le pays ; plus tard, son livre, *History of Persia* ¹, devait y rendre son souvenir inoubliable.

A cette époque, Fathali Schah crut bon d'envoyer en ambassade à la Cour d'Angleterre, le nommé Hadji Mirza Abolhassan Khan qui fut accompagné dans son voyage d'aller et retour par James Morier et immortalisé par celui-ci, dans le livre spirituel qu'il écrivit plus tard, sous le nom de *Hadji Baba* ².

Quant à l'ambassadeur anglais Sir Jones Bridges, il fut remplacé en 1811 à Téhéran par Sir Gore Ouseley qui négocia, sur les bases déjà arrêtées, les termes du traité définitif anglo-persan, qui fut signé par les soins de son successeur, Mr. Ellis, assisté de M. James Morier, le 25 novembre 1814.

Ce traité liait la Perse et l'Angleterre par une alliance défensive, engageait la première à ne laisser pénétrer sur son territoire aucune armée présumée hostile à la seconde. Celle-ci acceptait, en retour, qu'au cas où la Perse serait l'objet d'une agression de la part d'une tierce puissance,

1. *Histoire de la Perse*, depuis les temps les plus anciens jusqu'à l'époque actuelle, traduction française en 4 vol. imprimée à Paris chez Pillet aîné, en 1821.

2. James Morier, *The Adventures of Hadji Baba of Ispahan*, publié pour la première fois à Londres, en 1824. C'est une suite de récits satiriques dans le genre de *Gil Blas de Santillane* de Le Sage.

sur sa demande de secours, elle lui enverrait des troupes de l'Inde, ou bien lui verserait une somme annuelle de 150.000 livres sterling. Nous verrons bientôt¹ que cette promesse ne fut pas plus respectée que celle de Napoléon 1^{er}. D'autre part, le Schah de Perse prenait sur lui d'engager les Khans de Bokhara, de Kharazm et de Tatarestan à empêcher la traversée de leur territoire par toute armée ayant l'intention d'attaquer l'Inde. Concernant l'Afghanistan, il était entendu qu'en cas de guerre entre ce pays et la Perse, l'Angleterre resterait neutre ; mais au cas où celle-ci serait aux prises avec l'Afghanistan, la Perse consentait à attaquer ce dernier pays.

Ainsi le gros risque qu'avait fait courir Napoléon 1^{er} à la domination anglaise dans l'Inde avait fortement secoué les hommes d'état britanniques ; ils allaient s'appliquer, de toute leur force, à la protection de cette importante colonie. Les routes pour s'y rendre seront désormais l'objet d'une attention particulière. La Perse, qui en est une, ne sera plus délaissée un seul instant et, à l'avenir, des représentations diplomatiques anglaises y seront entretenues d'une manière ininterrompue.

1. Cf. p. 73.

CHAPITRE VIII

LES GUERRES RUSSO-PERSANES ET LE TRAITÉ DE TORCAMANTCHAÏ

Les premiers succès de la Perse. — La bataille d'Aslandouz (1812) et le traité de Golestan (1813). — Les raisons de la défaite des armées persanes. — La délimitation incertaine de la frontière entre Erivan et Goktcha. — La reprise des hostilités (1825). — L'occupation d'Érivan et de Tabriz. — Raisons de l'échec définitif de la Perse. — L'Européanisation de son armée, le reniement par les Anglais de leurs engagements, etc. — Modification au traité anglo-persan de 1814. — Le traité de Torcamantchaï (1828) et l'établissement de la juridiction consulaire ou du régime *capitulaire* en Perse.

La France avait cherché l'alliance de la Perse pour attaquer l'Inde, et l'Angleterre, pour la défendre. Si la Perse accéda tour à tour à la demande de ces puissances, ce fut dans l'espoir de rentrer, avec leur aide, en possession de la Géorgie.

La guerre qu'elle entreprit à cet effet contre la Russie commença en 1804 et se termina de la façon la plus désastreuse pour elle. Deux périodes sont à distinguer, l'une se terminant par le traité de Golestan, signé en 1813, et l'autre par celui de Torcamantchaï, en 1828.

Le siège d'Erivan par le général russe Sisianoff ouvrit les hostilités. Fathali Schah arrivant lui-même sur le

champ de bataille avec des renforts, les Russes durent abandonner le siège. Mais ils se dirigèrent vers Bacou et Gandja où ils se mesurèrent de nouveau, sans succès, avec l'armée du Schah ; une nouvelle tentative contre Erivan échoua également. La bataille décisive — car l'issue des engagements précédents était plutôt douteuse — devait avoir lieu en 1812, à Aslandouz sur l'Aras. L'armée persane, commandée par le Prince héritier Abbas-Mirza, fut complètement défaite ; les Russes s'emparèrent d'Aslandouz et de Lankoran et imposèrent à Fathali Schah les conditions désastreuses du traité de Golestan, signé l'année suivante, sous les auspices du représentant diplomatique anglais, Sir Gore Ouseley. La Perse cédait à la Russie les villes de Darband, Bacou, Schiravan, Ghara-bagh, une partie de la province de Talèche, etc. Elle renonçait à toute revendication concernant la Géorgie et le Daghestan, abandonnait, implicitement, aux Russes la navigation exclusive de la mer Caspienne (sans parler d'autres conditions).

Les raisons principales de la défaite des armées persanes doivent être recherchées, en premier lieu, dans l'attitude équivoque de Sir Gore Ouseley qui, au plus vif de l'engagement, ordonna soudainement aux instructeurs anglais de désertir leurs postes, sous prétexte que l'Angleterre venait de faire la paix avec les Russes ! On comprend aisément ce que pouvait devenir une jeune armée organisée à l'européenne dont on retirait tout à coup les instructeurs, c'est-à-dire les seuls officiers sachant la commander. Il serait toutefois injuste de ne pas noter que deux de ces officiers, Lindsay que sa forte stature avait fait comparer par les Persans à leur héros légendaire *Rostame* (Rustem) et qui commandait l'artillerie, ainsi

que Christie, Officier d'infanterie, restèrent à leurs postes jusqu'à la fin des hostilités, et que, même, ce dernier aissa sa vie sur le champ de bataille. En second lieu, le commandement suprême n'était point exempt de défauts : les ordres d'Abbas-Mirza étaient parfois contradictoires et il engageait souvent les troupes dans une retraite dont la nécessité était contestable.

Les conditions de la paix de Golestan, dont nous venons de dire deux mots, étaient, d'autre part, réellement trop dures et d'autant moins appropriées aux circonstances que la Russie, envahie par l'armée de Napoléon, n'aurait pas été en mesure de continuer la guerre contre la Perse et se serait certainement contentée de moins. Leur acceptation dénote l'incapacité des hommes d'état persans de l'époque, dont l'un, Hadji Mirza Aghassi, plus tard ministre de Mohammad Schah, ne manquera pas de dire, au sujet de la perte de la mer Caspienne : « A quoi nous aurait servi cette eau salée ! » — Ne devrait-on pas, ici encore, engager un peu la responsabilité d'Abbas Mirza qui, s'intéressant plus particulièrement à celle des clauses du traité qui lui assurait son accession au trône de Perse ¹, se serait montré plus coulant sur le reste.

Cependant, cette paix n'était, selon toutes les appa-

1. Cette clause fut répétée dans le traité de Torcamantchaï de 1828, dont voici l'article VII : « Sa Majesté le Schah de Perse ayant jugé à propos de désigner pour son successeur et héritier présomptif son auguste fils le prince Abbas-Mirza, Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, afin de donner à Sa Majesté le Schah de Perse un témoignage public de ses dispositions amicales et de son désir de contribuer à la consolidation de cet ordre de succession, s'engage à reconnaître, dès aujourd'hui, dans l'auguste personne de Son Altesse royale le prince Abbas-Mirza, le successeur et héritier présomptif de la couronne de Perse, et à le considérer comme légitime souverain de ce royaume dès son avènement au trône. »

rences, que provisoire. La démarcation incertaine de la ligne frontière entre Erivan et le lac de Goktcha réservait à chacune des parties le droit à toute espèce de revendication. Fathali Schah ne voulait d'ailleurs pas se considérer comme définitivement battu ; il espérait recueillir ses forces et se venger. Il n'est donc nullement surprenant que, treize années plus tard, en 1826, les hostilités aient repris entre les deux pays.

Dans l'intervalle, la Perse avait pu étouffer des insurrections dans le Khorassan et guerroyer avec succès à l'Est et à l'Ouest, contre les Afghans (1817-1818) et les Turcs (1821-1823).

La partie de la frontière vaguement délimitée par le traité de Golestan se trouvait donc entre la ville d'Erivan et le lac de Goktcha. Les négociations engagées entre Abbas-Mirza et le général russe Yermoloff, gouverneur des provinces caucasiennes, en vue de résoudre cette question, n'ayant abouti à aucune entente, ce dernier s'empara brusquement du district de Goktcha. Cet acte surexcita au plus haut point les esprits en Perse où tout le monde, le clergé en particulier, poussa Fathali Schah à la guerre. Cela se passait en 1825 et le tsar Nicolas I^{er}, qui venait de monter sur le trône, envoya comme ambassadeur en Perse le prince Mentchikoff en vue de prévenir les hostilités. Les Persans demandèrent à celui-ci l'évacuation pure et simple, mais immédiate, de Goktcha et, comme il n'avait aucun pouvoir pour les satisfaire, il fut presque éconduit de Téhéran et même, au cours de son voyage de retour, arrêté pendant vingt-cinq jours, à Erivan. Il avait dû ce malheur à de faux bruits concernant sa nomination éventuelle par le tsar comme gouverneur des provinces caucasiennes. En le retenant

à Erivan, les Persans voulaient retarder son arrivée à son nouveau poste et la prise de commandement des troupes devant opérer contre eux. On l'eût peut-être arrêté plus longtemps sans les Anglais qui intervinrent en sa faveur auprès de Fathali Schah et obtinrent qu'il donnât l'ordre au gouverneur d'Erivan de le remettre en liberté.

Les hostilités reprirent au milieu de l'année 1826, et, en moins d'un mois, les troupes persanes s'emparèrent de Talèche, de Chiravan, de Chaki et de Gandja. Ces premiers succès ne continuèrent pas longtemps. Le général russe Paskévitch, ayant réuni ses troupes, fit soudainement apparition devant Gandja et remporta, le 26 septembre 1826, une victoire éclatante. L'armée persane se démoralisa bien vite et battit en retraite ; elle passait de l'offensive à la défensive, sur laquelle elle devait rester jusqu'à la fin des hostilités. Cependant, les Russes, assiégeant pour la troisième fois la ville d'Erivan, y reçurent un coup si fatal qu'ils levèrent le siège. Au même moment, Abbas-Mirza défaisait un corps d'armée ennemi près d'Echmiadzin. Mais, alors que les Russes recevaient continuellement des renforts, les troupes persanes se trouvaient dans le dénuement : Fathali Schah ne leur envoyait même pas l'argent nécessaire à leur ravitaillement. Le général Paskévitch était au courant de ce détail et savait attaquer au bon moment. Aussi, un dernier assaut contre Erivan lui permit de s'emparer de cette ville et de poursuivre les troupes persanes, cette fois-ci complètement démoralisées, et d'atteindre avec les siennes la ville de Tabriz qui tomba dans ses mains presque sans coup férir. — Fathali Schah demanda la paix ; elle lui fut accordée, mais avec des conditions encore plus désastreuses pour la Perse que celles du traité de

Golestan. Avant d'examiner le nouveau traité, nous allons essayer de démêler quelques-unes des raisons capitales de l'insuccès des armes persanes.

Il faut d'abord, tout paradoxal que cela puisse paraître, incriminer la tentative d'occidentalisation de l'armée persane. En effet, ce qui, naguère, faisait la force de cette armée si souvent victorieuse, cette armée qui, un demi-siècle plus tôt, avait conquis l'Inde et infligé de si fréquents échecs aux Turcs, c'était que, composée principalement de la cavalerie extrêmement mobile des tribus, elle était soumise à des règles spéciales et traditionnelles. Elle faisait la guerre à sa manière, et la faisait bien. — Mais, depuis le début du siècle, on avait essayé de la réorganiser sur le modèle des armées européennes. Cette tâche fut confiée, comme nous l'avons vu, d'abord à des officiers français, ensuite à des Anglais. En sorte que, au début des hostilités dont il s'agit plus haut, des quelque cinquante mille hommes composant l'armée persane, douze mille constituaient ce qu'on appelle des troupes régulières, soumises depuis peu de temps à la discipline et aux principes militaires européens, alors que les trente huit mille autres y restaient absolument étrangers. Il manquait désormais à cette armée l'harmonie, l'uniformité de procédés d'attaque et de défense, d'avance et de retraite, en un mot de comportement tactique, ce qui ne pouvait pas ne pas se faire sentir, d'une manière fâcheuse, sur l'exécution des ordres émanant de son commandement suprême. Il faut donc savoir gré à Rawlinson quand il écrit : « En essayant de donner à l'armée persane l'allure d'une armée dite régulière, nous l'avons revêtue de la tunique de Nessus ¹. » L'avis de cet Anglais

1. Sir H. Rawlinson, *England and Russia in the East*, London, 1875.

est d'autant plus appréciable que, plus tard, il servit lui-même comme instructeur dans cette armée ¹.

Ensuite, on ne saurait oublier l'incapacité, l'indécision et l'avarice de Fathali Schah dont les troupes, sur le champ de bataille, manquaient le plus souvent de vivres ou attendaient vainement leur paye. Cela donne l'explication de leurs victoires tout au début des hostilités, alors qu'elles sont bien équipées, et de leur dépression à mesure que le temps avance et que les premiers ravitaillements s'épuisent.

En troisième lieu, le désastre que venait de subir la Perse, doit être imputé au reniement par les Anglais de l'alliance défensive qu'ils avaient conclue avec elle en 1814 ². Avant d'entrer en guerre, Fathali Schah ne se faisait point d'illusion sur ses forces ; par contre, il comptait beaucoup sur l'aide des Anglais. Il estimait, en effet, et non sans raison, que l'occupation de Goktcha par les Russes constituait un acte agressif engageant les Anglais, conformément aux articles III et IV du traité de 1814 ³ à lui prêter leur concours dans la défense de son pays. Mais les alliés n'en voulurent rien savoir. D'abord ils prétendirent que, d'après eux, dans cette guerre, l'agression venait non pas du côté russe mais de la Perse et que, par conséquent, rien ne les obligeait à venir à son secours. — Ensuite, lorsque l'invalidité de cet argument leur fut prouvée, ils déclarèrent que, se trouvant être, pour le moment, en termes amicaux avec la Russie, ils ne pouvaient point prendre partie contre elle, et qu'ils conseillaient à la Perse de demander à celle-ci

1. Cf. p. 78.

2. Cf. pp. 65-66.

3. Cf. pp. 65-66.

la paix et d'accepter ses conditions. Or l'une de ces conditions se trouva être le paiement immédiat d'une partie de l'indemnité de guerre. La Perse ne disposait pas de la totalité de la somme réclamée ; il en manquait deux cent mille tomans ¹. Les Russes victorieux menaçaient la capitale. Pris à la gorge et pour éviter un désastre certain, Fathali Schah accepta la proposition des Anglais : ils lui avancèrent les deux cent mille tomans, mais le traité de 1814 devait être modifié par la suppression des articles III et IV. L'ambassadeur anglais sous les auspices duquel cette modification se fit s'appelait Sir John Macdonald. C'est encore lui qui, pressant l'avance des Russes vers Téhéran, poussa Fathali Schah à accepter les conditions humiliantes de la paix de Torcamantchaï.

Cette paix fut signée, en effet, dans le village de Torcamantchaï (Turcamantchaï) le 22 février 1828 ; la Perse cédait à la Russie les provinces d'Erivan et de Nakhedjavan, s'engageait à payer une indemnité de guerre de cinq millions de tomans (trois millions de livres sterling), et acceptait que les ressortissants russes fussent soumis à la juridiction de leurs consuls. C'est ainsi que fut établi en Perse ce qu'on a coutume d'appeler « les Capitulations ».

Les privilèges reconnus aux Russes durent bientôt s'étendre aux sujets de toutes les puissances occidentales dont chacune, en signant plus tard un traité avec la Perse, eut bien soin d'y inclure la fameuse clause de « la nation la plus favorisée ».

Le régime capitulaire, ainsi imposé par la force à la Perse, inaugurerait une ère nouvelle dans les relations de

1. Le *toman*, se compose de dix *krans*, et valait en 1930, vingt francs environ.

celle-ci avec l'Occident. C'en était fait du grand prestige dont jouissait le pays du *Roi des Rois* à l'étranger et qui faisait rechercher son alliance par de grandes puissances, telles que la France et l'Angleterre. Inclinée vers l'abîme de la décadence, la Perse y fut précipitée par le traité de Torcamantchaï et, durant près d'un siècle, ses dirigeants ne firent aucun effort sérieux pour l'en sortir. Quant à ses voisins, Anglais et Russes, profitant de cette situation qui semblait leur convenir, ils chercheront, comme nous allons le voir, à y consolider leurs positions respectives. Cet état de choses devait durer jusqu'à l'établissement du régime bolchéviste en Russie et à la déchéance des Kadjars en Perse ¹.

1. Voici les articles VII et VIII du traité de commerce, signé en même temps que le traité de paix, le 22 février 1828, et introduisant en Perse en faveur des Russes le régime capitulaire :

« Art. VII. — Tous les procès et toutes les affaires litigieuses entre sujets russes seront soumis exclusivement à l'examen et à la décision de la mission ou des consuls de S. M. I., conformément aux lois et aux coutumes de l'Empire de Russie, de même que les différends et procès survenus entre les sujets russes et ceux d'une autre puissance dans le cas où les deux parties y consentiront. Lorsqu'il s'élèvera des différends ou procès entre les sujets russes et sujets persans, les dits procès ou différends seront portés devant le Hakim ou le Gouverneur et ne seront examinés ou jugés qu'en présence du drogman de la mission ou du consulat. Une fois juridiquement terminés, de tels procès ne pourront être informés une seconde fois. Si toutes les circonstances étaient de nature à exiger un second examen, il ne pourra avoir lieu sans que le Ministre, ou le chargé d'affaires ou le consul de Russie en soit prévenu, et dans ce cas l'affaire ne sera instruite et jugée qu'au Daftar-Khaneh, c'est-à-dire à la chancellerie suprême du Schah à Tabriz ou à Téhéran, en présence d'un drogman de la mission ou du consulat de Russie.

« Art. VIII. — En cas de meurtre ou d'autre crime commis entre les sujets russes, l'examen et la décision du cas seront du ressort exclusif du Ministre ou du chargé d'affaires ou du consul de Russie, en vertu

de la juridiction qui leur est déferée sur leurs nationaux. Si un sujet russe se trouve impliqué avec des individus d'une autre nation dans un procès criminel, il ne pourra être poursuivi, ni inquiété d'aucune manière à moins de preuve de sa participation au crime et, dans ce cas même, comme dans celui où un sujet russe serait prévenu de culpabilité directe, les tribunaux du pays ne pourront procéder à la connaissance et au jugement du crime qu'en présence d'un délégué de la mission ou du consulat de Russie, et s'il ne s'en trouve pas sur les lieux où le délit a été commis, les autorités locales feront transporter le délinquant là où il y a un consul ou un agent russe constitué. Les témoignages à charge du prévenu seront fidèlement recueillis par le Hakim et par le juge de l'endroit et revêtus de leurs signatures. Transmis dans cette forme là où le délit devra être jugé, ces témoignages deviendront des documents ou pièces authentiques du procès, à moins que l'accusé n'en démontre évidemment la fausseté. Lorsque le prévenu aura été dûment convaincu et que la sentence aura été prononcée, le délinquant sera remis au Ministre, chargé d'affaires ou consul de S. M. I. qui le renverra en Russie pour y recevoir le châtiment porté par les lois. » (Motamen-ol-Molk, *Recueil des traités de l'empire persan avec les pays étrangers*, Téhéran, 1908, pp. 134-136.)

CHAPITRE IX

LA GUERRE ANGLO-PERSANE

Les visées de la Perse sur l'Afghanistan. — Le changement du point de vue anglais. — L'attitude de la Russie. — Le siège de Hérat. — La mort d'Abbas-Mirza (1833) et de son père (1834). — Mohammed Schah et les Anglais. — Le jeune Pottinger et la défense de Hérat. — La rébellion d'Agha Khan. — Hadji Mirza Aghassi. — Nasséreddine Schah. — La rupture des relations diplomatiques anglo-persanes. — La Perse attaque l'Afghanistan, l'Angleterre le défend. — L'ingénieur français Buhler et la chute de Hérat. — L'Angleterre déclare la guerre. — L'occupation de Kharak et de Bouchir par les Anglais. — La paix et le traité de Paris de 1857. — Nouvelle preuve de l'insuffisance de la diplomatie persane.

Après la perte de ses provinces du Nord-Ouest, la Perse chercha des compensations à l'Est. Voilà la principale raison des attaques dirigées par elle contre l'Afghanistan. Mais, désormais, elle n'était plus absolument libre d'agir à sa guise ; il lui fallait compter avec les visées de ses puissants voisins du Nord et du Sud, les Russes et les Anglais. Or ces derniers, concernant les droits de la Perse sur l'Afghanistan, venaient de se faire une opinion contraire à celle qu'ils avaient, quelques années auparavant, soutenue devant Fathali Schah pour le décider à attaquer Zaman Schah, parce que celui-ci les menaçait

dans l'Inde ¹. Actuellement ces droits étaient contestés par eux, et voici pourquoi : le traité de Torcamantchaï assurait aux Russes une prépondérance marquée en Perse ; une fois celle-ci maîtresse de Caboul et de Kandahar, portes de l'Inde, la prépondérance russe risquerait bien de s'y étendre également. Aussi, alors que la Russie va encourager le Gouvernement de Téhéran dans ses entreprises contre l'Afghanistan, les Anglais s'efforceront, d'abord en sous-main, ensuite ouvertement, de neutraliser ses succès.

Le premier et le principal objectif de la Perse était la ville de Hérat que, de 1832 à 1857, elle assiégea à plusieurs reprises et dont elle finit par s'emparer.

Cette ville était cernée depuis près d'un an par les troupes persanes et allait capituler lorsque survint, en 1833, la mort du Prince Héritier Abbas-Mirza, suivie de celle de son père en 1834. Le siège fut levé. Le petit-fils de Fathali Schah lui succéda au trône sous le nom de Mohammad Schah. Il cultivait, contrairement à son grand-père, des sentiments hostiles aux Anglais. La première marque qu'il en donna, dès la première année de son avènement, fut de traiter avec une outrageante froideur la mission militaire anglaise, composée de brillants officiers tels que Rawlinson, Stoddart, d'Arcy Todd... et qui venait d'arriver à Téhéran. Cette mission eut d'ailleurs à essuyer, par la suite, de nombreux outrages qui la déterminèrent enfin, en 1838, à quitter la Perse.

Mohammad Schah savait bien que les Anglais étaient opposés à l'occupation de Hérat par la Perse et il montra une insistance d'autant plus grande à la réalisation de

1. Cf. p. 57.

ce projet. Cette ville fut donc assiégée de nouveau. Les Anglais se mirent en devoir de la secourir ; ils en organisèrent la défense par l'intermédiaire du jeune artilleur Pottinger qu'ils envoyèrent, déguisé, dans le camp afghan. Il y « révéla son identité et devint bientôt l'âme de la défense ¹ ». Ils cherchèrent par ailleurs à faire pression sur le Schah en vue de le contraindre à lever le siège. La rébellion d'Agha Khan Mahallati ², survenue en 1840. 1841, est due, sans nul doute, à leur activité. — Ce personnage descendait des Ismaéliens ³ et était grand propriétaire terrien à Yazd et à Kerman. Son soulèvement attira contre lui, dans ces provinces, quelques corps de troupes qui n'eurent d'ailleurs, aucune peine à l'en chasser. Il s'enfuit dans l'Inde où il se mit ouvertement à la solde des Anglais. Son frère nommé Abolhassan et connu sous le titre de *Sardar* ⁴ envahit, à la tête de bandes venues on ne sait trop d'où, le Baloutchestan (Bélouchistan) (1844-1845) ; mais il en fut expulsé. Au même moment, la frontière de l'Est était menacée par les Turcs dont on redoutait à tout instant une invasion.

En ajoutant à toutes ces difficultés l'état maladif permanent de Mohammad Schah, l'incapacité notoire de son premier ministre Hadji-Mirza Aghassi dont on

1. Sykes, *op. cit.*, t. II, p. 331.

2. Le grand père de l'Agha Khan actuel, marié en 1930, avec une Française.

3. Secte religieuse fondée en Perse au xii^e siècle par Hassan Sabbah, lequel, entouré de ses adeptes, vécut en véritable souverain dans la forteresse Alamout, près de Kasvin. Ses successeurs y régnèrent 150 ans, jusqu'au jour où Holagou Khan, roi mongol, parvint à s'emparer de leur refuge et le détruisit. Cf. Henri Massé, *L'Islam*, Paris, A. Colin, 1930, p. 156 et suiv.

4. Grand Capitaine, commandant en chef.

a pu dire qu'il était « un des cerveaux les plus détraqués que l'on ait vus en Perse ¹ », on comprendra pourquoi ce souverain ne put pas s'emparer de Hérat ; il mourut, âgé seulement de quarante ans, sans avoir pu réaliser le vœu qui lui tenait tant à cœur.

Dans les premières années de son règne, Nasséréddine Schah, monté sur le trône en 1848, à l'âge de seize ans, fut sollicité par la Russie en vue d'une alliance contre les Turcs. En 1853, le Prince Dolgruki lui soumit des propositions secrètes en ce sens. Mais le Schah, sentant déjà peser sur le pays le joug insupportable du traité de Torcamantchaï, préférait une alliance avec l'Angleterre et la France dans l'espoir de se libérer de cette chaîne. Il fut très rapidement déçu, lorsqu'il comprit qu'il n'y avait rien à espérer de ce côté-là. Aussi se décida-t-il à poursuivre la politique extérieure de son père, rompant même, en 1855, avec l'Angleterre, sous prétexte que la Légation britannique à Téhéran ne consentait pas à renvoyer de son service un certain Mirza Hachèm Khan, précédemment fonctionnaire du Gouvernement persan dont il s'était attiré la disgrâce. Le ministre anglais, Mr. Murray, se prépara à quitter la Perse, et Mirza Agha Khan E'témaded-Dovleh, premier ministre persan, ne fit rien pour l'en dissuader.

Leurs relations diplomatiques ainsi rompues, la Perse et l'Angleterre se tournèrent vers l'Afghanistan : la première pour l'attaquer, la seconde pour le soutenir, en lui offrant son alliance, des munitions de guerre et des instructeurs militaires. L'armée persane cernait déjà depuis quelques mois la ville de Hérat, lorsque, en

1. Gobineau, *Trois ans en Asie*, t. I, p. 290.

octobre 1856, à la suite d'une violente attaque, elle parvint enfin à s'en emparer. A cette époque un ingénieur français, du nom de Buhler, servait dans l'armée persane et sa science n'aurait pas été étrangère à l'occupation de Hérat.

L'inquiétude du gouvernement anglais atteignait à son paroxysme, non sans raison. La Perse allait mettre la main sur l'Afghanistan ; une fois maîtresse de ce pays et devenue, par le Nord, voisine immédiate de l'Inde, elle constituerait elle-même un danger pour cette colonie dont, de plus, elle rapprocherait les Russes. L'Angleterre crut donc bon de déclarer la guerre à la Perse, dans la seule intention d'ailleurs d'arrêter son avance dans l'Afghanistan et de lui faire évacuer la ville de Hérat. Pour atteindre ce but, deux moyens se présentaient : envoyer des troupes anglo-indiennes sur les terres afghanes et barrer la route à l'armée victorieuse, ce qui eût coûté très cher et présenté de graves difficultés ; ou bien, attaquer la Perse dans le Golfe Persique où ses moyens de défense étaient, sinon inexistants, du moins très rudimentaires. C'est, bien entendu, cette deuxième solution qui fut adoptée.

Le 4 décembre, la flotte anglaise s'emparait donc de l'île de Kharak et, quelques jours après, elle bombardait et occupait Bouchir. Kharak n'avait pas résisté ; Bouchir se défendit quelque peu et infligea même à l'ennemi d'importantes pertes, dont bon nombre d'officiers. Les Anglais se dirigèrent ensuite vers Mohammarah et, remontant la vallée du Karoun, poussèrent jusqu'à Ahvaz. Cette expédition était d'ailleurs superflue, car immédiatement après la chute de Bouchir, les pourparlers de paix avaient commencé entre les belligérants et abouti à un traité qui fut signé à Paris en 1857. Le Schah accep-

tait d'évacuer l'Afghanistan, d'en reconnaître l'indépendance et, en cas de conflit avec lui, de recourir, avant de prendre les armes, aux bons offices de la Grande-Bretagne qui, comme médiatrice bienveillante, s'efforcerait à les mettre d'accord.

Ici encore nous avons une nouvelle preuve de l'insuffisance de la diplomatie persane et de son ignorance de ce qui se passait en dehors de la Perse. En effet, le gouvernement du Schah n'eût pas été pris de panique, eût continué la guerre, et eût fini par avoir raison de son adversaire, s'il avait été mieux tenu au courant, car c'est seulement quelques semaines après la signature du traité de Paris que commença le grand soulèvement de l'Inde contre l'Angleterre.

CHAPITRE X

L'ENCERCLEMENT DE LA PERSE

Les trois phases de la rivalité anglo-russe. — Les grandes expéditions russes à l'Est de la Caspienne. — La conquête de Tachkand (1864) ; de Bokhara (1868) ; de Khiva (1873) ; de Khokand (1876) ; de la Turcomanie (1881) ; de Merv (1884). — Tentative infructueuse de mainmise sur Achouradeh. — Les Anglais dans le Golfe Persique. — Les Cheikhs reconnaissent la suzeraineté du Schah. — L'Imam de Mascat et la base navale de Bassadore. — Les Anglais traitent avec les Cheikhs. — Les Anglais dans le Baloutchestan. — Gouador ou Gouator ? — Les Commissions d'arbitrage (1872-1903) et le partage du Sistan. — La Perse encerclée. — Le jugement d'un Anglais.

Nous avons déjà vu quelles étaient les aspirations de la jeune Russie et ses intentions à l'égard de la Perse ¹. Pendant tout le xix^e siècle, les Russes continueront leurs efforts d'extension vers le Sud, le Golfe Persique et l'Inde, leur principal objectif. Mais un adversaire sérieux qui s'y trouvait partout établi de longue date, cherchera à aller, lui, vers le Nord, à leur rencontre, pour leur barrer le chemin. De cette rivalité résultera d'abord l'enveloppement, l'encerclement de la Perse par les deux puissances adverses, qui en essaieront, ensuite, la conquête pacifique, et finiront par se la partager officiellement, en vertu de l'Accord de 1907, en zones d'influence.

1. Cf. p. 41.

Ces trois phases de la rivalité anglo-russe en Perse, nous allons essayer de les étudier successivement.

* * *

Les guerres qui aboutirent au traité de Torcamantchaï, en cédant à la Russie toutes les provinces caucasiennes de la Perse, la rendaient voisine immédiate de ce pays sur toute cette partie Ouest de la Caspienne où la rivière Araxe constituera désormais la principale ligne de démarcation. Nous avons vu que ce même traité reconnaissait aux Russes le droit exclusif d'entretenir des bâtiments de guerre dans la mer Caspienne. Il ne restait donc plus, pour toucher directement la Perse sur toutes ses frontières septentrionales, que la partie Est de la Caspienne à conquérir. La Russie aura mené à bien cette tâche avant la fin du siècle.

Les premières expéditions commencèrent vers 1840 juste au moment où les Anglais venaient de mettre effectivement la main sur l'Afghanistan. Après quelques premiers essais, l'occupation méthodique de la vallée du Sir-Darya commence en 1849, dure jusqu'à 1864, et se termine par la conquête de Tachkand. — Le Khan de Bokhara dont les troupes reçoivent un coup fatal, se soumet en 1868, remettant aux Russes la ville de Samarkand et une indemnité de guerre ; les Khans de Khiva et de Khokand sont successivement subjugués (1873 et 1876). En sorte qu'à cette dernière date, il ne restait plus que la Turcomanie à conquérir. Celle-ci appartenait nominalement au Schah dont l'autorité y était très faible. De 1877 à 1881 les Russes y envoyèrent de nombreuses expéditions. Les Torcamanes (Turcomans),

tribus particulièrement guerrières, se défendirent d'abord avec succès, mais leur résistance finit par être brisée et la forteresse de Gueug Tappeh (Geuk Tepeh) ¹, leur dernier asile, tomba en 1881 aux mains des Russes.

Trois ans plus tard, ces derniers mirent la main sur la ville de Merv — ce qui porta un nouveau coup au prestige de la Perse dans ces régions — et réalisèrent ainsi, en moins d'un demi-siècle, la conquête de cette partie de l'Asie Centrale. Désormais, à l'Est comme à l'Ouest de la Caspienne, la Russie touchait la Perse et lui imposait la ligne frontière actuelle qui de Tchat à Sarakhs est tout à fait désavantageuse pour celle-ci, puisque toutes les terres fertiles et les eaux se trouvent au delà de cette ligne, dans les terres russes, et que les autorités du gouvernement tsariste ont toujours refusé ou vendu cher l'eau nécessaire à l'irrigation des champs et à la subsistance des villages se trouvant en deçà de la frontière, c'est-à-dire sur le territoire resté persan.

Nous devons encore dire un mot de la tentative de mainmise des Russes sur l'île d'Achouradéh, située à proximité de la ville d'Astrabad. — Les pirates torcamanes (turcomans) se livraient continuellement à des raids dévastateurs sur les côtes du Mazendéran ; le gouvernement du Schah, en vertu du traité de Torcamantchaï, ne disposant pas de force navale pour les en empêcher, dut s'adresser en 1836 au Tsar et solliciter son aide contre les pirates. Il ne se fit pas prier deux fois : les détachements qu'il expédia au devant des Torcamanes leur donnèrent une leçon sérieuse, mais ces détachements, au lieu de se retirer chez eux, se dirigèrent vers Achou-

1. Colline Bleue.

radéh où ils s'installèrent en 1840. Aux protestations du Schah il fut répondu que la souveraineté de la Perse sur l'île n'était nullement contestée et que, si les Russes s'y étaient installés, c'était pour se trouver à proximité des pirates dont ils étaient décidés, dans l'intérêt du gouvernement persan, à enrayer les incursions. En réalité, Achouradéh devait servir de base navale à la Russie et lui permettre de surveiller tout le littoral persan. Mais cette situation ne dura pas longtemps : dix années plus tard, les Torcamanes qui auraient été provoqués et aidés par le gouverneur du Mazendéran, s'emparèrent de l'île et en chassèrent définitivement les Russes.

Il convient de noter qu'Achouradéh ne présente qu'un intérêt purement stratégique, car c'est une île minuscule, au climat particulièrement malsain.

* * *

Le centre de gravité de la politique orientale de la Grande-Bretagne a toujours été la défense de l'Inde. Il s'agit d'avoir la haute main sur les voies de communication de cette colonie avec l'Europe. Le plateau de l'Iran commandant ces voies par sa position, présente pour l'Angleterre — comme l'a souvent déclaré Lord Curzon — « un intérêt tout particulier ». La Perse apparaît ainsi « comme l'une des pierres angulaires (*corner stones*) de la politique britannique » ¹. Voilà l'explication de tous les efforts déployés par celle-ci depuis plus d'un siècle dans cette partie du monde.

Nous avons pu voir comment les Anglais prirent pied

1. Lord Curzon, *Persia and the persian question*, 1892.

dans le Golfe Persique. Au départ des Portugais et des Hollandais, s'y trouvant sans adversaires, ils essayèrent avec succès d'y consolider leurs positions par une politique d'arrangements, de combinaisons et d'entente avec les chefs des populations des îles et du littoral du Golfe. — La Perse ne pouvait pas être un obstacle à cette politique. En effet, les souverains de ce pays, à l'exception de Nader Schah ¹, ne s'intéressèrent guère à la force maritime. Aussi, les îles et les ports du Golfe Persique étaient, le plus souvent, cédés en fiefs aux seigneurs locaux, moyennant le paiement d'un tribut annuel et la reconnaissance de la suzeraineté du Schah. C'est ainsi qu'en 1798 le gouvernement persan plaça par firman le district de Bender-Abbas sous l'administration de Ben Ahmad, Imam de Mascat, qui, en retour, s'engagea à verser au trésor persan une redevance annuelle de six mille tomans... La même année, les Anglais obtinrent de Ben Ahmad l'autorisation de rouvrir leur comptoir à Bender-Abbas et d'entretenir dans cette ville une garnison de sept cents cipayes. Ils profitèrent de cette occasion pour créer, toujours à la suite de l'autorisation de Ben Ahmad, une base navale dans l'île de Kichm.

L'Imam de Mascat, agissant ainsi dans les îles et les ports placés sous son autorité par le Schah comme s'ils faisaient partie intégrante de ses propres territoires, celui-ci chercha à les lui retirer. Il en résulta une guerre qui aboutit à la défaite des troupes de l'Imam Seyyed Saïd et à la conclusion d'une paix signée en 1856, obligeant l'Imam de Mascat à payer au gouvernement persan un tribut annuel de seize mille tomans pour les territoires

1. Cf. p. 52.

dont l'administration — et seulement l'administration — lui était confiée. Ce traité confirmait, entre autres, les droits de propriété incontestables de la Perse sur les îles d'Hormouz et de Kichm.

Cependant, la faiblesse de la Perse durant les cent dernières années permit aux Cheikhs influents des îles du Golfe de se déclarer indépendants ou de se rattacher aux Cheikhs ou Imams plus puissants de l'Arabie. Comme ils se trouvaient aussi depuis le XVIII^e siècle en rapports avec l'Angleterre, ils ne firent aucune difficulté pour reconnaître, comme un fait établi, la prépondérance de celle-ci dans le Golfe. Cette reconnaissance n'était d'ailleurs pas gratuite. La Grande-Bretagne accordait sa protection à ces seigneurs du Golfe, servait à la plupart d'entre eux une belle pension, et traitait avec eux comme s'ils étaient réellement indépendants. C'est ainsi que, bien qu'elle eût reconnu en 1869 les droits de suzeraineté de la Perse sur Bahrein, elle concluait en 1881-1882 avec les Cheikhs Atabi de cette île des traités que le gouvernement persan ne reconnut jamais, pas plus qu'il ne reconnut ceux signés plus tard entre cette même puissance et le Cheikh de Mohammerah.

Cependant, la Grande-Bretagne ne cessa pas un instant de consolider sa position dans le Golfe où ses intérêts se sont considérablement accrus depuis les développements vertigineux de l'Anglo Persian Oil Co et la continuation de la ligne aérienne Le Caire-Bagdad-Basra jusqu'à Karatchi, qui passe par Bouchir et Djask (*Imperial Air Ways*). Pour la sauvegarde de tous ses intérêts dans le Golfe, la Grande-Bretagne entretenait, jusqu'en 1928, un puissant résident à Bouchir.

L'Angleterre ne s'était pas contentée d'être voisine

de la Perse par le Sud ; l'espèce de protectorat qu'elle avait fini par établir en Afghanistan la plaçait, de ce côté aussi, en contact direct avec elle. Il ne restait plus à l'Est que la province du Baloutchestan (Bélouchistan) dont le sort n'était pas encore réglé. Les Anglais ne manquèrent pas de s'en charger. Le Baloutchestan constituait au début du XVIII^e siècle une province persane. A la mort de Nader Schah, il tomba dans l'anarchie et ne put être pacifié qu'un siècle plus tard, sous Mohammad Schah, par Ibrahim Khan, de Bam ¹. En 1864, par l'intermédiaire de Sir Frédéric Goldsmid, premier directeur du Télégraphe en Perse, les Anglais, prétextant qu'à l'Ouest de Gouador on ne savait à quelle autorité s'adresser pour faire assurer la sécurité des lignes télégraphiques, exposèrent au gouvernement persan la nécessité de faire fixer la ligne frontière séparant les possessions anglaises et la Perse par une commission mixte. Le gouvernement du Schah ne montra aucun enthousiasme de cette suggestion, ce qui n'empêcha pas les Anglais de tracer eux-mêmes une ligne de démarcation arbitraire allant de Gouator sur le Golfe (bien à l'Est de Gouador dont il était d'abord question) jusqu'à Kouhak, au cœur du Baloutchestan, et de la faire accepter par la Perse. — Plus tard, en 1896, une autre commission présidée par le colonel Holdichs, acheva la délimitation en prolongeant la ligne, de Kouhak à Kouhé-Malaké-Siah, dans le Sîstan.

C'est ainsi que fut partagé le Baloutchestan ; une partie resta persane, et l'autre, à l'Est, dut porter à l'avenir le nom de « Bélouchistan anglais ».

Cette province du Sîstan, qui avait toujours fait partie

1. Ville de la province de Kerman.

intégrante de la Perse, fit également l'objet d'une réclamation, non pas de la part des Anglais, mais de leur protectorat, l'Afghanistan. C'est à sa situation stratégique qu'elle devait cette convoitise. « Figurant sur les projets d'invasion comme sur les plans de défense, le Sistan joue un rôle prépondérant dans la rivalité anglo-russe ; chacune des influences hostiles prétendait arriver la première dans l'oasis convoitée ¹. » Ce fut donc l'Angleterre qui l'atteignit la première, car, dans le conflit survenu au sujet de cette province entre l'Afghanistan et la Perse, celle-ci fut contrainte d'accepter, conformément aux stipulations du traité de Paris de 1857, les bons offices des Anglais comme médiateurs. Ceux-ci nommèrent deux commissions d'arbitrage, l'une en 1872 et l'autre en 1903 ; la ligne séparant actuellement dans cette région la Perse de l'Afghanistan est leur œuvre. Elles avaient distingué — distinction purement arbitraire — deux Sistans dont l'un, le Sistan proprement dit, comprenant le Nayzâr ² et allant de Bandé-Sistan à Kouhé-Malaké-Siah, fut attribué à la Perse, et l'autre constitué par les territoires se trouvant à l'Est de cette ligne, fut annexé à l'Afghanistan. — La première commission était présidée par Sir Frédéric Goldsmid, celui même qui avait déjà tracé la ligne Gouator-Kouhak, dans le Baloutchestan.

Ainsi, les Russes, surtout par la force de leurs armes, et les Anglais par celle de leur diplomatie, se rendirent voisins immédiats de la Perse tant par le Sud et l'Est que par le Nord. Et si l'on prenait en considération que la délimitation de la frontière turco-persane, à l'Ouest,

1. E. Aubin, *op. cit.*, p. 224.

2. Vaste marécage ; littéralement : *plein de roseaux*.

était, vers le même temps, confiée à une commission mixte où l'Angleterre et la Russie devaient être représentées, on comprendrait aisément jusqu'à quel point celles-ci étaient avancées dans leur œuvre d'enveloppement ou d'encerclement de la Perse.

Il est difficile de dire quelle est, de ces deux puissances, celle dont l'activité dans cette partie du monde, et pendant le XIX^e siècle, a dépassé l'activité de l'autre. Laissons parler un auteur anglais : « L'avance de la Russie a donné lieu à une dure critique à l'adresse de la politique extérieure de l'Angleterre ; mais les critiques, dont plusieurs sont mal renseignés, ne semblent pas réaliser que pendant la même période la Grande-Bretagne a annexé dans l'Inde de nombreuses provinces, vastes, fertiles et bien peuplées. En dehors de l'Inde, l'immense contrée, connue sous le nom de Bélouchistan (Baloutchestan) anglais, a été annexée et les relations extérieures de l'Afghanistan ont été placées sous le contrôle du gouvernement de l'Inde. La frontière Ouest de la Perse n'a pas subi de changement ; mais sa délimitation, en plusieurs endroits, a été confiée à une commission dans laquelle la Grande-Bretagne et la Russie seront représentées ¹. »

1. Sykes, *op. cit.*, t. II, p. 366.

CHAPITRE XI

LA LUTTE D'INFLUENCE OU LA PÉNÉTRATION PACIFIQUE EN PERSE

Entre « l'ours et la baleine ». — Les lignes télégraphiques. — Leur intérêt pour la diplomatie anglaise et pour la Perse. — L'Indo European Telegraph. — Le Baron Julius de Reuter et l'Imperial Bank of Persia. — Le « Persian Mining Rights Corporation ». — La Régie du tabac. — La navigation sur le Karoun. — The Anglo-Persian Oil Co. — La Brigade des Cosaques. — La Banque d'Escompte. — Les emprunts de la Perse. — La Convention commerciale russo-persane de 1903 et le nouveau tarif douanier.

Parallèlement à l'œuvre d'encerclement de la Perse, une lutte d'influence se poursuivait dans l'intérieur de ce pays qui désormais se trouvait, comme une proie sans défense, entre « l'Ours et la Baleine ». La Grande-Bretagne et la Russie ne cesseront pas d'y rivaliser dans la course aux avantages économiques et politiques qu'ils en pourront tirer. C'est à qui lui arrachera l'octroi des concessions les plus productives. Nous essaierons, dans ce chapitre, de suivre pas à pas les différentes phases de la pénétration des deux puissances européennes dans cette partie convoitée de l'Asie Centrale.

Les lignes télégraphiques. — Le grand soulèvement

de l'Inde au milieu du siècle dernier fit sentir à la Grande-Bretagne, entre autres choses, la nécessité des communications télégraphiques directes avec son importante colonie. L'échec d'un premier essai, fait en 1859, en vue d'installer sous la mer Rouge un câble prolongeant les lignes Marseille-Alexandrie déjà existantes, détermina le gouvernement de Londres à s'entendre avec l'Empire ottoman, qui venait de créer la ligne télégraphique Constantinople-Bagdad. Cette ligne continuerait son chemin, de Bagdad jusqu'aux Indes. Une convention fut signée à cet effet, à Constantinople, en 1863.

Vers le même temps, le Schah fut saisi d'une demande relative à la construction d'une ligne télégraphique qui, de l'endroit de la frontière turco-persane le plus rapproché de Bagdad, s'acheminerait vers Téhéran via Kermanschah et Hamadan, et relierait ensuite la capitale à Bouchir, sur le Golfe Persique. Les Persans se méfiaient de ce projet ; ils voyaient dans l'installation de cette ligne un instrument diabolique, destiné à assurer la pénétration de l'étranger chez eux. Mais le peuple n'avait encore aucune voix au chapitre. Certaines oppositions achetées et des explications fournies au Schah sur les avantages de la ligne, celle-ci put être construite en 1864.

Quelques années plus tard, en 1870, une double ligne fut créée entre Alexandrowsk et Téhéran, passant par Odessa, Tiflis et Tabriz. Comme déjà, d'une part, des lignes télégraphiques, exploitées par Siemens Brothers, reliaient Londres, par l'Allemagne, à Alexandrowsk, et que, d'autre part, Téhéran était rattaché à Bouchir et ce port à Djask et à Karatchi, les communications entre l'Angleterre et l'Inde se trouvèrent désormais assurées. La compagnie exploitant ces lignes, qui s'appelle

« The Indo European Telegraph », fut donc créée à cette époque.

En 1872 et en 1898, à la suite de conventions spéciales avec le gouvernement du Schah, d'autres lignes furent construites, les unes pour le service télégraphique intérieur, les autres pour l'usage international.

Une administration persane des télégraphes fut créée ; on y rattacha, outre les services purement nationaux, l'« Indo European Telegraph » qui, tout en jouissant d'une certaine autonomie, avait à observer certaines règles prévues par les conventions auxquelles il devait son existence. — La création du Ministère des Télégraphes eut lieu quelque temps après ; il comprenait un Directeur général anglais dont le poste n'a été supprimé qu'en 1920. De nouvelles lignes intérieures furent construites et, depuis une trentaine d'années, le développement du réseau télégraphique persan ne s'est pas arrêté un seul instant.

Est-il besoin de dire quel intérêt considérable présentait pour la diplomatie anglaise cette mainmise sur les télégraphes persans ? Elle avait désormais le contrôle de tous les événements du pays, des mouvements des tribus... Elle apprenait tout avant le gouvernement du Schah, auquel elle était en mesure de ne faire savoir que ce qu'elle jugeait bon qu'il sût. Nous verrons, toutefois, que tout n'était pas au détriment de la Perse dans l'installation du télégraphe et que celle-ci en profitera presque autant que ceux qui le lui avaient apporté ¹.

La Banque Impériale de Perse. — A partir du jour où

1. Cf. p. 126.

l'Angleterre et la Russie avaient pris pied à Téhéran et commencé à lutter sourdement l'une contre l'autre, le principal souci de chacune d'elles était d'y voir arriver au pouvoir un Grand Vizir qui lui fût plus favorable qu'à son adversaire. Et, de fait, depuis le milieu du siècle dernier, les préférences des divers gouvernements qui se succédèrent sous les Kadjars en Perse allèrent tantôt vers les Russes, tantôt vers les Anglais.

C'était vers ces derniers que penchait nettement, en 1871, Mirza Hossein Khan Sépahsalar ¹ qui, avant d'être élevé au rang de Sadré-A'zam ou Grand Vizir, avait été quelque temps ambassadeur à Constantinople. Epris des progrès modernes, il aurait cru que sa patrie ne pouvait en faire qu'en se détournant des Russes et en se confiant aux Anglais. Aussi fit-il octroyer par le Schah, en 1872, au baron Julius de Reuter, une vaste concession englobant la construction des chemins de fer, l'exploitation des mines persanes et la création d'une banque nationale.

L'opinion publique persane, imprudemment négligée dans cette circonstance, et que la diplomatie russe, fort mécontente, ne manqua pas d'exciter, réagit énergiquement contre ce monopole qui, du point de vue économique, aurait placé la Perse sous la tutelle de l'Angleterre. Le Schah Nasséréddine, au cours d'un voyage qu'il faisait en Europe, eut en même temps la déception de constater que son geste n'avait soulevé aucun enthousiasme dans les capitales de l'Occident où on le trouvait même quelque peu ridicule. Aussi, dès son retour à Téhéran, procéda-t-il à l'annulation de la concession.

1. Généralissime.

Quelques années plus tard, en 1889, à titre de compensation, il accordait au baron Julius de Reuter une nouvelle concession l'autorisant à fonder une banque anglaise à Téhéran, sous le nom de « Imperial Bank of Persia », avec le monopole d'émission des billets. La création de cet établissement ne se fit point attendre. Son capital initial était d'un million de livres sterling. La banque avait, à l'origine, le droit de procéder à l'exploitation de toutes les richesses minières persanes, à l'exception toutefois des pierres précieuses, de l'or et de l'argent. Ce droit, elle le céda à une autre société, portant le nom de « Persian Bank Mining Rights Corporation » qui avorta. Les premières difficultés surmontées, la Banque Impériale de Perse étendit ses opérations sur tout le pays où ses succursales atteignent aujourd'hui le nombre de vingt-quatre. Bientôt les commerçants et même — comme nous le montrerons tout à l'heure — le gouvernement persan, ne purent plus se passer d'elle. Car, une fois ses assises consolidées, elle s'était mise à ruiner méthodiquement tous les autres établissements bancaires du pays. Les Djahanians et les Toumaniantz auront été ses dernières victimes. La seule banque qui put lui résister fut la Banque russe d'Escompte, mais au prix de bien grands sacrifices ¹. Elle tenait donc à sa merci tous les grands commerçants auxquels elle pouvait faire connaître le déshonneur et la faillite quand elle le voulait. Le procédé était simple et classique : elle ouvrait des crédits illimités à ces clients qui, en conséquence, se lançaient dans de vastes opérations et effectuaient d'importants engagements. Il suffisait, pour qu'ils fussent acculés à la faillite, que la Banque leur coupât les crédits.

1. Cf. p. 102.

Ce pouvoir effrayant, la Banque n'en usa, il faut le reconnaître, qu'assez rarement et lorsque des raisons pressantes l'y poussaient.

Celle-ci avait également prise sur les divers gouvernements qui, avant et après la Grande Guerre, jusqu'à l'avènement du souverain actuel, se sont succédés à Téhéran. Son action, combinée avec celle de l'Anglo Persian Oil Co., pouvait facilement amener la chute d'un gouvernement auquel on refusait des avances ou même, sous des prétextes futiles, on retardait le paiement des sommes qui lui étaient dues.

Aujourd'hui avec la création de la Banque Nationale de Perse (1929) et le retrait du droit d'émission des billets que détenait la Banque Impériale (1930), la puissance de celle-ci a beaucoup diminué. Mais pendant près de trente ans elle a joué un rôle considérable en Perse, ayant été — et continuant à être dans des proportions, bien entendu, beaucoup moins importantes — avec l'Anglo Persian Oil Co., l'un des principaux instruments de la politique anglaise ¹.

La régie du tabac. — En 1890 une autre concession était arrachée au Schah, moyennant une redevance annuelle de quinze mille tomans, plus le quart des bénéfices

1. A la suite de l'évolution de la politique anglaise, laquelle, pour des raisons que nous verrons plus loin, est devenue, depuis quelques années assez bienveillante envers la Perse, la Banque Impériale de Perse et l'Anglo-Persian Oil C^{ie} ont aussi changé de procédés. La seconde, en particulier, a épuré ses services d'un certain nombre d'employés de moralité et de mœurs douteuses, a créé des écoles, des hôpitaux, et ne cesse de s'intéresser aux œuvres persanes de bienfaisance et d'utilité publique (par ex. : l'Exposition de l'art persan à Londres en 1931). Aussi les préventions qu'éprouvaient les Persans éclairés contre ces entreprises étrangères cèdent-elles la place au désir croissant d'une sincère collaboration.

nets. Elle concernait le tabac dont la production, l'achat et la vente étaient réservés exclusivement aux Anglais. Ici encore l'opinion publique fit sentir sa puissance. Encouragée par un Mudjtéhéd très influent, Hadji Mirza Hassan Schirazi¹, toute la nation, en signe de protestation, arrêta instantanément la consommation du tabac. Le Schah dut annuler la concession ; mais il dut également, pour dédommager les concessionnaires, leur verser une indemnité de cinq cent mille livres sterling. La Banque Impériale était là pour offrir ses services et avancer la somme au gouvernement persan qui contractait ainsi sa première dette.

La navigation sur le Karoun. — Une autre concession que Nasséréddine Schah accorda aux Anglais, fut la navigation sur le bas Karoun, c'est-à-dire de Mohammerah à Ahvaz, la portion Ahvaz-Schushtar restant réservée aux sujets persans. Les difficultés auxquelles donnèrent lieu les restrictions de la concession² furent surmontées par Messrs. Lynch Brothers qui exploitent encore cette route ainsi que celle reliant Ahvaz à Ispahan. Le trafic, d'abord insignifiant sur ces routes, a pris bientôt une extension considérable, surtout depuis les développements extraordinaires qu'a connus dans la région l'Anglo Persian Oil Co. Les Anglais, par politique, avaient intéressé à leurs exploitations quelques chefs influents des tribus bakhthiaris et arabes. L'un de ces derniers, le Cheikh de Mohammerah, soutenu ouvertement par eux, devint si puissant qu'il se mit à ne plus payer d'impôt au gouvernement du Schah, dont il osa même contester la suzeraineté. Le

1. Poussé par un autre modjtéhéd : H. M. Hassan Achtiani.

2. Pour plus de détails, cf. Lord Curzon, *Persia* 1892, ch. xxv.

souverain actuel, alors Président du Conseil, Ministre de la Guerre et Généralissime, dut se rendre en personne, à la tête de ses troupes, à Mohammerah, pour faire entendre raison au Cheikh qui fut amené en captivité à Téhéran où il vit depuis 1924.

Avec l'exploitation des champs pétrolifères, les Anglais ont décuplé leurs intérêts dans la vallée du Karoun et ils ne manquent pas de s'en glorifier. Sykes écrit à ce sujet : « La récente histoire de cette vallée ajoute encore une autre conquête pacifique à la longue liste des triomphes déjà remportés par les autorités officielles et par les marchands de la Grande-Bretagne ¹. »

The Anglo Persian Oil Co. (A. P. O. C.). — L'entreprise la plus considérable que la Perse ait connue sur son territoire est assurément celle de l'exploitation de ses pétroles du Sud. On se doutait depuis fort longtemps que les champs pétrolifères de Bakou devaient s'étendre vers le Sud et, en longeant la frontière turco-persane, atteindre le Golfe Persique. Mais aucun essai sérieux n'avait été fait jusqu'en 1901, en vue de vérifier cette hypothèse. A cette date, un Australien, Mr. D'Arcy, obtint du gouvernement du Schah, pour une durée de soixante années, le monopole de l'exploitation de toutes les mines de pétrole de l'Empire, à l'exclusion toutefois des cinq provinces du Nord — à savoir : l'Azerbeïdjan, le Guilan, le Mazendéran, la province d'Astrabad et le Khorassan — moyennant la somme de vingt mille livres sterling et un droit de 16 % sur les bénéfices nets. Mr. D'Arcy céda ses droits à une firme anglaise et la fameuse « Anglo Persian Oil Co. Limited » fut créée en 1909, avec un capital initial de

1. Sykes, *op. cit.*, t. II, p. 372.

£ 2.000.000. Le développement des travaux et leur importance durant ces vingt dernières années ont dépassé toutes les prévisions. La production actuelle de l'A. P. O. C. atteint cinq millions et demi de tonnes de pétrole par an, bien que la moitié des sondes soient volontairement bouchées. Des « pipe-line » traversant toute la province du Khouïstan conduisent le liquide à Abadan, sur le Chatt-el-Arab, où une raffinerie est installée. Le nombre des ouvriers qu'emploie la Compagnie est, en 1930, de 30.000 environ et son capital actuel dépasse £ 24.000.000. Son matériel est de tout premier ordre, ses installations conformes aux dernières découvertes de la science, et son personnel, tant administratif que technique, tant persan qu'anglais, des plus choisis.

Inutile de dire que le gouvernement britannique possède une grosse part des actions de cette entreprise (50 %) à laquelle il s'intéresse non pas seulement en tant qu'entreprise économique, mais aussi et surtout en tant que facteur appréciable de sa puissance maritime et instrument de sa politique générale. L'Anglo-Persan Oil a approvisionné, pendant la Grande Guerre, la flotte britannique.

Entre la Compagnie et le gouvernement persan, il existait des malentendus que Mr. Armitage Smith, quelque temps Conseiller au Ministère des Finances persan, dissipa en 1920 dans des conditions dont il nous faudra dire quelques mots plus loin ¹.

* * *

La brigade des Cosaques. — Bien après les missions mili-

1. Cf. p. 171.

taires française et anglaise du Général Gardane et du Général Malcolm, trois autres missions, deux françaises et une italienne, furent successivement appelées en Perse par Mohammad Schah qui attachait une importance particulière à la réorganisation de son armée. Ces dernières missions furent remplacées, en 1878, par un groupe d'officiers autrichiens qui durent, à leur tour, céder la place à des officiers engagés en Russie par Nasséréddine Schah. Ceux-ci créèrent d'abord un régiment sur le modèle des Cosaques russes, qui plut beaucoup au souverain persan.

Aussi encouragés par le tsar que soutenus par le Schah, ils transformèrent bientôt le régiment en une brigade, munie des équipements et des armes les plus modernes. Ce corps de troupes fut même changé en division quelques années avant sa dissolution, survenue au lendemain du fameux coup d'état de 1921 ¹, et constitua pendant longtemps l'élément le mieux discipliné et le plus fort de l'armée du Schah.

La brigade des Cosaques, placé sous le haut commandement d'un officier supérieur russe, assisté d'un nombre prodigieux de compatriotes, instructeurs, mécaniciens, médecins, vétérinaires..., fut, dès l'origine, un précieux instrument de pénétration russe en Perse. Aussi fut-elle de tout temps impopulaire, particulièrement après qu'elle eut pris parti contre le peuple en 1907, lorsqu'elle procéda, conformément aux ordres du Schah, Mohammad-Ali, au bombardement du Madjless ² persan.

La Banque d'Escompte. — Pour répondre à la création

1. Cf. p. 157.

2. Cf. p. 143.

de la Banque Impériale de Perse, par les Anglais à Téhéran, les Russes y fondèrent un établissement bancaire qui porta d'abord le nom de Banque de Prêts pour devenir par la suite, la Banque d'Escompte de Perse. Rattaché au Ministère des Finances russe, cet établissement était beaucoup plus un instrument politique qu'une institution économique. Son déficit annuel en donnait la preuve incontestable. Ses opérations consistaient d'ailleurs, principalement, à prêter dans des conditions avantageuses aux grands personnages du pays, tous propriétaires terriens et le plus souvent à court d'argent liquide, des sommes considérables dont il négligeait à dessein de réclamer le remboursement pendant des années, quitte à le faire soudainement et avec toute la violence possible, le jour où le débiteur aurait eu l'audace ou la maladresse de se montrer, en quoi que ce fût, défavorable à la politique ou aux intérêts russes en Perse.

Les emprunts. — Mozaffaréddine Schah qui succéda à Nasséréddine Schah, assassiné après un règne de près d'un demi-siècle, fut un roi malade et débauché. Il fit plusieurs voyages en Europe, et, à chaque fois, il contracta des emprunts désastreux pour son pays, dont lui-même et ses courtisans affamés et cupides dilapidèrent toutes les ressources. Le premier de ces emprunts, effectué en Russie (1900), était de 32.000.000 de roubles avec un intérêt de 5%. Le produit des recettes douanières, celles du Golfe Persique exceptées, furent données en garantie. Les autres conditions de cet emprunt ne laissaient pas de porter atteinte à l'indépendance économique de la Perse : elle s'engageait à ne contracter, pendant une période de dix années, aucun autre emprunt auprès d'une autre

puissance, et à ne pas diminuer son tarif douanier sans le consentement de la Russie...

Le seul prélèvement utile qu'on fit sur le montant de cet emprunt fut celui qui servit au paiement des dettes déjà contractées par le gouvernement auprès de la Banque Impériale de Perse, celle en particulier des cinq cent mille livres sterling allouées, à titre de dédommagement, aux concessionnaires de la Régie du Tabac. Le reste de cet argent, dans les mains du Schah et de la domesticité royale, fondit en peu de temps comme dans un creuset.

Quelques années après, on eut donc recours à un nouvel emprunt d'un montant de dix millions de roubles, toujours auprès de la Russie comme on s'y était engagé. Il ne devait pas coûter à la Perse moins cher que le précédent. En effet, les Russes obtenaient la concession de la construction de la route Djoulfa-Tabriz-Téhéran, ainsi que celle de l'exploitation de certaines mines de pétrole et de houille. La Perse acceptait également de modifier, d'accord avec la Russie, son tarif douanier.

La Perse, ainsi endettée, se débattit pendant vingt ans dans la misère : malgré les efforts louables du jeune régime constitutionnel qui s'y établit après la mort de Mozaffar-éddine ¹ elle ne parvint pas à alléger un peu le poids de ces dettes — ses ressources annuelles ne dépassant pas 1.500.000 livres sterling étaient loin de le lui permettre — mais elle dut encore l'alourdir. En sorte qu'à la veille de la conclusion du traité russo-persan de 1921, le montant de ses dettes dépassait le chiffre effarant de 350 millions de krans.

Le tarif douanier de 1903. — Conformément à l'une des

1. Cf. pp. 128 et 129.

conditions du deuxième emprunt, les Russes négocièrent avec la Perse, représentée en l'occurrence par M. Naus, directeur belge des douanes persanes ¹, un nouveau tarif douanier. Jusque là les marchandises importées en Perse payaient à la frontière, en vertu du traité de Torcamantchaï de 1828, un droit de 5 % *ad valorem*. Ce tarif uniforme, les Russes voulaient le changer à leur profit. Les négociations se poursuivirent très secrètement pour aboutir à la conclusion d'une nouvelle convention commerciale russo-persane, livrée à la publication en février 1903. Cette convention eut des répercussions considérables, quoique de nature différente, tant à Londres qu'à Saint-Pétersbourg. En effet, elle favorisait extraordinairement le commerce russe — dont, par exemple, le pétrole au lieu de 5 % n'avait plus à payer que 1 1/2 % — et frappait d'une manière disproportionnée les produits importés par les Anglais, dont le thé, pour ne citer qu'un exemple, au lieu de 5 % était désormais atteint d'un droit de 100 %.

Les Anglais qui jusque là se contentaient de bénéficier des stipulations avantageuses du traité de Torcamantchaï sans vouloir « réaliser que le maintien de celles-ci dépendait, non pas de l'Angleterre et de la Perse, mais de celle-ci et de la Russie ² », s'empressèrent de signer une convention indépendante avec la Perse, afin de prévenir, dans l'avenir, les surprises désagréables de cette nature.

1. Cf. p. 145.

2. Sir Valentine Chirol, *The middle eastern question*, 1903.

CHAPITRE XII

LA FIN DE LA RIVALITÉ OU L'ENTENTE ANGLO-RUSSE

La genèse et les raisons de la rivalité anglo-russe. — Positions respectives des adversaires au début du **xx**^e siècle. — L'apparition de l'Allemagne dans le Golfe Persique. — Le voyage de Lord Curzon (1903). — Les déclarations de Lord Lansdowne. — L'accord anglo-russe de 1907 et le partage de la Perse en zones d'influence. — Les répercussions de l'accord. — La Perse constitutionnelle cherche à se relever. — Mr. Morgan Shuster et les réformes financières (1911). — L'ultimatum russe et le départ de Shuster. — La sourde rivalité des voisins. — Les Anglophiles, les Russophiles et les Nationalistes. — La méthode terroriste russe. — La méthode anglaise d'excitation des tribus. — L'entente anglo-russe pendant la Grande Guerre.

Les chapitres précédents nous ont montré assez clairement la genèse et les raisons de la rivalité anglo-russe dans l'Asie Centrale ; celle-ci se ramène toujours à un même phénomène présentant un aspect double et réciproque : les ambitions de la Russie impérialiste, cherchant à atteindre « l'entrepôt de l'or de l'univers ¹ », d'une part, et, de l'autre, le constant souci et la vigilance remarquable de l'Angleterre à en assurer la défense en le dotant d'un abri de plus en plus inaccessible aux convoitises. Cette

1. Cf. le prétendu testament de Pierre le Grand, p. 41.

rivalité s'est exercée principalement dans les contrées avoisinantes de l'Inde, à savoir : la Perse, l'Afghanistan et le Thibet.

Concernant la Perse, nous avons pu étudier, dans les deux derniers chapitres, les procédés d'encerclement et de pénétration pacifique dont se servirent, avec succès, les deux puissances rivales. Celles-ci s'étant à plusieurs reprises engagées à respecter l'indépendance de la Perse¹, leur lutte dans ce pays ne pouvait se porter que sur le terrain des intérêts commerciaux et des entreprises industrielles. C'était « la conquête économique de la Perse qui était surtout visée ». Dans ce domaine, les Anglais se trouvaient nettement devancés par les Russes, au début du présent siècle. En effet, « en 1889, Lord Curzon estimait le trafic de l'Angleterre et de l'Inde avec la Perse à 75 millions, celui de la Russie à 50 millions. En 1901-1902, les statistiques dressées par les employés belges de l'administration des douanes, accusaient 59 millions pour les Anglais, 96 millions pour les Russes ; en 1905-1906, sous le régime du traité russo-persan², les mêmes statistiques élevaient le commerce russe à 170 millions environ, le commerce anglais n'atteignait que 70 millions³ ».

Les emprunts consentis à la Perse dans les conditions que nous savons consolidaient encore davantage la position de la Russie qui, ne se contentant plus de sa prépondérance dans le Nord et le Centre de ce pays, cherchera tout de suite à l'étendre dans le Sud où les efforts des Anglais étaient surtout concentrés. Ceux-ci, menacés dans cette région par l'avance de leurs rivaux, dont le nombre

1. Cf. p. 159.

2. Il s'agit de la convention commerciale signée en 1903. Cf. p. 104

3. E. Aubin, *op. cit.*, p. 221.

des consuls et des ressortissants ne faisait que s'accroître tous les jours, seront amenés à se demander si, pour les arrêter, il ne vaudrait pas mieux s'entendre avec eux.

Un autre danger, non moins sérieux que celui des Russes, les confirma dans cette détermination. Il s'agit de l'Allemagne dont la firme Wanckhaus, établie quelque temps à Langah, déployait une activité particulièrement inquiétante, et qui, elle-même, paraissait bien décidée à établir le terminus de son chemin de fer de Bagdad sur le littoral du Golfe Persique, le plus près possible des Indes. Le voyage à grand fracas de Lord Curzon, Vice-Roi des Indes, entrepris en 1903 dans le Golfe Persique, ainsi que les déclarations du ministre des Affaires Etrangères anglais, Lord Landsdowne, à la Chambre des Lords, dénotent assez clairement les préoccupations que l'avance des Russes et le danger allemand avaient alors causées au gouvernement britannique. Voici comment s'exprimait Lord Landsdowne devant la Haute Assemblée :

« Je le dis sans hésitation, nous devons considérer l'établissement d'une base navale ou la fortification d'un port dans le Golfe Persique, par toute autre puissance que nous-mêmes, comme une grave menace aux intérêts britanniques, menace à laquelle nous devrions certainement résister avec tous les moyens dont nous disposons. »

Voilà donc une raison — et il y en avait d'autres — qui, à elle seule, semble suffisante pour expliquer le rapprochement de l'Angleterre de ses deux anciennes ennemies — la France et la Russie —, la formation de la Triple Entente et, ce qui nous intéresse ici plus particulièrement, la conclusion de l'accord anglo-russe de 1907. Malgré tout ce qu'on en a pu dire et malgré toutes les critiques adressées à Sir Edouard Grey, son auteur, cet accord nous apparaît

non seulement comme une nécessité imposée par les circonstances, mais encore comme un succès pour la diplomatie anglaise. Celle-ci, en effet, venait, par cet acte, traiter sur un pied d'égalité avec un pays qui restait une grande puissance asiatique, bien qu'affaibli au lendemain de la guerre russo-japonaise.

Signé à Saint-Pétersbourg, le 31 août 1907, cet accord se compose de trois arrangements concernant la Perse, l'Afghanistan et le Thibet. Dans celui qui se rapporte à la Perse, les deux parties contractantes, après s'être engagées à « respecter l'intégrité et l'indépendance » de ce pays, le partagent en trois zones, une dans le Nord réservée à l'influence russe, une dans le Sud réservée à l'influence anglaise et, entre les deux, une zone neutre, où les deux parties auraient les mains également libres. La zone russe, la plus étendue des trois et la plus riche aussi, est séparée de la zone neutre par une ligne qui, prenant son point de départ à Kasré-Chirine, passe au Sud d'Ispahan et de Yazd pour aboutir, à l'Est, à l'intersection de la frontière russo-persane. La zone anglaise, relativement toute petite, mais du plus haut intérêt en tant que rempart de l'Inde, se trouve au Sud d'une ligne qui joint la frontière afghane à Bender-Abbas, en passant par Birdjand et Kerman. Ce qui restait entre les deux fut dénommé zone neutre ; on eût pu l'appeler plus exactement *zone mixte*. L'article 4 de l'accord était relatif aux mesures du contrôle financier, car il fallait surveiller l'amortissement et le paiement de l'intérêt des emprunts effectués par la Perse, emprunts dont nous avons parlé dans le chapitre précédent.

Malgré toutes les assurances données à la Perse au sujet de son intégrité et de son libre développement, la publi-

cation de ce document souleva une indignation générale dans ce pays qui, en fait, venait d'être partagé et auquel on avait déjà retiré tous les moyens de développement et de prospérité, tels que routes, banques, télégraphes, mines, et jusqu'à ses revenus les plus réguliers, ceux de ses douanes, servant de garantie aux emprunts, etc...

Que l'accord de 1907 ait fait « constater une réalité ¹ » ou « consacrer une véritable iniquité ² », il n'en produisit pas moins une profonde impression sur les Persans dont il stimula le patriotisme. Les Anglais qui jusque là s'étaient posés en libéraux et avaient pu même acquérir, pendant la révolution persane qui se déroula vers le même temps, une certaine popularité, perdirent complètement la face. Leurs méthodes pacifiques de pénétration et leurs douces manières, contrastant avec les procédés brusques des Russes, les avaient de tout temps fait préférer à leurs rivaux, et les Persans les considéraient volontiers comme des amis dont ils pourraient, le cas échéant, réclamer l'aide contre les violences et les vexations du gouvernement du tsar.

A cette indignation succéda bientôt une frayeur sans bornes. Consciente du fait que son existence politique était due partiellement à la rivalité anglo-russe, la Perse ne pouvait constater sans épouvante la disparition de cette rivalité. Jadis, menacée par l'une quelconque de ces deux puissances, elle comptait sur l'appui, sinon officiel, du moins secret de l'autre. Désormais, l'accord régnant entre les anciens adversaires, elle aurait à lutter

1. Comme le pense Eugène Aubin, *op. cit.*, p. 215.

2. Comme le déclare Emile Lesueur, *Les Anglais en Perse*, Paris, La Renaissance du Livre, s. d., p. 61.

contre les deux, toute faible qu'elle était. C'est ce qu'elle fit pendant une période de dix années, c'est-à-dire depuis la signature de l'accord jusqu'à la Révolution russe de 1917.

Le régime constitutionnel venait de remplacer l'autocratie des Schahs et cherchait par tous les moyens à mettre un baume sur les blessures qu'avait reçues le pays et à le conduire dans la voie du progrès. Mais, trop faible pour pouvoir se relever toute seule, la Perse avait besoin d'une aide étrangère. Ne jugeant pas à propos de la demander à ses voisins qui la lui auraient vendue trop cher, elle essaya désespérément de l'obtenir ailleurs. Ce fut bien en vain, car la Russie et l'Angleterre ne pouvaient pas admettre qu'une tierce puissance acquît de gros intérêts dans un pays où elles avaient toutes les raisons de vouloir rester seules. Les diverses tentatives entreprises en ce sens ne connurent donc aucun succès. La plus urgente, celle qui visa la réorganisation des finances, fut aussi celle qui eut le sort le plus tragique. Mr. Morgan Shuster, engagé en Amérique (1911), obtint du Parlement persan des pouvoirs très étendus et se mit à l'œuvre avec une ardeur qui fit naître aussitôt beaucoup d'optimisme dans les cœurs les plus désespérés et chez les gens les plus sceptiques. Mais quelques mois à peine écoulés, le renvoi de la mission américaine était exigé par le gouvernement du tsar qui accompagnait sa demande d'un ultimatum des plus catégoriques. Cela se passait au mois de novembre 1911. Toute la nation se révolta contre cette tyrannie ; mais les troupes russes avaient déjà passé la frontière et se dirigeaient vers Téhéran. La Perse dut accepter l'ultimatum et remercier, à regret, son conseiller américain qui, de retour dans sa patrie, exposa dans un ouvrage tout ce

que faisaient les voisins de ce pays pour l'empêcher de se relever ¹.

Les efforts de la Perse dans les autres domaines se heurtèrent aux mêmes obstacles. Aucun conseiller étranger ne put être maintenu en son service qu'il ne se fût préalablement assuré la sympathie de l'une des deux Légations, russe ou anglaise. Tel avait déjà été le cas de M. Naus ; ce sera celui de M. Mornard, le Belge qui remplacera Mr. Shuster, et d'autres.

Malgré l'entente officielle existant entre la Russie et l'Angleterre, les agents diplomatiques et consulaires de ces deux pays n'en continuèrent pas moins, pendant les années précédant immédiatement la Grande Guerre, à entretenir une sourde rivalité en Perse. Tout ce qu'il y avait dans ce pays de grands personnages et de politiciens dut se diviser en trois camps adverses : les russophiles, les anglophiles et les nationalistes, ce dernier camp composé, en grande partie, par les « démocrates ». Le pouvoir passait tour à tour d'un camp à l'autre et tombait très fréquemment dans les mains des nationalistes qui bénéficiaient de la rivalité des deux autres camps. Les procédés employés par les légations et les consulats des deux puissances influentes en vue de recruter des amis n'étaient point des plus conformes à la morale. En effet, la majorité de leurs protégés était formée par des aventuriers, voire des brigands, qu'ils soutenaient à l'encontre des règles les plus élémentaires du droit commun, et dont ils se servaient pour créer des troubles susceptibles de faire tomber un gouvernement, ou même pour terroriser un adversaire trop fort. C'étaient surtout des Arméniens et des Turcs

1. Morgan Shuster, *The strangling of Persia*, New-York, 1912 et 1920.

du Caucase qui rendaient ce dernier office. Nombreuses furent leurs victimes ; nous n'en citerons ici qu'une seule, Saniéd-Dovleh, Ministre des Finances, en 1911, à qui l'on reprochait la ferme volonté de doter son pays, malgré le veto des puissances voisines, d'un réseau de voies ferrées. Il fut assassiné en plein jour à Téhéran et son meurtrier, un protégé russe, fut réclamé par le représentant diplomatique du tsar, et envoyé en Russie où, non seulement il resta impuni, mais reçut la récompense appropriée à son exploit...

La méthode terroriste était surtout affectonnée par les Russes ; les Anglais, pour provoquer la chute d'un gouvernement ou pour faire renoncer à un projet, en employaient une autre, non moins efficace. Ils distribuaient secrètement des armes et de l'argent parmi des tribus, Kurdes, Kachghaïs,... dont une ou plusieurs se soulevaient contre le pouvoir central, toujours trop faible pour les punir définitivement, et rentraient dans le calme, comme par enchantement, dès que le but poursuivi par leurs excitateurs était atteint.

Pendant la Grande Guerre, la sourde rivalité des agents russes et anglais en Perse fit place à une entente sincère destinée à lutter contre les Allemands qui y avaient pris une grande avance et menaçaient même d'entraîner ce pays, à leurs côtés, dans la fournaise ¹. La Perse, en dépit de tout, resta neutre ; mais elle souffrit des hostilités presque autant que si elle y avait pris part : son territoire servit de champ de bataille aux troupes germano-turques d'une part, et anglo-russes, de l'autre.

La Révolution russe de 1917, éloignant momentanément

1. Cf. p. 122.

les Russes de la Perse, y laissa, même plusieurs années après la Guerre, le champ libre à la diplomatie anglaise ; nous verrons plus loin ¹ comment elle s'y comporta.

En résumé, de 1907 à la fin de la Guerre, l'histoire de la Perse est caractérisée par une série d'efforts très louables sinon toujours heureux, en vue de défendre son existence contre la convoitise de ses voisins, tel un naufragé se débattant contre de puissantes vagues qui menacent de l'engloutir à chaque instant.

1. Cf. p. 154 et suiv.

CHAPITRE XIII

LE CONTACT AVEC LES AUTRES PAYS D'OCCIDENT

I. — FRANCE ET PERSE.

L'ambassade extraordinaire du Comte de Sercey (1839-1840). — M. Bourée et le Comte de Gobineau (1854). — Les relations diplomatiques permanentes. — Le premier groupe d'étudiants envoyés en France (1860). — Les médecins et les professeurs français en Perse. — L'œuvre des missionnaires. — L'enseignement du français. — Les fouilles archéologiques et le monopole de 1895. — La Convention de 1927 remplaçant le monopole. — Le rôle joué par les Ministres de France. — La France servant de modèle à la Perse.

II. — LES ALLEMANDS EN PERSE

Le voyage de Guillaume II en Orient (1898). — L'objectif de l'Allemagne : l'accès du Golfe Persique et des Indes. — La lutte anglo-allemande dans le Golfe. — Les propagandes allemandes pendant la Guerre. — M. Wassmus et l'expulsion des Anglais par les Tanguistanis. — L'attitude des forces de la Gendarmerie persane. — Le départ des Allemands. — Leur retour.

III. — LA PERSE ET LES AUTRES PAYS D'OCCIDENT

La conclusion des traités d'amitié et de commerce avec les pays d'Occident. — L'appel aux spécialistes étrangers.

I. — FRANCE ET PERSE

Ayant abandonné la Perse, durant le *xix^e* siècle, à la rivalité anglo-russe, les autres pays d'Occident n'y atta-

chèrent qu'un intérêt secondaire. Et si l'on voit de temps à autre y arriver une mission diplomatique, c'est le plus souvent pour répondre à une courtoisie ou, tout au plus, afin d'étudier les possibilités de transactions commerciales. Ainsi, en 1839, le Comte de Sercey fut chargé par le Gouvernement du Roi des Français d'une ambassade extraordinaire à la Cour de Perse ; dans les instructions écrites que lui donna le Maréchal Soult, duc de Dalmatie, alors ministre des Affaires Etrangères, il lui signifiait expressément que sa mission était « avant tout une mission de courtoisie », ajoutant plus loin : « sous le point de vue politique, vous n'aurez qu'à observer ; sous le point de vue commercial, vous aurez à observer et à préparer des voies, si vous le jugez praticable et utile, pour l'établissement de rapports plus directs, plus étendus et plus réguliers que ceux qui ont existé jusqu'à présent... Vous connaissez trop la nature de nos rapports avec l'Angleterre pour manifester à Téhéran la moindre prévention contre elle... ¹ »

La France se désintéressant ainsi, dès cette époque, des questions relatives à la politique persane, va porter tout son effort sur le domaine intellectuel dont la conquête lui sera d'autant plus facile qu'elle sera recherchée par les Persans eux-mêmes, avides des idées nouvelles propagées dans le monde entier surtout après la Révolution, et qui avaient fini par les atteindre, malgré l'éloignement de leur pays et l'absolutisme intégral de leurs souverains. Déjà, la suite du Comte de Sercey se composait de plus d'hommes de science que de diplomates. On y remarquait

1. Comte de Sercey, *La Perse en 1839-1840*, Paris, l'Artisan du Livre, 1928, pp. 31-33.

en effet, Eugène Boré, professeur au Collège de France, un médecin, le peintre Flandin, deux orientalistes et un architecte.

Plus tard, en 1854, en pleine guerre de Crimée, une autre mission française arrivait en Perse, dirigée par M. Bourée qui était accompagné du Comte de Gobineau comme premier secrétaire. Celui-ci s'intéressa tout particulièrement à ce pays qu'il étudia de près : il eut le mérite de pousser la compréhension de l'Orient aussi loin qu'il est permis à un Européen de le faire. A son retour en France, qu'il croyait définitif, il publia, en 1859, son très intéressant livre *Trois Ans en Asie*. Mais, en 1861, il eut à retourner, comme ministre, à Téhéran, où il resta encore deux ans.

Les relations diplomatiques permanentes entre les deux pays datent de cette époque. La Légation de Perse à Paris fut, en effet, créée dans les premières années du second Empire, avec Farrokh Khan Aminéd-Dovleh comme ministre plénipotentiaire. Le développement des relations commerciales et du trafic des voyageurs suivit de près le contact officiel. Le premier groupe régulier d'étudiants persans prit le chemin de la France en 1860 et le Schah Nasséréddine, lui-même, s'y rendit quelques années après.

Il était le premier souverain qui, après la guerre de 1870, rendait visite au pays vaincu et lui tendait la main. Le peuple sentimental de France ne fut pas insensible à ce geste, et réserva au monarque persan un accueil particulièrement enthousiaste, dont le souvenir a dû être longtemps conservé, puisque Nasséréddine et, plus tard, son fils Mozaffaréddine entreprirent encore de nombreuses fois le voyage de Paris. A chaque fois qu'ils en revinrent, ils entraînaient à leur suite des médecins atta-

chés à leur personne, et des professeurs. Parmi les premiers on compte les docteurs Cloquet, Tholozan, Feuvrier... ; parmi les professeurs chargés d'enseigner les sciences, et les lettres au Darol-Fonoun ¹, le souvenir de MM. Dantan, Olmer et David et des docteurs Georges et Galley est encore tout frais dans les esprits, bien que la plupart d'entre eux soient morts depuis longtemps ².

Vers la même époque, les missions religieuses développaient leur activité ; les Lazaristes et les Sœurs de Charité s'installaient, d'abord à Ourmiéh, en 1840, ensuite à Salmas, à Tabriz et à Ispahan. Partout ils ouvraient des écoles dont le nombre des élèves augmentait journellement. L'Alliance Française et l'Alliance Israélite ouvrirent également, vers la fin du siècle dernier, des établissements scolaires dans diverses villes du pays. Plus tard, les familles riches prirent l'habitude d'envoyer leurs enfants en Europe, en France en particulier, pour leur donner un supplément d'instruction. La langue française fut en vogue et dut figurer dans le programme de toutes les écoles, persanes ou étrangères, telles que l'école américaine et l'école allemande de Téhéran.

La présence de fonctionnaires belges à la Douane, aux Finances et, plus tard, au Ministère des Postes, ne pouvait que confirmer cette situation, les administrations organisées par eux offrant un excellent débouché aux jeunes gens ayant appris le français.

1. Littéralement : *Institut polytechnique*. Il fut fondé en 1849 par Amir-Kabir, Grand Vizir de Nasséréddine Schah.

2. Bien avant eux, un Français du nom de Richard, était installé à Téhéran, retenu par Mohammad Schah comme précepteur des jeunes princes de la famille régnante. Il avait même dû, à la suite de certaines circonstances, se convertir à l'Islamisme.

Entre temps, les ruines historiques de Rhagès, d'Ecbatane, de Persépolis, de Suse et de tant d'autres cités de la Perse antique, avaient attiré vers elles l'attention des savants français. En 1885, l'ingénieur Dieulafoy, après avoir obtenu du roi Nasséréddine l'autorisation nécessaire, entreprit une exploration rationnelle des ruines de Suse. Dix années plus tard, en mars 1895, M. de Balloy, Ministre de France à Téhéran, obtenait du Schah, au profit de son pays, le monopole des fouilles archéologiques en Perse, monopole qui fut confirmé par un accord signé le 11 août 1900 au cours d'un séjour de Mozaffaréddine Schah à Paris, et aux termes duquel « le monopole perpétuel et universel d'exécuter des fouilles et d'extraire des objets intéressant l'art et l'archéologie sur tout le territoire de l'Empire » était concédé à la France.

Dès avril 1897, M. de Morgan, ancien directeur des Antiquités égyptiennes, fut chargé par le gouvernement français de la direction des travaux de fouilles en Perse. Après lui, d'autres savants poursuivirent la tâche, tels que le P. Scheil et M. de Mecquenem à Suse, MM. Bondoux et A. Pézard à Rhagès, M. Fossey à Ecbatane... Les résultats de ces fouilles ont été considérables. Pour s'en faire une idée, il suffit de visiter le Musée du Louvre qu'elles ont enrichi, ou encore de feuilleter l'œuvre magistrale de MM. Dieulafoy, de Morgan et Scheil ¹.

Les travaux de fouilles continuent encore aujourd'hui

1. Marcel Dieulafoy, *L'Art antique de la Perse*, Paris, 1884-1889. — *L'Acropole de suse*, Paris, 1890-1894.

Jane Dieulafoy, *A Suse, journal des fouilles* (1884-1886), Paris, Hachette, 1888.

J. de Morgan, *Délégation en Perse*, Paris, plusieurs vol. (en cours de publication).

à Suse sous la direction éclairée de M. de Mecquenem, jetant tous les jours un nouveau rayon de lumière sur l'antique royaume de l'Elam.

Il y a quelques années, à la veille du jour où la Perse, ayant repris quelque vigueur, allait dénoncer par une espèce de coup de théâtre tous les actes officiels, accords, traités, conventions, qui limitaient tant soit peu son indépendance et sa liberté, un arrangement fut conclu entre le représentant de la France et le gouvernement persan : la France renonçait de bon gré à son monopole perpétuel et la Perse, en retour, confiait à un savant français la direction des fouilles archéologiques, annexée à son Ministère de l'Instruction Publique ¹. Une Convention fut signée à cet effet le 18 octobre 1927 à Téhéran, confirmant, une fois de plus, l'esprit de cordialité qui a toujours existé entre les deux pays, ainsi que leur désir mutuel et sincère d'une étroite collaboration intellectuelle.

Le rôle principal des ministres de France en Perse pendant les deux premières décades du siècle actuel a été précisément le maintien et le développement de cette collaboration intellectuelle. Ils ont parfois aussi servi de médiateurs entre le pays où ils étaient accrédités et ses puissants voisins. En effet, il est arrivé plus d'une fois que, lassés des vexations de ces derniers, les patriotes persans ont cherché un appui auprès du représentant de la République. Celui-ci, bien entendu, n'avait pas le pouvoir de rien entreprendre contre la Russie et l'Angleterre, alliées de son pays, mais il recevait toujours avec bienveillance ces amis persans, leur donnait des conseils éclairés, et les réconfortait même ; donnant suite à

1. Cette charge importante est aujourd'hui assumée par M. Godard.

leur requête, il intervenait souvent auprès de ses collègues russe et anglais et obtenait d'eux quelque adoucissement à leurs rudes procédés envers le pays qui était leur commune victime. Un de ces ministres français, M. Raymond Lecomte ¹, a laissé dans ce sens à Téhéran un souvenir qui sera longtemps conservé dans les esprits.

De ce que nous venons de voir dans ce chapitre, il ressort que la France est le pays d'Occident dont le contact a le plus impressionné la Perse. Celle-ci ayant commencé à apprendre le français dès le XIII^e siècle ² fut portée tout naturellement à se familiariser avec la civilisation occidentale par l'intermédiaire de la France qui lui servit de maître et de modèle. Voilà l'explication de la prépondérance que connaît la culture latine en Perse, prépondérance qu'elle conservera en dépit de toutes les critiques qui lui sont adressées par les partisans des méthodes éducatives anglo-saxonnes, parce qu'elle y est enracinée très profondément ³.

II. — LES ALLEMANDS EN PERSE

Jusque vers la fin du siècle dernier, l'Allemagne n'avait pu paraître sur la scène de l'Orient. Même après la guerre de 1870, préoccupée surtout de raffermir son unité nationale, elle semblait se désintéresser d'une expansion coloniale. Mais ce n'était qu'une apparence ; elle ne tardera pas à marquer de l'intérêt aux Balkans et à l'Empire ottoman qui lui serviront de voie pour sa pénétration en

1. Ministre Plénipotentiaire et Envoyé Extraordinaire de France en Perse de 1908 à 1919.

2. Cf. p. 53.

3. Cf. p. 258.

Asie. En effet, ce ne fut bientôt un secret pour personne que l'Anatolie et la Mésopotamie, auxquelles on donna même la dénomination significative d' « Indes germaniques », constituaient l'objectif de la politique allemande. Le voyage de l'Empereur Guillaume II en Orient où, dans un important discours prononcé à Damas en 1898, il se proclama « le protecteur désintéressé du monde musulman », fit disparaître les vestiges du doute qui pouvait subsister encore, à ce sujet, dans les esprits ; puis la concession du chemin de fer de Bagdad jeta une lumière crue sur les véritables intentions de l'Allemagne, à savoir, l'accès du Golfe Persique et des Indes. Déjà en 1896 la firme allemande Wanckhaus s'était établie à Langah et s'occupait du commerce des perles ; un vice-consulat germanique était créé, l'année suivante, à Bouchir.

Il n'est pas difficile d'imaginer l'inquiétude avec laquelle les Anglais constataient l'avance de l'Allemagne. Depuis le xvi^e siècle ils avaient lutté et chassé successivement du Golfe Persique les Portugais, les Hollandais et les Français ; maintenant c'était le tour des Allemands, pour le refoulement desquels ils ne devaient reculer devant aucun sacrifice. — Et tout d'abord ils s'opposèrent à ce que le terminus du chemin de fer de Bagdad fût placé sur le territoire du Cheikh de Koweit ; les efforts des Allemands en ce sens échouèrent complètement. En même temps, les tentatives d'expansion de Wanckhaus qui cherchait à obtenir le monopole de la pêche des perles dans le Golfe Persique ou une concession quelconque dans la vallée du Karoun furent également vouées à l'échec grâce à la vigilance des Anglais. Cependant le commerce allemand commençait à prospérer dans ces régions, quoiqu'il fût encore très loin d'égal

celui de la France ¹. D'autre part, une école allemande se créait à Téhéran.

Nous avons vu plus haut ² que la formation de l'Entente était en partie due à l'apparition des Allemands dans l'Orient moyen. Heureusement pour l'Angleterre, ces intrus n'eurent pas le temps d'y affermir leur position ; ils l'eussent assurément fait en temps de paix malgré tous les obstacles qui leur avaient été créés, mais la guerre mondiale éclata. Néanmoins, pendant les deux premières années de cette guerre, ils donnèrent beaucoup de fil à retordre à leurs ennemis. Le souvenir de Wassmus, leur ancien consul à Bouchir, soulevant les Tanguestanis contre les Anglais qui furent expulsés momentanément d'une grande partie du littoral persan du Golfe, n'est pas encore aboli.

Au même moment, le ministre d'Allemagne à Téhéran, aidé de son collègue d'Autriche, poursuivait une campagne acharnée contre l'Entente dont deux des membres, la Russie et l'Angleterre, se trouvaient être les signataires de l'accord de 1907 et les auteurs présumés de toutes les misères subies par la Perse, surtout pendant les années précédant immédiatement la Guerre. Le parti démocrate, réunissant alors les patriotes les plus ardents, allait faire sortir la Perse de sa neutralité et entraîner dans la guerre contre l'Entente toute la nation, à laquelle les propagandes germaniques faisaient croire que l'heure de la vengeance avait sonné... ³ Toutefois, de nombreux facteurs empê-

1. En 1905-1906, le commerce de la France avec la Perse dépassait 16 millions de francs, alors que celui de l'Allemagne atteignait à peine trois millions et demi.

2. Cf. p. 107.

3. Cf. *Rev. monde musulman*, XXVII.

chèrent cette éventualité de se produire ; facteurs parmi lesquels il convient de ne pas oublier la pondération des hommes d'État qui tenaient alors les rênes du gouvernement ; il y faut ajouter la sympathie réelle du peuple persan pour la France dont le sort avait été lié par les circonstances à ceux qu'il considérait comme ses ennemis, et dont le ministre, M. Raymond Lecomte, grâce aux relations utiles qu'il s'était créées dans le pays, était loin de rester inactif dans ces moments délicats.

L'Allemagne décidée à porter un coup à l'Angleterre dans l'Inde, n'en continua pas moins ses savantes menées en Perse et en Afghanistan, faisant courir le bruit que l'Empereur Guillaume II s'était converti à l'Islamisme, que, désormais, il s'appelait Hadj (Hadj) Guillaume ¹ ; que les Allemands étaient originaires de la Perse, de la province de Kerman, que Germain et Kerman n'étaient qu'un seul et même mot... Entre-temps, l'or allemand se déversait dans toutes ces régions. L'or anglais en faisait de même. Bientôt les forces de la gendarmerie, commandées par des officiers suédois, désobéissant aux ordres du gouvernement de Téhéran, se joignirent aux troupes germano-turques qui venaient d'envahir l'Ouest et le Sud du pays, ce qui servit de prétexte aux troupes anglo-russes qui, à leur tour, violèrent la neutralité du territoire persan. Celui-ci dut servir ainsi, durant toutes les hostilités, de champ de bataille aux belligérants.

L'issue de la Guerre écarta les Allemands de la Perse ; mais ce départ n'était que provisoire, car ils y sont revenus ces dernières années en beaucoup plus grand nombre.

1. *Hadj* est un titre donné aux Musulmans qui ont eu le grand mérite de faire le pèlerinage de La Mecque.

Ils semblent s'y préparer une place beaucoup plus importante qu'en 1914. Leur activité se manifeste principalement dans le service de la poste aérienne, confié à la Compagnie Junkers, à l'Arsenal, à la Banque Nationale de Perse dont les principaux directeurs, à Téhéran et dans les agences de province, sont allemands.

III. — LA PERSE ET LES AUTRES PAYS D'OCCIDENT

Pendant le XIX^e siècle, la Perse s'est mise petit à petit en rapport avec la plupart des pays d'Occident et a signé avec eux, toujours sur les bases du traité de Torcamantchaï, des traités d'amitié et de commerce¹. Mais, sauf l'Angleterre et la Russie d'une part, la France et l'Allemagne de l'autre, aucun de ces pays n'y a joué un rôle important. Toutefois, nous devons signaler que l'organisation de la poste et des douanes persanes est due aux

1. Voici, à titre documentaire, le tableau des traités intervenus entre la Perse et les principaux pays d'Occident pendant le XIX^e siècle. Ces traités ont été dénoncés le 10 mai 1928 et, pour la plupart, remplacés par d'autres, basés sur le principe d'une parfaite réciprocité.

Traité avec la Russie	signé en	1828
— — l'Espagne	—	1842
— — la France	—	1855
— — les Etats-Unis d'Amérique	—	1856
— — l'Angleterre	—	1857
— — l'Autriche-Hongrie	—	1857
— — la Belgique	—	1857
— — le Danemark	—	1857
— — les Pays-Bas	—	1857
— — la Suède	—	1857
— — la Norvège	—	1857
— — la Grèce	—	1861
— — l'Italie	—	1862
— — l'Allemagne	—	1873
— — la Suisse	—	1873.

Belges, celle de ses forces de police et de gendarmerie, à un groupe d'officiers suédois, et qu'une mission américaine a tenté, comme nous l'avons déjà signalé ¹, de mettre de l'ordre dans ses finances ².

1. Cf. p. 110.

2. Cf. chapitres suivants : *Les répercussions du contact continu.*

CHAPITRE XIV

LES RÉPERCUSSIONS DU CONTACT CONTINU

Les instruments de progrès. — L'imitation de l'Occident. — Les facteurs ayant hâté le changement du régime. — Seyyed Djamal Afghani et Malkam. — L'assassinat de Nasséréddine Schah (1896). — La Révolution de 1906 et le régime constitutionnel. — La Perse avant la Constitution. — Le Schah, ses droits, ses devoirs et ses plaisirs. — Le Sadré-A'zam, ses pouvoirs et son sort éventuel. — Les ministres. — La justice, les lois du Char'e et les lois de l'Orf. — La loi du talion. — La Police : le Daroughéh et ses agents. — Les *loutys*, les *baba-mamas* et les guerres de quartiers. — Les impôts, leur mode de perception et leur destination. — L'armée : les soldats et leurs métiers. — Les généraux-nés. — L'instruction publique. — Les gouverneurs et l'administration des provinces.

Les relations suivies de la Perse avec l'Occident au cours du XIX^e siècle lui avaient valu un certain nombre d'institutions modernes que les Européens y avaient créées, dans leur propre intérêt, il est vrai, mais qui n'en constituaient pas moins pour elle de véritables instruments de progrès. Tels étaient les réseaux télégraphiques, les sociétés d'exploitation minière, de commerce, de transport..., les établissements scolaires des missions protestantes et catholiques, etc...

En même temps, la langue française que l'élite de la nation apprenait et savait depuis si longtemps, la mettait

de plus en plus en contact avec les idées modernes et les notions toutes nouvelles pour elle de liberté, d'égalité et de souveraineté du peuple ; elle se mit à les répandre avec enthousiasme. Descartes, Voltaire, Montesquieu et Rousseau étaient traduits en persan ; Danton, Mirabeau... étaient à chaque instant évoqués dans les conversations et dans les correspondances. Ce mouvement d'idées prit un développement considérable au retour du premier groupe d'étudiants persans, envoyés en France en 1860 et qui ne se firent pas faute de raconter à leurs compatriotes les merveilles du progrès de l'Occident. En un mot, l'Europe et son ordre de choses devinrent un objet d'admiration et, bientôt, une tendance à les imiter se fit sentir dans la haute aristocratie ; quelques-uns de ses membres commencèrent par se débarrasser de leurs anciens costumes pour se vêtir à l'européenne et porter sur eux des accessoires d'importation absolument occidentale, tels que le col et la cravate.

On était toutefois en droit de croire que les effets du contact se borneraient là et que, n'ayant encore impressionné qu'un nombre infime de Persans, et cela assez superficiellement, il n'aurait pas de sitôt une répercussion sur les différentes activités de la vie nationale et, en particulier, sur le régime du gouvernement. Or, l'intervention de quelques facteurs décisifs démentit les prévisions et hâta les choses, principalement le changement du régime. Il faut insister sur la conduite inconséquente de Nasséréddine et de Mozaffaréddine qui exaspérèrent le peuple, celui-là en cédant aux étrangers toutes les ressources du royaume, à titre de concessions et de monopoles, celui-ci en conduisant le pays vers une faillite certaine par les nombreux et désastreux emprunts qu'il

effectua à l'étranger, emprunts dont le produit servit uniquement à assouvir son goût insatiable et dépravé des plaisirs ainsi que la rapacité de ses courtisans.

Dans le même temps, il se trouva des hommes audacieux qui entreprirent d'initier le peuple aux idées modernes et de lui révéler les malheurs que ses souverains lui préparaient. Parmi eux, il serait injuste de ne pas citer les noms de Seyyed Djamaléddine de Hamadan, connu sous le nom d' « Afghani », et de Mirza Malkam Khan, auquel le titre de Prince avait été conféré par Nasséréddine Schah vers 1872, alors qu'il représentait la Perse à la Cour de Saint-James à Londres. Le premier, poussé par des idées de pan-islamisme, voyageait continuellement en Perse, en Turquie, en Egypte et aux Indes, et prêchait inlassablement contre l'état de choses existant dans ces pays. Au cours d'un des nombreux exils qu'il eut à subir, il se rendit à Londres où il se rencontra avec Malkam et collabora avec lui à la rédaction du fameux journal *Ghanoun*, ou Loi, destiné à propager en Perse les idées révolutionnaires. Le gouvernement du Schah eut beau interdire l'accès de la Perse à cette publication, elle y arrivait régulièrement dans des valises diplomatiques ou dans des ballots de marchandises. Elle était lue avec beaucoup d'intérêt et, bien que d'une vie très courte, elle a certainement exercé une influence considérable sur les esprits.

Tous ces faits aboutirent en 1896 à l'assassinat de Nasséréddine — par Mirza Réza Kermani, précisément un des disciples de Seyyed Djamal Afghani — et en 1906 à une révolution qui renversa le régime absolu, établi depuis toujours en Perse, et dota celle-ci d'une Constitution.

Nous n'avons pas à tracer ici l'histoire de cette révolution qui mérite une étude à part ; mais nous devons étudier les changements auxquels elle donna lieu dans les divers domaines administratifs et sociaux, changements qui constituent précisément les effets réels, sinon immédiats et directs, du contact avec l'Occident. Cette étude en suppose, bien entendu, une autre, celle de l'état de la Perse avant la révolution de 1906.

* * *

Le régime gouvernemental et administratif de la Perse avant cette révolution ne diffère pas beaucoup de celui qu'elle connaissait depuis des siècles. Le Schah y accaparait les trois pouvoirs législatif, juridique et exécutif, exerçant une dictature qui ne connaissait d'autres limites que ses caprices et d'autre mesure que la force ou la faiblesse d'autrui. C'était l'égoïsme personnifié. Le bien et la vie de tous ses sujets, depuis le Grand Vizir jusqu'au simple paysan, étaient à sa merci. Sans avoir à donner d'explication à personne, il lançait l'arrêt d'expropriation, de déportation ou de mort contre quiconque lui déplaisait. Il semblait être la cause finale de la création. Ses moindres caprices devaient être satisfaits et ses courtisans rivalisaient pour l'y aider. Tous les jours, à sa sortie du harem, ces derniers épiaient avec inquiétude sa démarche, et les traits de sa physionomie. Ils tremblaient d'effroi s'ils le trouvaient de mauvaise humeur, chacun craignait que la fureur royale ne tombât en foudre sur sa tête. Parfois, en effet, il arrivait qu'un des courtisans payât de son emploi, de ses biens, ou même de sa vie un moment d'aigreur du monarque, sans qu'au-

cune raison plausible semblât le lui désigner pour cible plus que tel autre de ses collègues. Les membres du gouvernement aussi bien que les courtisans et tous les fonctionnaires se considéraient donc comme « la chose » du Schah et se glorifiaient d'être ses *nôkars*, ou domestiques. Il n'est pas difficile d'imaginer le degré de bassesse que pouvait atteindre la flatterie à la Cour du Schah : sa modestie ne l'avait nullement empêché de s'habituer à être appelé *Pâdéschahé-Djahan-mota'e*, le souverain à qui obéit le monde ; *Ghébléyé-Âlame*, le point de mire de l'univers, et d'autres appellations de ce genre, aussi creuses qu'insipides. Inutile d'ajouter que le droit de déclarer la guerre, de signer la paix, d'accorder des concessions, de créer des impôts et de prendre toutes autres mesures de tous ordres revenait au Schah et que le produit des impôts ainsi que toutes les autres ressources du royaume étaient exclusivement destinés à garnir sa caisse et celle de ses *nôkars*.

Ces droits illimités du Schah comportaient en revanche des devoirs, si l'on peut appeler ainsi le genre de travail qu'il fournissait et dont il est bon de dire deux mots. Tous les jours, en effet, il recevait en audience générale ses ministres et ses courtisans et leur posait des questions, toujours les mêmes, sur la marche des affaires, l'état des routes et celui de son peuple, pour recevoir une réponse d'un genre éternellement invariable : « Grâce à la fortune impérissable de Sa Majesté l'Ombre de Dieu (ou le Point de Mire de l'Univers, etc.), la sécurité règne dans les coins les plus reculés de l'Empire et toute la nation cajolée dans les bras de l'Abondance et de la Caresse n'oublie pas qu'elle doit sa félicité à la personne sacrée du Roi des Rois que nuit et jour elle ne cesse de bénir... » Ainsi, on

atteignait aisément le paroxysme du ridicule sous Mozaffarédine Schah en lui adressant un tel discours, alors que la faiblesse du souverain, l'insécurité de son pays et la misère de son peuple qui le maudissait, n'étaient plus qu'un secret de polichinelle. — Ensuite, le monarque se faisait soumettre des litiges, souvent sans importance, pour avoir le plaisir de rendre lui-même la justice, à l'instar de Salomon.

Le reste de son temps, destiné à un repos mérité, il le passait dans l'*andaroun* ¹ avec ses nombreuses femmes, ou en compagnie de ses courtisans privilégiés et intimes qui se livraient, pour le distraire, à des plaisanteries d'une obscénité révoltante et à des acrobaties pornographiques des plus grossières ².

Le *Sadré-Azam* ou Grand Vizir était l'homme de confiance du roi et celui qui venait immédiatement après lui. Son pouvoir était également illimité jusqu'au jour où, ses ennemis ayant réussi à éveiller la méfiance royale à son endroit, il tombait en disgrâce, perdant parfois, en même temps que le pouvoir, ses biens, sa liberté ou même sa vie. Ce fut le cas d'un grand nombre de ministres de la dynastie kadjar et celui, en particulier, de Mirza

1. Littéralement : *intérieur*. C'est la partie de la maison réservée à la (ou aux) femmes. L'*andaroun* du Schah s'appelait également *tha ram* (harem) ou *haramsaray*, l'endroit, le lieu du harem.

2. Pour donner une idée du genre des amusements des rois kadjars, nous rappellerons celui du *Kouhé-sorsoréh* (montagne de glissement), l'un des moins obscènes. Il s'agit d'une pente assez rapide, au bas de laquelle le souverain recevait dans ses bras les femmes qui, dans le plus simple appareil, s'y laissaient glisser. C'était l'un des amusements favoris de Fathali Schah. Ceux de Mozaffarédine qui n'avait ni la force physique, ni l'imagination de son grand-père, étaient beaucoup plus grossiers et l'élément féminin y faisait souvent défaut.

Taghi Khan Amiré-Kabir, le fondateur du Darol-Fonoun¹ et l'un des hommes d'état persans les plus capables : Nasséréddine lui fit sauvagement ouvrir les veines pendant qu'il prenait son bain. — La perspective d'un pareil sort n'empêchait point le Sadré-Azam de s'occuper de tout, affaires étrangères, armée, finances, justice, etc. — car il n'existait point encore un Cabinet des ministres et des départements distincts. Les divers services étaient gérés par des personnages qui se trouvaient en rapports constants avec le Sadré-Azam, lequel s'intéressait à tout, plus encore aux détails qu'aux grandes questions. — Plus tard, à la suite de ses voyages en Europe, Nasséréddine créa des portefeuilles ministériels et nomma des ministres dont le nombre augmenta considérablement sous Mozaffaréddine qui eut un Ministre du Télégraphe, un Ministre des Douanes, un Ministre de la Police, un Ministre des Publications et de la Presse, un Ministre des équipages de la Cour²... Mais il s'agissait là plutôt de titres que de départements réguliers et de services organisés. — D'ailleurs le Sadré-Azam et les ministres passaient une bonne partie de leur temps dans les antichambres du Schah ou en sa présence, à entendre et à dire des balivernes ; ils consacraient ce qu'il en restait aux intrigues, au souci de se faire donner des pichkéchis (présents), et à se créer des recettes illicites. En sorte que, abstraction faite de leur ignorance des affaires et de leur incapacité souvent notoire, ils ne disposaient pas du temps matériellement nécessaire à la direction des services de l'État.

La justice était rendue, avant la révolution, par les

1. Littéralement : *Institut polytechnique*.

2. Vazir Davâb, littéralement : ministre des bêtes.

Modjtéhéds ¹ et par le gouverneur de chaque ville. Car il existait deux espèces de lois, les lois religieuses ou de *Char'e* ² et les lois civiles ou de *Orf* ³. Les premières concernant les affaires criminelles et d'état-civil, telles que naissance, mariage, divorce, succession, ainsi que l'achat et la vente des terres, émanaient du Coran, des avis présumés des Imams constituant un ensemble de traditions sacrées, et des commentaires des *modjtéhéds* de chaque époque. Les secondes se rapportant surtout aux affaires criminelles et aux affaires commerciales, ne se trouvaient codifiées nulle part et n'avaient pour mesure que le bon vouloir des gouverneurs et de leurs agents. En cas de meurtre, la loi du talion, recommandée par le Coran ⁴, étant en vigueur, le meurtrier devait être mis à mort, à moins de payer *le prix du sang* qu'il avait versé. Le montant de celui-ci variait suivant les conditions de la victime et les exigences de ses parents, dont le consentement était toujours indispensable à ce genre de réparation. Au cas où les parents refusaient absolument un règlement de cette nature ou si le meurtrier ne se trouvait pas en mesure de payer la somme convenue, il était exécuté par les soins du gouvernement ou livré, sur la demande des parents de la victime, à ces derniers qui en faisaient ce que bon leur semblait ⁵.

La direction de la police de chaque ville était déléguée

1. Docteurs de la religion musulmane.

2. Voie, et, par suite, lois divines.

3. Usage, droit coutumier.

4. « Nous leur avons prescrit qu'on rendra âme pour âme, œil pour œil, nez pour nez, oreille pour oreille, dent pour dent, blessure pour blessure. » (*Le Coran*, ch. v : La table.)

5. S'ils voulaient le mettre à mort, ils ne pouvaient, toutefois, se servir que d'un seul moyen : lui trancher la tête.

par le gouverneur à un personnage de moralité souvent douteuse qui s'appelait *daroughéh* (chef de police) et qui employait une bande de gens louches, recrutés dans la lie de la société, bien entendu sans aucune instruction et ne touchant aucune solde régulière. C'était exactement le cas des autres agents du gouverneur, appelés *farraches*¹. Ces emplois étaient cependant recherchés, parce que considérés comme très lucratifs. En effet, toute personne accusée, prévenue ou témoin, convoquée par le gouverneur ou par le *daroughéh*, devait glisser son *an'âm* ou pourboire dans la main du *farrache* chargé de le conduire, sous peine de se voir traiter par lui et en public comme le dernier des criminels, pendant tout le parcours qui pouvait être, au gré du *farrache*, raccourci ou allongé... Aussi les *farraches* inspiraient-ils une véritable terreur chez tous les gens qui, en les voyant, tremblaient tout aussi bonnement que s'ils avaient aperçu leur bourreau.

Il arrivait souvent qu'on dressait contravention à un commerçant riche, ou même qu'on l'accusait d'un crime qu'il n'avait pas commis, à seule fin de l'arrêter, de le malmenier et de le jeter dans une prison dont il ne pouvait plus sortir qu'en éveillant, par des *pichkéchis*, des *an'âms* et des *poulé-tchaï*² appropriés, les sentiments humanitaires du gouverneur, du *daroughéh*, du geôlier et des *farraches*...

La justice faisant ainsi radicalement défaut, tous les gens avaient pris l'habitude de s'attacher par un lien

1. Mot arabe, signifiant *étendeur de tapis*. Un des emplois des domestiques des grands personnages était d'étendre et d'entretenir, surtout au cours des voyages, les tapis sur lesquels leurs maîtres se reposaient.

2. Pourboire, mot à mot : argent pour le thé.

quelconque à quelqu'un de la Cour ou du gouvernement, fût-il un simple *farrache*, pour bénéficier de sa protection.

— Les grands personnages eux-mêmes, à chaque instant menacés par l'insécurité régnant dans le pays et par la rapacité du Schah et de son gouvernement, se mirent également en quête de protecteurs et, plus facilement qu'ils ne le pensaient, en trouvèrent deux : la Légation de Russie et la Légation d'Angleterre. Ceux qui parvenaient à se faire protéger par l'une d'elles — inutile de dire à quel prix, — devenaient invulnérables, mais ne pouvaient pas résister à la tentation d'abuser de cette situation et de commettre eux-mêmes des exactions. C'est l'époque où un simple *gholam* (domestique) de légation ou de consulat est un puissant personnage pouvant, encore plus qu'un *farrache*, protéger quelqu'un ou lui nuire.

Dans les villes ne régnait aucune sécurité. Au coucher du soleil tous les gens prudents étaient rentrés chez eux, car les rues, pendant la nuit, étaient livrées aux *loutys* ¹, aux soudards et aux ivrognes qui se querellaient à propos de rien, poussaient des hurlements, se battaient et se blessaient, jetant tout un quartier dans l'épouvante. Les agents du *daroughéh* n'arrivaient jamais sur les lieux qu'à la fin de la rixe, pour crier à tue-tête leurs *béguir ! déband* — arrête ! attache ! — qui n'avaient, bien entendu, d'autre effet que de rompre à nouveau l'accalmie et d'empêcher la population de se rendormir plus tôt.

Parfois les *loutys* de deux quartiers se faisaient la guerre en plein jour.. Armés alors d'un sabre, d'une massue et, quelquefois, d'une arme à feu, ils se dirigeaient sous la

1. Voyous.

conduite de leurs *baba-mama* ¹ ou chefs, vers le quartier adverse qui, ainsi surpris, se défendait comme il le pouvait, quitte à se venger plus tard par une surprise du même genre. Les habitants de Téhéran n'ont pas encore oublié les fameuses querelles des *Tchalémeidanis* et des *Sanguéladjis* ² non plus que les principaux *baba-mama* des deux camps, tels que Abbas-Bag et Seyyed-Mohsène, pour ne citer que les derniers en date. Le premier eut même le mérite d'embrasser la cause de la révolution et de se faire tuer (1907) en la défendant.

La circulation dans les rues n'était soumise à aucune réglementation. En cas de bagarre, ou lorsque le Schah ou ses femmes traversaient une rue, les *farraches*, pour dégager la voie, distribuaient à tort et à travers des coups de massue et de cravache parmi le peuple, en criant, lors du passage de l'*andaroun* (harem) royal : **Dour-bache ! Kour-bache !** — Eloigne-toi ! Sois aveugle ³ !

L'administration des finances persanes avant la révolution est aussi mal organisée que les autres services publics. Le principal impôt régulier, le *Malixaté-arzi*, ou impôt foncier, devait remplacer les impôts ou, plus exactement, les aumônes obligatoires, instituées par la religion musulmane, telles que le *Khoms*, le *Zakat*, etc ⁴. Mais le

1. Onomatopée équivalant à papa-maman, ou père-mère. Les grands *loutys* étaient ainsi appelés à cause de l'autorité qu'ils exerçaient dans leurs quartiers.

2. Habitants de Tchalémeidan et de Sanguéladj, les deux plus importants quartiers de Téhéran.

3. Pour ne pas effleurer les femmes de son regard.

4. *Khoms*, signifie : cinquième. Il s'agit d'un cinquième de la fortune de tout fidèle, qui doit en faire six parts et remettre trois de celles-ci aux Seyyeds (descendants du Prophète). *Zakat* qui veut dire : pureté, croissance, désigne un impôt plus général et plus compliqué ; il est prélevé sur certaines espèces déterminées de biens.

peuple, continuant à payer ces dernières à ses *Modjtéhéds*, censés les employer aux œuvres de bienfaisance, ne veut pas reconnaître au fisc le droit de lui réclamer un nouvel impôt. Aussi, considère-t-il le *Maliaté-arzi* comme « un prélèvement abusif du Schah, une spoliation, et s'il le paie, c'est par crainte du châtiment ¹ ». Mais ce qui indispose encore davantage le contribuable, c'est surtout le mode de perception de cet impôt. — Le montant de celui-ci n'étant pas fixe, un sujet de discussion entre le contribuable et les agents du fisc se trouve toujours tout prêt. Celui-là veut payer le moins possible, prétextant la mauvaise année et sa sécheresse exceptionnelle, ainsi que l'invasion des sauterelles ou des *cènes* (punaises des champs)... tandis que les domestiques ou les *farraches* du gouverneur, cherchent à lui soutirer beaucoup plus qu'il ne doit en réalité. Souvent on ne tombe d'accord qu'après force menaces de part et d'autre, les paysans menaçant de molester les agents du fisc, et le faisant parfois effectivement, ces derniers jurant de faire réduire en poussière le village entier et, en attendant, comme avant goût, donnant la bastonnade à quelques-uns de ses chefs. Mais tout cela n'empêche pas qu'on finisse par s'entendre. Un bon *poulé-tchaï* promis aux *farraches* les rend plus coulants et on tombe d'accord sur un dernier chiffre.

L'impôt ainsi prélevé était partagé entre le gouverneur, le Vizir, le Grand Vizir et le Schah. Ainsi, une année, sur une somme de 30.000 livres sterling perçue comme impôt dans la province du Khorassan, « 14.000 étaient

1. D^r Hassan Naficy Mocharrafad-Dovleh, *L'impôt et la vie économique et sociale en Perse*, Paris, Jouve, 1923, p. 31.

payées au Schah, 6.000, à titre de pichkéchi, au Grand Vizir et le reste, soit 10.000, devait être partagé entre le gouverneur général de la province et le Vizir ¹ ».

L'armée se composait de deux sortes de troupes, l'armée irrégulière dont l'effectif était fourni en temps de guerre par les tribus, et l'armée dite régulière formée sur le modèle des armées européennes. Le mode de recrutement fournissait aux agents du gouvernement un nouveau moyen de pression sur le peuple. Chaque village avait, en effet, à fournir un nombre de soldats, souvent mal déterminé, avec la faculté pour chacun d'eux de racheter son temps de service, qui était en principe de sept années, — d'où une source inépuisable de malentendus, de disputes et d'exactions. La situation des soldats n'était pas des plus brillantes. Ils avaient une solde ridicule variant entre sept krans et demi et trente krans ² par mois, qui leur était payée très irrégulièrement. En revanche, on leur laissait la liberté de gagner leur vie comme ils le pouvaient. Il n'était donc pas rare de rencontrer sur les places et dans les rues de Téhéran des soldats déguenillés faisant divers métiers, vendant des œufs, du bois, des raisins secs, etc. ³.

Le nombre réel de soldats composant chaque régiment était toujours quatre ou cinq fois inférieur à celui porté sur les listes, ce qui rendait le portefeuille du Ministre de la Guerre et le poste du Commandant des troupes bien rémunérateurs. D'ailleurs les grades élevés, très recherchés, étaient mis en vente. Aussi, le nombre des généraux et des maréchaux avait dépassé toute mesure. Inutile de

1. Sykes, *op. cit.*, t. II, p. 387.

2. Au cours du change d'avant-guerre, 3 à 12 francs.

3. Cf. Gobineau, *Nouvelles asiatiques* (La guerre des Turcomans).

dire que c'étaient des officiers sans soldats et que, même, la plupart d'entre eux n'avaient touché dans leur vie la moindre arme à feu. Quelque chose de non moins original, c'était la transmission de ces grades par héritage : on pouvait donc naître officier, être général-né, maréchal-né... Dès l'âge de cinq ou six ans, on portait l'uniforme correspondant à son grade.

L'un des nombreux devoirs dont l'État persan ne s'inquiétait nullement, c'était l'instruction du peuple. A part le Darol-Fonoun, réservé aux fils des personnages influents, l'école des Sciences Politiques de fondation toute récente, et quelques écoles étrangères, il n'existait aucun établissement moderne d'enseignement. Les Madrésséhs, ou écoles religieuses, annexées généralement aux mosquées, n'enseignaient que les sciences religieuses et la langue arabe, nécessaires à la formation des *mollahs*. Ni le Schah ni ses courtisans ne tenaient d'ailleurs à la fondation des écoles modernes considérées par eux, et à juste titre, comme propagatrices des idées nouvelles et, partant, désastreuses pour leur pouvoir.

L'administration des provinces, dont le nombre ne dépassait pas une douzaine, était confiée aux gouverneurs qui y exerçaient à peu près les mêmes pouvoirs que le Schah à Téhéran. Chacun d'eux dans sa circonscription était à la fois juge, préfet de police, percepteur, commandant des troupes, etc... Comme sa charge avait été *achetée* très cher par lui et comme il savait que, pour la vendre à un autre, on ne la lui laisserait pas longtemps, il s'empressait dès son arrivée de pressurer le peuple pour en tirer le plus d'argent possible, en vue de récupérer celui qu'il avait déjà déboursé, de se faire une fortune et de se mettre en mesure d'envoyer fréquemment à Téhéran,

au Schah et au Grand Vizir, des *pichkéchis* destinés à prolonger sa mission. Tant que durait celle-ci, le gouverneur inspirait la crainte, était obéi et flatté ; mais dès qu'il recevait l'ordre de son rappel, c'était lui qui tremblait d'épouvante, craignant non seulement ce qui pouvait l'attendre dans la capitale, mais encore la vengeance du peuple de la province dont il s'était ingénié à s'approprier toutes les ressources. Aussi préparait-il son retour avec précipitation et se mettait-il souvent en route la nuit pour éviter d'être hué ou même lapidé par ses anciens administrés.

Une étude détaillée de l'état administratif de la Perse avant la révolution exigerait un ouvrage entier ; mais voilà sommairement ce qu'il nous fallait savoir — ce qui a été dit pouvant donner une idée du reste — pour être en mesure de saisir la signification des changements qui y seront apportés à la suite d'un siècle de contact régulier et suivi avec l'Occident.

Quant à la situation sociale — mœurs et coutumes, condition de la femme, etc. — les changements survenus n'étant devenus sensibles et vraiment dignes d'intérêt que depuis quelques années seulement, nous nous réservons de les étudier dans la troisième partie de cet ouvrage.

CHAPITRE XV

LES RÉPERCUSSIONS DU CONTACT (*Suite*)

Les lois fondamentales. — La séparation des pouvoirs. — Mohammad-Ali Schah et le Parlement. — Le nouveau régime devant tout créer, tant au point de vue législatif qu'administratif. — Les difficultés, d'ordre intérieur et d'ordre extérieur. — L'organisation de la douane par les Belges (1898). — La gendarmerie et la police confiées aux Suédois (1911). — Les finances persanes et MM. Bizot, Shuster, Mornard, etc. — M. Demorgny et l'intérieur. — M. Perny et la justice. — L'instruction publique. — Loi relative à l'envoi régulier des étudiants en Europe (1910). — Le départ du premier groupe de boursiers.

La révolution de 1906 et l'établissement du régime constitutionnel en Perse furent l'expression d'une pensée formée pendant le XIX^e siècle, au cours d'un contact de tous les jours avec l'Europe et avec les idées nouvelles. Le mérite du premier Parlement persan fut l'élaboration et le vote d'une loi fondamentale qui mit un frein à la course rapide du pays vers une faillite certaine. En effet, après la proclamation dans les articles 8 et 9 de l'égalité des citoyens devant la loi et de leur droit à la sécurité, l'article 27 instaure le principe de la séparation des pouvoirs, accaparés précédemment par le souverain, auquel est retiré même le pouvoir exécutif, confié désormais à un Cabinet des Ministres. Ces derniers seront

individuellement et solidairement responsables devant le Parlement ¹. — Quant à celui-ci, il comprend, en principe, deux Chambres, la Chambre des Députés et le Sénat ². Les Députés sont élus pour deux ans, par un suffrage universel dont les conditions sont à peu près les mêmes que celles prévues par la législation française ³ avec cette différence qu'ici la religion de l'électeur entre également en ligne de compte ⁴.

Aussitôt proclamée la loi fondamentale, l'organisation des divers départements de l'État, sur le modèle des pays d'Europe, fut projetée. Le ministère de l'Intérieur, responsable du gouvernement intérieur du pays, avait désormais à nommer les gouverneurs ; celui des Finances, chargé de la concentration des recettes et du paiement des dépenses, à désigner ses percepteurs. Il en était de même pour les autres ministères, Justice, Guerre, etc.

Ainsi furent retirés au Schah ses pouvoirs. On limita également ses recettes. Il devait désormais se contenter d'une liste civile ⁵ dont le montant fut fixé à la somme de 500.000 tonnes. — La nation entière ne constituait plus « sa vache à lait », car les produits des impôts, taxes, etc., au lieu d'aller grossir sa cassette et celle de ses *nôkars*, devaient prendre le chemin de la Trésorerie dont l'orga-

1. Article 61 de la loi fondamentale.

2. Le Sénat n'a jamais été réuni et le *Madjless*, ou Chambre des Députés, a rempli et continue à remplir la tâche des deux Chambres.

3. Cf., par exemple, Joseph-Barthélemy, *Le Gouvernement de la France, Tableau des institutions politiques, administratives et judiciaires de la France contemporaine*, Paris, Payot, 1925, p. 20.

4. L'électeur persan doit être musulman. Les communautés parsi, juive et arménienne envoient chacune un nombre déterminé de Députés au *Madjless*.

5. Art. 56 de la loi fondamentale.

nisation allait être bientôt réalisée. — Finies donc les extravagances de « l'Ombre divine » dont le moindre dérangement pouvait amener la chute des dignités, voire des têtes... Finies les prodigalités du « Point de Mire de l'Univers » qui, à la suite d'une orgie, offrait en cadeau ou en *Toyoul*¹ des villages entiers à des courtisanes ou à des jouvenceaux imberbes... Finie pour « le Roi des Rois » la vente à son profit et à celui de la domesticité royale des ressources du pays à titre de concessions et de monopoles, ou la pratique des emprunts dont le produit devait servir à des voyages de plaisir et à des buts inavouables.

Cette déchéance, à laquelle Mozaffaréddine avait fini par consentir, parce qu'il se sentait sur le point d'être emporté par la maladie que lui avait value, en grande partie, une vie de débauche, ne pouvait pas convenir à son fils et successeur, l'impétueux Mohammad-Ali. Celui-ci, en effet, bien qu'ayant prêté serment, lors de son accession au trône en 1906, de respecter la Constitution et les arrêts du *Madjless*, se sentit étouffé dans les limites assignées ; il fit, l'année suivante, bombarder celui-ci et annuler celle-là. Mais le peuple avait déjà pris goût à la souveraineté et, désormais, il y tenait. Aussi le règne de son tyran ne put pas durer plus d'un an et demi et, en 1909, malgré l'assistance révoltante que les Russes prêtèrent à Mohammad-Ali Schah, il fut détrôné et remplacé sur le trône par son fils Ahmad, âgé de onze ans, choisi à cet effet par une Assemblée nationale. Ahmad Schah fut le dernier des rois kadjars ; en 1925 il devra céder la place au souverain actuel.

1. Le *Toyoul*, institution très ancienne, consistait à bénéficier, au lieu d'une pension ou d'un traitement, des revenus d'une terre ou d'un village, sans en avoir en droit la propriété.

La tâche du nouveau régime, du Madjless et des ministres, était excessivement compliquée et difficile. Il fallait, en effet, tout créer, tant au point de vue législatif qu'administratif, et ce travail devait se faire dans des conditions particulièrement défectueuses. La première difficulté provenait du manque d'argent. Nous avons vu comment les emprunts précédemment effectués avaient appauvri le pays et placé ses ressources les plus régulières, celles de ses douanes, sous le contrôle des Russes et des Anglais. Il y avait, ensuite, les résistances de certaines tribus, restées fidèles à l'ancien régime, et l'insécurité des routes qui paralysait le commerce et à laquelle il fallait chercher un remède. Mais, à ces deux premières difficultés s'en ajoutaient quelques autres dont voici les principales : 1^o Le manque de fonctionnaires assez instruits et au courant des méthodes nouvelles ; 2^o l'obstruction du clergé qui, après avoir contribué à l'établissement de la Constitution, s'opposait à la modernisation du pays ; 3^o l'entêtement des chefs révolutionnaires, tels que Sardar-Assad et Sépahdar, à ne pas lâcher le pouvoir : ils pouvaient être de bons soldats, mais ils se révélèrent de médiocres administrateurs ; 4^o les mauvaises dispositions que ne cessaient de montrer, à l'égard du nouveau régime, les Russes, souvent avec la complicité de leurs nouveaux amis, les Anglais, qui s'opposaient systématiquement à tout essai de libération politique ou économique de la Perse.

Malgré toutes ces difficultés, ce pays parvint, durant les quelques années précédant la Grande Guerre, à ébaucher l'organisation de ses diverses administrations sur le modèle européen, infirmant de la façon la plus formelle le scepticisme de Gobineau lorsqu'il conclut

à l'incapacité d'un pays d'Orient à se relever par ses propres moyens, c'est-à-dire sans être placé sous le protectorat ou le mandat d'un pays européen ¹. Cela ne veut pas dire que la Perse se soit passée de l'aide de l'Occident ; loin de là : mais cette aide fut exclusivement technique. On s'empressa même de la chercher en ayant toutefois soin de le faire dans des pays dont on était sûr qu'ils ne poursuivaient aucune visée politique en Perse.

Les douanes avaient été déjà confiées aux Belges. C'était en 1898 ; Sa'déd-Dovleh, alors Ministre de Perse à Bruxelles, engage M. Naus pour la direction des douanes de Kermanschah et de Tabriz. Bientôt toute la douane persane passa sous son administration et il obtint le titre de « Ministre des Douanes ». — Avant l'arrivée de la mission belge, les douanes fonctionnaient suivant des méthodes archaïques ne cadrant nullement avec l'essor qu'avaient pris les relations commerciales du pays avec l'étranger. En effet, le gouvernement de Téhéran continuait à les donner en fermage à une riche notabilité ou à des chefs influents de la région frontière. Le montant des droits était fixé, par le traité de Torcamanchaï, à 5 % *ad valorem*, pour les étrangers ; ils étaient ainsi dispensés des discussions inutiles et du marchandage. Il en était tout autrement pour les sujets persans, qui avaient à débattre avec le fermier le montant des droits à payer. — La mission belge s'acquitta si bien de sa tâche qu'en 1901 les recettes de la douane marquèrent une augmentation de 50 % sur les années précédentes. Les douanes persanes fonctionnent aujourd'hui comme celles des pays européens les plus avancés. Elles

1. Cf. p. 240 (o. c.).

continuent à avoir des directeurs belges, auxquels on a reproché de s'être mêlés, autrefois, à la politique et de s'être montrés favorables soit aux voisins du Nord, soit à ceux du Sud. A part cette critique qui, d'ailleurs, n'a plus aujourd'hui de raison d'être, les Persans sont reconnaissants aux Belges des services qu'ils leur ont rendus et conservent avec émotion le souvenir de quelques-uns d'entre eux, tel M. Lambert Molitor qui passa chez eux vingt-cinq années de sa vie.

Pour l'organisation de sa gendarmerie et de sa police, la Perse s'adressa à la Suède, où furent engagés, en 1911, une vingtaine d'officiers. Ils s'acquittèrent de leur tâche avec honneur et munirent le pays, en fort peu de temps, d'une force de gendarmerie bien disciplinée de douze mille hommes, qui se mit à le pacifier et à rétablir un peu de sécurité sur les routes. Les Préfectures de Police que possèdent actuellement toutes les villes de Perse, avec leurs légions de gardiens de la paix et leurs inspecteurs de la sûreté, sont également l'œuvre de ces officiers dont les derniers, le Général Westdhal, les Colonels Bjurling, Lundberg et Glerop, ne quittèrent définitivement Téhéran qu'en 1922, après qu'il fut absolument acquis que les Persans pouvaient désormais les remplacer et continuer convenablement leur œuvre.

Pour ses finances, la Perse fit d'abord appel à un financier français, M. Bizot — aujourd'hui Inspecteur Général des Finances en France — qui arriva en 1907 à Téhéran où il resta deux ans. Mais on était en pleine période de révolution et M. Bizot ne disposait pas de pouvoirs suffisants pour entreprendre quelque réforme. C'est ensuite aux Américains que sera confiée l'organisation des Finances. M. Morgan Shuster et ses collaborateurs, engagés à cet

effet, arrivèrent à Téhéran au début de l'année 1911 et prirent à cœur de faire quelque chose pour le jeune pays qui les avait fait venir de si loin. Ils n'avaient pas compté avec les ennemis de celui-ci, qui les obligeront, quelques mois plus tard, à le quitter, dans des conditions que nous avons sommairement relatées ¹. Après le départ de Shuster, les services de la Trésorerie furent successivement dirigés, avant la Guerre, par les Belges Mornard, Heynsens et Leleu, auxquels on reproche précisément de n'avoir pas été tout à fait neutres. Mais la situation des finances persanes intéressant tout particulièrement les Anglais et les Russes, aucun conseiller étranger ne pouvait les négliger sous peine de s'attirer le sort de Shuster.

En France, on engagea deux Conseillers, M. Demorgny et M. Perny. Le premier fut chargé de l'organisation du Ministère de l'Intérieur et fit en même temps un cours très suivi de Droit administratif à l'Ecole des Sciences Politiques de Téhéran. Le second fut nommé Conseiller au Ministère de la Justice. Ici la tâche était beaucoup plus épineuse, car on ne pouvait nullement songer à des réformes radicales. Il fallait au contraire agir avec beaucoup de tact, éviter d'aller à l'encontre des prescriptions du Coran et des traditions sacrées des Imams, et ménager les Modjtéhéds, chargés de leur application. Ce tact, M. Perny le possédait au plus haut point, et c'est ce qui lui permit de rester près de quinze ans au service du gouvernement persan ². L'organisation des divers tribunaux

1. Cf. p. 110.

2. M. Perny arriva à Téhéran en 1911 et quitta définitivement la Perse en 1926.

et des diverses cours de justice dont Téhéran et quelques grandes villes furent munies est due à ses avis éclairés. On lui doit également le Code de Procédure Civile ainsi que la traduction et l'adaptation en persan d'un certain nombre d'autres codes dont profit a été tiré plus tard ¹.

Si dans les premières années il fut impossible de toucher aux prérogatives des Modjtéhéds en matière de juridiction, en revanche toutes les affaires relevant de *Orf* ² et qui se portaient autrefois devant le gouverneur furent immédiatement canalisées vers les tribunaux de la Justice. Ces derniers ne manqueront pas d'empiéter sur le domaine des Modjtéhéds auxquels, toutefois, le coup de grâce ne put être donné qu'il y a cinq ans à peine ³.

Dans le domaine de l'enseignement, nous avons vu que, depuis assez longtemps, de nombreux professeurs français enseignaient au Darol-Fonoun. Le nouveau régime maintint, bien entendu, cette tradition. Mais ce qui n'avait pas échappé aux Constituants, c'était l'instruction du peuple. Aussi l'article 19 de la loi fondamentale prévoit-il l'Enseignement obligatoire qui malheureusement ne put être réalisé faute de maîtres, et, aussi, d'argent. Cependant de nombreuses écoles furent fondées avec des programmes entièrement inspirés de ceux de l'Enseignement primaire et de l'Enseignement secondaire français. Hakim-el-Molk, dont le nom est attaché à ces réformes, fut également le premier ministre de l'Instruc-

1. M. Perny fut grandement aidé dans sa tâche par son collaborateur persan, M. Djavad Amory, qui avait lui-même fait ses études de Droit à Paris et qui, aujourd'hui, assume à Téhéran, avec beaucoup de compétence la présidence des tribunaux de première instance.

2. Cf. p. 133.

3. Cf. p. 200.

tion Publique qui comprit que le pays avait besoin de compétences ; il eut le mérite de déposer, en 1910, sur le bureau du Madjless un projet de loi relatif à l'envoi régulier et annuel en Europe de trente étudiants persans, choisis au concours et destinés à se perfectionner dans diverses branches : Enseignement, armée, agriculture, etc. Cette loi fut votée, malgré l'opposition de quelques députés réactionnaires et des Mollahs.

Le voyage de *Farangestan* (Europe) présentant à l'époque un charme irrésistible, malgré le niveau relativement élevé des connaissances exigées (première partie du Baccalauréat), près de trois cents candidats se firent inscrire pour le Concours. Quelques mois après, ceux qui avaient eu le bonheur d'être classés dans les trente premiers, prirent solennellement place dans des diligences ¹ et se dirigèrent vers Enzeli ² et l'Europe, accompagnés des vœux de toute la nation ³. Le manque d'argent empêcha le gouvernement persan de continuer, les années suivantes, cette sage pratique. Les jeunes gens qui avaient pu bénéficier de l'enthousiasme des premières années du nouveau régime et qui lui durent de finir leurs études dans les diverses écoles de France, Ecoles Normales, Ecole Militaire de Saint-Cyr, Ecole de Grignon, etc... rentrèrent chez eux dans les premières années de la Grande Guerre. Ils ont rendu et continuent à rendre à leur patrie des services appréciables.

1. Moyen de locomotion usuel à cette époque en Perse.

2. Actuellement Pahlavi, port de la Caspienne.

3. Nous avons eu nous-même la bonne fortune de nous trouver parmi ces étudiants et sommes heureux de pouvoir rendre ici un hommage public à nos maîtres français, en particulier à M. Lestang, ancien Directeur de l'École Normale de Rouen, auxquels nous devons notre formation intellectuelle et morale.

C'est ainsi que commença l'occidentalisation de la vieille Perse. Mais ce n'était qu'une ébauche : nous allons voir le changement auquel ce pays est soumis dans ces derniers temps.

TROISIÈME PARTIE

LA PÉRIODE ACTUELLE ET LES DERNIÈRES RÉPERCUSSIONS DU CONTACT

Caractères généraux : La Perse traite avec les puissances occidentales d'égale à égale. — Elle cherche elle-même à hâter son européanisation.

Depuis quelques années, les relations de la Perse avec l'Occident présentent des caractères tout opposés à ceux qu'elles avaient eu pendant le siècle dernier, alors que, placés sur un pied d'infériorité, elle s'enfonçait — pour nous servir d'une image locale souvent employée — tous les jours davantage dans « la mare de la servitude » et dans « l'abîme de la décadence ».

Libérée des chaînes politiques et économiques ¹ dont l'ère avait été inaugurée par le traité de Torcamantchai de 1828, elle a commencé à réaliser son idéal de progrès avec une étonnante rapidité. Désormais, la collaboration, l'aide de l'Occident ne pourra plus lui être imposée, mais sera recherchée par elle, librement ; ses rapports avec tous

1. Capitulations, dettes, etc.

les pays seront basés sur le principe d'une parfaite réciprocité.

Cette réciprocité, ainsi que la ferme décision de la Perse de s'européaniser, constituent les caractéristiques de la phase actuelle de son contact avec l'Occident.

CHAPITRE XVI

LA REPRISE DE LA RIVALITÉ ANGLO-RUSSE UNE PERSE FORTE ET NATIONALISTE

Un coup d'œil rétrospectif : La Perse pendant et après la Grande Guerre. — Le départ des Russes. — La Perse aux prises avec l'Angleterre seule. — La Conférence de la Paix ferme ses portes aux délégués de la Perse. — La famine et les épidémies de 1918. — L'accord anglo-persan de 1919 : ses répercussions et son rejet. — La nouvelle direction imprimée à la politique anglaise. — Le coup d'état de 1921. — Les libéralités de la Russie bolchéviste et le traité russo-persan de 1921. — La corrélation de la défense de l'Inde et d'une Perse forte et nationaliste. — La déchéance des Kadjars et l'avènement de Réza Schah Pahlavi.

La période actuelle du contact commence avec l'avènement du roi Pahlavi en 1925 et l'abolition des Capitulations en 1928. Mais avant d'en ébaucher l'étude, il convient de jeter un coup d'œil rétrospectif sur les années de transition qui ont commencé immédiatement après la Grande Guerre et furent pleines d'événements qui, par un enchaînement logique, ont abouti à l'inauguration d'une ère nouvelle dans l'histoire de la Perse.

Nous avons vu plus haut que, pendant la Guerre, la neutralité de la Perse avait été violée par les belligérants et que son territoire avait servi de champ de bataille aux troupes anglo-russes d'une part, et germano-turques, de

l'autre. En 1917, dans la plupart de ses villes du Nord et du Nord-Ouest casernaient des soldats russes, alors que les Anglais se maintenaient dans les provinces du Sud où ils venaient de créer, d'ailleurs sans l'autorisation du gouvernement persan, un corps de militaires appelés « The South Persia Rifles », destinés à y assurer « l'ordre et la sécurité ».

Dès que les soldats russes, appelés dans leur pays à la suite de la Révolution de 1917, eurent quitté leurs positions, les Anglais s'empressèrent de les y remplacer. En sorte qu'à la fin de la Guerre, la Perse se trouvait être aux prises, pour la première fois, avec une seule des deux puissances qui, depuis plus d'un siècle, s'en disputaient l'hégémonie. Effrayée, à juste raison, du sort que cette occurrence allait lui valoir, elle envoya hâtivement une délégation à la Conférence de la Paix en vue de rappeler les préjudices qu'elle avait subis pendant la Guerre, du fait de la violation de son territoire, et de chercher des garanties pour l'avenir. Cette démarche n'était pas pour plaire à la Grande-Bretagne et la Conférence dont elle était l'un des membres les plus influents, sinon même le plus influent de tous, ferma hermétiquement ses portes aux délégués de la Perse. Ainsi fut signifié à celle-ci qu'elle aurait à discuter directement avec sa voisine du Sud.

La situation intérieure du pays était des plus mauvaises, car du fait de la Guerre, il avait souffert peut-être plus que s'il y avait effectivement pris part. Ses provinces du Nord-Ouest, de l'Ouest et du Sud avaient été dévastées et, sur le territoire entier, tout ce qui avait pu échapper aux effets directs de la Guerre, était tombé sous le coup des incursions des tribus et des brigands de grande envergure, tels que Nayèb Hossein Kachi, Réza Djauzani,

etc., qui, profitant de la faiblesse du gouvernement central, infestaient les routes et les rendaient impraticables. Une terrible disette s'ensuivit en 1918, accompagnée d'épidémies de fièvre typhoïde et de typhus, faisant dans tout le pays un carnage sans précédent. A Téhéran, on remarquait tous les jours de grandes charrettes, destinées en temps ordinaire aux déménagements ou au transport des briques, emportant vers des fosses communes les dépouilles mortelles des victimes, rangées côte à côte par demi-douzaines... Les statistiques régulières n'existant pas à l'époque, on a évalué à un minimum de cinquante mille le nombre de ces victimes dans la capitale, sur une population globale de trois cent mille âmes. Il en aurait été de même, à peu de chose près, dans toute la Perse.

C'est dans ces conditions — profonde misère dans ce pays, refus de la Conférence de la Paix de prêter l'oreille à ses suppliques, occupation militaire de son territoire par la Grande-Bretagne qui s'y trouvait sans rivale — que l'accord de 1919 lui fut imposé. En vérité, les termes de celui-ci, comparés aux conditions du moment, étaient beaucoup moins durs qu'on l'a pu dire à l'époque. Aujourd'hui, le recul du temps ayant émoussé les susceptibilités et permettant un jugement plus impartial, la plupart de ceux qui avaient accusé de haute trahison le Premier Ministre persan ¹, signataire de l'accord, reconnaissent volontiers que, pour sauver le pays d'un coup fatal imminent, tout autre que cet homme d'Etat eût dû accepter des conditions encore bien plus inclémentes.

Néanmoins, cet accord ne pouvait pas rencontrer l'approbation de la nation, car, tout en reconnaissant l'indé-

1. M. Mirza Hassan Khan Vossough (Vossough-ed-Dovleh).

pendance et l'intégrité de la Perse, il plaçait son armée et ses finances sous le contrôle des conseillers britanniques¹.

1. Voici, à titre documentaire, le texte *in extenso* de cet accord, signé le 9 août 1919 et dénoncé peu de temps après :

Préambule. — En vertu des liens étroits d'amitié qui ont existé entre les gouvernements dans le passé et dans la conviction qu'il est indispensable pour les intérêts mutuels des deux gouvernements dans l'avenir que ces liens soient renforcés, et qu'une impulsion énergique soit donnée au développement de la prospérité de la Perse, il est, par les présentes, convenu ce qui suit entre le gouvernement persan, d'une part, et le ministre de Sa Majesté britannique, agissant au nom de son gouvernement, d'autre part :

1^o Le gouvernement britannique réitère de la façon la plus catégorique les engagements qu'il a donnés à plusieurs reprises dans le passé de respecter absolument l'indépendance et l'intégrité de la Perse.

2^o Le gouvernement britannique fournira, aux frais du gouvernement persan, les services des conseillers experts qui, après entente entre les deux gouvernements, pourront être jugés nécessaires aux différents départements de l'administration persane. Ces conseillers seront engagés par contrat, et munis de pouvoirs adéquats dont la nature fera l'objet d'un accord entre le gouvernement persan et les conseillers.

3^o Le gouvernement britannique fournira, aux frais du gouvernement persan, les officiers, les munitions et les équipements de type moderne qui pourront être jugés nécessaires par une commission mixte d'experts militaires anglais et persans, laquelle se réunira immédiatement dans le but d'évaluer les besoins de la Perse en vue de la constitution d'une force uniforme que le gouvernement persan se propose de créer pour l'établissement et le maintien de l'ordre dans le pays et sur ses frontières.

4^o Dans le but de trouver les fonds nécessaires aux réformes indiquées aux clauses 2 et 3 de cet accord, le gouvernement britannique offre de consentir au gouvernement persan ou de lui ménager un emprunt substantiel pour la garantie duquel les ressources seront recherchées par les deux gouvernements dans les revenus des douanes ou autres sources de revenu à la disposition du gouvernement persan. En attendant la fin des négociations relatives à cet emprunt, le gouvernement britannique fournira des avances sur cet emprunt dans la limite qui sera jugée nécessaire pour commencer les dites réformes.

5^o Le gouvernement britannique reconnaissant pleinement la néces-

Aussi, le gouvernement qui l'avait signé, malgré le bien qu'il avait pu faire en même temps au pays en y rétablissant un peu d'ordre et de sécurité, s'attira l'indignation générale, et le quatrième Madjless même, dont la majorité des membres avaient été élus sous sa pression en vue de ratifier l'accord, non seulement n'en fit rien, mais le rejeta de la façon la plus formelle.

Vers le même temps, les Russes bolcheviks ayant récupéré les provinces caucasiennes, commençaient à faire apparition dans le Nord de la Perse. Tout cela amena les Anglais à se demander si, pour conserver les avantages d'une prépondérance certaine, il ne valait pas mieux éviter de choquer la susceptibilité nationale. La reconnaissance tacite de l'invalidité de l'accord, le maintien à Téhéran des conseillers financiers et militaires britanniques et le coup d'Etat du 21 février 1921 furent les effets immédiats de cette sage réflexion.

Le promoteur du coup d'Etat, Seyyed Ziaéddine, dans une proclamation célèbre, exposa les réformes qu'il allait

sité urgente d'améliorer les communications en Perse en vue à la fois de l'extension du commerce et de la lutte contre la famine est disposé à coopérer avec le gouvernement persan pour encourager les entreprises anglo-persanes qui travailleraient dans ce but au moyen de construction de voies ferrées ou autres moyens de transport. Il est bien entendu que les décisions qui seraient prises à cet effet ne le seraient qu'après un examen des problèmes soulevés par les experts et après accord entre les deux gouvernements sur les différents projets qui pourraient paraître les plus nécessaires, les plus pratiques et les plus avantageux.

6° Les deux gouvernements se mettent d'accord sur la nomination immédiate d'une commission mixte d'experts chargés de l'examen et de la révision des tarifs de douane en vigueur, en vue de leur réorganisation sur une base, les mettant en harmonie avec les intérêts légitimes du pays et destinés à assurer sa prospérité.

entreprendre ainsi que son intention de libérer la Perse du joug des *Capitulations* et de lui faire retrouver son prestige et sa gloire passés. Tout sincère qu'il eût pu être dans ses déclarations, il ne parvint pas à inspirer confiance à la nation. En effet, comme directeur du journal « Raad »¹, il s'était depuis longtemps montré ami de l'Angleterre, et cela paraissait incompatible avec ses prétentions au patriotisme. Car il y avait encore en Perse — et il y en aura toujours — des esprits comprenant mal qu'un gouvernement puisse être sincèrement patriote et nationaliste en même temps que soutenu par l'une des puissances voisines de leur pays.

Le gouvernement de Seyyed Ziaéddine ne put pas vivre plus de trois mois.

Entre-temps, la Russie bolchéviste essayait de regagner par un coup de théâtre, le terrain perdu par elle en Perse depuis la Révolution de 1917. Elle se montra, à cet effet, très généreuse, renonçant au traité de Torcamantchaï, aux avantages du régime capitulaire, aux diverses concessions qu'elle détenait, à la totalité de sa créance², et rendit à la Perse le chemin de fer de Djolfa-Tabriz, la route de Téhéran-Enzeli, la Banque d'Escompte, etc... Un traité fut signé sur ces bases à Moscou le 26 février 1921.

Les Anglais retrouvaient ainsi en Perse leurs anciens rivaux, beaucoup plus redoutables que par le passé, puisqu'au lieu de la force brutale du gouvernement tsariste, ils usaient de la douceur et du désintéressement dont le

1. Ce journal, avant de s'appeler *Raad* (Le Tonnerre), avait porté successivement les noms de *Chargh* (L'Orient) et de *Bargh* (L'Éclair).

2. Elle atteignait 200.000.000 de krans environ.

traité de Moscou fournissait la preuve palpable. La Grande-Bretagne se trouvait donc dans l'alternative suivante : ou bien laisser la Perse se glisser dans les bras grands ouverts de sa rivale ; ou bien, sacrifiant son traditionalisme, apporter des modifications importantes aux directives de sa politique en Perse. C'est, bien entendu, cette dernière solution qui prévaudra.

On sait que cette politique anglaise en Perse a de tout temps été inspirée par le souci de la défense de l'Inde, qui recommande le maintien d'Etats-tampons sur les frontières de celle-ci. C'est d'ailleurs ce qui explique l'insistance de la Grande-Bretagne dans les accords intervenus entre elle et la Russie (de 1834 à 1888) à confirmer la reconnaissance de l'intégrité et de l'indépendance de la Perse ¹. Celle-ci devait subsister en vue de séparer la Russie de l'Inde. Mais cette existence, dans l'esprit des hommes d'Etat britanniques ne devait pas être brillante. Ils semblaient se contenter d'un pays désertique, faible et toujours à leur merci. Ils voyaient en elle « une garantie du repos de l'Inde. J'ai dit : dans son existence, et non pas dans son développement. Si l'Angleterre et la Russie peuvent s'entendre sur le maintien de la Perse, elles verraient sans grand regret s'y prolonger une anarchie propice ; car le relèvement de l'Iran, sa réforme européenne, affecteraient également le Caucase et l'Inde ² ».

Le changement radical apporté à la politique de la

1. Cf. Sir Edward Hertslet, *C. B. Treaties and C. concluded between Great Britain and Persia, and between Persia and other foreign powers wholly or partially in force on the 1st april, 1891*, London, Butterworths, 1891, p. 209 et suiv.

2. E. Aubin, *op. cit.*, p. 226.

Russie par le bolchevisme et l'attitude de la Perse résolue à opérer malgré tout son redressement finirent par rendre l'Angleterre favorable à l'idée d'une Perse forte et nationaliste. C'était d'ailleurs la seule formule désormais possible, même et surtout dans l'intérêt de la défense de l'Inde, puisque la misère des Persans et leur animosité à l'égard de la Grande-Bretagne, eussent rendu leur pays plus accessible au bolchevisme. Certains auteurs ont donc eu tort ¹ de considérer le relèvement actuel de la Perse comme un échec pour la politique anglaise puisqu'elle semble le favoriser de son mieux.

Tout concordant ainsi au redressement de la Perse, il ne manquait plus qu'un homme supérieur, capable de s'imposer à la situation et de dominer tout. Cet homme se trouva ; c'était le Souverain actuel qui, de Commandant des troupes persanes en 1921, devint successivement Président du Conseil des Ministres et Chef du Gouvernement provisoire, et qui, finalement en 1925, fut placé sur le trône de Perse, par une Assemblée Nationale réunie à cet effet.

Les événements qui, de 1921 à 1925, se succédèrent pour aboutir à la déchéance des Kadjars et à l'avènement du Souverain actuel n'ont pas à être relatés ici. Nous nous bornerons à rappeler l'incapacité des derniers rois kadjars. Le tout dernier, Ahmad Schah, bien qu'instruit et soucieux de l'indépendance de son pays, s'était rendu impopulaire pendant la famine de 1918 en accaparant le blé et en le vendant cher à son peuple. L'avarice, la

1. Comme Emile Lesueur, dans *Les Anglais en Perse* ; René Grousset, dans *Le Réveil de l'Asie, L'Impérialisme britannique et la Révolte des peuples*, Paris, Plon, s. d., pp. 101 à 105.

convoitise et l'avidité sont des défauts assez graves chez le commun des mortels ; mais ils sont intolérables chez un souverain. Il semblait d'ailleurs se désintéresser des affaires de son pays dont il s'absentait trop souvent. Pendant qu'il séjournait en Europe, son Président du Conseil, travaillant seize heures par jour, était parvenu à organiser, par sa seule initiative, sans le concours d'un seul instructeur militaire étranger, une armée de quarante mille hommes, bien équipée, bien disciplinée. Il avait, en même temps, entrepris la pacification méthodique du pays où il avait pu rétablir une sécurité qu'on n'y avait pas connue depuis près de cent ans. Autant Ahmad Schah était impopulaire, comme son père et son grand-père, autant Sardar-Sépah ¹ était redouté et respecté par tout le pays. Voilà un facteur important qui, sans avoir été la véritable cause du changement de dynastie, n'a pas manqué de le faciliter grandement.

L'Histoire, on l'a souvent répété, est un perpétuel renouvellement des faits. Comment d'ailleurs en pourrait-il être autrement, puisqu'elle a pour objet l'homme et que celui-ci, depuis qu'on en sait quelque chose, est resté — à peu de chose près — identique à lui-même. C'est ainsi que les années précédant l'avènement de Réza Schah Pahlavi se trouvent être une copie, présentent un retour curieux de celles qui préparèrent l'arrivée de Nader Schah ; et il serait rigoureusement exact, en changeant les noms et les dates, d'appliquer à celui-là les remarques judicieuses que faisait Malcolm au sujet de celui-ci. « ... Tout était propre, dit cet auteur, à augmenter l'en-

1. Titre que portait alors le roi Pahlavi et qui signifie « Généralissime de l'armée ».

thousiasme (des Persans), parce que tout en lui présentait le contraire de ce qu'étaient les hommes à qui l'on attribuait tous les maux du pays¹».

1. Sir John Malcolm, *Histoire de la Perse*, traduit de l'anglais, Paris, 1821, t. III, pp. 64 et 65.

CHAPITRE XVII

LES RÉFORMES

Les difficultés de la tâche. — L'imperfection des lois. — Le manque de bons fonctionnaires. — L'instabilité des employés du gouvernement. — La pénurie d'argent. — L'uniformisation et l'organisation des forces militaires. — L'aviation. — L'arsenal. — La marine. — Le Dr. Millspaugh et les réformes financières. — Le statut des fonctionnaires. — Le service militaire obligatoire. — Le monopole du sucre et du thé et le chemin de fer transpersan. — Les routes. — Les réformes judiciaires. — La dissolution du Ministère de la justice et la création d'un nouvel organisme judiciaire. — L'abolition des Capitulations et la conclusion de nouveaux traités sur la base d'une réciprocité parfaite.

Nous avons vu comment furent créés, après la révolution de 1906 et sur le modèle de l'Europe, les services publics en Perse. Plusieurs facteurs rendaient impossible leur bon fonctionnement ; il convient de les signaler ici pour nous mettre en mesure de saisir la portée des progrès réalisés.

La première difficulté consistait dans l'adaptation au nouvel ordre des choses, lequel, bouleversant des habitudes millénaires, chez tous, tant administrateurs qu'administrés, causait ce désarroi général, propre aux périodes de transition. Poussé par le désir de doter au plus vite son pays d'un ensemble d'institutions et de lois qui lui fai-

sait défaut, mais malheureusement dépourvu d'expérience juridique et ignorant que par fonction d'une institution il faut entendre « la correspondance entre la nature de cette institution et les besoins généraux de la société à laquelle elle appartient » ¹, le législateur ne put lui offrir d'abord qu'une traduction de codes européens auxquels on n'avait pas apporté les modifications réclamées par les besoins de la nation ou par les coutumes et les croyances de la population. D'où les difficultés quotidiennes dans l'application des nouvelles lois dont quelques-unes, votées dans la fièvre des premières années du nouveau régime, restèrent longtemps lettre morte ².

En second lieu, le manque d'éducation administrative constituait un grand obstacle à la marche régulière des affaires. A cette époque la Perse manquait de fonctionnaires instruits et au courant des méthodes nouvelles. En effet, l'élite de la nation ayant reçu une éducation occidentale formait une infime minorité, à peine quelques centaines d'individus, dont la plupart ne s'intéressaient qu'à la haute politique et voulaient toujours faire partie du gouvernement ou, au moins, du Parlement. Les services publics étaient dirigés par des gens quelque peu instruits, il est vrai, mais absolument incapables de comprendre les lois et les règlements qu'on les chargeait d'appliquer.

A cet inconvénient s'ajoutaient — autres facteurs — l'instabilité de ces fonctionnaires dans leurs postes, et

1. Paul Fauconnet, *La Responsabilité, Etude de Sociologie*, Paris, Félix Alcan, 2^e éd., 1928, p. 282.

2. Tel fut le cas de la loi relative à l'envoi régulier de boursiers en Europe, votée en 1910, ainsi que celui des lois relatives à la formation des Conseils municipaux et provinciaux.

leur corruption. Comme aucun statut les concernant n'existait encore, ils se trouvaient à la merci de leurs chefs et pouvaient être remerciés à chaque instant comme un simple domestique. C'était le règne par excellence du favoritisme. Ainsi, le titulaire d'un poste, risquant d'être révoqué du jour au lendemain, non seulement ne se souciait pas d'accomplir convenablement sa tâche, mais cherchait à se faire le plus de recettes possibles, fussent-elles illicites, pour se mettre à l'abri de la misère au cas où il perdrait son emploi, ou même pour le conserver ou en obtenir un autre plus rémunérateur en achetant la faveur de ses chefs. Cette corruption était encore aggravée du fait que le gouvernement ne pouvait pas payer régulièrement ses fonctionnaires. En effet, il arrivait fréquemment que le traitement de ces derniers était arriéré de trois à six mois ; quelquefois ils renonçaient à une bonne partie de ce qui leur était dû pour récupérer le reste. Il aurait été excessif d'exiger du bon travail et de l'intégrité de tels fonctionnaires.

Les difficultés financières doivent d'ailleurs être considérées comme le facteur le plus important, dominant tous les autres, qui paralysa le fonctionnement des rouages administratifs de la Perse constitutionnelle et retarda sa marche vers le progrès.

A partir de l'année 1921, c'est-à-dire depuis le jour où il fut permis à ce pays de procéder à son redressement, un changement radical se fit sentir dans le domaine administratif. Les quinze années de constitution et de contact de plus en plus étroit avec l'Occident avaient mûri les esprits et formé des hommes instruits et capables. Aussi le jour où les obstacles politiques au relèvement de la Perse disparurent, celle-ci se trouva-t-elle en mesure de tirer

parti de cette libération par ses propres moyens. Les réformes commencèrent donc dans tous les domaines ; nous allons les étudier successivement.

Les réformes militaires. — La première en date et pour le succès fut celle de l'armée. Celle-ci, avant 1921, se composait d'une division de Cosaques commandée par des officiers russes, une brigade centrale de soldats réguliers et une force de gendarmerie de près de dix mille hommes avec des officiers suédois. Après le coup d'État de 1921, l'uniformisation de l'armée ayant été décidée, ces divers corps de troupes furent dissous, les instructeurs étrangers congédiés et l'armée nouvelle, forte de 35 à 40.000 hommes, créée. L'organisateur de celle-ci, le Souverain actuel, alors Sardar-Sépah, soucieux de l'asseoir sur des fondements solides, prit un certain nombre de mesures dont les plus importantes furent le développement de l'Ecole Militaire de Téhéran et l'envoi annuel et régulier en France de quelque cinquante élèves-officiers en vue d'y parfaire leur instruction militaire.

La création de l'aviation militaire persane est également l'œuvre du Souverain actuel. Le premier aviateur persan ¹, aujourd'hui général et commandant de l'aviation persane, après avoir fini son stage en France, retourna dans sa patrie en février 1926 par la voie des airs, sur un appareil Bréguet 19, accompagné de quelques camarades français, effectuant le trajet Paris-Constantinople-Beyrouth-Bagdad-Téhéran, soit plus de cinq mille kilomètres, en 32 heures de vol.

Les nombreux achats de munitions de guerre et d'avions,

1. Ahmad Khan Nakhdjavan, alors colonel.

effectués surtout en France et atteignant une centaine de millions de francs, n'ont pas empêché le développement considérable des services de l'Arsenal de Téhéran, confiés aux techniciens allemands. Les travaux de construction et d'installation d'une très grande poudrière se poursuivent activement à quelques kilomètres de la capitale.

Le Souverain, ayant décidé de doter son pays d'une marine militaire, envoie à cet effet régulièrement, depuis 1926, des élèves-officiers en Italie où il a fait également engager un officier supérieur de marine, arrivé à Téhéran depuis deux ans.

Quoique forte de près de 50.000 hommes et absorbant un tiers du budget général du pays ¹, l'armée persane rend surtout l'office d'une force de Gendarmerie et sert à y maintenir l'ordre et la sécurité. En effet, il convient de ne pas oublier que la Perse présente une superficie trois fois plus vaste que la France, sur laquelle sont, pour ainsi dire, dispersés les quelque douze millions d'habitants dont un cinquième environ est formé par des tribus nomades guerrières, habituées depuis toujours à une soumission relative au pouvoir central. Elles n'ont d'ailleurs pas cessé un instant de donner du travail à l'armée qui a fini, semble-t-il, par avoir raison d'elles, puisqu'elle procède actuellement d'une façon méthodique à leur désarmement ².

1. Près de douze millions de tomans sur 36 millions.

2. Voici comment se présentait, en 1930, l'organisation des corps d'armée, des divisions et des régiments indépendants de l'Armée persane :

I. — *La garnison de Téhéran*. Elle se compose de :

La première division indépendante de la garde d'infanterie (une école de sous-officiers d'infanterie, trois régiments et un bataillon).

Un régiment du Génie.

Les réformes financières. — Les réformes financières suivirent de près celles de l'armée. La pénurie du Trésor provenait principalement du fait que les impôts ne rentraient pas ou rentraient mal à cause de l'insécurité qui régnait dans le pays et de la faiblesse du pouvoir central. L'organisation de l'armée et la pacification du pays remédièrent à cet inconvénient. Mais la plupart des gros propriétaires terriens se trouvant être membres du Gouvernement ou du Parlement, ou apparentés avec eux, cherchaient des exemptions, des réductions, des délais de paiement. Aucun directeur général ou ministre des Finances persan ne pouvait, sous peine de tomber du pouvoir, leur résister ou entreprendre quelque réforme sérieuse dans

La deuxième division indépendante de la garde d'infanterie (une école de sous-officiers, trois régiments et une compagnie).

Quatre régiments indépendants de cavalerie (une école de s.-o.).

La division indépendante d'artillerie de campagne (une école de s.-o. deux régiments).

La division indépendante d'artillerie de montagne (une école de s.-o. deux régiments).

II. — *Le corps d'armée du Nord-Ouest*, en garnison dans les villes de Tabriz, Rézaïéh, Schahpour (Salmas), Makou, Savoutchbolâgh et Ardébil. Il comprend :

Une école de sous-officiers de cavalerie et trois divisions mixtes (trois écoles de s.-o. d'infanterie ; quatre régiments d'infanterie ; trois régiments de cavalerie ; artillerie ; deux bataillons mixtes).

III. — *Le régiment de Kermanchah.* — Le régiment mixte indépendant appelé : « victorieux » (une école de s.-o. de cavalerie ; un régiment mixte).

IV. — *La division mixte indépendante du Kurdistan*, en garnison à Sanandadj (Senneh) et à Saghèz, comprenant :

Une école d'infanterie, un régiment mixte et un bataillon mixte.

V. — *La division mixte indépendante du Lorestan (Louristan)*, en garnison à Khorramabad, Boroudjerd et Disfoul, comprenant : une école d'infanterie, un régiment mixte et deux bataillons mixtes.

VI. — *La division indépendante du Khoussistan*, en garnison à

son département. Il fallait quelqu'un d'étranger à tout ce monde et à cette mentalité, disposant de pouvoirs suffisants pour faire respecter la loi sans se soucier aucunement des intérêts particuliers qui pourraient en souffrir. C'est surtout à cette fin que fut engagée en 1922 la mission américaine présidée par le Docteur Millspaugh. Celui-ci était l'homme qu'il fallait à la situation. En effet, pour lui il n'existait qu'une force, la loi, digne d'être respectée et pour l'application de laquelle il se montra toujours inflexible. Il eut également le mérite de centraliser tous les revenus à la Trésorerie qui eut la charge de payer les dépenses. Celles-ci n'étaient payées que si elles figuraient dans le budget ou faisaient l'objet d'une loi spéciale votée par le Madjless, chose qui n'avait pu être réalisée avant lui.

Entre temps, un projet de loi concernant le statut des

Nasseri et à Béhbahan, comprenant : une école d'infanterie, un régiment mixte et un bataillon mixte.

VII. — *La division mixte indépendante du Fars*, en garnison à Chiraz et à Bouchir, comprenant : une école d'infanterie, une école de cavalerie, un régiment d'infanterie, un régiment de cavalerie, un bataillon mixte, et l'artillerie.

VIII. — *La division mixte indépendante du Kerman (Kirman)*, en garnison à Kerman et à Abbâssi, comprenant : une école d'infanterie, un régiment mixte, un bataillon indépendant monté sur chameaux et un bataillon indépendant d'infanterie.

IX. — *Le régiment mixte indépendant d'Ispahan*, en garnison dans la ville d'Ispahan.

X. — *La division mixte indépendante d'Astrabad*, en garnison à Astrabad et à Pahlavidaj, comprenant : Une école d'infanterie, un régiment d'infanterie, un régiment de cavalerie, et l'artillerie.

XI. — *Le régiment indépendant du Guilan*, en garnison à Rècht.

XII. — *Le corps d'armée de l'Est*, en garnison à Méched, Sistan, Bodjnourd et Baloutchestan, comprenant : deux écoles d'infanterie, deux régiments d'infanterie, un régiment monté sur chameaux, un régiment de cavalerie, un régiment d'artillerie et un régiment mixte.

fonctionnaires, fut déposé au Parlement et voté par lui. Malgré tous les inconvénients que la nouvelle loi présentait, puisqu'elle prétendait s'appliquer uniformément à tous les fonctionnaires de l'Etat sans tenir compte des exigences propres à leurs services, elle avait l'avantage d'accorder une valeur aux antécédents administratifs et à la carrière, d'offrir une certaine garantie concernant la stabilité, l'avancement et le droit à la retraite des fonctionnaires qui allaient se donner désormais avec cœur à leur travail.

Ces trois facteurs : 1) la sécurité à l'intérieur du pays, 2) la centralisation des fonds et le contrôle de toutes les dépenses, 3) l'amélioration du sort des fonctionnaires, présidèrent au succès de la mission américaine qui, en moins de cinq ans, parvint non seulement à équilibrer le budget, mais à y faire figurer un excédent ¹. La tâche de cette mission fut dès le début grandement facilitée par la sympathie de toute la nation et par l'existence d'une somme relativement importante dans les caisses de la Trésorerie, qui écartait cette impression de gêne toujours pénible lors des premiers pas d'une mission ².

1. Voici le tableau comparatif du budget persan pendant les cinq années de la mission américaine :

Année 1302(1923-1924)	225.000.000 de krs.
— 1303(1924-1925)	236.000.000 —
— 1304(1925-1926)	247.000.000 —
— 1305(1926-1927)	256.000.000 —
— 1306(1927-1928)	258.000.000 —

Les revenus de la taxe des routes et ceux du monopole du sucre et du thé ne figurent pas dans ces chiffres.

Aujourd'hui le budget de la Perse dépasse de beaucoup ces chiffres, puisque, pour l'année 1929-1930, il a été de plus de trente cinq millions de tomans (350.000.000 de kran).

2. Il s'agit d'un million de livres sterling, soit quelque cinquante

Les finances réorganisées, le budget équilibré et les fonctionnaires payés régulièrement, on put mettre la main à d'autres réformes. Le cinquième Parlement vota un certain nombre de lois très utiles, dont la loi du service militaire obligatoire et celle du monopole du sucre et du thé (juin 1925). La première était destinée à remplacer le système défectueux de recrutement dont il a été question plus haut ; la deuxième devait permettre à la Perse, sans recourir à un emprunt étranger, de se pourvoir d'un réseau de voies ferrées. En effet, les revenus de ce monopole ¹ devaient servir à la construction d'un chemin de fer transversal reliant Khorémoussa ou Bandaré-Schah-pour, près de Mohammerah, sur le Golfe Persique, à Bandaré-Schah, près de Machhadissar, sur la Caspienne, en passant par Ahvaz, Hamadan et Téhéran. La construction de la voie commença en même temps des deux côtés et, à l'heure actuelle, 180 kilomètres dans le Nord

millions de krans versés par l'Anglo-Persian Oil Co. en règlement d'un litige existant depuis plusieurs années entre elle et le gouvernement persan. La Co. réclamait le dédommagement de préjudices subis par elle du fait de l'interruption de ses tuyaux en février 1915, ainsi que la déduction, sur la part du gouvernement persan, de 3 % payés aux chefs Bakhtiaris. Celui-ci non seulement ne reconnaissait aucune validité à ces réclamations, mais demandait que ses droits fussent généralisés et appliqués à toutes les Compagnies dépendant de l'A. P. O. C. Mr. Armistage Smith, conseiller général des Finances, reçut du gouvernement persan pleins pouvoirs pour entrer en pourparlers avec l'A. P. O. C. et aboutit à un règlement définitif. Celui-ci eut lieu sur la base suivante, bien plus en faveur de la Co. que de la Perse : les deux parties retiraient leurs réclamations et l'A. P. O. C. payait au Trésor persan un million de livres sterling pour règlement des 16 %, part du gouvernement persan sur les bénéfices nets, qui ne lui avaient pas été payés pendant de nombreuses années.

1. Ils proviennent d'une taxe de deux krans perçus sur chaque batman (3 kg.) de sucre et de six krans, sur chaque batman de thé.

et 250 dans le Sud sont entièrement terminés et pourraient servir au trafic des marchandises et des voyageurs. Ces deux tronçons ont coûté plus de deux cent millions de krans (au cours du change de 1930 : 400.000.000 de francs) et la totalité de la ligne reviendrait environ à cinq fois cette somme. Ce sera, comme on le voit, un sacrifice formidable pour un pays dont les moyens actuels sont limités ; mais il semble qu'on soit décidé à le faire, et d'ici quelques années la ligne sera parfaitement terminée — à moins que les mêmes raisons qui poussèrent certaine diplomatie étrangère à s'opposer pendant un demi-siècle à la construction de tout chemin de fer transpersan, ne joue de nouveau à temps pour empêcher la jonction des tronçons du Nord et du Sud.

Nous ne discuterons pas ici les considérations de divers ordres qui ont présidé au choix du tracé de la ligne, nous contentant de signaler que, la province du Khouzistan étant très riche en sol et en sous-sol, la voie ferrée contribuera beaucoup à sa mise en valeur et qu'en attendant, ce tronçon sud ne sera pas sans utilité pour les immenses exploitations de l'A. P. O. C. dont le champ d'opérations s'étend tous les jours davantage vers le Nord.

Comme autres entreprises de travaux publics, il faut citer la construction d'un grand nombre de routes représentant, aux points de vue militaire et commercial, un intérêt particulier. C'est le cas de la route Khorramabad-Boroudjerd, construite dans les hautes montagnes du Louristan et reliant Téhéran à Mohammerah ; de celle de Zandjan-Tabriz traversant les hauteurs de Ghaflan-Kouh ; enfin de celle de Ravandouz devant relier finalement Tabriz à Beyrouth.

Entre-temps, une école supérieure d'agriculture où enseignent des professeurs français ainsi que des services d'anti-épizooties et d'encouragement à certaines cultures, telles que le thé, le tabac, etc., furent créés et fonctionnent convenablement.

Les réformes judiciaires et l'abolition des capitulations. — Nous savons que le traité russo-persan de Torcamantchaï, signé en 1828, avait servi de base à tous les autres actes diplomatiques intervenus, par la suite, entre la Perse et les divers pays d'Occident dont aucun n'avait omis d'exiger la clause de « la nation la plus favorisée ». Ce traité ayant été dénoncé en 1921 et remplacé par un autre qui plaçait les relations russo-persanes sous le principe de la réciprocité, les relations des autres pays avec la Perse se trouvaient du coup privées d'une réglementation officielle et régulière. La situation était analogue à celle créée encore par la Russie en 1903, lorsqu'elle signa soudainement avec la Perse une nouvelle convention commerciale ¹. Le traité de Torcamantchaï dénoncé, les Capitulations disparaissaient d'elles-mêmes. Cependant, le gouvernement persan ne se sentant pas encore assez préparé pour imposer avec succès cette thèse aux puissances, garda le silence et, dans la pratique, maintint le *statu quo*. De fait, les tribunaux de la Justice, ou de l'« Orf », n'étant pas bien organisés et ceux du « Char'e » s'occupant toujours du règlement de beaucoup trop de questions, il eût été excessif de demander aux Occidentaux, habitués depuis un siècle à être jugés en Perse par leurs consuls respectifs et d'après leurs lois nationales, de se soumettre à cette juridiction locale.

1. Cf. p. 103.

Cependant les éléments de l'organisation d'un nouvel organisme judiciaire, pareil à celui des pays d'Europe, existaient dans le pays. En effet, l'École des Sciences Politiques de Téhéran, fondée vingt-cinq années auparavant en vue de former des diplomates, mais où l'on venait de créer de nouvelles chaires pour l'Enseignement du Droit, et la Faculté de Droit, fonctionnant depuis 1919 avec des professeurs engagés en France ¹, avaient donné et continuaient à préparer des magistrats. D'autre part, parmi les jeunes gens revenant d'Europe, bon nombre avaient fait des études de Droit et avaient obtenu le grade de licencié ou même de docteur. En même temps, le Madjless, qui avait déjà voté un certain nombre de lois intéressant la justice, semblait tout disposé à en voter d'autres et à limiter, autant que possible, les prérogatives juridiques du clergé.

Il s'agissait donc de grouper ces éléments et de procéder à une réorganisation radicale des tribunaux. C'est ce qui fut fait en 1926 de la façon suivante : l'ancien ministère de la Justice fut entièrement dissous et, sur ses ruines, les nouveaux services judiciaires érigés avec une compétence et une rapidité qui font honneur à celui qui eut la bonne fortune et le mérite d'en prendre l'initiative ². Une série de codes, de lois et de règlements, furent, en fort peu de temps, établis, parmi lesquels se trouvent le Code Civil, le Code de Commerce, la loi de l'Enregistrement, celle de l'arbitrage obligatoire, etc...

D'autre part, les tribunaux religieux furent placés sous le contrôle officiel du gouvernement. D'ailleurs ils ne

1. Cf. p. 186.

2. Il s'agit de M. Davar qui, depuis cette époque, assume la charge de Garde des Sceaux de l'Empire.

pouvaient plus s'occuper que d'un nombre bien limité de questions, en particulier de celles se rapportant au mariage et au divorce des sujets musulmans de l'Empire.

Muni d'un tel instrument judiciaire, rien n'empêchait plus le gouvernement persan d'abolir les droits de juridiction consulaire, ou le régime capitulaire. Une décision fut prise en ce sens et proclamée par le Schah, le 26 avril 1927. Il fut immédiatement notifié aux puissances étrangères que la Perse, annulant les anciens traités, serait disposée, dans un délai d'un an, à en conclure de nouveaux avec elles. Le relèvement rapide de la Perse et sa marche assurée vers le progrès donnant aux étrangers des garanties suffisantes, la nouvelle décision ne souleva aucune opposition sérieuse. En 1928 des traités provisoires, destinés à être bientôt remplacés par des traités définitifs, furent conclus ; ils sont basés sur le principe d'une parfaite réciprocité et régleront désormais les nouvelles conditions des rapports de la Perse avec les pays d'Occident ¹.

1. A titre documentaire et pour permettre une comparaison avec les précédents actes diplomatiques intervenus entre la Perse et les pays d'Europe, en particulier celui de 1828 (ci-dessus, p. 75), nous reproduisons ci-après le texte d'un de ces nouveaux traités, celui signé avec la France ; les autres sont tout semblables.

« Le Président de la République Française et Sa Majesté Impériale le Schah de Perse, également animés du désir sincère, etc...

Art. 1^{er} — La représentation diplomatique de chacune des Hautes Parties Contractantes sur le territoire de l'autre jouira, sous condition de réciprocité, des privilèges et immunités consacrés par le droit commun international.

Les représentants consulaires de chacune des Hautes Parties Contractantes sur le territoire de l'autre, régulièrement munis de l'*exequatur*, pourront résider dans les localités où ils étaient jusqu'alors admis.

Ils bénéficieront des privilèges honorifiques et immunités person-

nelles de juridiction et de fiscalité consacrés par le droit commun international et sous la condition d'une parfaite réciprocité.

Art. 2. — A dater du 10 mai 1928, les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes seront admis et traités sur le territoire de l'autre conformément aux règles et pratiques du droit commun international et sur la base d'une parfaite réciprocité.

Ils y jouiront, quant à leur personne et à leurs biens, droits et intérêts, de la plus entière protection des lois et des autorités territoriales. Ils bénéficieront en toute matière du même traitement général que les nationaux sans pouvoir prétendre au traitement réservé aux seuls nationaux à l'exclusion de tous autres étrangers.

En matière de statut personnel, les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes sur le territoire de l'autre restent soumis aux prescriptions de leurs lois nationales.

En ce qui concerne les biens et droits de nature immobilière, il reste entendu que les ressortissants français sur le territoire persan ne sont autorisés à acquérir, occuper ou posséder que ceux nécessaires à leur habitation et à l'exercice de leur profession ou de leur industrie.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes sur le territoire de l'autre sont expressément exemptés de toute obligation personnelle, corvée ou prestation d'ordre militaire ainsi que de tous dons nationaux, emprunts forcés et contributions exceptionnelles imposés par les besoins militaires.

Art. 3. — Les deux Hautes Parties Contractantes se reconnaissent réciproquement leur entière autonomie douanière. Elles conviennent que les produits du sol et de l'industrie de chacun des deux pays seront, à l'entrée sur le territoire de l'autre, réciproquement soumis aux lois organiques des douanes de ce dernier Pays.

Considérant qu'il est permis d'espérer que le délai d'un an suffira pour conclure tous traités et conventions en voie de négociation, les Hautes Parties Contractantes conviennent de s'accorder réciproquement, à partir du 10 mai 1928 et jusqu'au 10 mai 1929, le bénéfice de leur tarif minimum et tous abaissements de ces tarifs qui seraient consentis en faveur des produits de toute provenance. A cet égard, le présent accord ayant pour objet de maintenir le courant des échanges entre les deux pays, proroge en matière douanière les dispositions du régime antérieur appliquées en France aux importations persanes.

Art. 4. — Le présent accord provisoire sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Téhéran le plus tôt que faire se pourra. Il restera en force, jusqu'au 10 mai 1929. Il reste entendu que pour la partie persane l'article 3, relatif aux dispositions tarifaires, en raison des dispo-

sitions de la loi du 13 ordibéhecht 1307 (3 mai 1928) n'a pas besoin d'être présenté, pour ratification, au Madjless.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent accord, et y ont apposé leur sceau.

Fait à Téhéran, le 11 mai 1928 (21 ordibéhecht 1307).

CHAPITRE XVIII

LES RÉFORMES (*suite*)

Les postes de T. S. F. — Les services municipaux et d'assistance sociale. — La description d'une ville de Perse avant 1921. — Le mérite du gouvernement de Seyyed Ziaëddine. — La transformation des villes de Perse. — L'Hygiène publique. — L'Institut Pasteur de Téhéran. — Le Lion-et-Soleil Rouge de Perse. — L'Instruction du peuple. — Les écoles persanes et étrangères. — Les écoles françaises de Perse. — Le développement de la traditionnelle collaboration intellectuelle franco-persane. — L'envoi régulier de boursiers en Europe. — Les professeurs français à Téhéran.

Le télégraphe. — Le télégraphe, comme nous l'avons signalé plus haut ¹ a été importé en Perse par les Anglais qui y construisirent les premières lignes. A mesure que le gouvernement persan développait dans l'intérieur du pays son réseau de fils télégraphiques, l'ingérence des Anglais dans ce domaine diminuait ; mais pour les communications avec l'étranger force était de passer par leur intermédiaire. On comprend aisément l'inconvénient que cela pouvait avoir pour la Perse, tant au point de vue politique que commercial. Aujourd'hui on a paré à cet inconvénient et le pays dispose de puissants postes de T. S. F. assurant le service intérieur et communiquant

1. Cf. p. 92.

avec le monde entier. Les dernières stations à ondes courtes, achetées en France, sont installées depuis un an à quelques kilomètres de Téhéran et fonctionnent convenablement¹. D'autre part, suivant un accord intervenu récemment avec les Anglais, ces derniers cèdent à la Perse toutes les lignes qu'ils y avaient établies et qu'ils y entretenaient. Ainsi, les administrations anglaises, l'« Indo-European Telegraph Company » et l'« Indo-European Telegraph Department », sont en voie de dissolution. Le dernier délai pour l'achèvement de la livraison des lignes et la fermeture de ces bureaux étrangers est fixé au 1^{er} avril de cette même année 1931.

Les services municipaux et d'Assistance sociale. — L'un des effets les plus utiles du contact de la Perse avec l'Occident a été, sans nul doute, la création des services municipaux et d'assistance sociale dans ce pays où, jusqu'à 1921, ils étaient totalement inconnus. Une simple description des villes avant cette date nous reporterait au Moyen Age. Prenons-en pour exemple la plus importante, la capitale. Ses rues étroites, sans trottoirs, avec dix centimètres de poussière l'été et au moins autant de boue

1. L'inauguration officielle du nouveau poste de T. S. F., portant le nom de *Pahlavi*, eut lieu à Téhéran le 4 *Abân* 1309 (26 octobre 1930). Au cours de son discours, le Ministre des P. T. T. déclara notamment : « Sa Majesté le Schah attache une importance toute particulière à cette station ; c'est pourquoi nous avons été autorisés à baptiser celle-ci de Son Auguste Nom. En effet, il était indispensable que la Perse put se faire entendre dans tout l'univers par ses *propres moyens* et, dans ses relations politiques, économiques et commerciales avec le monde civilisé, disposer de moyens réguliers, rapides et entièrement persans... » (Journaux de Téhéran, 27 octobre 1930).

Le poste émetteur est à Kasré-Kadjar, à cinq kilomètres au nord de la ville, et le poste récepteur, à Nadjafabad, à un kilomètre au sud.

l'hiver, étaient sales, accidentées, tortueuses, et pleines de trous. La nuit, l'obscurité régnait — si le beau clair de lune de Perse ne s'en mêlait pas — favorisant le vol et les rixes. Quelques grands personnages faisaient balayer par leurs gens le devant de leurs maisons dont les portails étaient également éclairés par leurs soins avec des lanternes. C'était comme de rares oasis que cherchait à atteindre l'honnête passant, retenu dehors malgré lui par ses occupations, après le coucher du soleil. Le jour, des caravanes d'ânes, de mulets et de chameaux, circulaient partout à côté des piétons, des chiens errants, des poules et des dindons. On remarquait également, matin et soir, des troupeaux de moutons, de bœufs et de chèvres : le matin parce qu'ils allaient paître dans les campagnes environnantes, et le soir, parce qu'on les ramenait à leurs étables, situées en plein centre de la ville. Dans les grandes artères, en plus de cette cohue d'hommes et de bêtes, circulaient quelques rares voitures à chevaux appartenant à des notabilités de la ville ou à des représentations diplomatiques et consulaires, des fiacres, ainsi que de fréquentes charrettes transportant du plâtre, des briques ou des marchandises. Toute la ville était envahie par une armée de mendiants qui vous assaillaient à chaque pas. On avait également le spectacle lamentable et laid des infirmes et des malades qui, à tous les coins de rues, étalaient leurs plaies devant les yeux des passants ou qui poussaient des cris affreux destinés à susciter la compassion et la charité. Tout ce monde n'était pas composé que de charlatans et, dans le tas, il y avait un grand nombre de véritables malheureux.

Le coup d'État de 1921 devait apporter un remède immédiat à cette honte dont rougissaient tous les Persans

tant soit peu éduqués. En effet, l'une des mesures qui reste à l'actif des trois mois du gouvernement de Seyyed Ziaéd-dine est l'installation à Téhéran d'une Municipalité qui, créée de toutes pièces, surgit comme par enchantement en quelques jours, avec ses différents services de voirie, d'éclairage, de statistique, d'alimentation etc. Les trois mois n'étaient pas écoulés que l'éclairage électrique était installé dans toutes les grandes rues dont on avait entrepris la percée, la reconstruction ou l'entretien, en les débarrassant préalablement des infirmes et des malades, ainsi que toute cette cohue de bêtes qui les encombraient. Depuis, la Municipalité n'a pas cessé de se développer et, aujourd'hui, elle peut, avec ses divers services d'assistance sociale, ses asiles d'aliénés et de pauvres, ses nombreux hôpitaux et postes de secours, ses maternités... se mesurer, sans trop de désavantage, avec celles des grandes villes d'Europe, qui lui ont servi de modèle. Depuis deux ans surtout, des squares et des jardins publics ont été créés ; de grands travaux d'élargissement des anciennes rues, la construction de nouvelles artères traversant la ville de part en part, ont été entrepris et se poursuivent activement, transformant la capitale à vue d'œil et la rendant méconnaissable ¹. Tous ces travaux n'arriveront pas à lui donner la majesté et le sérieux d'une ville construite en pierre de taille, mais la rendront beaucoup plus propre et plus gaie. En effet, construite autrefois, pour

1. En octobre 1929, à notre retour à Téhéran, après une absence de sept mois seulement, nous n'arrivâmes à retrouver notre rue et notre propre maison qu'avec beaucoup de peine. Nous eussions très bien pu ne pas les retrouver du tout, car elles eussent pu, au cours des nouveaux travaux, être sacrifiées comme tant d'autres...

ainsi dire avec de la boue, elle est refaite avec des briques cuites, rouges et crème.

Les autres villes de Perse, suivant l'exemple de la capitale, procèdent avec une activité exceptionnelle et digne d'éloges à des réformes municipales.

L'hygiène publique. — Les services d'hygiène publique pas plus que ceux de la municipalité, n'existaient avant février 1921. Créés en même temps qu'eux, ils ont connu les mêmes développements et leur ensemble forme aujourd'hui un sous-secrétariat d'Etat important ¹, avec, comme conseiller technique, un savant français ². Si, autrefois, une épidémie se déclarait sur un point quelconque du pays, ne rencontrant aucune résistance, elle se propageait rapidement. Aujourd'hui, le moindre cas de peste ou de choléra signalé à Bagdad, Bombay ou Caboul provoque les mesures d'ordre sanitaire les plus énergiques, telles que visites médicales, quarantaine, vaccination générale, etc... sur toute la ligne frontière correspondante. L'Institut Pasteur de Téhéran, fondé en 1923 ³, prépare les vaccins et les sérums dont l'hygiène publique et les autres services sanitaires ont un besoin quotidien et constant.

A toutes ces œuvres dont il est difficile de ne pas apprécier la valeur, il faut ajouter la fondation, sous le haut patronage du Prince Héritier, du Lion-et-Soleil Rouge persan qui se rattache officiellement à la Coix-Rouge in-

1. Ce poste est actuellement occupé par le Dr Saïd Khan Malek.

2. Le professeur Neveu-Lemaire.

3. Avec le docteur Mesnard comme premier directeur, remplacé, en 1927, par le Dr Kérandel.

ternationale et qui a déjà rendu des services considérables ¹ surtout lors des tremblements de terre de Chiravan et de Salmas en 1929 et 1930 ².

L'instruction publique. — Les progrès réalisés dans le domaine de l'enseignement méritent également de retenir l'attention. Rien ne pourra nous en donner une idée plus exacte que le tableau comparatif ci-après :

	Année 1301-1302 (1922-1923)		Année 1307-1308 (1928-1929)	
	Nombre des écoles	Nombre des élèves	Nombre des écoles	Nombre des élèves
Écoles primaires	422	43 025	1 038	138 947
Écoles secondaires	5	1 794	25	9 661
Établissements de l'Enseignement supérieur.....	2	160	3	279
Madressehs (Écoles religieuses)	220	3,800	321	5 532
	649	48 779	1 387	154 419

Dans ce tableau ne figurent pas les Ecoles spéciales rattachées aux diverses administrations, et ne relevant pas du Ministère de l'Instruction Publique, telles que les Ecoles militaires, l'Ecole Supérieure d'Agriculture, l'Ecole des Postes et Télégraphes, etc. pas plus que les établissements scolaires étrangers qui durant cette même période

1. La Vice-Présidence du Lion et Soleil Rouge est assurée par le D^r Amiré-Aalam dont le nom se rattache également à plusieurs hôpitaux fondés sur son initiative.

2. Voir ci-après p. 240.

se sont efforcés seulement de se maintenir sur leurs anciennes positions. Il leur était, en effet, difficile de songer à un développement, car les écoles persanes réorganisées leur faisaient une concurrence sérieuse. Contraints d'ailleurs de suivre le programme officiel du Ministère de l'Instruction Publique, ils ont perdu la liberté et les privilèges d'autrefois. Les certificats et les diplômes qu'ils délivrent n'ont plus aucune valeur officielle et ne donnent plus accès nulle part. Ce privilège est désormais exclusivement réservé aux Diplômes délivrés par le Ministère de l'Instruction Publique à l'issue des examens officiels passés sous son contrôle direct. Ces mesures ont rendu très difficile la tâche des écoles étrangères. Elles ont beau disposer d'un corps enseignant et de moyens de premier ordre, leurs élèves persans ne sauront guère profiter suffisamment des matières enseignées dans une langue étrangère et se mesurer, dans les examens officiels, avec des camarades auxquels ces mêmes matières auront été expliquées dans la langue maternelle. Actuellement, le problème qui se pose pour elles est de remédier à ce grave inconvénient, de lutter contre cette infériorité, tout en sauvegardant la prépondérance de leur langue, à laquelle il leur est impossible de renoncer, puisqu'elle constitue leur principale sinon leur seule raison d'être.

Les écoles françaises ¹ semblent être en train de faire ce miracle. Elles se partagent en quatre groupes : les Ecoles

1. Les autres écoles étrangères de Perse sont des écoles américaines dont l'effectif en 1929-1930 atteignait 2.587 élèves (garçons et filles). A Téhéran, la création d'une Université américaine est projetée. Mais, avec les restrictions mentionnées ci-dessus, son succès est douteux.

L'ancienne école allemande a été transformée depuis quelques années en une école industrielle persane dont le directeur et quelques professeurs et contremaîtres sont engagés en Allemagne.

de l'Alliance Israélite au nombre de sept, réunissant un effectif de 4.150 élèves ; celles de la Mission Lazariste, au nombre de quatre, avec un effectif de 700 élèves ; celles des Filles de la Charité, au nombre de trois, réunissant un effectif de 500 enfants ; enfin le Lycée franco-persan, récemment créé à Téhéran par les soins de la Mission laïque française, et qui compte environ 200 élèves ¹.

1. Voici la liste détaillée des écoles françaises en Perse avec leur effectif

I. — <i>Alliance Israélite</i> :	Garçons	Filles	Total
Téhéran	750	400	1.150
Hamadan	600	300	900
Ispahan.....	500	200	700
Chiraz.....	450	150	600
Kermanschach	250	150	400
Senneh	125	75	200
Yezd.....	200	—	200
Total.....	2.875	1.275	4.150

II. — <i>Ecoles des Pères Lazaristes</i> :	Elèves
Téhéran (Collège Saint-Louis)	270
Djolf-Ispahan.....	48
Tabriz	80
Ourmieh { Ecoles	293
{ Séminaire (Séminaristes)	22
{ Ecole d'Instituteurs.....	18
Total.....	731

III. — <i>Ecoles des Filles de la Charité</i> :	
Téhéran (École Jeanne d'Arc).....	315
Djolf-Ispahan	62
Tabriz	140
Total.....	517

IV. — <i>Lycée Franco-persan</i> :	
Téhéran.....	200
Ce qui donne un chiffre total de.....	<u>5.598</u>

Le mérite du progrès constaté dans le domaine de l'enseignement par l'augmentation du nombre des écoles et de la population scolaire ne saurait être attribué qu'au désir du peuple de s'instruire, et, de ce côté-là, le Ministère de l'Instruction Publique est même en retard sur les demandes de la nation. Mais, ce qui est à son honneur, c'est l'envoi régulier en Europe, depuis 1928, de cent étudiants par an en vue de se perfectionner dans diverses branches ¹. Il s'en trouve actuellement plus de trois cents dont les neuf dixièmes sont en France ², le reste en Angleterre, en Allemagne et en Belgique. De ce nombre, un tiers se destine au professorat, tandis que les autres se préparent à être médecins, dentistes, ingénieurs des mines, ingénieurs agronomes, etc.

En attendant le retour de ces compétences, et s'apercevant de l'insuffisance du nombre des professeurs persans pour répondre au développement que prenaient dans le pays l'Enseignement secondaire et l'Enseignement supérieur, le Ministère de l'Instruction Publique s'est mis à engager en France des professeurs pour ces deux degrés de l'enseignement. Il y en a actuellement une vingtaine à Téhéran ³. Inutile d'insister sur la haute portée du déve-

1. L'initiative de cette mesure vient de M. Teimourtache, Ministre de la Cour, qui est d'ailleurs intimement mêlé à tout ce qui s'est fait en Perse depuis l'avènement de S. M. Pahlavi.

2. Il s'agit des boursiers, mais le nombre total des étudiants persans en France dépasse un millier.

3. Voici la liste des écoles où ils enseignent :

L'École de Droit qui a fusionné en 1927 avec l'École des Sciences Politiques et prépare à la licence en Droit. Professeurs français : MM. Hesse, Fontana, Planiol.

L'École Normale Supérieure, réorganisée en 1928 ; elle comprend une Faculté des Lettres qui prépare à la licence ès-lettres, avec

loppement considérable que prend depuis quelque temps la traditionnelle collaboration intellectuelle franco-persane.

Le problème de l'enseignement restant toujours, surtout en Perse, l'un des plus complexes, nous nous réservons d'y revenir plus loin ¹.

M. Hytier comme professeur français, et une Faculté des Sciences, préparant à la licence ès-sciences, avec, comme professeurs français, MM. André, Long, Azéma, Rivière.

De nombreux Lycées et établissements secondaires, préparant au Baccalauréat.

Une École Normale d'Institutrices, dirigée par un Professeur français, M^{me} Hesse.

1. Cf. ci-après, p. 248.

CHAPITRE XIX

LES RÉPERCUSSIONS DU CONTACT SUR L'ART ET LA LITTÉRATURE

Les Persans réputés pour leurs goûts artistiques. — Ispahan et ses merveilles. — L'Exposition Internationale de l'Art persan à Londres (janvier 1931). — Les objets d'Art persan et les Musées d'Europe. — L'expression des sentiments est différente chez les peuples. — L'imitation de l'Europe et la décadence de l'Art. — La Musique persane. — Les caractères communs de la littérature persane à travers les âges. — La poésie et l'échec des tentatives de réformes. — Les thèmes abandonnés. — La nouvelle prose comparée à l'ancienne. — Les *ghesséhs*, les *ta'zieh*s et les *taghlids*. — Le roman et le théâtre se font une place dans la littérature officielle.

Les Persans sont réputés pour leur goût artistique. Cette réputation, l'Histoire se charge de la justifier ; elle nous montre également que la décadence de l'art a commencé en Perse en même temps que la décadence politique, soit après la chute des Safavis, qu'elle s'est prolongée pendant tout le ^{xix}^e siècle et confirmée au cours du contact avec l'Occident. Les dernières productions artistiques de valeur, tant dans le domaine de l'architecture que dans ceux de la peinture, de la mosaïque, de la calligraphie... datent des ^{xvi}^e et ^{xvii}^e siècles. On en peut encore admirer ¹

1. Nous disons « encore », parce que, entichés de tout ce qui est « occidental », les Persans ne semblent pas apprécier suffisamment et

quelques beaux spécimens dans le pays. Il y a d'abord la *Madrésséh-Madar-Schah* ¹ et les délicieuses mosquées d'Ispahan, en particulier *Masdjédé Cheikh-Lotfollah* et *Madsjédé-Schah* entièrement recouvertes, tant dans la partie concave et la partie convexe de leurs dômes que sur leurs murs intérieurs, d'une mosaïque finement travaillée avec une perfection de dessins et de couleurs qui, depuis, n'a pu être égalée. Nous avons ensuite, toujours dans la belle capitale des Safavis, cette reine déchue, les palais des Quarante Colonnes (*Tchéhél-Sotoun*), des Huit Paradis (*Hacht-Béhécht*) etc. décorés, par des maîtres, d'admirables fresques, et dont plusieurs écrivains ont fait des descriptions enthousiastes dans leurs relations de voyage ². Il y a enfin des miniatures, des enluminures, des manuscrits de grands calligraphes et aussi, dans le domaine des arts mécaniques, de la vaisselle de faïence dont Chardin parle avec admiration, des étoffes de soie pure, de soie et coton, des brocarts d'or ou d'argent qu'on appelle *zari*, de jolies poteries, des tapis, etc... Il y a peu de temps, on en a pu admirer la beauté et la variété à Londres, à l'Exposition Internationale de l'Art persan et il sera toujours loisible d'en remarquer des échantillons dans les grands Musées d'Europe, notamment au Louvre et au British Museum, ainsi que, pour les manuscrits, à la Bibliothèque Nationale, à Paris.

Quand on se sera fait une idée de ce que fut l'art per-

entretenir leurs monuments nationaux qui risquent de tomber bientôt en ruines et de disparaître.

1. L'École de la Mère du Schah.

2. Voir notamment : Chardin, Gobineau (*Trois ans en Asie*), E. Aubin (*La Perse d'aujourd'hui*), Loti (*Vers Ispahan*), la Princesse Bibesco (*Les huit paradis*), etc...

san, on conviendra que le contact de l'Occident a produit sur lui un effet assez néfaste. Le prestige de l'Europe poussa la Perse à la prendre pour modèle en toutes choses, même dans le domaine de l'art. Or, ici l'imitation ne pouvait être que très superficielle, tant il est vrai que l'art, étant l'expression de sentiments complexes, cette expression sera forcément différente chez les différents peuples. Aussi, tant que les Persans exprimaient ce qu'ils sentaient au moyen des signes — notes, dessins, etc. — traditionnels, tout allait normalement ; mais dès qu'ils essayèrent d'emprunter « le langage » européen dont ils connaissaient mal et la signification et le mécanisme, l'expression de leurs sentiments devint non seulement inadéquate, mais inélégante.

L'exemple de cette imitation grossière fut donné par les rois Nasséréddine et Mozaffaréddine qui, lors de leurs voyages en Europe, impressionnés par les grands casinos des villes d'eau, construisirent des palais sur leur modèle¹. Les courtisans suivirent avec empressement l'exemple de ces souverains. En même temps, une quantité considérable de tableaux, de statuettes, de garnitures de cheminées et d'autres objets manufacturés, de valeur artistique douteuse, furent importés dans le pays par les mêmes Schahs et par leur suite. La tendance naturelle à imiter les grands et surtout la nécessité de se conformer à leurs caprices firent leur effet sur les artistes, les artisans et le peuple. Désormais, les maisons, les ameublements, les dessins, etc. porteront la marque de plus en plus évidente du goût européen, ce qui empêchera, comme l'avait

1. *Echratabad* et *Baghé-Schah*, situés, le premier au Nord-Est et le deuxième à l'Ouest de Téhéran, sont des modèles de ce genre de construction. Ces palais sont transformés aujourd'hui en casernes.

prévu Gobineau, la réapparition des bons artistes. « Dans une cinquantaine d'années, disait cet auteur en 1859, les bons artistes auront reparu, si toutefois la rage de l'imitation européenne et d'avoir des appartements soi-disant à notre mode ne vient pas tout gâter, ce dont il ne faudrait pas jurer ¹. »

L'influence de l'Europe se fit sentir beaucoup moins sur la musique persane qui, jusqu'à ces dernières années, conserva ses caractères propres de monotonie et de douceur infinie. Condamnée par l'Islam ² de même que la représentation des formes humaines ³, elle fut aussi pratiquée en cachette par le peuple artiste et rebelle de la Perse qui, par ailleurs, ne se privait pas non plus du vin, également défendu par l'Islam ⁴. La petitesse des miniatures, la monotonie et la douceur de cette musique, les belles et

1. Gobineau, *op. cit.*, t. I, p. 239.

2. Le Coran ne réprime, en vérité, que ce qui est futile, *laghve*. En énumérant les différentes catégories de gens auxquels le bonheur sera donné, il mentionne « ceux qui évitent les futilités » (*Le Coran*, ch. xxxiii ; *les Fidèles*). Les Imams d'abord, les commentateurs ensuite ont prétendu qu'il s'agissait là, entre autres, du chant, de la musique.

3. Le Coran n'est pas du tout formel concernant l'interdiction de la représentation des formes humaines ; c'est une de ces prescriptions qui relèvent des traditions émanant des Imams, ou « *khabar* ».

4. On trouve, dans le Coran, de nombreux versets interdisant l'usage du vin. En voici deux qui sont très formels :

« Si l'on te questionne au sujet du vin et du jeu, dis qu'ils engendrent un grand péché et quelque intérêt pour les hommes, mais que leur péché est plus grand que leur intérêt ». (*Le Coran*, chapitre II : *La Vache*).

« O vous qui avez embrassé la foi ! le vin, le jeu, les idoles, le sort des flèches sont une abomination qui est le fait de Satan ; évitez-les pour avoir le salut. Satan se sert du vin et du jeu de hasard pour créer l'animosité entre vous et pour vous détourner du souvenir de Dieu et de la prière. Voudriez-vous être prévaricateurs ? » (*Le Coran*, ch. v : *La Table*).

innombrables poésies en l'honneur du vin ¹, s'expliquent d'ailleurs par un besoin de s'adapter aux conditions qui s'imposaient aux Persans.

Mais le changement des idées ne manqua pas d'influencer les sentiments, et la pénétration en Perse des sciences modernes ainsi que les rapports de plus en plus étroits avec l'Occident aideront à une compréhension plus intelligente de l'art européen ; son emprise se remarque aujourd'hui aussi bien sur l'architecture et la peinture que sur la littérature et la musique. L'Ecole des Beaux-Arts et l'Ecole de Musique de Téhéran contribuent grandement à cette compréhension.

La littérature persane, dont la beauté et la richesse sont légendaires et dont les œuvres magistrales de Ferdôcy, de Sa'adi ² et de Hafez, traduites dans presque toutes les langues, suffisent à donner une idée, conservent toujours, malgré les changements subis par elle au cours des siècles, un certain nombre de caractères propres. D'abord, la poésie constituait son genre favori et tout écrivain était tant soit peu poète, puisque la prose elle-même était plus ou moins rythmée. En second lieu, elle était chargée d'images fleuries, d'hyperboles, de périphrases, et ornementée de synonymes et d'homonymes, considérés comme autant de finesses mais qui, tout en rendant le style agréable et même facile chez un grand génie comme Saadi, finissaient, partout ailleurs, par l'alourdir et par cacher la pensée comme autant de voiles. Enfin, elle méprisait certains genres, comme le roman

1. Cf. p. 194.

2. Cf. Henri Massé, *Essai sur le poète Saadi*, Paris, Paul Geuthner, 1919.

et le théâtre. Le contact de l'Occident et, pendant les cinquante dernières années, la traduction en persan d'auteurs français, de valeur d'ailleurs inégale ¹, firent bientôt sentir leurs répercussions. La poésie persane ayant atteint depuis plusieurs siècles la perfection, surtout dans les genres épique et lyrique, avec *Ferdôcy* et *Hafez*, resta longtemps réfractaire au vent de modernisme qui soufflait de l'Occident. Les essais d'innovation dans la forme se heurtèrent à l'opposition unanime des gens de bon goût et durent être abandonnés. « Quelques littérateurs, dit un jeune auteur regretté ², se sont exercés à révolutionner la poésie persane, en l'adaptant aux modèles français. Mais n'étant pas de taille à mener à bien une entreprise si paradoxale, ils n'ont abouti qu'à créer des monstres ridicules. » En effet, les règles de la prosodie persane sont tellement différentes de celles des vers français qu'il ne paraît pas possible qu'une imitation de forme puisse jamais être heureusement réalisée. Aussi, les poètes les mieux avisés s'abstinrent-ils de s'user dans la vaine tentative d'une telle innovation et se contentèrent-ils d'imiter docilement les maîtres anciens. Cependant pour le fond, quelques changements s'imposaient ; il y avait lieu d'abandonner certains thèmes anciens qui n'avaient plus

1. Tels que Descartes (*Discours de la méthode*), Voltaire (*Charles XII*) Rousseau (*Contrat Social*), Molière, Alexandre Dumas père, Paul Bourget, et des feuilletonistes du dernier ordre.

2. Il s'agit de Hassan Moghaddam, un écrivain plein d'esprit et de talent et l'un des membres les plus actifs du parti Irané-Djavan (Jeune Perse ; voir plus loin p. 225), emporté en pleine jeunesse, à l'âge de 30 ans. Il signalait souvent ses ouvrages du nom d'*Ali Nô-Rouz*. Ce passage est emprunté aux « Messages d'Orient », I^{er} cahier, paru à Alexandrie, avril 1926 (p. 84), consacré à sa mémoire et à son œuvre (y lire sa comédie : Djafar Khan est revenu d'Europe).

de raison d'être pour en adopter d'autres. Par exemple jusque là, les poètes avaient inlassablement chanté et vanté, en même temps que l'amour, le vin. Il ne s'agissait point là de poésies bachiques, mais d'un cri de révolte contre les prescriptions coraniques qui interdisaient l'usage du vin ¹. « L'étranger, dit Darmesteter, est d'abord étonné et un peu scandalisé de la place que le vin occupe dans la poésie persane. Rien pourtant qui ressemble moins à nos vaudevires et à nos chansons à boire. Les chansons à boire de l'Europe ne sont que des chansons d'ivrogne ; celles de la Perse sont un chant de révolte contre le Coran, contre les bigots, contre l'oppression de la nature et de la raison par la loi religieuse. L'homme qui boit est pour le poète le symbole de l'homme émancipé... ² ».

La révolution de 1906 et les événements politiques qui la suivirent depuis, supprimant la contrainte religieuse, ce thème devenait sans intérêt et était, chez les poètes, supplanté par ceux de liberté, d'égalité, de progrès, etc...

La prose persane subit une influence beaucoup plus nette. Le souci de la propagation des idées nouvelles amena les écrivains à rechercher la simplicité de la forme au détriment du rythme, des images hyperboliques et de toutes les autres subtilités de langage jusque là en honneur. Le premier spécimen de cette prose avait été donné par le prince Malkam ³ ; mais c'est surtout après la révolution

1. Voir ci-dessus, p. 191.

2. M. J. Darmesteter, *Les Origines de la poésie persane*, Paris, Ernest Leroux, 1887, p. 63.

3. Il dirigeait en 1890, un journal portant le nom de *Ghanoun* (Loi). Voir ci-dessus, p. 128.

de 1906, date de naissance d'un véritable journalisme moderne en Perse¹ qu'on en remarquera la véritable éclosion. Quelques écrivains excellèrent dans ce nouveau genre, en tête desquels vient M. Dehkhoda² qui devrait être considéré comme le véritable novateur³.

L'influence de l'Occident allait également doter la littérature persane de deux genres qu'elle méprisait : le roman et le théâtre. Nous avons dit *qu'elle méprisait* et non pas *qu'elle ignorait*, car, contrairement à ce que certains auteurs ont pu croire, les Persans ont toujours

1. Avant 1906 plusieurs périodiques rédigés en persan étaient publiés, surtout hors de Perse, tels que le journal hebdomadaire *Akhtar* (L'Étoile), fondé en 1875 et publié à Constantinople ; *Ghanoun* (Loi) publié à Londres par le prince Malkam en 1890 ; *Hablolmatine* (*La Corde solide*), fondé en 1893 à Calcutta, etc. (Cf. E. Browne, *A Literary History of Persia*, Cambridge, University Press, 1928, t. IV, p. 468). Les journaux paraissant au même moment en Perse, tels que le journal *Iran* d'Etémades-Saltaneh, le journal *Adab* d'Adibol-Mamalek, le journal *Tarbiat* de Foroughi, etc... étaient généralement consacrés à des panégyriques de Nasséréddine Schah et de son fils.

2. Alors Rédacteur en chef du journal *Souré-Esrafil* (*La Trompette du Jugement dernier*) ; actuellement directeur de l'École de Droit et des Sciences Politiques de Téhéran.

3. Pour permettre une comparaison, nous allons donner, ci-après, la traduction de deux morceaux, l'un écrit dans le style d'il y a quelque cent ans, l'autre à la façon moderne. La comparaison de ces morceaux ne donnera, bien entendu, qu'une idée toute relative du changement subi par la prose persane, puisque la traduction fait toujours perdre bien des particularités de la forme :

I. « Le lendemain, lorsque le Monarque victorieux du soleil du Levant se dirigea, avec sa suite de bonne étoile, vers l'arc du pont des gouttes de ce fleuve à couleur d'indigo, la troupe prit la direction du pont de Malan et, au moment du goûter, arriva au bourg de Nâguahan, situé aux côtés du pont ; on y dressa les tentes de séjour et, sur l'ordre du Juge juste et à magnificence de Darius, les donjons des tentes frottèrent leurs fronts contre la hauteur des cieux aux alentours des camps contigus avec la victoire ; chacun des chefs et des généraux de

eu leur *ghésséhs*, ou romans, tels que *Romouzé-Hamzéh*, (les mystères de Hamzéh), *Rostame-Nameh* ¹, *Eskandar Nameh* ², *Emir-Chirouyeh*, *Hosseiné-Kord*, *Amir-Arsalân*, etc... et leurs pièces de théâtre, tels que les *ta'ziehs* ou mystères religieux, et les *taghlids* (imitations) ou farces, les uns et les autres également recherchés et goûtés du peuple. En effet, durant les longues nuits d'hiver, toute la famille réunie sous le korey ³, ou tous les habitués d'un ghahveh-khaneh ⁴, écoutaient avec un vif intérêt celui d'entre eux qui récitait par cœur ou lisait à haute voix l'un de ces romans populaires, pour la plupart historiques et racontant surtout les exploits des héros nationaux ou les aventures extraordinaires d'amants célèbres. L'enthousiasme montré pour les représentations théâtrales était encore beaucoup plus grand. « C'est une furie dans

l'armée fit creuser des fossés et construire des barricades dans son quartier ; ils installèrent aussi un monde de drapeaux sur l'étendue du sol » (Mirza Mehdi Khan, *Tarikhé Djahan Gochayé Nadéry* (Histoire des Victoires de Nader), Tabriz, 1264 de l'Hegire, p. 123.

II. — Le même passage que ci-dessus, mis en prose moderne par M. Saïd Naficy, homme de lettres, avec le souci d'employer le même vocabulaire :

« Le lendemain, lorsque les rayons dorés du soleil levant scintillèrent sur le fleuve et en transformèrent la surface en brocart entrelacé d'or, l'armée persane marcha du côté du pont de Malan, et arriva le soir même au bourg de Nâguahan, situé près du pont. Là, on campa sur l'ordre du souverain et chacun des commandants de l'armée fit creuser des fossés et établir des barricades autour de sa troupe. Des drapeaux furent plantés dans le sol. »

1. *Livre de Rostame*. Rostame est le héros légendaire national, l'Hercule persan.

2. *Le Livre d'Alexandre*, dans lequel Alexandre le Grand est peint comme un véritable souverain national.

3. Espèce de réchaud recouvert d'une grande couverture sous laquelle on étend les jambes.

4. Café.

toute la nation ; hommes, femmes et enfants ont les mêmes entraînements sous ce rapport, et un spectacle fait courir toute la ville ¹ ».

Mais ces romans populaires et ces pièces de théâtre, rédigés dans une langue souvent médiocre ou même incorrecte, par des auteurs restés inconnus, étaient reniés par la littérature officielle, et jamais aucun écrivain se respectant quelque peu ne consentit à s'abaisser à en composer. On y trouvait cependant de véritables chefs-d'œuvre. Les ta'zieh's surtout ont émerveillé certains auteurs étrangers, Gobineau en particulier qui déclare : « Je m'étonnerais moins s'il ne s'agissait que de chefs-d'œuvre à notre mode, mais à celle d'Eschyle ² ! »

Les rapports avec l'Occident ayant montré que ces deux genres y étaient en honneur, des essais ont été faits depuis une vingtaine d'années, pour les introduire dans la littérature persane. Jusqu'ici, on s'est surtout contenté de traduction ou d'adaptations ³. On compte cependant des productions originales dont le nombre augmente tous les jours. Toutefois, ces genres étant à leur naissance en Perse, aucune comparaison ni qualitative ni quantitative n'est encore possible avec des œuvres européennes.

1. Gobineau, *op. cit.*, t. II, p. 216.

2. Gobineau, *Les Religions et les philosophies dans l'Asie centrale*, Paris, G. Crès, s. d., t. II, p. 214. — Cf. Renan, *Les Téaziés*. — Chodzko, *Choix de Teaziés*, traduits.

3. Un grand nombre de romans d'Alexandre Dumas père ont été traduits. Beaucoup de comédies de Molière, traduites ou adaptées, ont été représentées à Téhéran.

CHAPITRE XX

L'AFFRANCHISSEMENT ET L'AFFERMISSEMENT DU SENTIMENT NATIONAL

Le Chiisme encombré de superstitions. — L'antagonisme des pouvoirs religieux et civil. — L'utilité des Mollahs. — La fermeture du bazar et le *bast*. — Le peuple est le jouet d'un clergé corrompu. — Le danger de cet état de choses. — Les dernières luttes des deux pouvoirs. — Les raisons du fiasco des Mollahs. — L'hypocrisie du clergé. — Le jeûne de Ramazan. — L'affaiblissement du sentiment religieux. — Les mesures prises en vue de l'affranchissement du sentiment national. — L'uniformisation du costume persan et ses avantages. — Les voyages du Schah et ses discours. — Le patriotisme français devant servir d'exemple et de modèle. — Résultats obtenus.

Nous avons étudié dans le chapitre II les mesures ingénieuses qu'avaient prises les Safavis en vue d'isoler la Perse dans le monde musulman et de lui donner une individualité propre. Ce but, ils l'atteignirent en identifiant le sentiment national et le sentiment religieux. Le Chiisme, en effet, produisit ce miracle qu'il permit au Persan de se considérer bon musulman tout en restant bon patriote, c'est-à-dire tout en reniant l'autorité du Khalife, chef spirituel et temporel de l'Islam. Désormais, ce dogme tenant lieu du sentiment national, allait servir de lien aux diverses races de l'Iran. Mais les docteurs de la nouvelle foi, soucieux de l'asseoir sur un ensemble de

traditions, en imaginèrent, à chaque instant, de nouvelles. Chacun s'ingénia à retrouver dans l'Histoire des paroles, des sentences, des jugements attribués aux Imams ; on ne manqua pas, comme on le pense bien, d'en inventer. Et bientôt, ce fut un excellent moyen d'exploiter la piété publique, laquelle ne tarda pas à être submergée sous un flot de superstition telle qu'elle faisait déjà dire à Chardin : « Il n'y a pas de peuple au monde plus superstitieux que les Persans ». Les *Mollahs* ¹ ne s'en trouvaient que plus puissants et arrivaient ainsi à pouvoir se mesurer avec le gouvernement. Tout le *xix^e* siècle est caractérisé par l'antagonisme de ces deux pouvoirs, religieux et civil, celui-ci représenté par la Cour, celui-là par le clergé ou les *Mollahs*. Bien que ces derniers méritassent beaucoup de reproches pour avoir été atteint de corruption et avoir maintenu le peuple dans l'ignorance, on ne saurait nier l'aide efficace qu'ils lui prêtèrent en maintes occasions contre le gouvernement autocrate et tyrannique qui le pressurait. En effet, chaque fois que les exactions d'un gouverneur devenaient excessives, le peuple prenait refuge auprès d'un grand Modjtéhéd ², seule autorité de taille à se mesurer avec l'oppresseur et même à avoir parfois raison de lui. Le procédé habituel employé par le peuple en cas de protestation contre l'autorité civile était la grève générale. Il fermait le bazar et, sous la conduite du clergé, se rassemblait dans les mosquées ou cherchait asile, *bast*, dans un sanctuaire. Ce procédé était infailible ; il faisait tomber des gouverneurs, voire des gouvernements. On comprend

1. Mollahs (ou Mullahs) et Olama (ou Ulémas) sont les noms des prêtres musulmans.

2. Grand Mollah, docteur de la religion musulmane.

aisément quel instrument terrible devenait ainsi le peuple entre les mains des *Mollahs*. Pendant les vingt premières années du siècle actuel, ils s'en servirent souvent de façon abusive, pour des visées politiques ou des intérêts particuliers. Des notabilités persanes et étrangères se servirent également de cette force, à l'insu du clergé ou même parfois avec la complicité consciente de quelques-uns de ses membres, achetés à prix d'or. Ainsi, une mesure gouvernementale, déplaisant à telle Légation étrangère, pouvait-elle provoquer, comme par enchantement, la fermeture du bazar et, en conséquence, être rapportée.

Le Souverain actuel, dès son entrée, en 1921, dans la vie politique, eut à lutter contre le pouvoir des *Mollahs*. Bien que ces derniers eussent perdu leur prestige, même auprès du peuple, ils semblaient représenter encore une force digne d'être combattue. Cette lutte, avec ses différentes phases de ménagements, de violence et d'accalmie, est l'une des plus curieuses que l'on ait connues depuis un demi-siècle en Perse. Le Souverain finit par remporter un succès décisif : l'arrestation et l'exil de *Modarrès*, le plus fameux de ces *Mollahs*-politiciens, et l'échec de la dernière fermeture du bazar (1927) en signe de protestation contre le service militaire obligatoire et le port du *kolah Pahlavi* ¹, marquèrent la fin de l'hégémonie des *Mollahs* et la mort du pouvoir religieux.

Le clergé chiite portait en lui, il faut en convenir, des germes de faiblesse et de ruine. D'abord il n'avait ni une

1. C'est le nom de la nouvelle coiffure persane, à laquelle le clergé reprochait sa visière, parce que, d'une part, elle rappelait les coiffures des *infidèles*, des Européens (ou *Farangis*) et, d'autre part, gênait les fidèles pendant la prière, au moment où ils ont à poser leur front contre le sol.

organisation ni une hiérarchie comparables à celles, par exemple, du clergé catholique. C'était une maison ouverte où pouvait pénétrer qui voulait. Il suffisait, en effet, de se coiffer d'un turban pour se déclarer Mollah ; la science ou le charlatanisme, la dévotion réelle ou savamment affectée du novice lui attiraient des fidèles dont le nombre donnait la mesure de son importance. Ensuite, l'interprétation des textes et des paroles sacrés ne connaissant pas de limites, et les Mollahs s'y livrant à chaque instant, conformément à leurs intérêts, la foi prêchée par eux avait fini par perdre son sérieux. On sait que, grâce à eux, *Ali* et *Hossein* étaient devenus de véritables dieux : ils vendaient à la populace leurs paroles transmises par la tradition et le récit plus ou moins authentique de leur martyre, ainsi que la terre bénite importée du pays précieux où ils sont enterrés et qui possède toutes les vertus curatives ¹. Enfin, la corruption de ces Mollahs devenait apparente et, entre autres défauts, leur hypocrisie et le degré auquel ils la poussaient les rendaient insupportables. On sait, pour ne citer qu'un exemple de cette hypocrisie, que la Musique est défendue par l'Islam ² ; celui qui en joue et celui qui en écoute, commettent tous deux un péché. Si donc, en passant dans la rue, le Mollah entendait une musique quelconque il faisait les grimaces de l'homme scandalisé, se bouchait les oreilles et pressait le pas, tout en grommelant contre les impies. Or, la plupart du temps, il était lui-même attendu dans sa maison par des musiciens et des boissons alcooliques, vin de Chiraz, eau-de-vie d'Ispahan, également défendues par le Coran ³. Ce qui

1. Pendant la prière, on se sert également de cette terre sur laquelle on frotte le front.

2 et 3. — Voir ci-dessus p. 191 (notes 1, 2, 3).

importait, c'était l'apparence, la forme ; il était permis de tout faire pourvu que l'on fût dans un lieu retiré, de tout boire, même du cognac ¹ pourvu qu'il ne se trouvât pas dans la bouteille compromettante, mais eût été préalablement versé dans une théière et que l'on eût soin de se laver la bouche après la libation.

Cette hypocrisie, qu'on essayait de justifier par un *khabar* — parole attribuée à un Imam — qui recommande d'éviter de faire parade d'immoralité ² avait fini par atteindre le peuple et son gouvernement. Par exemple, pendant le mois de Ramazan, c'est à peine si un centième de la population, se conformant aux prescriptions religieuses, respectait le jeûne ; mais tout le monde était tenu de faire semblant. Si donc quelqu'un, pendant ces jours sacrés, mangeait la moindre chose ou fumait en public, non seulement il s'exposait aux pires insultes de la part de la populace, mais il était arrêté par les Gardiens de la Paix, conduit au poste de Police, et se voyait infliger une amende variant de 10 à 50 krans, soit de 20 à 100 francs.

En même temps que les Mollahs perdaient, par leurs fautes, leur autorité morale, les idées nouvelles, importées d'Europe, accablaient d'autant de coups le dogme dont ils avaient fait un amalgame de superstition, de fétichisme et de paganisme. Le sentiment religieux ayant ainsi perdu de sa vigueur n'offrait plus un lien suffisant pour assurer l'unité nationale. D'ailleurs les raisons d'ordre politique qui avaient présidé à la fusion du sentiment national et de la foi religieuse ayant disparu,

1. Doublement mauvais, puisque préparé par les infidèles *Farangis*.

2. Le *khabar* en question recommande d'éviter le *tadjahoré bé jessgh* (parade d'immoralité).

puisque'il n'y avait plus rien à craindre du côté du Khalifat aboli ¹, rien ne s'opposait à leur séparation, rendue même indispensable par les circonstances, surtout après la faillite des Mollahs.

Il s'agissait donc, pour réveiller et affermir le sentiment national, de le libérer de l'emprise religieuse. Le moment était favorable : tout concordait, comme nous l'avons signalé ², en faveur d'un courant de nationalisme ; pour l'encourager, de nombreuses mesures furent prises. Celles-ci, dont nous dirons deux mots, n'avaient pas la prétention de créer le sentiment national, mais seulement de le stimuler ; car ce sentiment, basé sur tout ce qui constitue l'héritage moral des aïeux, a toujours existé en Perse et s'est maintenu au-dessus de toutes les transformations politiques. « Les Persans sont une nation très ancienne, et, comme ils le disent eux-mêmes, la plus ancienne peut-être du monde qui ait eu un gouvernement régulier et ait fonctionné sur la terre comme un grand peuple. Cette vérité est présente à l'esprit de toute la famille iranienne. Ce ne sont pas seulement les classes lettrées qui la connaissent et qui l'expriment ; les gens du plus bas étage s'en repaissent, y reviennent volontiers, et en font le sujet de leurs conversations ordinaires. C'est là la base du ferme sentiment de supériorité qui constitue une de leurs idées communes, et une portion importante de leur patrimoine moral » ³.

1. Le Khalifat universel a été aboli par le gouvernement kémaliste en mars 1924.

2. Voir ci-dessus ch. xvi.

3. Gobineau, *Trois ans en Asie*, t. II, p. 5. — Comme le remarque plus loin cet auteur, dans ce pays, « les Français sont considérés, sous ce rapport, comme les Persans de l'Europe. »

Parmi les mesures prises, depuis 1921, la première fut de soumettre militairement à l'autorité du gouvernement central les grandes notabilités de provinces et les chefs des tribus, et d'entretenir des garnisons de troupes régulières dans les coins les plus reculés du pays. Inutile de rappeler qu'une telle opération y était, depuis plus d'un siècle, sans précédent.

Une deuxième mesure fut l'uniformisation du costume persan. On sait que les dix à douze millions de Persans, quoique de même race et, sauf de rares exceptions, de même langue et de même religion, formaient des groupements que les grandes distances qui les séparaient et l'état rudimentaire des routes rendaient hétérogènes. Chacun d'eux avait en propre ses mœurs et ses coutumes ainsi que son costume. Les Lours, les Kurdes, les Torcamanes, les Chahsavanes, les Baloutches, les Bakhtiaris... s'habillaient si différemment qu'il leur était difficile de se considérer comme appartenant au même pays. Le Schah actuel décida de créer un costume masculin national ; le Madjless donna à la volonté souveraine force de loi, et depuis le 1^{er} *Farvardine* 1309 (21 mars 1930), tous les Persans ¹ portent un veston et une coiffure dite *pahlavi* ², semblable au képi d'officier français sans galons.

Cette mesure provoqua beaucoup de critiques. Les occidentaux épris d'exotisme regrettèrent la disparition de ces habillements de formes et de couleurs si variées et si pittoresques, supplantés ainsi par le veston banal et le képi sans beauté empruntés à l'Europe. D'autres émirent l'avis que la mesure était superficielle et sans

1. Sauf le clergé qui continue à porter le manteau long et le turban.

2. Du nom du Souverain.

aucune portée sociale. Nous reconnaissons qu'elle a porté un nouveau coup à la couleur locale et privera le voyageur de s'extasier sur les « bonnets arrondis du Nord en feutre gris brun ; les bonnets de peau de mouton habituels aux gens du Caucase ; les bonnets blancs des Bakh-tiaris, les bonnets noirs et évasés de ceux de Chiraz ; les turbans des Béloutches de Kirman... »¹. Mais nous estimons qu'au point de vue social, elle dénote un sens psychologique dont le Schah actuel a fait preuve, plus d'une fois, au cours de sa carrière. En effet, elle semble reposer sur le principe de l'influence réciproque que le physique et le moral ont l'un sur l'autre. Le costume national persan, porté sans relâche par tel homme de tribu, dans une région éloignée, lui donnera le sentiment d'appartenir à une vaste unité nationale et non plus à un clan particulariste. D'autre part, ce trait commun, précisé-ment parce qu'il est superficiel et visible, rapprochera les différents groupes de Persans — les Torks (Turcs) d'Azerbaïdjan, les Kurdes, les Lours, les Arabes du Khouzistan, les Baloutchs, etc. — qui naguère se traitaient parfois en adversaires, et aidera à les faire sympathiser. Ensuite, si les minorités arménienne, guèbre, juive, sentaient une gêne dans leurs rapports entre eux et avec leurs compatriotes musulmans, c'était un peu à cause des particularités apparentes de leurs tenues respectives. Une fois les signes distinctifs extérieurs des divers dogmes effacés, l'esprit d'animosité tendra à disparaître entre tous les Persans. Enfin, et c'est là, pensons-nous, la raison principale de cette mesure, le problème social consistant dans l'eupéanisation du Persan, on estima

1. E. Aubin, *op. cit.*, p. 230.

que l'imitation de la tenue extérieure ne manquerait pas d'aider à l'adoption des idées ; que le Persan en abandonnant sa longue robe, son *aba*, son bonnet, qui semblaient servir d'emblème et de refuge au traditionalisme, capitulerait définitivement devant la poussée de la civilisation occidentale à laquelle il se livrerait désormais sans honte et sans contrainte. Et de fait, habillé d'un veston court et d'une coiffure à visière, il paraît moins gêné dans la marche vers le progrès moderne.

Une autre initiative du Souverain, toujours en vue de la même fin, était d'entreprendre une série de voyages dans les diverses villes de Perse ; il en baptisait certaines, changeant leurs anciens noms d'origine étrangère, contre des noms rappelant quelque souvenir historique, une légende nationale, ou destinés à immortaliser son nom et celui de sa dynastie ¹. Partout il prêchait l'amour du pays, le souci de sa grandeur. A Téhéran, il s'est mis à

1. Voici quelques villes de Perse dont les noms ont été ainsi changés :

Pahlavi, au lieu d'*Enzeli*, sur la mer Caspienne.

Rézaïeh, au lieu d'*Ourmieh*, ville de l'Azerbaïdjan (*Rézaïeh* : de Réza prénom du souverain actuel).

Schah-Réza, au lieu de Ghomechéh, entre Ispahan et Schiraz.

Schahpour, au lieu de *Salmas*, ville de l'Azerbaïdjan, détruite par des secousses sismiques au début de 1930 et reconstruite suivant un plan nouveau (*Schahpour* signifie : fils de schah. C'est ainsi qu'on appelle actuellement le Prince Héritier dont le nom, sous les Kadjars, était Valiahd).

Zabol, au lieu de *Nosratabad*, capitale du Sistan. La province du Sistan s'appelait autrefois Zaboléstân et sa capitale, Zabol. Rostame, le fameux héros légendaire persan dont les exploits sont racontés dans le *Schahnameh* (Livre des Rois), l'œuvre épique de Ferdôcy, était originaire de Zabol. Aussi l'appelle-t-on parfois Rostamé-Zaboli.

Zahédan, au lieu de *Dozdab* (Duzdab). Au cours d'un de ses derniers voyages, le Schah, mécontent qu'une de ses villes s'appelât « voleur

recevoir en audience, une fois par semaine, dans son palais privé, les Députés et les notabilités auxquels il tient des discours dans le même sens ¹. Les journaux prennent à charge de les commenter.

Une dernière mesure, et non pas des moins importantes, est le choix de la France, malgré toutes les campagnes défavorables ², comme le pays où les boursiers du gouvernement doivent aller parfaire leurs études. Le discours du Schah lors du départ, en 1928, du premier groupe de ces boursiers, au nombre de 110, est tout à fait significatif à ce sujet. Après avoir exprimé sa satisfaction du départ en Europe de ces jeunes gens, il leur dit : « Vous devez savoir pourquoi, tout en appartenant à un pays monarchique, vous êtes envoyés dans une République comme la France. C'est un pays où le patriotisme est très en honneur ; vous aurez à suivre l'exemple des Français et à aimer votre pays autant qu'ils aiment le leur ³. »

Toutes ces mesures ont abouti à des résultats ; désormais, le sentiment religieux peut faiblir, disparaître, le sentiment national affranchi de son joug pourra subsister tout seul. Déjà, nous avons pu entendre de nos propres

d'eau » ce que Dozdab, en effet, signifie littéralement, ordonna qu'à l'avenir elle porterait le nom de Zahédan, en souvenir d'une ancienne ville, située près de Dozdab et détruite par Tamerlan.

Iranschahr, au lieu de *Fahradje*, dans le Baloutchestan.

Bandar-Schah, ou port du Schah, sur la mer Caspienne, récemment fondé et devant servir de terminus Nord au chemin de fer transpersan.

Bandar-Schahpour — ou port du fils du Schah, sur le Golfe Persique près de Mohammerah, également de fondation récente et devant servir de terminus Sud au chemin de fer transpersan.

1. Actuellement cette audience est donnée tous les lundis.

2. Cf. plus loin, p. 256.

3. Le texte de ce discours a paru dans tous les journaux de Téhéran, le 4 octobre 1928.

oreilles un homme du peuple qui, peut-être hier encore, se fendait le crâne à l'anniversaire du martyr de Hossein, dire à son sujet : « Homme de bien, saint, martyr, il a peut-être été tout cela et tout ce qu'on voudra encore ; mais il n'était qu'un Arabe et il ne m'intéresse pas ; car tout ce qui n'est pas de ma patrie, tout ce qui n'est pas *irani* (persan) ne peut pas m'intéresser. »

CHAPITRE XXI

LES RÉPERCUSSIONS DU CONTACT SUR LA VIE SOCIALE

Le Persan dans le minimum de besoins et le maximum de bonheur. — La nouvelle conception de la vie imposée aux Persans. — Une résistance vaine. — La juxtaposition de la vie européenne à la vie persane. — L'augmentation des besoins, la diminutions des recettes. — La corruption de la classe dirigeante. — La masse du peuple reste intacte. — Exemples de sa probité. — Le Persan n'est pas fanatique. — Les manifestations d'apparence religieuse. — Les nouvelles distractions : le cinéma et le gramophone. — La condition de la femme persane. — La polygamie et le divorce, — L'instruction des filles. — L'émancipation de la femme persane.

Avant de faire connaissance avec les conditions de vie et le confort de l'Occident, le Persan vivait, avec un minimum de besoins, dans un maximum de bonheur. En effet, d'une part la bonté du climat, la fertilité d'un sol immense pourvoyant amplement à des besoins matériels limités, lui épargnaient, sous ce rapport, tout souci ; d'autre part, l'enseignement de ses maîtres, tels que Saadi, Djalaléddiné-Roumi, Khayyam, etc., donnant à son esprit une grande élégance, lui fournissait une vision si philosophique de la vie qu'elle ne pouvait point lui être à charge. Un morceau de pain, un peu de fromage et une grappe de raisins — pour « enrayer la faim » (saddé

djou'e) — un livre de poésie et le murmure d'un petit ruisseau, voilà les éléments constitutifs de la félicité d'un sage persan. La compagnie d'un ami compréhensif ou de la bien-aimée, les douceurs du printemps et le chant du rossignol... étaient des agréments supplémentaires, poussant le bonheur à son paroxysme. La suprême sagesse, comme le remarque Loti, était donc de laisser ainsi « les choses comme elles sont, de prendre les jours comme ils viennent, de suivre les traditions ancestrales... » ¹. Gobineau avait été déjà frappé de la bonne santé et de la bonne humeur du peuple persan et il en parle fréquemment dans *Trois ans en Asie*. « Cet air de bonne santé et de bonne humeur, dit-il, je ne me suis jamais lassé de l'admirer chez les Persans. Il est impossible de croire quand on les contemple que ces gens-là soient malheureux ou méchants, et en effet ils ne sont ni l'un ni l'autre ² ». Ailleurs il ajoute : « De cette absence complète d'inquiétude sur les nécessités premières de la vie, il résulte que la nation persane est une nation très gaie, très insouciant, et qui a le plaisir en grande recommandation » ³.

Cette félicité, les Persans essayèrent de la conserver le plus longtemps possible et c'est l'une des raisons pour lesquelles ils se montrèrent, jusqu'à ces dernières années, rebelles à l'occidentalisation. Ils ne s'étaient jamais lassés de répéter avec l'amertume de celui qu'on arrache brutalement à un doux sommeil : « A quoi bon d'aller si vite, de se tracasser pour si peu de chose ? Les peuples qui se mettent en peine pour améliorer les choses sont-ils

1. Loti, *Vers Ispahan*.

2. Gobineau, *op. cit.*, t. I, p. 209

3. Gobineau, *op. cit.*, t. II, p. 181.

réellement plus heureux que nous ? Ayant vécu des milliers d'années sans machines... pourquoi ne continuions-nous pas ?... » Mais le courant qui soufflait de l'Occident était beaucoup trop fort pour ne pas emporter, comme de la poussière, cette indolente sagesse. Le Persan sentit, malgré lui, augmenter ses besoins et dut s'adapter aux nouvelles exigences de la vie dont une nouvelle conception s'imposait à lui.

Et tout d'abord, les meubles et les objets manufacturés d'Europe firent sur lui le même effet que des jouets sur les enfants : il voulut en avoir. Plus tard, il fut plus exigeant ; le confort moderne et le luxe le séduisirent et, à mesure de leur importation en Perse, devinrent une nécessité dans sa vie. Il ne put plus se contenter, pour son vêtement, des étoffes qu'il tissait lui-même à la main et se mit à acheter des draps fins d'Angleterre. Ce fut un début ; bientôt, des pieds à la tête, tout son habillement lui vint d'Europe : les chaussures, le sous-vêtement et le vêtement, le col, la cravate, l'étoffe de son *kolah* (coiffure) ainsi que toutes « ces curieuses bagatelles que l'on porte sur soi autant pour la vanité que pour l'usage », au dire de La Bruyère, telles qu'une montre, une bague, un canif, une pochette, un stylographe, une épingle de cravate... Dans sa maison, ses dépenses doublèrent en même temps, car, ne sachant se défaire de ses habitudes ancestrales, il juxtaposa à sa vie persane celle qu'il imitait de l'Europe. Ses appartements continuèrent à être couverts de tapis, comme par le passé ; mais un mobilier européen, des chaises, des tables, des fauteuils s'y ajoutaient. Son goût pour le luxe ne fit que s'accroître ; bientôt, il voulut avoir son automobile. En 1922 il y en avait à Téhéran une dizaine ; aujourd'hui, on peut en compter

des milliers... En un mot, dans toutes les branches de la vie, ses besoins se sont multipliés.

Les effets de ce nouvel état d'esprit ne furent pas très heureux ; la santé, le bonheur, et même la moralité du Persan s'en ressentirent fâcheusement. En effet, celui-ci ne put pas augmenter ses ressources proportionnellement à ses besoins. La tutelle économique et politique imposée à son pays par la Russie et l'Angleterre, d'une part, l'autocratie inintelligente des Kadjars et l'insécurité des routes, d'autre part, non seulement rendaient impossible tout accroissement des revenus, mais les diminuaient. Les industries nationales disparaissaient progressivement, l'agriculture et le commerce suivaient une courbe dangereuse. Le Persan finit donc par se trouver dans la situation délicate de l'homme qui dépense beaucoup plus qu'il ne gagne. Si son pays était menacé par une faillite économique, lui, de son côté, allait vers une faillite morale non moins grave. Voilà la genèse de cette corruption des mœurs que certains auteurs ont remarquée en Perse et que certaines diplomaties étrangères intéressées n'ont pas manqué d'encourager.

Heureusement, de cette corruption n'étaient touchés que le clergé, la Cour et les fonctionnaires ; la masse du peuple, la force vive et réelle de la nation, y restait étrangère et faisait montre, dans les moments les plus aigus de la crise, d'une foncière probité. Entre autres traits, il n'était pas rare — et aujourd'hui encore le cas est assez fréquent ¹ — que des commerçants confiassent, sans aucun contrat signé, sur un simple accord verbal, leurs

1. Sur les routes, bien entendu, où le trafic se fait encore par ces moyens rudimentaires.

marchandises à des muletiers qui en assuraient le transport sur un trajet de plusieurs centaines de kilomètres. Le voyage durait plusieurs mois, mais les marchandises arrivaient intactes à destination ¹. Les transactions entre les gens du peuple et les négociants se faisaient sur parole ; presque jamais un écrit n'était échangé. « J'ai vu l'un d'eux (négociants) envoyer sur demande verbale 18.000 francs en or, dans un sac de soie scellé, et déchirer le reçu qu'on lui offrait, se déclarant offensé de cette façon d'agir. Etant à Téhéran, j'ai reçu d'Hamadan, qui en est à sept jours de marche, par l'intermédiaire d'un muletier, un paquet contenant pour trois mille francs de médailles antiques. Je n'avais jamais entendu parler de l'homme qui me faisait cet envoi. Ainsi il ne suspectait ni son muletier, ni un Européen inconnu, ce qui me paraît la preuve la plus convaincante de sa probité personnelle » ². Des traits de ce genre, nous le répétons, sont encore aujourd'hui bien souvent constatés, malgré le contact étroit avec l'Occident et avec ses procédés de transaction trop rigoureux.

C'est ce fonds d'honnêteté et d'autres bonnes qualités morales du peuple, qui finit par se révolter et amena les bouleversements politiques et économiques que la Perse traverse depuis quelques années, prouvant une fois de plus que le salut d'une nation réside dans la masse du peuple. C'est, en effet, de là que sont toujours sortis les hommes de génie et les grands bienfaiteurs de l'humanité.

1. Sauf, il va de soi, lorsque les routes étaient infestées de brigands auquel cas le muletier et ses bêtes souffraient autant que les marchandises qui leur étaient confiées.

2. Gobineau, *op. cit.*, t. II, p. 132.

L'Occident n'influença pas seulement la façon de vivre des Persans, il modifia également leur façon de penser et de sentir. Nous avons étudié les transformations qui se manifestèrent dès 1906 dans le domaine politique ; nous allons dire deux mots de celles que l'on constate dans le domaine social et religieux.

Contrairement à certaines apparences, les Persans n'ont jamais été un peuple fanatique ; bien au contraire, un fonds de scepticisme a toujours constitué l'une des caractéristiques de leur esprit. Pour un étranger qui s'est trouvé un jour d'« Achoura » ¹ en Perse et a assisté à des processions religieuses, entendu les cris rauques de « Hassan-Hossein » et vu des hommes à demi-nus frapper des coups formidables sur leurs poitrines débraillées et se taillader le crâne à coups de sabre, il est impossible de ne pas conclure à un violent fanatisme religieux. Cependant il n'en est rien ; tout cela n'est en réalité que la continuation routinière des manifestations nationales ayant pour signification l'exécration des ennemis de la Perse représentés, à l'origine, par les Khalifes omeyyades et, plus tard, par les puissances étrangères voisines de la Perse, notamment par la Russie et son tsar. Parmi les rares Européens qui semblent avoir pénétré cette vérité, il convient de rappeler le nom d'Aubin ², qui, au cours de son séjour officiel à Téhéran, put se rendre compte que des considérations purement politiques modifiaient l'aspect de ces cérémonies religieuses : un jour d'*Achoura* ayant coïncidé avec les fiévreuses journées de la Révolution,

1. Le dixième jour du mois de Moharram, premier mois de l'année lunaire arabe, anniversaire du martyre d'Hossein.

2. De son vrai nom Descos (Léon Eugène Aubin Coullard) ; il était, en 1906, Ministre de France en Perse.

des fidèles « se tailladèrent avec enthousiasme devant la Légation d'Angleterre, pour remercier la diplomatie britannique du concours prêté par elle à la révolution persane ¹ ».

Plus tard, dès les premières années de la période actuelle, la raison d'être de ces cérémonies ayant disparu puisque la Perse devenue forte ne craignait plus l'oppression de l'étranger, on s'attendait à ce qu'elles disparaussent aussi. Mais on les maintint par habitude et parce qu'elles constituaient des passe-temps collectifs assez récréatifs par certains côtés. L'on continua donc à se promener dans les rues en chantant en chœur, à boire des sorbets et du thé gratuits, mais on se frappa moins fort la poitrine et l'on s'abstint généralement de se fendre le crâne. Si quelques-uns, appartenant à la lie de la société, persistèrent encore à se faire quelques petites égratignures, ce fut bien moins à cause des vœux qui les y obligeaient que par vanité : ils ne pouvaient renoncer à cette pratique, parce qu'ils ne voulaient pas passer auprès des compères pour des couards. Aussi, a-t-il suffi que la Police se montrât quelque peu défavorable à la promenade de ces groupes de gens à crânes fendus, pour qu'ils renonçassent immédiatement à cet usage barbare, très satisfaits de ce prétexte — l'opposition de l'autorité — qui laissait leur honneur sauf. Depuis deux ans, le spectacle sanglant de l'Achoura est donc épargné à la population et ses acteurs, allégés du poids de cette corvée ; car personne, comme on s'en doute bien, n'a songé à se livrer chez soi, et sans admirateurs, à cet acte méritoire.

Pour lutter contre les manifestations présentant

1. Aubin, *op. cit.*, p. 168.

quelque caractère religieux, le gouvernement chercha pour le peuple des occupations d'un ordre plus récréatif. Il s'agit des gramophones, avec les disques des meilleurs musiciens persans, dont il encouragea la diffusion, ainsi que des salles de cinéma. A Téhéran, le nombre de celles-ci a passé en un an et demi, de une ou deux à une quinzaine, alors que, pour les gramophones, le moindre café, dans le quartier le plus pauvre, en possède un, répandant aux alentours les mélodies célèbres et les chansons populaires. Pour saisir la portée des changements survenus, il faut se rappeler que, dix ans auparavant, personne n'osait faire de la musique en public sous peine d'être insulté ou excommunié par les Mollahs et malmené par la foule ¹. Celle-ci fit, elle-même, rapidement, son choix entre les anciennes cérémonies religieuses et les nouvelles distractions. Autrefois, dans chaque quartier, la veille du vendredi, jour de repos, elle se réunissait dans un café pour chanter en chœur et se frapper la poitrine en souvenir de Hossein ; aujourd'hui, elle n'y va que pour entendre un nouveau disque d'une célèbre chanteuse.

La rapidité et la facilité avec lesquelles toutes ces manifestations d'apparence religieuse ont été supplantées par des distractions profanes, prouvent assez qu'elles ne traduisaient point ni un sentiment de foi profond, ni un fanatisme religieux, mais simplement une révolte contenue contre les oppresseurs, ou un besoin naturel de distraction et de gaieté qui étaient, sous toute forme non religieuse, refusées au peuple persan par ses Mollahs chiites.

Une autre transformation remarquable que la société

1. Cf. p. 201.

persane doit à l'Occident est celle de la condition de ses femmes. Tous les voyageurs ont été frappés du peu de cas qu'on faisait de celles-ci en Perse. Recouvertes, dans la rue, de la tête aux pieds par un voile qui les cachait aux yeux des hommes, elles ne prenaient aucune part à la vie sociale, n'assistaient à aucune réunion, ne pénétraient dans aucun café, théâtre ou autre lieu publics ¹, vouées éternellement à la garde et à l'entretien de la maison et des enfants, ainsi qu'aux menus soins du ménage. Elles devaient également rester fidèles à leurs maris dont elles n'étaient pas autorisées à attendre la même constance. Aussi leur éducation était-elle négligée et ne prenait-on pas la peine de leur faire apprendre rien qui fût étranger au ménage. On leur refusait même l'enseignement de la lecture et de l'écriture. Elles vivaient entre elles comme les hommes vivaient entre eux ; celles-là ne s'entretenaient que de ceux-ci, lesquels, en retour, ne se disaient jamais rien au sujet de leurs femmes dont ils paraissaient avoir honte. En effet, il était de la dernière inconvenance de demander à quelqu'un — qui ne manquait pas de rougir jusqu'au bout des oreilles — fût-il un ami intime, des nouvelles de sa femme, de sa fille, de sa sœur ou de quelque autre femme de sa famille, dont on devait décemment ignorer l'existence. Cette destinée, à laquelle les Persanes étaient habituées depuis des siècles et dont elles ne se plaignaient pas du tout, elles la devaient en grande partie à la doctrine islamique, exagérée par les traditions émanant des Imams. On sait que l'homme est autorisé par l'Islam à entretenir à la fois un nombre

1. Sauf dans les cérémonies religieuses où elles avaient d'ailleurs leur coin à part.

indéfini d'épouses ; quatre d'entre elles seront des épouses définitives et pour la vie (aghdi), alors qu'il sera marié avec les autres (appelées *sighéhs*) sous le régime temporaire, pour des durées déterminées pouvant varier entre un instant et quatre-vingt-dix-neuf ans, ou plus. Mahomet donnant lui-même l'exemple de la polygamie, avait neuf épouses définitives à la fois ¹. Cet exemple fut pieusement suivi par les saints Imams d'abord ², par la masse des croyants ensuite. Fathali Schah, un bon roi musulman ayant régné en Perse il y a à peine cent ans ³, est assurément l'un de ceux qui ont dû le plus mériter de l'Islam, puisque son *andaroun* (harem) était peuplé de deux à trois cents épouses. Comme si cet affront ne suffisait pas à punir la femme de son *infériorité*, un autre moyen fut mis à la disposition de son conjoint : nous voulons parler du divorce dont le droit est presque unilatéral dans la doctrine mahométane et qui était, comme le remarque justement Gobineau, « la plaie de la société persane » ⁴.

Cette opinion concernant l'infériorité de la femme ⁵ fut entretenue au cours des siècles par les traditions attribuées aux Imams (les *akhbârs*) et par des avis réitérés,

1. Le commun des mortels n'a droit qu'à quatre épouses *définitives* en même temps ; Mahomet seul a été autorisé à en avoir neuf.

2. A l'enterrement d'Imam-Hassan, 2^e Imam, fils aîné d'Ali et son successeur, trois cents veuves pleuraient leur saint mari.

3. Cf. ci-dessus chap. VIII.

4. Gobineau, *Les religions et les philosophies dans l'Asie centrale* Paris, G. Crès, s. d., t. II, p. 89.

5. Il faut toutefois reconnaître qu'au point de vue juridique la femme musulmane est, par rapport aux femmes de l'Occident, très avantagée, puisque le mariage ne la frappe pas d'incapacité, qu'elle a toujours le droit de gérer ses biens, de donner des signatures, d'ester en justice, ... indépendamment de son mari.

émis par les docteurs de l'Islam ; ils ne se sont vraiment pas montrés, ni les uns ni les autres, prodiges de galanterie à l'égard du beau sexe dont le moins qu'ils aient dit est que la raison est incomplète chez lui ¹.

On ne s'étonnera pas outre mesure lorsqu'on apprendra que, il y a vingt-cinq ans, dans toute l'étendue de l'Empire de Perse, il n'existait pas une seule école de filles. L'instruction de celles-ci était considérée comme contraire aux prescriptions religieuses et aux bonnes mœurs et les plus grands ennemis de la femme, les Mollahs, ne se lasaient pas de le répéter à tout instant ². Aussi l'homme qui eut l'audace, il y a un quart de siècle, de fonder la première école de filles, risqua-t-il d'être lapidé et ne dut-il son salut qu'à la fuite... Mais rien ne pouvait désormais résister au courant des idées venant d'Europe ; d'ailleurs, la corruption des Mollahs, qui n'était plus un secret pour personne, leur faisait perdre leur popularité et leur prestige ; peu à peu l'on prit plaisir à faire exactement le contraire de ce qu'ils prêchaient. Cependant pour éviter de donner un prétexte à la populace que menait toujours le clergé, les progressistes cherchèrent dans le Coran et dans les *ahadices* et *akhbârs* — les traditions sacrées —, ces immenses océans d'idées à interprétations multiples, sinon contradictoires, et il ne leur fut pas difficile de découvrir des paroles attribuées aux Imams, qui recommandaient l'instruction des femmes ; la moins équivoque et la plus fameuse : « C'est un devoir pour tout musulman

1. « Zann nâghessol-aghl'ast. »

2. Cela ne veut pas dire qu'ils s'en privaient ; bien au contraire, ils pratiquaient la polygamie plus que toutes les autres classes de la société — affectionnant particulièrement le mariage à terme.

et toute musulmane de chercher le savoir »¹ fut affichée partout et inscrite sur l'écriteau placé à l'entrée des premiers établissements scolaires de jeunes filles. Le nombre de ceux-ci dépasse aujourd'hui la centaine à Téhéran et le Ministère de l'Instruction Publique a officiellement la charge de l'éducation des filles au même titre que celle des garçons.

Un parti politique² eut l'audace, il y a dix ans, d'insérer parmi les articles de son programme l'émancipation de la femme persane, et, à partir de cette date, une campagne d'abord voilée, ensuite ouverte, fut entreprise en faveur de cette idée par toute la presse de la capitale ; en 1928, la Préfecture de Police, qui jusque-là s'était montrée, dans les questions d'ordre social, l'agent d'exécution des idées réactionnaires, fut amenée par cette campagne à autoriser tacitement les femmes à fréquenter les réunions publiques, les cafés, les cinémas, etc. Les protestations de quelques Mollahs retardataires ne furent écoutées de personne et ce mouvement — une véritable révolution dans les mœurs millénaires — se développa rapidement. Et, aujourd'hui, parmi les femmes, celles qui désirent sortir sans voile, habillées comme des Européennes, sont absolument libres de le faire ; à Téhéran, bon nombre d'entre elles profitent de la permission. Les hommes, de leur côté, sont devenus beaucoup moins égoïstes et de mœurs plus raffinées. Ils ne profitent plus de la polygamie qui est considérée comme un acte honteux, ne se servent que rarement des facilités que la loi religieuse leur accorde pour le divorce, et insistent auprès

1. « Talabol-elm farizatonn alâ kollé Mosléménn wa Moslémah. »

2. Irané-Djavan. Voir chapitre suivant.

de leurs femmes pour les mener à leur bras dans le monde, le visage découvert. Beaucoup de femmes ne semblent pas encore disposées à jouir de la liberté qui leur est offerte, parce qu'elles ne se sentent pas assez préparées à ce changement brusque. En effet, une fois dans la société des hommes, elles se sentent bien gênées, ne sachant pas comment se comporter. Cet inconvénient est naturellement appelé à disparaître avec le temps, et d'ici peu d'années on parlera du voile des femmes de Perse comme on parle aujourd'hui des différentes coiffures qui y ont été portées par les hommes, c'est-à-dire comme d'une chose ancienne.

CHAPITRE XXII

LE MADJLESS ET LES PARTIS POLITIQUES

Une seule chambre, le *Madjless-é-Schourayé melli*. — Les conditions requises pour être électeur et éligible. — Les huit périodes législatives et leur œuvre. — Les lois. — Les Andjomanns. — Les *hezbs* ou *ferghéhs*. — Les politiciens-charlatans. — Le parti démocrate. — Le parti Irané-Djavan, sa formation, son programme ; sa participation aux élections de 1925. — Les services rendus par Irané-Djavan. — Le problème du changement de l'alphabet. — L'alphabet actuel n'est pas persan, mais arabe. — Les considérations ayant amené Irané-Djavan à se déclarer partisan du changement de l'écriture. — Le nouvel alphabet proposé par Irané-Djavan.

La constitution de 1906 avait prévu pour la Perse deux Chambres, le Sénat et la Chambre des Députés ¹. Le Sénat ne fut jamais réuni et le régime parlementaire persan a toujours fonctionné avec la seule Chambre des Députés ou *Madjless-é-Schourayé melli*², que, par abréviation, on appelle aussi *Madjless* (Assemblée) tout court. Les conditions requises pour être électeur ou éligible sont, à peu de chose près, les mêmes que celles déterminées par la loi électorale française dont le législateur persan s'est inspiré ³. La seule différence remarquable est

1. Article 27 de l'annexe de la Loi fondamentale.

2. Littéralement : assemblée consultative nationale.

3. J. Barthélemy, *op. cit.*, p. 20 et suivantes.

la religion de l'électeur qui doit être musulman. Cette condition, prévue à l'origine pour flatter les Mollahs dont la collaboration dans les premières années était indispensable pour l'affermissement du nouveau régime, ne lèse point, malgré son apparence, les droits des minorités nationales chrétienne, juive et guèbre. Celles-ci, en effet, se font représenter au Parlement par des députés spéciaux qu'elles choisissent parmi leurs coreligionnaires respectifs. Cette procédure se trouve même être à leur avantage, puisque sans elle, perdues dans la masse de leurs compatriotes musulmans, elles eussent risqué de ne jamais voir un des leurs franchir le seuil du Madjless ¹.

Les Députés étant élus par le suffrage universel pour une période de deux années ² et l'article 7 de l'Annexe de la Loi fondamentale déclarant que le régime constitutionnel — et, partant, le Madjless — sont des institutions permanentes, de 1906 à 1930 la Perse aurait dû connaître douze périodes législatives et douze Madjless. Toutefois les difficultés d'ordre intérieur et extérieur, mentionnées sommairement plus haut, empêchèrent la succession immédiate et régulière de ces législatures : nous ne sommes aujourd'hui qu'à la huitième.

Les deux premiers Parlements, le deuxième surtout, manifestèrent une activité surprenante. Les lois fondamentales, la loi électorale, la législation concernant les conseils provinciaux et les municipalités, etc... sont l'œuvre du premier Madjless. Le deuxième vota différents impôts sur l'opium, le sel, créa des écoles, envoya

1. Le développement du sentiment national mettant au second plan les différences de dogme, cette procédure est naturellement vouée à la disparition.

2. Article 5 de la Loi fondamentale.

des boursiers en Europe, engagea pour le Darol-Fonoun des professeurs français, pour les Finances des spécialistes américains, pour la Gendarmerie et la Police des officiers suédois, pour la réorganisation des ministères de l'Intérieur et de la Justice, des magistrats français... Le troisième Madjless, convoqué en 1914, vota les lois postales, l'impôt sur le tabac, la loi sur le mode de recrutement militaire, l'organisation du Ministère des Finances... Le quatrième ne put se réunir qu'en 1921; il renia l'accord anglo-persan de 1929 avant même que celui-ci eût pu lui être présenté, et confia au D^r Millspaugh et à la mission américaine la réorganisation des Finances persanes.

Les 5^e, 6^e, 7^e, et 8^e se sont succédés presque sans intervalle et ont doté le pays d'un ensemble de lois importantes.

A l'imitation des pays d'Europe, on essaya, dès le début du nouveau régime, de former des partis politiques; ils s'appelèrent d'abord *Andjomanns*¹, soutinrent la Constitution contre le roi Mohammad-Ali, et, lors du bombardement du Madjless par celui-ci, en 1907, en assurèrent quelque temps la défense. Ces *Andjomanns* furent remplacés plus tard par des *ferghehs* ou *hézbs*, copiés exactement sur les partis politiques de l'Europe. Il y en eut de toutes les tendances : le parti *E'tédali*, ou modéré; le parti démocrate, le parti *Ettéjagho-taraghi*, ou union et progrès; le parti *Ammiyoun*, ou socialiste... En réalité, ces groupements n'avaient de commun avec les partis européens que les noms et, parfois, les programmes. Le peuple ne comprenait rien à ces subtilités et se laissait docilement mener par un petit nombre de politiciens-charlatans qui l'impressionnaient par une phraséologie

1. Association, société.

nouvelle où abondaient les termes *démocratie, égalité, droit, souveraineté du peuple...* L'effet de ces mots sur les esprits était d'autant plus sûr qu'ils venaient d'Europe et exprimaient des choses qu'on ne comprenait pas mais qu'on supposait extraordinaires, comme toute chose d'origine occidentale.

Ces partis politiques avaient une vie éphémère. Ils se formaient généralement à la veille des élections, en vue de satisfaire les ambitions de leurs chefs, qui une fois élus ou déçus, les délaissaient complètement, les vouant ainsi à une dissolution certaine. Un seul de ces hézbs, le parti démocrate, réunissant en 1914 un grand nombre de patriotes, vécut plusieurs années et joua un rôle important. Il aurait pu rendre beaucoup de services au pays si ses chefs n'avaient pas commis la grave erreur de vouloir entraîner celui-ci dans la grande guerre, à côté des pays centraux d'Europe. Cette erreur coûta cher au parti démocrate, puisqu'il ne put survivre à la paix et à la prépondérance de la politique anglaise en Perse. C'est le gouvernement qui signa l'accord de 1919 qui lui donna le coup de grâce. Le nombre des partis qui se constituèrent depuis cette date pour disparaître bientôt après est considérable. Le seul qui a pu résister à toutes les vicissitudes et subir, avec succès, toutes les épreuves est le parti *Irané-Djavan* ¹. Il mérite d'ailleurs une place à part parmi toutes les organisations que le régime parlementaire a permises en Perse et ne saurait être comparé aux *ferghéhs* ou *hézbs* dont il a été question plus haut.

En effet, fondé en 1921 par un groupe de jeunes gens ayant reçu une éducation toute européenne, il se proposa,

1. La Jeune Perse.

dans les premières années, de travailler surtout à la diffusion des arts et des lettres de Perse et d'Europe. Aussi organisa-t-il des conférences contradictoires et des réunions littéraires et artistiques qui connurent un très grand succès ¹. Il prit à cœur, ensuite, d'entraîner le pays vers le progrès, non pas en le poussant, comme cela se faisait, à une imitation superficielle des choses d'Occident, mais en l'initiant aux secrets de la science et de l'art de celui-ci. C'est seulement en 1925 que cette société intervint ouvertement dans les questions politiques et présenta des candidats aux élections parlementaires. Jusque là, les candidats n'étaient recommandés aux électeurs que par leur popularité personnelle : on votait pour des noms et non pas pour des programmes. *Irané-Djavan* essaya de faire comprendre le gros danger d'un tel état de choses, et recommanda ses candidats non pas seulement pour leurs titres universitaires et pour leur intégrité, mais surtout pour le programme qu'ils représentaient.

Celui-ci ne pouvait pas plaire au peuple dont il semblait limiter les droits ² et choquer les convictions ³. Néanmoins ceux qui s'en recommandaient réunirent un nombre important et inespéré de voix, présageant un brillant avenir au

1. L'une d'elles, significative comme marque du contact intellectuel entre l'Occident et la Perse, est celle organisée en 1923 en l'honneur de M. Henri Massé, professeur à l'École des Langues Orientales de Paris, auteur d'un ouvrage sur Saadi (*op. cit.*, cf. p. 192), qui venait d'arriver en Perse. L'élite des littérateurs et des poètes de Téhéran y assistait.

2. L'article 3 de ce programme prévoit la privation du droit de vote pour les gens illettrés.

3. L'article 7, prévoit la dissolution des tribunaux religieux ; l'article 25, l'émancipation de la femme persane.

jeune parti qui venait ainsi de prendre position. En attendant, ses adversaires, les Mollahs, les gros propriétaires et les politiciens-démagogues, continueront à accaparer les sièges du Madjlless, jusqu'au jour où ils seront supplantés par les candidats du gouvernement...

Irané-Djavan, dont l'accès est réservé aux gens instruits et d'un désintéressement éprouvé, a rendu *sans bruit* beaucoup de réels services à la Perse. Bien des changements et des progrès qui s'y sont réalisés ces dernières années, surtout dans le domaine de la vie sociale, sont assurément dus à la campagne inlassablement poursuivie par ses membres, soit individuellement, au cours de leurs occupations privées ou publiques, soit par des cours, des conférences, des écrits, et surtout par l'organe officiel du parti, un journal particulièrement apprécié qui durant l'année 1927-1928 exerça une influence considérable sur les esprits. Ainsi, sans avoir encore jamais pris en main les rênes du gouvernement, ce parti est parvenu à faire réaliser bon nombre de ses aspirations ¹.

Les circonstances actuelles ne permettant pas à Irané-Djavan de porter son activité dans le domaine politique,

1. Notamment celles mentionnées dans son programme aux articles 6, 7, 8, 13, 18, 19, 22, 25, et 29. L'article 6 est relatif à l'abolition des Capitulations ; les articles 7 et 8, à celle des tribunaux religieux ; l'article 13 veut placer sous l'administration du gouvernement les biens de main-morte ou les fondations pieuses ; l'article 18 vise la construction des lignes de chemins de fer ; l'article 19 veut donner à la Perse une indépendance douanière ; l'article 22 prévoit, entre autres mesures, l'envoi des étudiants et étudiantes, en grand nombre en Occident ; l'article 25 concerne l'émancipation de la femme persane, enfin, l'article 29 prévoit l'établissement du code pénal et de la loi relative au jugement des Ministres.

il se consacre aux questions d'ordre intellectuel et social. Celle qui, aujourd'hui, le préoccupe en particulier, c'est de faire comprendre la nécessité de remplacer l'alphabet persan par l'alphabet latin, modifié conformément aux exigences propres de la phonétique persane. Le problème a déjà soulevé bien des controverses, car on estime que, dans un pays si ancien et si riche en productions littéraires, cette réforme ne pourra pas se faire aussi facilement que, par exemple, en Turquie, pays relativement jeune. Parmi les adversaires de la réforme se trouvent quelques écrivains classiques — nous voulons dire traditionalistes — persans, et bon nombre d'Orientalistes. L'une des critiques les plus importantes émises contre le changement éventuel de l'écriture actuelle, c'est qu'il porterait atteinte à la nationalité persane dont il ferait disparaître l'un des caractères principaux.

Cette critique repose sur l'ignorance ou l'oubli du fait que cette écriture, bien que vieille de plus de mille ans, n'est point persane. Elle a été imposée par les Arabes à la Perse en même temps que l'Islam. Il est vrai que l'esprit rebelle des fils de l'Iran qui transformèrent la foi musulmane en Chiisme, ne manqua pas d'exercer son influence sur l'écriture arabe. Ainsi, le *naskh*, l'écriture ordinaire arabe, composé de lignes géométriques et d'angles, fut remplacé par ce qu'on appelle *Nasta'liq*, à contours arrondis et d'aspect bien plus plastique. Toutefois cette modification n'enlevait rien à la nature essentiellement étrangère de cette écriture.

On oublie également que si la langue est l'un des éléments constitutifs de la nationalité d'un peuple, l'écriture n'en est qu'un aspect accidentel, et, qu'en conséquence, le changement de ces signes graphiques ne

saurait nullement affecter la nationalité, ni même la langue. C'est d'ailleurs en vertu de ce principe évident que la langue et la nationalité persanes ont pu conserver toujours leur individualité propre tout en se servant de l'écriture arabe.

Mais l'inconvénient le plus sérieux qui pourrait être invoqué contre le changement de celle-ci, est la grosse difficulté de la transcription de l'immense patrimoine littéraire persan, dispersé presque autant dans des manuscrits rares que dans des ouvrages imprimés. Il serait vain d'évaluer le nombre d'années et les fortunes qu'exigerait la réalisation de cette tâche, ainsi que d'affirmer que malgré tout le soin qu'on y apporterait, rien ne serait oublié, ni perdu...

Toutefois, ces considérations et bien d'autres, ne comptent vraiment pas devant les difficultés extraordinaires de l'alphabet arabe et les avantages de son changement. Dans cet alphabet, les voyelles ne s'écrivent point dans le corps des mots; ce qui permet à ceux-ci d'être prononcés de diverses façons. Ainsi le mot *pédar* (père), par exemple, écrit en caractères arabes, sans les signes appelés *E'rabs* qui ne sont d'ailleurs presque jamais employés en persan ¹, se lirait pédar, podar, poder, podor, pèdar, pèdor, pèdèr, etc...

Bref, dans cette écriture, on ne saurait lire correctement que les mots connus au préalable. D'autre part, des consonnes différentes sont représentées par des graphies voisines faciles à confondre (par exemple, b, p, t

1. Les *E'rabs* sont des signes qui font l'office des voyelles dans l'écriture arabe. Ils ne s'écrivent pas dans le corps des mots, mais se placent, quand on veut bien s'en servir, au-dessus ou au-dessous des lettres.

et c), et il existe plusieurs signes pour représenter les mêmes lettres (pour l's, par exemple, il y a trois lettres, pour le z il y en a quatre...). Ces différents signes qui en arabe correspondent à des sons différents, ne répondent absolument à rien en persan. Ce « polymorphisme mal différencié » et les autres complications de l'alphabet arabe ont rendu étrangement difficile l'étude du persan qui est l'une des langues ariennes les plus faciles.

Nous ne pouvons pas prolonger davantage cette digression ; il reste cependant encore beaucoup à dire sur ce sujet ¹. Mais, au-dessus de toutes les discussions possibles, un fait restera incontestable, à savoir : l'écriture arabe a été l'une des principales causes du grand nombre d'illettrés en Perse, et restera — tant que les Persans ne s'en seront pas débarrassés — l'un des plus grands obstacles à la diffusion de l'instruction dans leur pays.

Et voilà la raison principale, sinon la seule, qui déterminait *Irané-Djavan* à insérer, il y a plus de dix ans, dans son programme, un article spécial relatif au changement de l'écriture, et qui justifie ses efforts actuels tendant à la réalisation de ce vœu.

Irané-Djavan, composé de plus d'intellectuels que d'enthousiastes, exerce donc une action lente, mais sûre. L'avenir de la Perse lui appartient sans nul doute, puisque ses membres se recrutent parmi l'élite de chaque génération nouvelle.

1. Cf. Taghi-Zadeh, *Moghaddaméyé ta'limé omouni ya yeki az sar fashhayé tamaddon* (La condition préliminaire de l'enseignement public ou l'une des têtes de chapitre de la civilisation), Téhéran, Librairie Téhéran, 1307 (1928).

CONCLUSION

I. — INCONVÉNIENTS DE L'ADAPTATION : SA NÉCESSITÉ, SON UTILITÉ ET SA POSSIBILITÉ

Toute adaptation implique des pertes et des gains. — L'Islam et l'usage du vin. — L'hospitalité et la politesse persanes aux prises avec le souffle du matérialisme venant de l'Occident. — L'influence de l'Occident sur l'art et l'industrie. — La perte du pittoresque et de la couleur locale. — L'anarchie dans les habitudes et dans le comportement moral.

Pourquoi la Perse est obligée de s'eupéaniser.

Les avantages de l'adaptation. — La femme persane et son émancipation actuelle. — L'instruction du peuple. — Les services sanitaires et d'assistance sociale. — Les secousses sismiques de Salmas (1929) et l'organisation des secours.

L'avis sceptique de Gobineau concernant la possibilité de l'adaptation — La théorie de l'inégalité des races humaines. — L'inconvénient des généralisations hâtives. — Le mot « oriental » exprime un concept d'une très vaste extension. — L'esprit persan et le génie aryen. — Le Persan du Mâzendérân et l'Arabe de Koweit. — Que l'on croie aux effets exclusifs de l'hérédité ou à ceux de l'éducation, on devra reconnaître au Persan la capacité de s'adapter. — L'adaptation se faisait lentement, on la force aujourd'hui. — La rapidité du mouvement nuit parfois à sa perfection.

II. — LE MANQUE D'HARMONIE

Disproportion des progrès. — Les moyens de communication perfectionnés, les routes construites et entretenues suivant les méthodes d'antan. — L'Hygiène publique aux frontières et l'eau des villes. — Les femmes dansant les danses occidentales, mais ne sachant ni lire ni écrire. — Le nombre des cinémas et celui des Musées, des Bibliothèques, etc... — Le manque d'harmonie est dû : 1) au défaut

d'un plan général ; 2) à la défectuosité des méthodes d'exécution. — La Perse comparée à un convalescent, puis à un automobiliste. — Les principaux points négligés : l'exploitation des richesses du pays ; l'éducation du peuple.

III. — LES MOYENS D'ADAPTATION

Qu'est-ce que s'eupéaniser ? — Les effets de la civilisation sont plus recherchés qu'elle-même. — Chez le Persan, l'intelligence est très vive ; mais elle est marquée d'une empreinte de mysticisme et de sentimentalité. — Cette empreinte est due : 1) à l'enseignement des Mollahs ; 2) à l'influence des poètes ; 3) aux vicissitudes historiques. — Un quatrain de Khayyam ; une poésie de Saadi. — Les étudiants envoyés en Europe sont trop âgés ; ils ont déjà l'esprit formé. — La nécessité de former des éducateurs en Europe. — Une proposition qui, si elle est acceptée, donnera en vingt ans à la Perse, des centaines de professeurs et des milliers d'instituteurs et d'institutrices. — Il y a urgence à sortir de l'état actuel de transition. — L'inconvénient de la disparition du sentiment de « la responsabilité spirituelle pure ». — Quel pays devra servir de modèle à la Perse. — La culture latine ou la culture anglo-saxonne ? — L'éducation idéale et le principe du *plus grand plaisir*. — Les critiques adressées aux méthodes françaises sont en partie injustifiées. — La Perse ne saurait se dérober à l'action de la culture latine. — La Perse appelée « la France de l'Asie ».

I. — INCONVÉNIENTS DE L'ADAPTATION SA NÉCESSITÉ, SON UTILITÉ ET SA POSSIBILITÉ

Le contact de la Perse avec l'Occident ¹ a commencé bien tôt dans l'Histoire, vers le XIII^e siècle, et a atteint, au XVII^e siècle, avec Schah-Abbas le Grand, un développement remarquable. Mais ses répercussions jusqu'au XIX^e siècle avaient été insignifiantes, d'abord à cause de son irrégularité et de sa discontinuité, ensuite et sur-

1. Il ne s'agit pas, bien entendu, de la Perse ancienne.

tout parce qu'encore en possession d'une civilisation florissante, la Perse ne pouvait pas être facilement influençable. Avec la décadence de celle-ci et à mesure de l'accroissement de ses rapports avec l'Occident, la nécessité d'une adaptation se fit sentir et, pour remplacer la vieille civilisation agonisante, on essaya d'adopter celle que l'Europe cherchait à imposer au monde entier et de se familiariser avec elle.

Toute adaptation impliquant nécessairement des pertes en même temps que des gains, la Perse eut sa part des deux.

Chaque fois que l'on entreprend l'énumération des méfaits de la civilisation occidentale sur les peuples étrangers auxquels elle s'est imposée, on ne manque pas de mettre en tête de la liste l'usage de l'alcool. Or, en ce qui concerne la Perse, il n'y a pas lieu de s'en plaindre, puisque cet office lui avait été déjà rendu par l'Islam. Ce que nous disons là, pour paraître paradoxal, n'en est pas moins une vérité. En effet, l'interdiction de l'usage du vin par l'Islam avait attiré les sympathies persanes vers ce breuvage dont les poètes chantèrent inlassablement la beauté et les bienfaits ¹. Mais le Persan use modérément des boissons alcooliques dont l'usage est encore inconnu dans le peuple, et l'on peut affirmer que, pas plus après qu'avant le contact de l'Occident, le défaut de l'alcoolisme ne peut lui être reproché.

Il n'en est pas de même pour certaines qualités d'esprit et de cœur, pour certaines traditions auxquelles le souffle du positivisme, sinon du matérialisme de l'Occident imprimera sa marque distinctive, lorsqu'il ne les

1. Cf. pp. 192 et 194.

fera pas définitivement disparaître. De ces qualités, les deux principales sont l'hospitalité et la politesse.

L'hospitalité persane, vantée depuis toujours par tous les voyageurs, faisait l'un des charmes du pays et rendait agréables le passage et le séjour de l'étranger. Les relations de plus en plus étroites avec l'Occident et l'augmentation du coût de la vie qui en résulta, émoussèrent cette qualité et si, encore, en province, il n'est pas rare qu'un étranger soit hébergé bénévolement pendant des journées ou des semaines entières dans des familles de condition moyenne, dans la capitale le fait ne se reproduit plus tous les jours.

La politesse persane n'était pas moins citée. Elle consistait dans une façon délicate de se comporter à l'égard d'autrui, dans une discrétion de langage et de conduite pleines de charme. Un Persan disait rarement non à un solliciteur et promettait tout, voire l'impossible, si cela devait faire plaisir à son prochain. Les Persans comprenaient d'ailleurs le sens de leurs promesses respectives et ne s'étonnaient point outre mesure de celles qui restaient irréalisées ¹. Cette politesse ne causait donc aucun mal tant que les Persans ne vivaient qu'entre eux ; mais, en présence de l'Occidental et de ses prin-

1. Sur la vanité de cette politesse et des libéralités en paroles, les Persans ont eux-mêmes d'amusantes histoires qui ne laissent aucun doute sur la façon dont ils les entendent. Entre autres, on raconte qu'un jour, assis à la terrasse d'un café, un homme voit passer, monté sur un âne, quelqu'un de sa connaissance. Il lui crie *bonjour* et, conformément aux convenances, lui offre de venir prendre une tasse de thé avec lui, en employant la formule habituelle de *béfarmaïd*. Le passant, soit par naïveté, soit par malignité, accepta l'invite à la grande stupéfaction de son hôte, descendit de son âne et se mit à la recherche d'un endroit où enfoncer le grand clou se trouvant au bout du licou de la

cipes rigides, elle devenait une source de malentendus. Ainsi, les cérémonies de *l'estéghbal* ¹ recommandées tant par la politesse que par l'hospitalité persanes, et qui consistent à aller le plus loin possible au devant de l'hôte qui vous arrive, appliquées bénévolement aux Ambassadeurs étrangers qu'un représentant du Schah allait chercher à la frontière de l'Empire, furent considérées par eux comme un droit et imposées à la Perse vaincue de 1828 comme un protocole qu'elle aurait à suivre obligatoirement à l'avenir ². Cet abus et d'autres du même genre dégoûtèrent les Persans de leur hospitalité et de leur politesse qui, l'une comme l'autre, commencèrent à disparaître par la force des choses.

L'influence de l'Occident sur l'art et l'industrie a été également néfaste. Les objets manufacturés d'Europe non seulement contribuèrent au pervertissement du goût artistique, en servant de modèles aux artisans et aux artistes, mais encore concurrencèrent bientôt l'industrie locale, dont le patient travail se faisait entièrement à la main, et la condamnèrent à la décadence et à la ruine. Gobineau en constatait déjà avec regret les débuts ; il témoigne qu'il existait « une grande production de soierie, velours, taffetas, brocards, à Kachan, à Ispahan, à Rècht, à Yezd ; de manufactures d'armes à Kerman

bête. Ne trouvant aucune place propice, il demanda à son hôte : « Où enfoncerai-je ce pieu ? » et l'autre de répondre, en sortant la langue et la lui indiquant : « Ici, s'il vous plaît, sur cette langue, pour lui apprendre à n'exprimer à l'avenir que ce que je pense réellement. »

1. Littéralement : aller au devant de.

2. Procès-verbal annexe du Traité de Torcamantchaï « concernant le cérémonial à observer pour la réception des Ambassadeurs et des Agents diplomatiques » signé à Torcamantchaï, le 22 février 1828. Cf. Motamen-ol-Molk, *op. cit.*, p. 137.

et à Schyraz, des tissages d'indiennes un peu partout, de la chaudronnerie remarquablement belle et célèbre dans tout l'Orient, enfin une quantité de branches de fabrication parmi lesquelles on ne peut oublier de nombreuses variétés de tapis. Il s'en faut de beaucoup que tout cela existe aujourd'hui ; mais de tout, cependant, il reste encore un peu » ¹. Il en a été de même de la couellerie de Zandjan, des belles faïences de Kachan, servant à décorer les mosquées et qu'on appelle *kachi* (de Kachan), des jolis chaussons de laine « tricotés et tissés avec beaucoup de goût » de Khoy, des charmants travaux de marqueterie (*khatamkari*) de Chiraz, des gracieuses cuillers et des coffrets sculptés d'Abadeh ², etc. etc... Tout cela a disparu ou n'existe plus qu'à l'état de trace. La seule industrie qui ait quelque peu résisté est celle des tapis. Elle court aussi, depuis quelques années, des risques sérieux. Il y a à cela deux raisons principales : la cherté relative de la main d'œuvre et l'intervention des Américains. En effet, autrefois le bon marché de la vie permettait que l'on mît tout le temps voulu, pour fabriquer un tapis avec goût. Un tapis vendu cent tomans ³ faisait vivre l'artisan toute une année. Quant à la teinture de la laine, elle était faite avec des couleurs végétales, suivant des procédés traditionnels ; les dessins étaient choisis par le fabricant lui-même : d'où la fixité et la beauté des couleurs et l'originalité du dessin. Depuis quelques années, l'Amérique étant devenue le grand débouché des tapis, on a été contraint de tenir compte du goût des nouveaux

1. Gobineau, *Trois ans en Asie*, t. II, p. 137.

2. Ville de Perse située entre Ispahan et Chiraz.

3. Soit, au cours d'avant guerre, 450 francs environ.

clients. D'ailleurs les hommes d'affaires du nouveau monde ont eu soin de prendre la chose en main, sont venus en Perse, où, dans quelques centres importants, tels que Kerman et Soltanabad, ils ont industrialisé les tapis qu'ils essaient de faire fabriquer en série, conformément aux dessins et avec la laine qu'ils fournissent. Si donc les Persans ne font plus preuve, dans la fabrication des tapis, d'autant de goût que par le passé, c'est encore à l'Occident qu'ils le doivent.

Pour les autres branches de l'art, nous avons déjà eu l'occasion de signaler les effets du contact et, en ce qui concerne l'architecture en particulier, le rôle joué, comme modèle, par les hôtels et les casinos des villes d'eau et des plages d'Europe ¹.

L'eupéanisation de la Perse lui fait également perdre beaucoup de sa couleur locale qui, naguère, donnait aux écrivains matière à tant de descriptions pittoresques. Si l'on y peut encore admirer un ciel d'un azur immaculé, un clair de lune incomparable, des sites merveilleux, inaccessibles à l'action humaine, et quelques dômes bleus ou dorés de mosquées ou de sanctuaires, par contre les costumes bariolés et variés à l'infini des habitants, les caravanes de chameaux et de mulets... ont cédé la place au veston court et au képi, aux camions et voitures automobiles qui, sur les routes de Perse, au lieu du son argenté des grelots attachés au cou des bêtes ou de la note profonde des cloches pendant à leurs flancs, font désormais entendre le bruit strident ou rauque des clacksons.

Il y a encore, il est vrai, le voile des femmes qui tient

1. Cf. ci-dessus, p. 190.

toujours, bien qu'il jure avec les cheveux coupés à la garçonne et les robes faites suivant les dernières modes de Paris. Nul doute cependant qu'il soit voué à une disparition prochaine ; et les gens épris de visions exotiques auront à se hâter d'entreprendre leur voyage de Perse, sous peine d'en être bientôt définitivement privés.

Nous pourrions prolonger le tableau des pertes subies par la Perse du fait de son contact avec l'Occident, en rappelant toutes les inquiétudes, toutes les irrégularités et toutes les perturbations dans les habitudes de vie et dans le comportement moral que l'augmentation des besoins et le souci de les satisfaire ont pu apporter à une société dont les membres, depuis des siècles, jouissaient des illusions du poète, de l'extase du mystique ou de la quiétude du croyant. Mais ce serait peine perdue, d'abord parce que ni cette énumération ni rien d'autre ne saurait désormais empêcher la Perse de s'eupéaniser ; ensuite parce que cette eupéanisation est réellement *utile* à ce pays auquel elle apporte en avantages dix fois ce qu'elle lui enlève de ses vertus et de ses charmes passés.

En effet, les inconvénients de la civilisation européenne seraient le double de ce qu'on lui reproche communément qu'il n'en serait pas moins difficile à un pays voulant vivre indépendant, de s'y dérober. Cette nécessité d'adaptation dont l'évidence nous dispense de nous y attarder, s'est fait sentir au peuple persan dès le jour où il s'est trouvé dans l'impossibilité, d'une part, d'écarter de chez lui les Occidentaux et d'éviter leur contact, d'autre part, de s'entendre avec eux ou de leur résister sans adopter leurs façons de penser et leurs méthodes de travail. La résistance qu'il y montra jusqu'à ces

derniers temps lui coûta tellement cher — puisqu'elle le priva des avantages de la civilisation européenne sans lui en éviter les inconvénients, — qu'il s'y livra définitivement et se dépêche aujourd'hui de rattraper le temps perdu. Un peu plus d'hésitation l'eût peut-être privé de son indépendance ; la conservation de celle-ci est assurément due à la révolution de 1906 et à l'établissement du régime constitutionnel, ce qui revient à dire, à ses efforts d'occidentalisation ¹.

Et voilà le premier avantage que la Perse tira de son contact avec l'Occident, lequel, aux yeux du patriotisme, compense à lui seul tous les inconvénients cités plus haut ou sous-entendus. Les réformes administratives et sociales auxquelles le nouveau régime donna lieu ont été exposées avec certain détail dans les chapitres XIV, XV, XVII, XVIII, XX, XXI, et XXII et nous n'avons pas à y revenir. Nous insisterons toutefois sur leur portée sociale, surtout en ce qui concerne la femme persane. Il a été dit plus haut ² que l'Islam et les traditions avaient doté celle-ci d'une condition des plus désavantageuses. Bien que l'incognito de son voile eût pu lui permettre certaines libertés, elle n'en était pas moins réduite à une vie de réclusion, considérée comme un être essentiellement inférieur à l'homme et traitée comme tel par lui. Son émancipation actuelle et le fait

1. Un coup d'œil sur l'histoire de la Perse à la veille de 1906 : la misère profonde du peuple, l'insécurité du pays, la prépondérance des voisins et la tutelle économique à laquelle ils avaient soumis la Perse, ainsi que l'avidité et la rapacité de la Cour et des courtisans, disposés à toute trahison pourvu qu'elle leur procurât de l'argent, — suffit pour justifier ce que nous venons d'avancer. Cf. ch. xiv.

2. Cf. pp. 216 à 221.

paradoxal et difficile à prévoir il y a vingt ans de sa participation, à côté de son mari, à la vie sociale, sont exclusivement dus à l'influence de l'Occident.

Il en est de même du souci de l'instruction du peuple, des soins de son confort, de ses commodités et de sa santé. Les écoles, les services municipaux, l'assistance publique, les services sanitaires... sont choses bien récentes en Perse. Pour donner une idée de la portée des progrès réalisés, il nous suffira de citer un seul exemple, pris au hasard, entre mille.

Au début du printemps de 1929, des secousses sismiques ayant entièrement détruit la petite ville de Chiravan, dans la province du Khorassan, des secours immédiats furent organisés par le gouvernement et par le Lion-et-Soleil Rouge de Perse, qui permirent de sauver un grand nombre de sinistrés et de reconstruire leur ville, aujourd'hui plus belle que par le passé. Le montant des secours distribués à cette occasion atteignit un million cent mille krans ¹ ; le nombre des médecins, la quantité de médicaments, la rapidité et l'enthousiasme avec lesquels les soins furent donnés aux sinistrés ont dépassé toute attente. Naguère, des malheurs de ce genre valaient la mort sans rémission aux blessés et la misère certaine aux survivants ².

La nécessité et l'utilité de l'adaptation ainsi démontrées, il reste à savoir si celle-ci est réellement possible. Certains auteurs se sont montrés bien sceptiques à cet égard. Gobineau est particulièrement pessimiste lorsqu'il dit : « Il ne semble donc pas que, par eux-mêmes, les

1. Soit, au cours du change de l'époque, près de trois millions de francs.

2. Cf. p. 155.

peuples de l'Asie Centrale soient propres désormais à rajeunir leur société et à la reconstruire sur ses bases anciennes. Sont-ils plus aptes à accepter une civilisation nouvelle ? Je ne suis pas disposé à le croire... » ¹. Plus loin, parlant des Asiatiques élevés en Europe, il ajoute : « Ils sont restés tels qu'ils étaient avec quelques vices de plus, mais je n'en ai jamais rencontré un seul qui eût gagné une vertu d'Europe » ².

On sait que ce pessimisme est basé sur la théorie de l'*inégalité des races humaines*, si chère à Gobineau ³ et dont nous n'avons pas à contester ici la valeur. Mais, même en la supposant indiscutable, l'affirmation de Gobineau n'en reste pas moins une contradiction, puisqu'elle tombe dans le grave défaut des généralisations hâtives en attribuant à un ensemble hétérogène de peuples les mêmes qualités, ou plus exactement la même incapacité. En effet, les Asiatiques, ou même les seuls peuples de l'Asie Centrale, ne sont point tous de la même race, ne vivent point sous le même climat, n'ont point la même langue ni la même religion et ne pratiquent pas tous les mêmes cultes. Entre le Persan aryen du Mâzandérân et l'Arabe sémitique de Koweït ou l'habitant mongol du Turkestan russe, il y a, tant au point de vue ethnique qu'à ceux de la religion et des milieux géographiques où ils vivent, presque autant de différence qu'entre un Parisien et un nègre du Congo. L'esprit persan a conservé, à travers toutes les vicissitudes de l'Histoire — massacres, destructions, etc. — et malgré toutes les tares

1. Gobineau, *Trois Ans en Asie*, t. II, p. 222.

2. Gobineau, *Trois Ans en Asie*, *op. cit.*, t. II, p. 227.

3. Gobineau, *Essai sur l'inégalité des races humaines*, Paris, Firmin-Didot, 5^e éd.

apparentes, mais accidentelles, une vitalité et une originalité propres au génie aryen. L'introduction en Perse de l'Islamisme « a transformé les mœurs des habitants... Mais ces modifications sont superficielles et n'ont pas changé l'âme des vieux Perses, qui vit encore chez les Persans de nos jours¹. » Aussi, appliquer à ceux-ci une règle qui peut être vraie du Sémitique ou du Mongol serait contraire à la théorie même que défend Gobineau. Cette facilité de généralisation, fréquente même chez des spécialistes de l'Orient, est la source de beaucoup de leurs erreurs. Ils croient connaître tous les peuples habitant à l'Est de l'Europe parce que l'épithète commune d' « Oriental » leur convient à tous. Or, on néglige, bien à tort, de se souvenir que le mot « Oriental » exprime une idée très générale, beaucoup plus par exemple que le mot *Occidental*, puisqu'il s'applique à un nombre d'individus, de situations, de mentalités d'une diversité bien plus considérable, et n'indique, à côté de particularités innombrables, que l'abstraction de leurs traits communs, en nombre fort limité.

D'autre part, du temps de Gobineau, la Perse n'étant réellement pas encore décidée à adopter la civilisation européenne, il eût été difficile de présumer alors du degré de son aptitude à cette transformation. Les quelques rares Persans qui avaient passé deux ou trois ans en Europe ne pouvaient point servir d'argument à cet effet, car ce court délai était juste suffisant pour leur fournir certains vices de l'Occident, si faciles et si agréables à imiter, sans leur faire pénétrer les qualités qui en font la véritable force. Il en a été tout autrement plus tard,

1. Clément Huart, *La Perse antique et la civilisation iranienne*, Paris, La Renaissance du Livre, 1925, p. 266.

et, aujourd'hui, il est parfaitement impossible de faire une distinction entre un Persan *élevé en Europe* et un Européen, non seulement parce qu'ils se ressemblent physiquement, mais encore parce que, soumis à la même éducation, leurs cerveaux ont été façonnés d'une manière identique et qu'ils présentent les mêmes qualités de cœur et d'esprit.

En conséquence, que l'on croie aux effets exclusifs de l'hérédité ou que l'on exagère ceux de l'éducation, dans les deux cas on en arrive forcément à reconnaître au Persan la possibilité de s'adapter. Ainsi, l'ambiance, les nécessités de l'heure feront du Persan qui veut vivre, ce qu'il doit être demain, comme elles avaient fait de lui ce qu'il était hier. Les progrès qu'il a réalisés depuis une vingtaine d'années et que nous avons essayé d'exposer dans les chapitres précédents, suffisent pour infirmer l'avis dubitatif de Gobineau à ce sujet et présager favorablement de l'avenir.

Cette adaptation se faisait bien lentement jusqu'à 1921. Depuis, les Persans s'étant bien représenté la distance effrayante qui les séparait de l'Occident, se sont mis à la forcer. Ils ont obtenu des résultats. Mais il va de soi que l'empressement et la hâte ont leurs inconvénients comme leurs avantages et que la rapidité du mouvement nuit parfois à sa perfection. Les réflexions qu'un contact de tous les jours avec des compatriotes et leurs efforts d'européanisation nous a suggérées à ce sujet, vont être exposées ici ; nous espérons que cette exposition, en plus de son intérêt comme étude sociale, aura quelque utilité pratique.

II. — LE MANQUE D'HARMONIE

Nous avons conclu à la possibilité de l'occidentalisation

de la Perse. Nous devons ajouter tout de suite que celle-ci exige du *temps* et de la *méthode*. Autrement on n'arrive qu'à des résultats hâtifs et confus.

Ceux qui se trouvent en Perse et qui, de près, suivent son développement actuel, sont immédiatement frappés par la disproportion des progrès réalisés dans les différents domaines. Cela fait ressembler ce pays à un être vivant dont les organes ne se développeraient pas ensemble et qui présenterait une main très forte au bout d'un bras menu, un estomac solide, des oreilles fines, un cerveau à l'état embryonnaire et des yeux peu habitués encore à la lumière...

La Perse dispose des moyens de communication les plus perfectionnés, voitures et camions automobiles, avions, chemins de fer dont la construction se poursuit à grands frais ; ses villes, surtout sa capitale, sont munies d'artères qui ne le cèdent en rien, ni en largeur ni en longueur, aux avenues des grandes villes d'Europe ; ses femmes commencent à s'habiller à l'européenne et à apprendre les danses occidentales ; ses services d'hygiène publique sont bien organisés et envoient par avion des vaccins, des sérums et des médecins aux frontières menacées ; dans ses villes, le nombre des salles de cinéma et des cafés se multiplie journellement... Mais, en retour, la construction et l'entretien de ses routes se font d'après les méthodes d'antan ; elle ne dispose pas de routes goudronnées ¹ ; il en est de même des rues et des grandes artères de ses villes, dont pas une n'est encore pavée ; dans celles-ci, l'eau potable n'est pas canalisée, elle arrive

1. Il faut faire une exception : dans la province du Khouïstan, il existe, en effet, quelques routes goudronnées, construites par l'A. P. O. C. pour les besoins de son exploitation.

dans des ruisseaux qui n'offrent, au point de vue de la propreté, aucune garantie ; ses femmes sont encore généralement illettrées ou d'une culture tellement superficielle qu'elles ne sauraient soutenir une conversation quelque peu consistante ni donner à leurs enfants l'éducation première ; son enseignement n'est pas encore obligatoire, le nombre de ses illettrés est bien grand, celui de ses Bibliothèques, de ses Musées, de ses salles de lecture et de conférences, de ses Sociétés scientifiques... presque nul.

Ce manque regrettable d'harmonie, propre à toute action hâtive, provient du défaut d'un plan général et de la défectuosité des méthodes d'exécution. En effet, dans sa marche méritoire, mais précipitée vers le progrès, la Perse semble aller un peu au hasard, comme le convalescent qui, avide de tous les mets se trouvant à sa portée, mange un peu de tout sans se soucier de leur qualité nutritive et sans suivre l'ordre d'un régime propice. Dans une ville, le souci de l'organisation du service de l'eau potable doit passer bien avant l'embellissement de ses murs ; dans un pays, l'exploitation des richesses naturelles, ainsi que l'éducation des habitants doivent précéder certaines entreprises pour lesquelles il faut envoyer de l'argent à l'étranger et qui sont d'un intérêt secondaire.

Quant à la défectuosité des méthodes, si l'on voulait se servir encore d'une image, on pourrait comparer la Perse à l'automobiliste qui, ayant oublié sa carte de route ou ne la consultant pas à propos, est obligé de revenir souvent sur ses pas, de refaire plusieurs fois le même trajet. En effet, les cas sont nombreux où la Perse a fait et refait la même expérience. L'engagement, le renvoi, le réengagement et le nouveau renvoi des con-

seillers et techniciens étrangers par elle, ainsi que la façon dont elle construit son chemin de fer sont des exemples typiques de cette défectuosité des méthodes, laquelle n'est pas, hélas ! exclusivement due au manque de savoir-faire, mais aussi à des ambitions et à des intérêts personnels en jeu.

Le souci d'éviter toute intrusion dans la politique poursuivie actuellement en Perse nous empêchera de pousser plus loin l'examen de ces problèmes. Nous ne saurions toutefois passer sous silence deux questions vitales qui, au vu et au su de tout le monde, sont assez négligées dans ce pays, alors que tout progrès ne reposant pas sur elles sera comme un vernis destiné à disparaître à la première occasion ; nous voulons parler de l'augmentation des ressources du pays par l'exploitation des richesses agricoles et minières, et de l'éducation rationnelle et générale du peuple.

Pour ce qui est du premier point, il est difficile de nier que tous les progrès réalisés jusqu'ici ont coûté et coûtent de l'argent : ils consomment de la richesse et n'en produisent point. Cependant le pays est riche en sol et en sous-sol. Le sol est très fertile ; partout où l'eau peut être amenée, il produit facilement et abondamment ; les engrais chimiques ne sont pas connus du cultivateur persan et il n'a pas besoin de les connaître. Quant au sous-sol, on le considère comme très riche en toutes espèces de minerais : plomb, étain, fer, soufre, antimoine, en houille et en pétrole¹. Toutes ces mines,

1. Cf. Moustafa Khan Fateh, M. A., *The economic position of Persia*, London, P. S. King et Son, 1926, ch. iv : Mineral resources. — S. Mohammad-Ali Djamal-Zadeh, *Gandjé-Chayegân* (Le Trésor abondant), Berlin, Kaveh, 1335 de l'Hégire, ch. viii : Les Mines de Perse.

sauf le pétrole — et encore dans le Sud seulement — sont restées jusqu'ici presque intactes. Les conséquences déplorables d'une telle politique économique sont si évidentes qu'il est bien superflu d'y insister. Toutefois, depuis un an, le Souverain s'intéresse personnellement à ce problème vital et invite les ministres et les députés à y donner une solution. C'est ce que montre bien le discours de la couronne, prononcé le 16 décembre 1930, à l'occasion de l'ouverture de la 8^e législature, dans lequel il est notamment dit : « Nous souhaitons que le 8^e Parlement soit appelé dans l'histoire du pays Parlement économique... » Actuellement tout un programme de relèvement économique, élaboré par le Ministre de la Cour, comportant l'adoption de l'étalon or au lieu de l'étalon argent, le développement de la sériciculture, de la culture du thé et du tabac, la fondation de sucreries, et l'installation d'autres usines, est en voie de réalisation. D'après un récent discours du Schah ¹ d'autres entreprises plus importantes encore seraient en vue, pour lesquelles on ne manquerait pas de demander, contrairement au principe respecté jusqu'ici, l'aide financière étrangère. Ainsi un programme économique étant déjà adopté et mis partiellement à exécution, il ne nous reste qu'à en attendre les résultats.

Pour ce qui est du deuxième point, l'éducation du peuple, bien qu'il présente une importance plus considérable encore, il semble être négligé. Aussi mérite-t-il d'être examiné d'un peu plus près.

1. Prononcé le lundi 2 février 1931, au cours d'une audience accordée aux Députés (Cf. journaux de Téhéran du 3 février 1931).

III. — LES MOYENS D'ADAPTATION

Si le Persan est apte à *s'européaniser*, il faut convenir que la façon dont il s'y prend n'est pas précisément celle qui convient. Et d'abord qu'est-ce que *s'européaniser* ? Est-ce commencer par renier ses traditions nationales ou même religieuses, et copier l'Européen dans les moindres détails de sa vie privée et sociale, ou n'est-ce pas plutôt s'assimiler certaines qualités de son esprit qui en font la véritable force ?

Le Persan, comme pourraient l'attester tous ceux qui le connaissent d'assez près, possède une intelligence très vive, capable de tout saisir ; mais elle est marquée d'une empreinte de mysticisme et de sentimentalité que l'enseignement des mollahs, l'influence des poètes et les vicissitudes historiques lui ont imprimée. D'aucuns se plaisent à voir dans ce caractère le charme de l'esprit persan. Il est cependant appelé à disparaître puisqu'il oppose une barrière au progrès moderne, à l'occidentalisation du Persan. Il est, en effet, la source de son dédain de la précision, de son sentiment du néant des choses, de son laisser aller... habitudes mentales impitoyablement bannies de l'esprit positiviste et pratique de l'Occidental.

Ce sentiment du néant des choses, en particulier, n'est vraiment pas foncier. Il a été imposé à l'esprit persan par les vicissitudes de l'histoire. En effet, la Perse ayant été sujette à des actes de brigandage, à des invasions et à des dévastations fréquentes, les choses y ont toujours présenté un caractère d'instabilité dont le peuple n'a pu s'empêcher d'être impressionné. Des champs fertiles, des villages prospères, étaient, du jour au lendemain, détruits ou avaient même complètement disparu ; des fortunes

considérables s'élevaient et s'anéantissaient à quelques jours d'intervalle. Il en était de même des dignités ; nous avons déjà vu ¹ comment un personnage, à l'apogée du pouvoir, s'en trouvait privé l'instant d'après, livré au géôlier ou au bourreau... au gré des caprices de l'absolutisme du régime. Les mollahs et les poètes confirmèrent ce sentiment chez le peuple : les premiers, en lui prêchant de négliger ce monde éphémère et ses plaisirs afin de mériter ceux de l'autre monde ; les seconds, en l'invitant, au contraire, à se hâter d'en jouir, parce que dans cette vie tout est de courte durée... Voici, pour donner une idée de ce genre de poésie, deux exemples, pris au hasard, dans l'œuvre de Khayyam et de Saadi, poètes persans les plus connus en Europe.

I

« Dans la sphère de l'Univers, sphère insondable,
« Sois gai, bois du vin ! Chacun son tour, sans contrainte.
« Ton tour ici-bas arrivé, ne pousse pas de soupir plaintif :
« Là, chacun ne peut *goûter* qu'à son tour (2). »

II

« Bien des années s'écouleront sur notre tombe
« Durant lesquelles cette source continuera de jaillir et ce zéphyr de
souffler.
.
« Le monde est une compagnie stupide, un amour infidèle,
« Puisqu'il s'en va, laisse-le s'en aller.
« Le sort du corps, c'est d'être enseveli sous la terre ;
« Quant à l'âme délicate qui s'envole, sait-on où elle va ? » etc... (3)

L'occidentalisation de la Perse devant *forcément* se réa-

1. Ci-dessus, p. 131.

2. Khayyam, *Roba'iyat*, ou recueil des Quatrains.

3. Saadi, *Kolliyât*, livre des *Tayyêbat* (les Puretés). Le morceau ci-dessus commence par ce vers : « Bessyâr sâlhâ bésaré khâké mâ ravâd, etc... »

liser, il convient de ne pas la laisser se faire au hasard si l'on veut éviter le manque d'harmonie qui vient d'être signalé plus haut et qui, en plus de sa laideur — toute chose dépourvue d'harmonie étant laide, — pourrait avoir des conséquences fâcheuses dans tous les domaines. La crise économique et sociale qui depuis 1930 se fait sentir en Perse ne peut que confirmer notre appréhension à ce sujet. Aussi, pour agir, il n'est que temps. Des mesures radicales et rationnelles s'imposent ; elles devront attaquer la cause efficiente du mal, ces habitudes psychiques, cette empreinte dont nous parlons et qui défigure le génie aryen du Persan à tel point que certains auteurs, ne le reconnaissant plus, lui refusent toute capacité au progrès. Le problème consiste donc à dégager l'esprit persan de cette gangue et à le mettre à même de briller de l'éclat propre au génie aryen.

La plupart des Persans ne semblent pas avoir résolu d'une façon définitive ce problème préliminaire, puisque de la civilisation occidentale, ils cherchent bien plus les effets que la cause. Coupant ses vieilles attaches, renonçant à ses anciennes sympathies, la Perse court avec empressement vers un but nouveau qui l'éblouit sans toutefois disposer des moyens pour l'atteindre. Ces moyens consisteraient dans la science et dans l'art, et, plus particulièrement, dans cet attachement à la vie, dans ces principes d'ordre, de suite et d'initiative, propres à l'esprit occidental, dont le Persan devra se pénétrer tout en se débarrassant de certains vices que nous avons signalés plus haut, vices que les auteurs n'ont pas manqué de remarquer ¹, et sur lesquels repose le scepticisme

1. Cf., en particulier, *Trois Ans en Asie*, de Gobineau, t. I, p. 63 ; t. II, pp. 131, 136, 159, 164 et 221.

de certains d'entre eux concernant la possibilité de l'occidentalisation de la Perse.

Les mesures prises jusqu'ici ne semblent pas propres à aboutir à cette fin. En effet, les établissements d'enseignement de Perse avec leurs méthodes éducatives, et ceux d'Europe où sont envoyés les jeunes Persans après avoir dépassé leur vingtième année ¹, c'est-à-dire après avoir l'esprit formé, initieront ces derniers seulement à la science et à la technique de l'Occident, mais n'auront aucune prise sérieuse sur ce fond de philosophie mystique, sur cette conscience trop sûre de l'inanité des choses d'ici-bas ; ils ne lui donneront pas cette ardeur au travail, cette précision dans la pensée, cette foi dans le progrès, ce souffle puissant, cet élan intérieur... tous éléments constitutifs de l'esprit qui, dans la civilisation moderne, est la véritable source de tant de réalisations merveilleuses.

Pour atteindre le but cherché, le seul moyen effectif est la rééducation de tout un peuple. Toute éducation supposant des éducateurs, il en faudrait à la Perse, avant tout, qui soient formés eux-mêmes suivant les méthodes occidentales. Cette vérité, à force d'avoir été dite et redite ² a fini par être comprise, mais par malheur, seulement à demi. Car s'il est vrai que sur les cent étudiants

1. Le programme des concours à l'issue desquels les jeunes gens sont choisis pour être envoyés comme boursiers en Europe est équivalent à celui du baccalauréat (2^e partie) et il est rare, en Perse, qu'on le possède avant 20 ans.

2. Cf. nos conférences et articles sur l'*Education en Perse*, dans la *Revue Ossoulé-Ta'limat* (Lois de l'Education), Téhéran, année 1919, nos 1, 2, et 3 ; le Bulletin du Comité de l'*Alliance Française* de Téhéran, année 1920, nos 31 et 32 ; le journal *Irané-Djavan*, Téhéran, année 1925-1926, nos 1, 5, 24 à 35 et 45 à 52.

envoyés chaque année par le Ministère de l'Instruction Publique en Europe, un tiers ont à s'adonner, conformément à la loi ¹, aux études pédagogiques, il n'en est pas moins certain d'abord, que ce nombre est insuffisant, et ensuite que ces jeunes gens, à leur retour, enseigneront les sciences et les arts qu'ils auront appris, mais seront incapables de communiquer à leurs compatriotes un esprit qu'ils n'auront pas pu acquérir eux-mêmes. En effet, comme il vient d'être signalé, ils ne quittent leur pays que vers l'âge de vingt ans, alors qu'ils sont en possession d'une personnalité toute formée, que les trois ou quatre années de séjour à l'étranger ne sauront nullement modifier.

Voici, à notre avis, comment il faudrait procéder. Les boursiers du gouvernement, ceux, du moins, auxquels sera confiée plus tard l'éducation du peuple, devront être choisis très jeunes. Ce choix sera fait parmi les meilleurs élèves ayant obtenu le Certificat d'Etudes Primaires et répondant aux autres conditions d'âge (14 ans, au maximum) et de santé. Après une année préparatoire de français, d'anglais ou d'allemand, ils seront envoyés en Europe et là, séparés autant que possible les uns des autres, ils seront placés dans des internats ou des familles honorables, continueront leurs études dans des écoles primaires supérieures et dans des Écoles Normales, ou établissements similaires, et ne retourneront chez eux qu'après avoir reçu une solide formation intellectuelle et morale. Un certain nombre reviendront Instituteurs et Institutrices, tandis que les plus capables continueront

1. Article 1 de la loi du 1^{er} Khordad 1307 (22 mai 1928) relative à « l'envoi des étudiants à l'étranger ».

leurs études jusqu'au niveau du Professorat d'École Normale.

Entre temps, en Perse, on préparera le terrain pour qu'au fur et à mesure du retour de ces éducateurs, ils puissent se mettre à l'œuvre sans délai. A cet effet, d'abord des écoles primaires et primaires supérieures *modèles* seront créées et *entièrement* confiées aux nouveaux maîtres ; ensuite il sera procédé à la fondation d'Écoles Normales, telles qu'il en existe en France. Les élèves de celles-ci seront fournis *exclusivement* par les écoles modèles ; leur direction et leur enseignement, assurés par les professeurs formés en Europe.

Vingt années après le jour où ce plan entrerait en exécution, la Perse disposerait des milliers d'éducateurs à mentalité nouvelle, seuls capables d'avoir quelque action décisive sur l'esprit des générations futures. En effet, en prenant comme nombre de boursiers le chiffre de 200 dont la moitié reviendraient instituteurs et l'autre professeurs, et en supposant qu'il faille sept ans pour la formation des premiers et dix ans pour celle des seconds, à partir de la 8^e année, on aurait tous les ans près de 100 instituteurs qui rentreraient et pourraient prendre la direction d'au moins cinq écoles primaires modèles ; et, à partir de la 10^e année, le même nombre de professeurs rentrant annuellement, la fondation de véritables Écoles Normales en Perse entrerait dans le domaine des possibilités.

Le tableau ci-après fera mieux ressortir le fonctionnement de ce plan ainsi que le nombre des Maîtres que sa mise en application, dès la 8^e année, fournirait à la Perse.

Année	Nombre d'instit. rentrés d'Europe	Nombre d'Écoles modèles fondées	Nombre de professeurs rentrés d'Europe	Nombre d'Écoles Normales fondées	Nombre d'instit. sortant des Écoles Normales persanes
8 ^e	100	10			
9	100	10			
10	100	10			
11	100	10	100	10	
12	100	10	100	10	
13	100	10	100	10	
14	100	10	100	10	300
15	100	10	100	10	600 (1)
16	100	10	100	10	900
17	100	10	100	10	1 200
18	100	10	100	10	1 500
19	100	10	100	10	1 800
20	100	10	100	10	2 100
Tot. : 13	1 300	130	1 000	100	8 400

Ainsi, en vingt années, la Perse serait munie de près de 10.000 instituteurs et institutrices et d'une centaine d'Écoles Normales, où enseigneraient mille professeurs chargés de former tous les jours de nouveaux Maîtres ². Depuis 1906, c'est-à-dire depuis un quart de siècle de constitution, aucun effort sérieux n'ayant été fait de ce côté, il est grand temps qu'on s'y décide enfin. Tout

1. Nous supposons que les cours de l'Ecole Normale seront de trois ans et que le nombre des Certifiés de fin d'Etudes Normales serait, en moyenne, de trente.

2. Il est bien entendu que sur cent boursiers, tous les cent ne sauraient atteindre au titre de professeur. D'ailleurs, d'une façon générale, pour la facilité du calcul, nous n'avons pas tenu compte des modifications certaines que les chiffres primitifs auraient à subir.

retard engendrerait de graves dangers pour la Perse qui doit sortir, au plus tôt, de la période de transition actuelle, pleine de confusion et d'instabilité. Pour le moment, tout semble perdre son caractère de solidité et de sérieux dans ce pays. En effet, si d'un côté le système de lois dont il est actuellement muni, avec les sanctions qu'elles prévoient, met un frein à certaines irrégularités visibles, il ne faut pas oublier que, d'un autre côté, le sentiment de « la responsabilité spirituelle pure » semble désertier peu à peu les esprits, puisqu'elle « a pour condition la présence dans le champ de la conscience, d'un système de choses sacrées, de valeurs morales, avec lesquelles le moi qui veut entre en contact » ¹ et que ces choses sacrées, ces valeurs morales, en partie constituées par les traditions nationales et religieuses, sont à présent soumises aux coups d'un radicalisme intégral. Nous pensons bien que la Perse doit s'occidentaliser, mais nous voulons insister sur le danger d'une adaptation inintelligente ou incomplète. En un mot nous voulons conclure à ceci : puisqu'il est impossible de rester « un bon vieux Persan », il faut se hâter de devenir intellectuellement et moralement un véritable Européen. Il faut un tout, un ensemble homogène et non pas des lambeaux qui n'arrivent pas à se joindre.

Il en est de même pour la femme persane qui ne veut plus rester voilée et cachée au fond de *l'andaroun*, mais prétend prendre part à la vie sociale. Ne se contentant pas d'emprunter aux femmes d'Occident une mise et un mode de vie extérieur qui, sans une contre partie morale, risqueraient de nuire aux bonnes mœurs et à

1. Paul Fauconnet, *op. cit.*, p. 386.

l'éducation des enfants, elle doit aussi donner à son esprit la culture qui justifiera ses prétentions à la liberté et à l'égalité avec l'homme.

Il nous reste à dire deux mots sur le choix du ou des pays d'Occident auxquels l'éducation des jeunes Persans devra être confiée.

Jusqu'à ces dernières années cette question ne se posait même pas, puisque, pour les raisons exposées au cours de cette étude, toutes les préférences allaient naturellement vers la France. Mais la traduction en Persan du livre d'Edmond Demolins, intitulé : *A quoi tient la supériorité des Anglo-Saxons ?*¹ et la publication de l'ouvrage *Rahé Now*² ont donné lieu, depuis quelque temps, à une campagne contre la culture latine. On trouve, en effet, que celle-ci est trop théorique et idéale, alors que la Perse qui veut s'occidentaliser et qui est bien pressée de rattraper le temps perdu, a besoin d'hommes d'action et d'initiative.

On connaît trop les avantages et les inconvénients attribués communément à chacune des éducations latine et anglo-saxonne pour qu'il soit besoin de les rappeler ici. Seulement, nous estimons que ceux qui ont donné la préférence, d'une façon générale, à l'une d'elles ont émis un jugement prématuré et bien téméraire. En effet, croire à la possibilité d'une éducation uniforme pour tous les

1. Ed. Demolins, *A quoi tient la supériorité des Anglo-Saxons ?* Paris, Firmin-Didot, traduit en persan par M. Dachtî, directeur du journal *Chafaghé-Sorkh*, un des grands quotidiens de Téhéran.

2. H. Kazemzadeh Iranschahr, *Rahé-Now* (Voie Nouvelle), Berlin, Iranschahr, s. d. Ce livre sur l'éducation est, en persan, unique en son genre.

hommes de tous les milieux, de même que croire, comme les utilitaristes, à la possibilité de réaliser le maximum de plaisir pour tous au moyen d'une ingénieuse arithmétique morale, c'est encore admettre en quelque sorte la théorie de « la table rase » de Locke, ou, à tout le moins, méconnaître les exigences propres de chaque esprit.

Celui du Persan, au témoignage de ses arts et de sa littérature, étant particulièrement raffiné et caractérisé, comme nous l'avons signalé plus haut, par une empreinte de mysticisme et de sentimentalité, ne saurait supporter la culture anglo-saxonne. Car il ne faut pas oublier que par celle-ci c'est surtout la culture américaine que l'on entend, en Perse. Or cette culture, trop pragmatique, ne conviendrait nullement à l'esprit persan ; elle le fausserait, le brûlerait, comme « un fumier trop fort brûle une plante délicate ». Bon nombre de Persans pourraient servir d'illustration à ce que nous venons d'avancer ; mais nous préférons citer comme exemple le cas de ces généraux chinois qui ont reçu une éducation américaine et aux cerveaux détraqués desquels sont assurément dus les désordres et la crise sanglante que traverse leur pays.

Les critiques adressées en Perse aux méthodes françaises d'éducation sont d'ailleurs en grande partie injustifiées et dues le plus souvent à une ignorance du sujet, quand elles ne le sont pas à des mobiles intéressés. Il y a, encore aujourd'hui, des gens dont les appréciations sur l'Enseignement français sont basées sur les programmes de 1902 ; ils semblent ignorer les modifications qui y ont été apportées depuis.

Quant aux bienfaits de la culture française, on ne saurait les nier. Tous les progrès réalisés dans le domaine intellectuel par les Persans lui sont dus. Ces derniers n'ont

pas cessé de le reconnaître hautement, puisque, en dépit de la campagne malveillante menée contre elle, ils continuent à lui donner la préférence en confiant à la France la formation intellectuelle et morale de leurs jeunes gens.

Mais les Persans auraient tort dans leur choix que celui-ci n'en resterait pas moins inébranlable. Car l'élite de la nation, comme on a pu le voir, s'est mise, depuis le XIII^e siècle, à parler le français, et c'est à travers et par cette langue qu'elle a pris l'habitude de connaître l'Occident. Ainsi, le pli, bon ou mauvais, étant depuis si longtemps pris, aucune force ne saurait l'effacer.

C'est l'une des raisons qui ont fait appeler la Perse « la France de l'Asie ». Le sens actuel des efforts d'européanisation de mon pays semble d'ailleurs indiquer son ferme désir de justifier pleinement cette appellation.

Vu le 9 février 1931.

Le Doyen de la Faculté des Lettres de L'Université de Paris,

H. DELACROIX.

Vu et permis d'imprimer.

Le recteur de l'Académie de Paris,

S. CHARLÉTY.

OUVRAGES CITÉS

- AUBIN (Eugène). — *La Perse d'Aujourd'hui*, Paris, Armand Colin, 1908.
- BARTHÉLEMY (Joseph). — *Le Gouvernement de la France*, Paris, Payot-1925.
- BÉRARD (Victor). — *Révolutions de la Perse*, Paris, Colin, 1910.
- BERCHET (G.). — *La repubblica di Venezia e la Persia*, Turin, 1865.
- BROWNE (Edward). — *A literary history of Persia*, Cambridge, University Press, 1928, 4 vol.
- CHARDIN. — *Voyage de M. le Chevalier Chardin en Perse et autres lieux de l'Orient*, Amsterdam, 1735, 4 vol.
- CLAVIJO (Ruy Gonzalez de). — *Narrative of the Embassy of Ruy Gonzalez de Clavijo to the Court of Timour at Samarcand*, trad. anglaise par Clement Markham, Hakluyt Society, 1859.
- CHODZKO. — *Choix de Téaziès*, traduits. Paris, Leroux, 1878.
- CURZON (G. N.). — *Persia and the Persian Question*, 1892, 2 vol.
- DARMESTETER (M. J.). — *Les origines de la Poésie persane*, Paris, Leroux, 1887.
- DELACROIX (Henri). — *Le Langage et la Pensée*, Paris, Alcan, 1924.
- DEMOLINS (Ed.). — *A quoi tient la supériorité des Anglo-Saxons ?* Paris, Firmin-Didot, s. d.
- DIEULAFOY (Jane). — *A Suse, Journal des fouilles*, 1884-6, Paris, Hachette, 1888.
- DIEULAFOY (Marcel). — *L'Art antique de la Perse*, Paris, 1884-1889. — *L'Acropole de Suse*, Paris, 1890-1894.
- DJALALEDDINE ROUMI. — *Masnavy*, Bombay, 1266 de l'Hégire.
- DJAMAL-ZADEH (S. Mohammad-Ali). — *Gandjé chayegân (Le Trésor abondant)*, Berlin, Kaveh, 1335 de l'Hégire.
- DUBEUX (Louis). — *La Perse (dans l'Univers, ou Histoire et description de tous les peuples)*, Paris, Firmin-Didot, 1841.
- DUMAS (Georges). — *Traité de Psychologie*, Paris, Alcan, 1923-1924, 2 vol.
- FATEH (Mostafa Khan). — *The Economic Position of Persia*, London, P. S. King et Son, 1926.

- FAUCONNET (Paul). — *La Responsabilité, Etude de Sociologie*, Paris, Alcan, 2^e éd., 1928.
- FERDOGY (Abolghassem). — *Schah-naméh* (Livre des Rois), Bombay, 1276 de l'Hégire. — Trad. J. Mohl, Paris, 7, vol.
- GARDANE (Comte Alfred de). — *Mission du Général Gardane en Perse sous le Premier Empire*, Paris, Ad. Lainé, 1865.
- GOBINEAU (Comte de). — *Essai sur l'Inégalité des Races Humaines*, Paris, Firmin-Didot, 5^{me} éd., s. d., 2 vol.
- *Trois Ans en Asie*, Paris, Grasset, 1922, 2 vol.
- *Les Religions et les Philosophies dans l'Asie Centrale*, Paris, G. Grès, 6^e éd., s. d., 2 vol.
- *Nouvelles asiatiques*. Paris, Perrin.
- GROUSSET (René). — *Le Réveil de l'Asie, l'Impérialisme britannique et la Révolte des Peuples*, Paris, Plon, s. d.
- HAFEZ (Khadjéh Shamseddin Mohammad). — Ghazaliât, Téhéran, Kaveh, 1306 de l'Hégire (année solaire, correspondant à 1927).
- HANWAY (Jonas). — *An historical account of the British trade over the Caspian Sea, 1754*, 2 vol.
- HERBETTE (Maurice). — *Une Ambassade persane sous Louis XIV (1653-1715)*, d'après des documents inédits, Paris, 1907.
- HERTSLET (Edward). — *Treaties and C. concluded between Great Britain and Persia, and between Persia and other Foreign Powers, wholly or partially in force on the 1st April 1891*, London, Butterworths, 1891.
- HUART (Clément). — *La Perse antique et la civilisation iranienne*, Paris, *La Renaissance du Livre*, 1925. p. 266.
- JAUBERT (P. A. M.). — *Voyage en Arménie et en Perse*, Paris, E. Ducrocq, s. d.
- KHAYYAM (Omar). — *Les Quatrains, ou Robaïyat*, Bombay, Golzar Hassani, 1324 de l'Hégire.
- KAZEMZADEH IRANSCHAR (H.). — *Rahé-naw* (La Voie nouvelle), Berlin, Iranschar, s. d.
- LESUEUR (Emile). — *Les Anglais en Perse*, Paris, La Renaissance du Livre, s. d.
- LOTI (Pierre). — *Vers Ispahan*, Paris, Calmann-Lévy, 1904.
- MAHOMET. — *Le Coran*.
- MALCOLM (John). — *The history of Persia from the most early period to the present time*, 1815, 2 vol. Trad. française, Paris, 4 nov. 1821.
- MARCO POLO. — *Le livre de Marco Polo*, éd. par M. G. Pauthier, Paris, Firmin-Didot, 1865, 2 vol.
- MASSÉ (Henri). — *Essai sur le poète Saadi*, Paris, Paul Geuthner, 1919.
- *L'Islam*, collect. Armand Colin, Paris, 1930.

- MASSIGNON (Louis). — *Annuaire du monde musulman*, Paris, E. Leroux, 1929.
- MEHDI KHAN (Mirza). — *Târikhé djahan-gochayé Nadéri* (Histoire des victoires de Nader), Tabriz, 1264 de l'Hégire.
- MORGAN (J. de). — *Histoire et travaux de la délégation en Perse* (1897-1905), Paris, Leroux, 1905.
- MORIER (J.). — *The adventures of Hajji Baba of Ispahan*, 1828, 2 vol.
- MOTAMEN-OL-MOLK. — *Recueil des Traités de l'Empire persan avec les pays étrangers*, Téhéran, 1908.
- NAFICY (Hassan Mocharrafad-Dovleh). — *L'Impôt et la vie économique et sociale en Perse*, Paris, Jouve, 1924.
- OLEARIUS (Adam). — *Relation du voyage en Moscovie, Tartarie et Perse*, Paris, 1639.
- PELLIOT (Paul) *Mongols et Papes* (Acad. Inscriptions, 1922).
- RAWLINSON (H. C.). — *England and Russia in the East*, 1875.
- RENAN. — *Les Téazies*. (Nouv. études d'hist. religieuse).
- ROUIRE (Dr). — *La rivalité anglo-russe au XIX^e siècle en Asie, Golfe Persique-Frontières de l'Inde*, Paris, Armand Colin, 1908.
- SAADI (Cheikh Moslédhedin). — *Kolliyat, ou œuvres complètes*, Téhéran, 1926 de l'Hégire.
- SERCEY (Comte de). — *La Perse en 1839-1840*, Paris, l'Artisan du Livre, 1928.
- SHUSTER (W. M.). — *The Strangling of Persia ; story of the European diplomacy and Oriental intrigue* New-York, 1912 et 1920.
- SYKES (Sir Percy). — *A History of Persia*, London, Macmillan, 1921, 2^e éd., 2 vol.
- TAGHI-ZADEH (S. Hassan). — *Moghaddaméyé Ta'limé Omoumi ya yéki az sar fashhayé tamaddonn* (La condition préliminaire de l'enseignement public, ou l'une des têtes de chapitre de la civilisation), Téhéran, Librairie Téhéran, 1307 de l'Hégire (année solaire).
- TAVERNIER. — *Les six voyages de Jean-Baptiste Tavernier*, Paris, 1692, 2 vol.

DOCUMENTS DIVERS

A Bibliography of Persia, par Sir Arnold Wilson, Oxford, Clarendon Press, 1930.

Archives du Ministère de l'Instruction Publique Persan.

Archives du parti Irané-Djavau.

Journaux et périodiques de Téhéran de 1906 à 1930.

Journal of central Asian Society, vol. 16 (1929).

Messages d'Orient (Cahier persan), Revue, Alexandrie, avril 1926.

Recueil des lois votées par le Madjless au cours des sept législatures (de 1906 à 1930), Téhéran, 3 vol.

Revue du Monde musulman, vol. 27 et 54. Libr. Leroux.

Textes des derniers traités intervenus entre la Perse et les pays étrangers (de 1919 à 1930).

The Edinburgh Review, n° 510, octobre 1929.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	1
--------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

LE CONTACT DISCONTINU

Caractères généraux : irrégularité, discontinuité et inefficacité..	7
---	---

CHAPITRE PREMIER

<i>Les origines du contact</i>	9
--------------------------------------	---

Le contact ne commence qu'au XIII^e siècle. — Pourquoi. — La Perse du VII^e au XIII^e siècle. — Le christianisme parmi les Mongols. — Le Concile de Lyon de 1245. — Le Franciscain Jean de Plan Carpin. — Saint Louis et la Perse. — L'offre de Michel Paléologue. — Lettre d'Edouard I d'Angleterre à Abaga. — Les propositions d'Arghoun. — Jean de Mont Corvin. — L'affluence des missionnaires. — La politique étrangère des Mongols. — Les voyages de Marco Polo. — La République de Venise et la Perse. — Action commune contre l'Empire ottoman. — Les Européens à la Cour de Tamerlan.

CHAPITRE II

<i>L'identification de deux sentiments</i>	18
--	----

Le développement des relations avec l'Europe au XVII^e siècle. — Politique et religion dans l'Empire islamique. — L'unité nationale persane. — Le danger turc : le Sultan et ses prétentions. — Le réveil du sentiment national dû à l'action des princes et des poètes. — Lutte de deux sentiments. — La question qui se posait aux consciences. — La succession de

Mahomet et la création des sectes religieuses. — Le Chiisme. — Des traces du Magisme dans la nouvelle foi. — La Perse arrachée à l'étreinte de l'Islam. — La tolérance des Safavis. — Le faubourg de Djolfa. — Les Safavis et les Chrétiens.

CHAPITRE III

L'arrivée des Anglais en Orient et en Perse.....

26

La Création de la Compagnie des Indes Orientales. — Les renseignements fournis par le nommé Steele. — Les frères Sherley et Schah Abbas le Grand. — L'Artillerie dans l'armée persane. — Les Sherley en mission à l'étranger. — L'arrivée du premier navire anglais dans un port persan (1616). — La lutte anglo-portugaise dans le Golfe Persique (1620). — Anthony Jenkinson et le premier essai de relations commerciales par la voie de Russie (1561). — Brucman et le 2^e essai. — John Elton et Jonas Hanway et le 3^e essai. — La naissance de la rivalité anglo-russe en Perse (1746). — L'abandon de la voie de Russie.

CHAPITRE IV

L'origine des relations russo-persanes

36

La première ambassade russe en Perse (1664). — Incursion des Cosaques dans le Mâzanderân. — Abbas II et Alexis. — Pierre le Grand et Schah Soltan Hossein. — L'origine inamicale des relations russo-persanes. — Les intentions malveillantes de Pierre le Grand. — L'ouverture des hostilités. — L'entrée en scène des Turcs (1723). — Le traité russo-turc de 1724 relatif au partage de la Perse. — L'apparition de Nader-Gholi, plus tard Nader Schah. — Les guerres de Nader et le traité de Recht (1732). — La conquête de l'Inde. — Le prétendu testament de Pierre le Grand.

CHAPITRE V

D'autres Européens en Perse

43

Les Portugais dans le Golfe Persique. — La richesse présumée de l'île d'Hormouz. — Alphonse d'Albuquerque et l'occupation de l'île d'Hormouz (1507). — La reprise de l'île par Schah-Abbas le Grand (1622). — La participation de la Compagnie des Indes Orientales et son espoir. — Les Hollandais

en Perse (1623). — Le monopole de l'achat et de l'exportation de la soie de Perse. — L'arrivée des Français. — Les missionnaires français ou parlant français. — Tavernier. — Chardin. — Colbert et Abbas II (1664). — La Compagnie Française des Indes Orientales — Louis XIV. — Le traité franco-persan de 1708. — L'importance de cet acte diplomatique. — L'île de Kharak cédée aux Français.

CHAPITRE VI

Les effets du premier contact..... 50

Ils furent médiocres pour plusieurs raisons. — D'abord, l'irrégularité du contact. — Ensuite, le petit nombre des gens sur lesquels il portait. — Enfin, l'existence d'une civilisation florissante en Perse. — La Perse admirée et copiée en Europe. — Les artisans persans à Venise. — L'art européen influencé par l'art persan. — Les Sherley et l'armée. — John Elton et la Création d'une force navale persane. — L'effet le plus considérable du contact. — L'introduction et la diffusion de la langue française en Perse.

DEUXIÈME PARTIE

LE CONTACT CONTINU

Caractères généraux : Continuité. — Pied d'infériorité sur lequel le traité de 1828 placera la Perse. — Rivalité anglo-russe. — Répercussions considérables dans tous les domaines 55

CHAPITRE VII

La rivalité franco-anglaise 57

L'Inde menacée. — La première mission de Sir John Malcolm et le traité anglo-persan de 1800. — Romieux et Jaubert en Perse (1805-1806). — Les propositions de Napoléon I^{er} à Fathali Schah. — Le traité franco-persan de Finkenstein (1807). — Le général Gardane et la mission militaire française. — La deuxième mission de Sir John Malcolm (1808). — Sir Harford Jones Bridges et les offres du gouvernement de Londres. — Le départ du Général Gardane. — Le Général John Malcolm et sa troisième mission. — Le traité anglo-persan de 1814.

CHAPITRE VIII

Les guerres russo-persanes et le traité de Torcamantchaï.

67

Les premiers succès de la Perse. — La bataille d'Aslandouz (1812) et le traité de Golestan (1813). — Les raisons de la défaite des armées persanes. — La délimitation incertaine de la frontière entre Erivan et Goktcha. — La reprise des hostilités (1825). — L'occupation d'Erivan et de Tabriz. — Raisons de l'échec définitif de la Perse. — L'eupéanisation de son armée, le reniement par les Anglais de leurs engagements, etc. — Modification au traité anglo-persan de 1814. — Le traité de Torcamantchaï (1828) et l'établissement de la juridiction consulaire ou du régime *capitulaire* en Perse.

CHAPITRE IX

La guerre anglo-persane

77

Les visées de la Perse sur l'Afghanistan. — Le changement du point de vue anglais. — L'attitude de la Russie. — Le siège de Hérat. — La mort d'Abbas Mirza (1833) et de son père (1834). — Mohammed Schah et les Anglais. — Le jeune Pottinger et la défense de Hérat. — La rébellion d'Agha Khan. — Hadji Mirza Aghassi. Nasséréddine Schah. — La rupture des relations diplomatiques anglo-persanes. — La Perse attaque l'Afghanistan, l'Angleterre le défend. — L'ingénieur français Buhler et la chute de Hérat. — L'Angleterre déclare la guerre. — L'occupation de Kharak et de Bouchir par les Anglais. — La paix et le traité de Paris de 1857. — Nouvelle preuve de l'insuffisance de la diplomatie persane.

CHAPITRE X

L'encerclement de la Perse

83

Les trois phases de la rivalité anglo-russe. — Les grandes expéditions russes à l'Est de la Caspienne. — La conquête de Tachkand (1864) ; de Bokhara (1868) ; de Khiva (1873) ; de Khokand (1876) ; de la Turcomanie (1881) ; de Merv (1884) ; — tentative infructueuse de mainmise sur Achouradeh. — Les Anglais dans le Golfe Persique. — Les Cheikhs reconnaissent la Suzeraineté du Schah. — L'Imam de Mascat et la base navale de Bassadore. — Les Anglais traitent avec les Cheikhs. — Les Anglais dans le Baloutchestan. — Gouador ou Gouator ? — Les Commissions d'arbitrage (1872-1903) et le

partage du Sistan. — La Perse encerclée. — Le jugement d'un Anglais.

CHAPITRE XI

La lutte d'influence ou la pénétration pacifique en Perse. 92

Entre « l'ours et la baleine ». — Les lignes télégraphiques. — Leur intérêt pour la diplomatie anglaise et pour la Perse. — L'Indo-European Telegraph — Le Baron Julius de Reuter et l'Imperial Bank of Persia. — Le « Persian Mining Rights Corporation ». — La Régie du tabac. — La navigation sur le Karoun. — The Anglo-Persian Oil Co. — La Brigade des Cosaques. — La Banque d'Escompte. — Les emprunts de la Perse. — La Convention commerciale russo-persane de 1903 et le nouveau tarif douanier.

CHAPITRE XII

La fin de la rivalité ou l'entente anglo-russe. 105

La genèse et les raisons de la rivalité anglo-russe. — Positions respectives des adversaires au début du xx^e siècle. — L'apparition de l'Allemagne dans le Golfe Persique. — Le voyage de Lord Curzon (1903). — Les déclarations de Lord Lansdowne. — L'accord anglo-russe de 1907 et le partage de la Perse en zones d'influence. — Les répercussions de l'accord. — La Perse constitutionnelle cherche à se relever. — Mr. Morgan Shuster et les réformes financières (1911). — L'ultimatum russe et le départ de Shuster. — La sourde rivalité des voisins. — Les Anglophiles, les Russophiles et les Nationalistes. — La méthode terroriste russe. — La méthode anglaise d'excitation des tribus. — L'entente anglo-russe pendant la Grande Guerre.

CHAPITRE XIII

Le contact avec les autres pays d'Occident. 114

I. — *France et Perse* 114

L'ambassade extraordinaire du Comte de Sercey (1839-1840). — M. Bourée et le Comte de Gobineau (1854). — Les relations diplomatiques permanentes. — Le premier groupe de boursiers envoyés en France — Les médecins et les professeurs français en Perse. — L'œuvre des missionnaires. —

L'enseignement du français. — Les fouilles archéologiques et le monopole de 1895. — La Convention de 1927 remplaçant le monopole. — Le rôle joué par les Ministres de France. — La France servant de modèle à la Perse.

II. — *Les Allemands en Perse*. 120

Le voyage de Guillaume II en Orient (1898). — L'objectif de l'Allemagne : l'accès du Golfe Persique et des Indes. — La lutte anglo-allemande dans le Golfe. — Les propagandes allemandes pendant la Guerre. — M. Wassmus et l'expulsion des Anglais par les Tanguistanis. — L'attitude des forces de la gendarmerie persane. — Le départ des Allemands. — Leur retour.

III. *La Perse et les autres pays d'Occident*. 124

La conclusion des traités d'amitié et de commerce avec les pays d'Occident. — L'appel aux spécialistes étrangers.

CHAPITRE XIV

Les répercussions du contact continu. 126

Les instruments de progrès. — L'imitation de l'Occident. — Les facteurs ayant hâté le changement du régime. — Seyyed Djamal Afghani et Malkam. — L'assassinat de Nasséréddine Schah (1896). — La révolution de 1906, et le régime constitutionnel. — La Perse avant la Constitution. — Le Schah, ses droits, ses devoirs et ses plaisirs. — Le Sadre-A'zam, ses pouvoirs et son sort éventuel. — Les Ministres. — La Justice, les lois du Char'e et les lois de l'Orf. — La loi du talion. — La Police : le Daroughéh et ses agents. — Les *loutys*, les *babamas* et les guerres de quartiers. — Les impôts, leur mode de perception et leur destination. — L'armée : les soldats et leurs métiers. — Les généraux-nés. — L'instruction publique. — Les gouverneurs et l'administration des provinces.

CHAPITRE XV

Les répercussions du contact (suite) 141

Les lois fondamentales. — La séparation des pouvoirs. — Mohammad-Ali Schah et le Parlement. — Le nouveau régime devant tout créer, tant au point de vue législatif qu'administratif. — Les difficultés, d'ordre intérieur et d'ordre extérieur. — L'organisation de la douane par les Belges (1898). — La gendarmerie et la police confiées aux Suédois (1911). — Les

finances persanes et MM. Bizot, Shuster, Mornard, etc. — M. Demorgny et l'Intérieur. — M. Perny et la Justice. — L'Instruction publique. — Loi relative à l'envoi régulier des étudiants en Europe. Le départ du premier groupe de boursiers.

TROISIÈME PARTIE

LA PÉRIODE ACTUELLE ET LES DERNIÈRES RÉPERCUSSIONS DU CONTACT

Caractères généraux : La Perse traite avec les puissances occidentales d'égale à égale. — Elle cherche elle-même à hâter son européanisation. 151

CHAPITRE XVI

La reprise de la rivalité anglo-russe — Une Perse forte et nationaliste...... 153

Un coup d'œil rétrospectif : La Perse pendant et après la Grande Guerre. — Le départ des Russes. — La Perse aux prises avec l'Angleterre seule. — La Conférence de la Paix ferme ses portes aux délégués de la Perse. — La famine et les épidémies de 1918. — L'accord anglo-persan de 1919 : ses répercussions et son rejet. — La nouvelle direction imprimée à la politique anglaise. — Le coup d'état de 1921. — Les libéralités de la Russie bolcheviste et le traité russo-persan de 1921. — La corrélation de la défense de l'Inde et d'une Perse forte et nationaliste. — La déchéance des Kadjars et l'avènement de Réza Schah Pahlavi.

CHAPITRE XVII

Les réformes...... 163

Les difficultés de la tâche. — L'imperfection des lois. — Le manque de bons fonctionnaires. — L'instabilité des employés du gouvernement. — La pénurie d'argent. — L'uniformisation et l'organisation des forces militaires. — L'aviation. — L'arsenal. — La marine. — Le Dr Millspaugh et les réformes financières. — Le statut des fonctionnaires. — Le service militaire obligatoire. — Le monopole du sucre et du thé. — Le chemin de fer transpersan. — Les routes. — Les réformes

judiciaires. — La dissolution du Ministère de la Justice et la création d'un nouvel organisme judiciaire. — L'abolition des Capitulations et la conclusion de nouveaux traités sur la base d'une réciprocité parfaite.

CHAPITRE XVIII

Les réformes (suite) 178

Les postes de T. S. F. — Les services municipaux et d'assistance sociale. — La description d'une ville de Perse avant 1921. — Le mérite du gouvernement de Seyyed Ziaéddine. — La transformation des villes de Perse. — L'Hygiène publique. — L'Institut Pasteur de Téhéran. — Le Lion-et-Soleil Rouge de Perse. — L'Instruction du peuple. — Le développement de la traditionnelle collaboration intellectuelle franco-persane. — L'envoi régulier de boursiers en Europe. — Les professeurs français à Téhéran.

CHAPITRE XIX

Les répercussions du contact sur l'art et la littérature 188

Les Persans réputés pour leurs goûts artistiques. — Ispahan et ses merveilles. — L'Exposition Internationale de l'Art persan à Londres (janvier 1931). — Les objets d'art persan et les Musées d'Europe. — L'expression des sentiments est différente chez les peuples. — L'imitation de l'Europe et la décadence de l'Art. — La musique persane. — Les caractères communs de la littérature persane à travers les âges. — La poésie et l'échec des tentatives de réforme. — Les thèmes abandonnés. — La nouvelle prose comparée à l'ancienne. — Les *ghessehs*, les *ta'ziéhs* et les *taghlids*. — Le roman et le théâtre se font une place dans la littérature officielle.

CHAPITRE XX

L'affranchissement et l'affermissement du sentiment national . . . 198

Le Chiisme encombré de superstitions. — L'antagonisme des pouvoirs religieux et civil. — L'utilité des mollahs. — La fermeture du bazar et le *bast*. — Le peuple est le jouet d'un clergé corrompu. — Le danger de cet état de choses. — Les dernières luttes des deux pouvoirs. — Les raisons du fiasco des mollahs. — L'hypocrisie du clergé. — Le jeûne de Ramazan. L'affaiblissement du sentiment religieux. — Les mesures prises

en vue de l'affranchissement du sentiment national. — L'uniformisation du costume persan et ses avantages. — Les voyages du Schah et ses discours. — Le patriotisme français devant servir d'exemple et de modèle. — Résultats obtenus.

CHAPITRE XXI

Les répercussions du contact sur la vie sociale..... 209

Le Persan dans le minimum de besoins et le maximum de bonheur. — La nouvelle conception de la vie imposée aux Persans. — Une résistance vaine. — La juxtaposition de la vie européenne à la vie persane. — L'augmentation des besoins, la diminution des recettes. — La corruption de la classe dirigeante. — La masse du peuple reste intacte. — Exemples de sa probité. — Le Persan n'est pas fanatique. — Les manifestations d'apparence religieuse. — Les nouvelles distractions : le cinéma et le gramophone. — Les conditions de la femme persane. — La polygamie et le divorce. — L'Instruction des filles. — L'émancipation de la femme persane.

CHAPITRE XXII

Le madjless et les partis politiques..... 222

Une seule Chambre, le *Madjlessé-Schourayé-melli*. — Les conditions requises pour être électeur et éligible. — Les huit périodes législatives et leur œuvre. — Les lois. — Les *andjommans*. — Les *hézbs* ou *ferghehs*. — Les politiciens-charlatans. — Le parti démocrate. — Le parti Irané-Djavan, sa formation, son programme ; sa participation aux élections de 1925. — Les services rendus par Irané-Djavan. — Le problème du changement de l'alphabet. — L'alphabet actuel n'est pas persan, mais arabe. — Les considérations ayant amené Irané-Djavan à se déclarer partisan du changement de l'écriture. — Le nouvel alphabet proposé par Irané-Djavan.

CONCLUSION

I. — *Inconvénients de l'adaptation ; sa nécessité, son utilité, sa possibilité* 231

Toute adaptation implique des pertes et des gains. — L'Islam et l'usage du vin. — L'hospitalité et la politesse persanes aux prises avec le souffle du matérialisme venant de l'Occident.

L'influence de l'Occident sur l'art et l'industrie. — La perte du pittoresque et de la couleur locale. — L'anarchie dans les habitudes et dans le comportement moral.

Pourquoi la Perse est obligée de s'eupéaniser.

Les avantages de l'adaptation. — La femme persane et son émancipation actuelle. — L'instruction du peuple. — Les services sanitaires et d'assistance sociale. — Les secousses sismiques de Salmas (1929) et l'organisation des secours.

L'avis sceptique de Gobineau concernant la possibilité de l'adaptation. — La théorie de l'inégalité des races humaines. — L'inconvénient des généralisations hâtives. — Le mot « oriental » exprime un concept d'une très vaste extension. — L'esprit persan et le génie aryen. — Le Persan du Mâzandérân et l'Arabe du Koweït. — Que l'on croie aux effets exclusifs de l'hérédité ou à ceux de l'éducation, on devra reconnaître au Persan la capacité de s'adapter. — L'adaptation se faisait lentement, on la force aujourd'hui. — La rapidité du mouvement nuit parfois à sa perfection.

II. — *Le manque d'harmonie*

243

Disproportion des progrès. — Les moyens de communication perfectionnés, les routes construites et entretenues suivant les méthodes d'antan. — L'Hygiène publique aux frontières et l'eau des villes. — Les femmes dansant les danses occidentales, mais ne sachant ni lire ni écrire. — Le nombre des cinémas et celui des Musées, des Bibliothèques, etc. — Le manque d'harmonie est dû : 1^o au défaut d'un plan général ; 2^o à la défectuosité des méthodes d'exécution. — La Perse comparée à un convalescent, puis à un automobiliste. — Les principaux points négligés : l'exploitation des richesses du pays ; l'éducation du peuple.

III. — *Les moyens d'adaptation*.....

248

Qu'est-ce que s'eupéaniser ? Les effets de la civilisation sont plus recherchés qu'elle-même. — Chez le Persan, l'intelligence est très vive ; mais elle est marquée d'une empreinte de mysticisme et de sentimentalité. — Cette empreinte est due : 1^o à l'enseignement des mollahs ; 2^o à l'influence des poètes ; 3^o aux vicissitudes historiques. — Un quatrain de Khayyam ; une poésie de Saadi. — Les étudiants en Europe sont trop âgés ; ils ont déjà l'esprit formé. — La nécessité de former des éducateurs en Europe. — Une proposition qui, si elle est acceptée, donnera en vingt ans à la Perse, des centaines de

professeurs et des milliers d'instituteurs et d'institutrices. — Il y a urgence à sortir de l'état actuel de transition. — L'inconvénient de la disparition du sentiment de « la responsabilité spirituelle pure ».

Quel pays devra servir de modèle à la Perse. — La culture latine ou la culture anglo-saxonne. — L'éducation idéale et le principe *du plus grand plaisir*. — Les critiques adressées aux méthodes françaises sont en partie injustifiées. — La Perse ne saurait se dérober à l'action de la culture latine. — La Perse appelée « la France de l'Asie ».

OUVRAGES CITÉS	259
TABLE DES MATIÈRES	263

Imp. des Presses Universitaires de France, Paris-Saint-Amand. — 26-3-1931
